Parti Socialiste
Comité directeur
21 et 22 novembre 1987

Sommaire

Le président (Claude Estier) 2
Marcel Debarge 3
Dominique Strauss-Kahn 16
Jean Le Garrec 23
Alain Richard 26
Jean-Marc Ayrault 30
Laurent Fabius 35
Jean-Pierre Chevènement 43
Le président (Claude Estier) 51
Michel Delebarre 52
Gérard Fuchs 57
Henri Emmanuelli 61
Jean Poperen 65
Lionel Jospin 69
Jean Poperen 69
Max Gallo 72
Pierre Mauroy 77
Lionel Jospin 83
Marcel Debarge 96
Pierre Bérégovoy 99
Georges Sarre 100
Michel Charzat 101
Yvette Roudy 102
Marie-Noëlle Lienemann 104
Jean-Marie Le Guen 108
Isabelle Thomas 111
Jean-Pierre Sueur 114
Jean-Christophe Cambadélis 117
Joël Carreiras 120
Sylvie François 122
Le président (Claude Estier) 125
Charles Josselin 125
Michel Debout 128
Patrice Finel 131
Robert de Caumont 132
Bernard Thareau 135
Georges Sarre 138
Dominique Strauss-Kahn 139

Fondation Jean-Jaurès

Jean Poperen 147
Louis Mermaz 150
Lionel Jospin 152
Jean Poperen 154
Lionel Jospin 155
Michel Charzat 156
Gérard Fuchs 160
Marie-Noëlle Lienemann 161
Luc Soubré 163
Lucien Dupuis 164
Dominique Strauss-Kahn 165
Lionel Jospin 165

Séance du samedi 21 novembre 1987 (matinée)

La séance est ouverte sous la présidence de Claude Estier.

Le président (Claude Estier)

Nous commençons nos travaux.
Je vous rappelle que ce Comité directeur est, en principe, organisé sur deux jours, sauf si la Commission des résolutions siégeait très tôt et finissait ses travaux très tôt ; nous aurons donc à siéger et à travailler demain matin, mais j'espère que les membres du Comité directeur ont pris leurs dispositions pour être là demain matin. Je vous remercie.
Je voudrais également saluer les journalistes présents. Conformément à une résolution que nous avons prise il y a quelques mois, vous vous en souvenez, à notre Convention du Pré Saint-Gervais, le Comité directeur est ouvert à la presse, à condition que cela se passe en silence.
Le Bureau exécutif vous propose, en ce qui concerne l'ordre du jour, que nous ayons un débat général, après avoir entendu le rapport d'activité qui sera présenté par Marcel Debarge et le rapport de la Commission des propositions qui sera présenté par Dominique Strauss-Kahn.
Suivra un débat général sur l'ensemble du problème de la situation politique et des propositions du Parti.
Est-ce que vous êtes d'accord sur cette façon de procéder ?
Pas d'objections.
Pierre Joxe.

Pierre Joxe - Une motion d'ordre. Est-ce que, pour une fois, les membres du Comité directeur sont prêts à s'engager à éviter toute fuite ?
(Rires)

Le président - Merci. Il y aura certainement moins de fuites que d'habitude !
(Rires)

Contribution Jean-Jaurès

Pas d'objections sur cette façon de concevoir notre ordre du jour ?
Alors, je demande maintenant aux photographes et aux cameramen de télévision de bien vouloir quitter la salle.

Pierre Joxe - Non. Qu'ils restent !

Le président - Non. On ne peut pas travailler avec eux.

Lionel Jospin - Les décisions sont prises.

Le président - Le paysage audiovisuel français étant ce qu'il est, la multiplicité des chaînes de télévision fait qu'il faudrait une salle spéciale pour avoir l'ensemble des cameramen. Je pense qu'ils auront la possibilité de travailler tout au long de la journée. Maintenant, c'est nous qui devons travailler.
Je donne la parole à Marcel Debarge, pour le rapport d'activité.

Marcel Debarge

La multiplicité des activités de notre Parti ces deux derniers mois n'a pas facilité ma tâche de rapporteur.
En effet, le risque était grand de rendre fastidieuse une trop longue énumération.
Aussi, je tiens par avance à m'excuser auprès de vous de ne pouvoir être ni exhaustif dans la citation des initiatives prises depuis le 13 septembre (date de notre dernier Comité directeur) ni complet sur les détails les concernant.
En introduction, je rappellerai que le Premier secrétaire, outre sa participation à la quasi-totalité des manifestations et activités dont je vais maintenant vous parler, a effectué un grand nombre de déplacements dans le cadre des relations internationales.
C'est ainsi qu'il s'est rendu en URSS, à l'invitation du Parti Communiste soviétique du 22 au 26 septembre, puis du 13 au 16 octobre à Dakar où se réunissait le Conseil de l'internationale Socialiste.
Le 16 novembre, une délégation menée par le Premier secrétaire rencontrait les dirigeants FLN à Alger, rencontre suivie d'un long entretien avec le président Chadli.
Le 18 novembre, Lionel Jospin et Louis Le Pensec se sont rendus à Tunis à l'invitation des nouvelles autorités et ont eu des contacts avec diverses forces politiques suivis d'un entretien avec le président Zine Ben Ali.
En outre, le Premier secrétaire a participé à la réunion des leaders Socialistes et sociaux-démocrates à Paris, le 23 octobre. Cette réunion a constitué une étape importante. Cette initiative sera renouvelée. La déclaration commune faite à l'issue de cette journée permettra de présenter un front commun avant le sommet de Copenhague. Pour sa part, le Premier secrétaire a proposé la réunion d'un grand Congrès du Socialisme européen en 1989, année du bicentenaire de la Révolution française et date des élections européennes.
Sur le plan national, Lionel Jospin a effectué une tournée dans les Dom-Tom

Fondation Jean-Jaurès

accompagné de Daniel Vaillant et de Robert Le Foll, délégué à ces questions.
Le Premier secrétaire s'est exprimé lors des assises sur la protection sociale qui se sont tenues le 10 octobre au Pré Saint-Gervais et qui ont connu un grand succès.
Je terminerai cette lecture par l'agenda du Premier secrétaire, en vous disant qu'il a présenté à la presse, avec Laurent Fabius, une proposition sur l'éducation. Texte intitulé "Nouvelles chances pour demain" qui avait été adopté par le Bureau exécutif le 4 novembre.
Le Secrétariat national aux droits des Femmes a engagé dans toute la France une campagne très active, à la fois pour la préparation des échéances présidentielles et pour la Convention sur les droits de la Femme du 8 mars 1988.
Un certain nombre de réunions nationales décentralisées se sont tenues, avec à chaque fois, une forte mobilisation.
Dans le cadre de cette campagne, un matériel spécifique a été élaboré, accompagné d'un effort conséquent d'information et d'un travail rédactionnel particulièrement important.
Le Secrétariat national aux affaires économiques et sociales a mené une double campagne d'information, contre les privatisations et contre le budget de l'année 1988.
Plusieurs réunions et meetings ont été organisés dans différentes fédérations pour dénoncer le quadrillage de notre économie par l'Etat RPR. C'est ainsi que Pierre Bérégovoy s'est rendu le 16 septembre à Lyon pour rencontrer les sections Socialistes d'entreprises de l'agglomération lyonnaise.
Le 14 octobre, à l'occasion de l'examen de la loi de finances pour 1988, à l'assemblée Nationale, Pierre Bérégovoy dénonçait un budget non-rigoureux, injuste et tournant le dos à l'avenir, et faisait, au nom des Socialistes, des propositions pour l'investissement et contre la spéculation financière.
Qu'il s'agisse des élections ou du budget électoral de 1988, ces deux thèmes ont été l'occasion de nombreuses interventions devant les militants. Dans le même temps, la Commission monétaire du Parti s'est réunie à plusieurs reprises pour suivre l'évolution de la situation boursière ; la nouvelle Commission économique se réunira le 26 novembre.
Le 21, 22 et 23 septembre, Pierre Bérégovoy s'est rendu à Bonn, en RFA. Par ailleurs, il a participé, le 9 novembre à Rome, au Comité pour l'Union monétaire de l'Europe.
Le Bureau exécutif du 23 octobre a demandé au Secrétariat aux affaires économiques de présenter un rapport sur la crise économique et boursière.
Enfin, les réunions et meetings sur la sécurité sociale se sont poursuivis sur l'ensemble du territoire.
Dans le domaine de la santé plusieurs communiqués ont précisé la position du Parti, notamment :
- sur la partie assurance maladie du rapport des sages,
- sur la proposition de loi de l'association pour la prévention de l'enfance handicapée,
- sur le dépistage et la prévention - sur le rapport Hirsch concernant le

tabagisme.
Le groupe de travail inter disciplinaire santé/société mis en place pour traiter le problème du SIDA a continué à se réunir régulièrement. Un nouveau groupe chargé de réfléchir sur la formation des personnels de santé vient d'être mis sur pied en liaison avec le Secrétariat aux études. En outre, Gilles Johannet, délégué national à la sécurité sociale et Claude Pigement, délégué national à la santé ont reçu de nombreuses délégations dont, l'intersyndicale nationale des médecins hospitaliers, le syndicat des médecins généralistes de France, les responsables de la Caisse nationale d'allocations familiales.
Le Secrétariat national aux droits de l'Homme et aux libertés a tenu la réunion de ses secrétaires et délégués fédéraux le 10 octobre dernier au siège du Parti. Outre cette journée, le secteur a pris différents contacts et est intervenu sur un grand nombre de questions.
Dans le cadre de l'organisation des manifestations antiracistes des 29 novembre et 5 décembre, ce Secrétariat a assisté à de nombreuses réunions organisées par le Comité des familles au siège de la Ligue des droits de l'Homme. Comité des familles qui par ailleurs a été reçu au siège du Parti le 22 octobre.
En outre ce secteur a été étroitement associé à la rencontre organisée par le Secrétariat national aux relations extérieures avec la Ligue des droits de l'Homme qui a eu lieu le 5 novembre au siège du Parti.
Le Secrétariat national aux droits de l'Homme a également reçu l'association des jeunes maghrébins de France, la fédération des associations Sénégalo-Mauritaniennes.
Par ailleurs ce secteur a participé à la manifestation "Rassemblement des défenseurs des droits de l'Homme" organisée par ATD quart-monde le 17 octobre dernier.
Sur le plan international, une intervention a été faite auprès de M. Botha pour obtenir la grâce des 32 condamnés à mort de Pretoria.
Ce Secrétariat a exprimé son inquiétude, au nom du Parti, des atteintes au droits de l'Homme signalées ces derniers mois en Côte d'Ivoire, en Tunisie, au Honduras, au Guatemala, au Chili ainsi qu'en URSS.
Le Secrétariat national à l'urbanisme a poursuivi son programme de journées d'études thématiques :

- le 3 octobre : "Le forêt, enjeux économiques et menaces"
- les 14 et 15 novembre à Strasbourg : "Combattre et maîtriser les pollutions industrielles".

La Commission urbanisme s'est réunie au mois de septembre et au mois d'octobre. Elle a retenue le principe d'organiser une journée sur l'aménagement urbain le 6 décembre à Strasbourg.
Le secteur logement a coordonné le travail des fédérations pour l'organisation des assises départementales du logement. Le point fort de cette campagne a eu lieu lors des assises nationales de Massy dans l'Essonne, qui se tiennent aujourd'hui 21 novembre.
Le Secrétariat national au secteur public a eu une activité largement rythmée par l'actualité de ces dernières semaines. Activité notamment marquée par la mise

Collection Jean Jaurès

en cause des conditions et modalités des privatisations, puis la crise boursière et financière.
Dans ce contexte, le Secrétariat national au secteur public est intervenu à plusieurs reprises. Notamment :

- pour condamner la mise en place des "noyaux stables",
- pour demander l'arrêt immédiat des privatisations en raison de la gravité de la crise financière et boursière,
- pour mettre en garde le gouvernement contre tout privatisation, à moyen terme, de Renault.

Dans le même temps, ce secteur a poursuivi l'élaboration du "livre noir des privatisations".
Par ailleurs, il a organisé le 14 octobre dernier une journée d'étude interne consacrée aux problèmes de la Poste et des télécommunications. Cette journée a montrée la volonté des Socialistes de riposter à la logique du projet Longuet de déréglementation et de désengagement de l'Etat.
Le Secrétariat national aux problèmes industriels a, pour sa part, fait travailler ses groupes de réflexion sur le thème de l'entreprise et de l'industrie et aussi sur le thème d'un nouveau type de relations que les pays développées doivent entretenir avec les pays du tiers-monde.
Edith Cresson a participé a de nombreuses réunions en France et à l'étranger pour traiter du problème de l'industrie, pour présenter le document de propositions du PS et en tant que présidente de l'ADFE.
Pour le Secrétariat national aux fédérations et aux contentieux que j'anime avec Daniel Vaillant, je retiendrai quelques temps forts pour lesquels notre secteur a dû accomplir un grand travail préparatoire, je veux parler :

- des assises inter-fédérales de la protection sociale que j'ai déjà évoquées,
- de la journée des Premiers secrétaires fédéraux qui a eu lieu le 24 octobre au siège du Parti et qui a été l'occasion pour nous d'avoir un large échange de vues avec l'ensemble de ces responsables en présence du Premier secrétaire.
- Enfin, j'évoquerai les nombreuses réunions ou manifestation fédérales organisées et coordonnées par le secteur fédérations pour populariser les propositions des Socialistes. Ces réunions sont ouvertes aux militants et sympathisants, ainsi qu'aux responsables syndicaux et associatifs, elles ont pour objet d'ouvrir une large concertation avec tous ceux qui souhaitent intervenir dans leur domaine.
- En relation avec les Secrétariats nationaux aux relations extérieures et aux droits de l'Homme et aux libertés, nous avons largement contribué à la préparation des manifestations du 29 novembre et du 5 décembre.

J'ai, par ailleurs, représenté le Parti au récent Congrès de la LICRA.
Le Secrétariat national aux relations extérieures pour sa part, a assumé les nombreuses rencontres avec les différents organisateurs des manifestations contre le racisme et la xénophobie. En outre, Michel Delebarre a continué de participer aux réunions bimensuelles du Secrétariat du Conseil national de la Gauche, dont la prochaine initiative sera, les 21 et 22 janvier un colloque sur le

Coll. Fondation Jean-Jaurès

thème "Hommes et femmes de gauche et de progrès : pourquoi ? Pour quoi faire ?"
Ce secteur a poursuivi ses relations avec les associations et les organisations syndicales. Le 17 novembre, Michel Delebarre et une délégation du Parti ont rencontré la CFDT. Première d'une série de réunions avec les organisations socioprofessionnelles (en collaboration avec Dominique Strauss-Kahn) pour discuter des éléments contenus dans nos propositions.
Le Secrétariat national aux relations extérieures a veillé a ce que le Parti soit représenté :

- aux défilés en faveur du maintien du pouvoir d'achat et du droit de grève de la CGT le 1er octobre et de FO le 3 octobre,
- au Conseil national de la JOC, le 31 octobre à Clichy,
- au Congrès du MRAP, le 15 novembre à Paris,
- à la Convention nationale de la LICRA, le 15 novembre à Strasbourg.

Le Secrétariat national à la communication a, depuis le dernier Comité directeur, fait paraître une brochure et une affiche intitulées "Défendre le droit au logement pour tous", dans le cadre des assises du logement.
Il a conçu et diffusé des posters et des affiches "Souvent les idées naissent chez les femmes".
Une conférence de presse tenue par Jack Lang et Henri Emmanuelli a lancé la grande campagne nationale du Parti pour inciter les jeunes à s'inscrire sur les listes électorales ; le matériel de support comprenant des affiches, un autocollant et un badge.
C'est à ce secteur que nous devons la diffusion massive d'un tract d'appel à participer à la manifestation "Contre le racisme et la xénophobie - pour l'intégration et l'égalité des droits".
La publication du "livre noir des privatisations" sera assurée au début du mois de décembre.
Enfin, le Secrétariat national à la communication a réuni ces Secrétaire fédéraux les 19 et 20 septembre.
Le Secrétariat national à la formation et à l'éducation.
Tout d'abord, le secteur formation a concentré ses efforts sur la formation des militants et des cadres du Parti aux techniques de communication politique.
La réunion des Secrétaires fédéraux à la formation s'est tenue les 24 et 25 octobre. A cette occasion, il a été présentée la brochure "Communiquer", publiée conjointement avec le secteur communication.
Le secteur éducation a conservé, pour une large part, son activité avec l'élaboration du texte "Les nouvelles chances pour demain", qui je vous le rappelle, a fait l'objet d'une présentation à la presse par le Premier secrétaire et Laurent Fabius.
Le Secrétariat éducation a reçu de nombreux représentants du mouvement éducatif.
Le Secrétariat national aux questions européennes a réuni à deux reprises la Commission Europe. Ce secteur diffusera prochainement des documents de travail pour informer et sensibiliser les militants à l'enjeu de 1992 et aux

Fondation Jean Jaurès

dangers que les politiques libérales font peser sur l'avenir de la Communauté européenne.
Un matériel spécifique sera élaboré pour mener l'offensive contre la politique du gouvernement qui utilise le thème de 1992 pour justifier ses choix intérieurs.
Le secrétariat national à la jeunesse et à la culture.
Les structures fédérales et régionales MJS se mettent en place avec l'application du nouveau règlement intérieur. L'équipe nationale, quant à elle se réunit régulièrement tous les quinze jours.
Sur le plan international, le MJS a participé à un colloque sur la presse Socialiste, organisé à Strasbourg par la IUSY.
La Conférence nationale jeunesse se tiendra en janvier ou février 1988.
Dans le cadre de l'inscription des jeunes sur les listes électorales, une initiative est prévue à Clichy dans les Hauts de Seine.
Le Secrétariat international a connu une intense activité au cours de ce trimestre. Je ne reviendrai pas sur les rencontres que j'ai déjà évoquées au début de ce rapport. Je me contenterai donc de les compléter en vous disant que du 3 au 5 novembre, Louis Le Pensec a conduit la délégation du PS à Moscou, forum organisé dans le cadre du 70ème anniversaire de la Révolution soviétique, auquel participaient les Partis Communistes du monde entier, de nombreux Partis Socialistes et Sociaux-démocrates et mouvements de libération. A cette occasion, Louis Le Pensec a eu un entretien avec Mikhaïl Gorbatchev. Il s'est aussi entretenu des problèmes de l'Amérique Centrale avec Fidel Castro, et a évoqué avec Yasser Arafat, le problème de la Conférence pour le Moyen-Orient.
Du 1er au 8 novembre, une délégation du Parti Socialiste s'est rendue en Israël à l'invitation du Parti travailliste et a rencontré Shimon Pères.
En outre, le secteur international a participé à différents Congrès internationaux :

- Congrès du PS autrichien à Vienne,
- Congrès du PS suisse à Berne,
- Congrès du Parti Social-démocrate danois à Copenhague,
- Conférence annuelle du Parti travailliste irlandais à Cork,
- Conférence du Parti travailliste britannique à Brighton,
- Congrès du Parti travailliste Social-démocrate d'Irlande du Nord à Newcastle.

Le secteur international a préparé les prises de position du Parti sur :

- les événements du Tibet (BE du 14 octobre),
- les violences à Haïti (BE du 14 octobre),
- l'élection du Secrétaire général de l'UNSECO (BE du 21 octobre),
- l'assassinat du président du Comité des droits de l'Homme au Salvador (BE du 28 octobre),
- les événements en Tunisie (BE du 12 novembre).

Le Secrétariat national aux collectivités locales et problèmes de société a réuni le groupe de travail "Finances locales" autour de Guy Vadepied, délégué national, désormais en mesure de remettre les dernières conclusions de ses travaux.
La Commission nationale collectivités locales et problèmes de société, réunie à

Collection Jean Jaurès

deux reprises sous l'autorité de Pierre Mauroy a orienté les travaux sur le minimum garanti et sur une nouvelle politique urbaine.
Comme on a pu le constater, la Lettre des communes de France est désormais hebdomadaire.
La FNESR par l'intervention de plusieurs de ses dirigeants et par la voix de son président s'est exprimée au 70ème Congrès de l'association des maires de France.
Lionel Jospin et Pierre Mauroy ont animé ensemble le dîner/débat organisé avec les maires Socialistes à l'occasion de ce Congrès le 27 septembre sur le thème de l'apartheid en Afrique du Sud.
Ajoutons, pour conclure, la participation de Pierre Mauroy et de Bernard Roman aux assises régionales de la FNESR.
Le Secrétariat national aux élections organisera le 5 décembre une réunion de ces Secrétaires fédéraux.
Ce secteur a suivi chaque consultation comme il se doit, et avec efficacité, si on en croit les résultats des élections cantonales partielles.
Sur 44 élections partielles intervenues en cours d'années, le PS a gagné des sièges dont 1 sur le PCF, 1 sur le MRG et 13 sur la Droite, dont 5 depuis notre dernier Comité directeur.
(Applaudissements)
On peut dire, que pour le moins, notre électorat ne semble pas trop tétanisé. Ce qui revient à dire également que les Socialistes font preuve, dans ce domaine, comme dans d'autres, d'une certaine vitalité.
Le Secrétariat national aux entreprises et au monde du travail a tenu de multiples réunions départementales, suite au projet Longuet pour les PTT.
Ce secteur a préparé un dossier portant sur les atteintes aux libertés syndicales, dossier étayé par de nombreux exemples.
Il sera rendu public dans les prochains jours et sera un outil pour l'action, à la disposition de l'ensemble du Parti.
Dans le cadre de l'université permanente, une première rencontre entreprises s'est tenue les 19 et 20 septembre dans le Var.
Les débats ont porté sur l'actualité sociale, économique, politique, sur le rôle du Parti dans les entreprises, les relations avec les syndicats.
Deux autres rencontres auront lieu :

- l'une à Toulouse les 23 et 24 novembre,
- -l'autre les 19 et 20 décembre près de Bourges.

Le secteur entreprises rencontrera à Paris, le 30 novembre le Secrétaire national entreprises du SPD.
La Conférence nationale entreprises se tiendra les 23 et 24 janvier 1988 à Evry sur le thème : "1988, la victoire pour l'emploi, la démocratie et la justice sociale".
Le PS Info qui publie les documents préparatoires est actuellement envoyé dans les fédérations dont plusieurs ont d'ores et déjà programmé la tenue de Conférences départementales.
Le Secrétariat national aux études et au programme a procédé au recollement des remarques, avis et propositions de modifications émanant des fédérations et

Collection Fondation Jean-Jaurès

des sections, ce qui représente 4000 pages concernant le texte "Les propositions des Socialistes".
Trois réunions de la Commission des propositions se sont tenues au terme desquelles le secteur études a travaillé à une nouvelle rédaction du texte qui vous sera soumise aujourd'hui.
Ce secteur a eu a fournir un travail très important, assumé avec efficacité et rapidité.
Le porte-parole du Parti chargé de la presse a organisé de nombreuses conférences de presse sur des sujets déterminés.
Notamment sur :

- l'emploi et l'évolution du monde du travail avec Michel Delebarre,
- la privatisation des assurances avec Dominique Strauss-Kahn et Michel Charzat,
- l'audiovisuel.

Le service de presse a également réalisé deux films de 10 minutes pour les émissions "Expression directe" diffusée sur A2 et FR3 : l'un sur le logement, l'autre sur les privatisations.
La délégation nationale aux affaires sociales et à l'emploi a mis au point un argumentaire sur les problèmes de la sécurité sociale.
Le secteur agriculture et monde rural a réuni les bureaux de la Commission nationale agricole.
Ces réunions ont permis de poursuivre l'examen des dossiers d'actualité en cours :

- la caisse nationale du Crédit Agricole,
- la loi de modernisation de l'agriculture,
- le budget de l'agriculture,
- les nouvelles propositions de la Commission de Bruxelles,
- les chambres d'agriculture de gauche.

La Commission nationale agricole se réunira le 12 décembre prochain.
Le secteur administration et organisation a lancé l'édition de la carte adhérent 88, ce qui permettra aux fédérations d'en disposer le 1er janvier 1988.
En vue de la campagne présidentielle, nous disposerons, rue de Solferino, fin janvier 88 d'un nouveau standard téléphonique plus performant.
(Applaudissements)
L'ISER pour sa part, annonce la parution du numéro 8 de son bulletin, et la préparation du n°9.
La tenue du 7ème séminaire international annuel a lieu les 19, 20 et 21 novembre sur le thème : "L'URSS aujourd'hui - l'effet Gorbatchev".
Bien des événements politiques se sont déroulés depuis notre dernier Comité directeur. Ils mériteraient tous plus qu'une simple citation ou une référence à l'activité de tel ou tel secteur du Parti. Je me contenterai d'en évoquer quelques uns liés à l'actualité politique, mais aussi à la situation économique, aux problèmes de société, aux actions actuelles et à venir du Parti, que le Secrétaire national aux fédérations que je suis connais bien. Je peux en effet témoigner, si besoin était, de la vitalité de l'organisation politique à laquelle nous appartenons

Fondation Jean Jaurès

et dont nous avons collectivement, je suis convaincu que chacun ici, en a conscience, la responsabilité.
Nous traversons une période délicate que des "affaires" semblent jalonner. Elle se caractérise, c'est le moins que l'on puisse dire, par une campagne savamment orchestrée qui ternit l'image, et empoisonne l'ambiance politique de notre pays. L'air de la calomnie tente de masquer une situation économique et sociale difficile, détériorant le climat national à un moment où en toute liberté et lucidement, chaque Français devrait pouvoir apprécier la situation politique et se forger un jugement pour la consultation électorale future.
Il est grave de faire croire que l'univers politique est contaminé, c'est grave car dangereux pour la démocratie. A la curiosité inquiète de l'opinion, ont vite succédé une certaine répugnance et aujourd'hui, la satiété.
Notre seule volonté dans ce domaine est que soit établie la vérité.
Nous voulons la justice.
Cette exigence fondée sur un certain nombre de principes implique le respect de règles.
Mon propos ne consistera donc pas à refaire l'historique de ce qu'on a appelé les "affaires", mais à rappeler ces principes.
Je ne veux pas jouer les moralisateurs, je considère simplement qu'il est temps de mettre en garde l'ensemble du pays contre certaines pratiques fondées sur l'amalgame, l'allusion perfide, la calomnie, la rumeur, la diffamation, l'insinuation et le mensonge, démarches qui mettent en péril nos libertés.
Nos exigences sont simples : nous voulons que la vérité soit établie, que soit préservée la séparation des pouvoirs, que soit garanti le respect de l'honneur de tout homme, sans qu'aucun ne soit au-dessus des lois.
Il faut que les Français comprennent qu'il y a actuellement des procédures en cours et qu'elles doivent toutes être menées à leur terme sur la base d'un dossier complètement et librement instruit.
Que faut-il penser, par ailleurs, de l'acquittement des 7 hommes responsables de la mort de 10 militants indépendantistes calédoniens ? Cela signifie-t-il que le Code pénal de la République s'est enrichi d'une jurisprudence locale : il y a légitime défense dès lors qu'on assassine un kanak ?
Nous voulons aussi que la séparation du pouvoir politique et de la presse et des médias soit tout aussi clairement exigée. Or, les manquements a ce principe sont multiples et quotidiens.
A peine crée, la CNCL après la liquidation de la haute-autorité, a démontré en quelque mois seulement de fonctionnement, qu'elle n'était que la caricature d'une institution indépendante, garante de la liberté et du pluralisme. Qu'il s'agisse de la nomination des PDG de chaînes publiques, de la répartition des chaînes privées ou encore de l'attribution de fréquences radios locales, ces choix ont été déterminés par des préoccupations exclusivement partisanes : amis politiques, grands groupes multimédias proches de la Droite et plus particulièrement du RPR ont été largement comblés.
Ainsi, le terme privatisé prend-t-il un sens particulier. Télévision privée signifie soumise à influence.

Fondation Jean-Jaurès

Durant la campagne sur le référendum en Nouvelle Calédonie, la CNCL a couvert et cautionné le déséquilibre de l'information.
Dans le même temps, assuré de ses arrières, le Conseil d'administration de FR3 approuve le licenciement de trois journalistes de la station régionale de Corse, alors que les Prud'hommes et la cour d'appel avaient donné raison à ceux-ci.
C'est dans ce contexte de mainmise permanente que s'inscrit la décision de diffuse les programmes régionaux de la Corse depuis Marseille.
A quand ceux de FR3 Île de France depuis la Corrèze ?
Ces exemples ne sont qu'un échantillon des interventions, ingérences, des intrusions de la Droite et de ses agents dans le domaine de l'information. Ils sont cependant suffisamment éclairants pour montrer combien il est nécessaire de maintenir ou plutôt de rétablir dans ce secteur un service public fort et indépendant
Toute aussi préoccupante est la situation économique et donc sociale du pays.
En effet, ce gouvernement pratique l'injustice sociale : perte du pouvoir d'achat des salariés, flambée des loyers, désindexation des retraites sur les salaires, diminution des prestations sociales, atteinte au service public, atteinte au droit syndical, augmentation importante de la pauvreté.
Sa quête du profit à court terme, comme le prouve son incitation à la spéculation, sa politique de protection de la grande propriété lui fait favoriser un petit nombre d'intérêts au détriment de la politique industrielle, de l'investissement et de l'innovation.
C'est ainsi que la Droite sacrifie les programmes de recherche et fait la preuve de son manque d'ambition en matière de formation. Cette absence de vision d'avenir, notamment sur le plan économique et social a toutes les raisons de nous inquiéter et de renforcer notre mobilisation. Nous voici revenus, comme avant 81 - avec les Premiers ministres de l'époque -, à une politique sans envergure et néfaste pour le présent et l'avenir de la France et des Français.
Examinons les résultats chiffrés : l'inflation est aujourd'hui plus élevée, 3,5% sur les 12 derniers mois. La croissance s'est ralentie. Elle se situera en 1987 environ à 1,5% et à moins de 1% en 88.
Le chômage s'est accru de 200 000 personnes depuis 1986.
En dépit d'une réduction de 85 milliards de la facture énergétique pétrolière, depuis mars 1986, le déficit du commerce extérieur s'aggrave.
Jamais le solde industriel n'a été à un niveau aussi bas.
L'investissement industriel n'aura progressé que de 4% en 1986-87 selon l'INSEE, contre 17% toujours selon cette source en 1984-85.
A cela il faut ajouter la dévaluation inutile d'avril et la politique de privatisations à tout va.
Ces privatisations ont eu une incidence néfaste notamment parce que beaucoup d'entreprises de grande taille ont préféré se livrer à des opérations financières plutôt que d'investir. Le but du gouvernement était de faire de l'argent, les "privatisables" ont suivi cette règle du jeu.
Les Socialistes ont demandé au gouvernement de droite de cesser les privatisations. Il a refusé : les profits à court terme, pour ce gouvernement, sont

attractifs.
Il aura fallu une bourrasque financière pour que, contraint par les faits, il recule provisoirement, ne renonçant pas pour autant à certaines privatisations, notamment celle de l'UAP.
Cette politique est dangereuse. Le gouvernement l'a engagée et accélérée en dépit d'un climat international particulièrement défavorable.
Le renforcement de l'Etat RPR autour des noyaux durs est la propriété, même au détriment de millions de modestes actionnaires.
Grâce au système de ces noyaux durs, paquet d'actions concentrées entre les mains de quelques hommes, les amis du pouvoir actuel ont désormais la mainmise sur les principales société privatisées. En cas de crise boursière, et nous y sommes, les noyaux durs ont, en outre, la possibilité, à moindre frais, de renforcer leur contrôle sur les sociétés en rachetant des actions. Cette stratégie politicienne, qui consiste à consolider son pouvoir politique par un pouvoir économique, qui doit tout à la cooptation et au copinage est dangereuse pour la démocratie : elle freine les possibilités d'alternance en concentrant le pouvoir de l'argent entre les mains de quelques hommes qui seraient inamovibles.
Ces décisions reposent aujourd'hui sur les caprices de quelques affairistes liés au pouvoir.
Contrairement à ce que le gouvernement cherche à faire croire, ce n'est pas la stabilité de l'actionnariat qu'il cherche, mais la permanence des structures dirigeantes composées de ses amis politiques.
Le budget 1988 qui est en discussion devant le Parlement est un budget irresponsable.
En effet, si nous tenons compte du budget de l'Etat et de la sécurité sociale, c'est entre 80 et 100 milliards de francs qui manqueront à la mi-88, car les engagements de dépenses non-financées sont de l'ordre de 20 milliards, car les pertes de recettes fiscales peuvent être estimées elles aussi à 20 milliards de francs, car s'ajoute à cela le déficit des régimes sociaux (sécurité sociale et UNEDIC) qui s'élève à 40 milliards.
Et ce n'est pas le cinéma gouvernemental des Etats généraux de la sécurité sociale qui y changera quelque chose.
Le budget présenté est soutenu par toute la majorité parlementaire et électoraliste. Il aura de graves conséquences sur la préparation du budget 89 et aggrave les conditions de vie dans notre pays.
Toute autre aura été l'attitude du Président de la République : François Mitterrand inscrit toute son action dans une ambition pour la France. Il en appelle à la raison et à la conscience de ses concitoyens.
Le Président de la République a su élever le débat, notamment, sur des questions relatives à l'Europe, pour laquelle il n'a cessé de se battre, jouant un rôle personnel incontestable pour l'avancée de la Communauté, et maintenant, dans la préparation du grand marché unique de 1992.
Il incarne l'idée communautaire plus que tout autre, et nous a démontré une fois de plus qu'elle constituait à ses yeux un grand dessein et une grande chance.
Sur toutes ces questions, le Président de la République a su répondre à ce que les

Français attendaient de lui.
Il a eu raison de consacrer, à la radio, le temps nécessaire pour démonter le mécanisme de l'affaire Luchaire.
En fait, toute autre aura été la façon du Président de la République d'aborder un certain nombre de problèmes touchant à la moralisation de la vie politique en faisant notamment la proposition de réglementer le financement des campagnes électorales et leur plafonnement, et celui des partis politiques.
Il conviendra, bien évidemment de situer les responsabilités des uns et des autres dans la concrétisation de cette proposition qui peut et doit être effective dans un délai suffisant pour être applicable à la campagne des présidentielles
A droite et à l'extrême droite, tout n'est qu'incohérences, esquives ou propos racoleurs.
La Droite qui se déclare horrifiée par les propos de Le Pen, continue néanmoins de diriger des régions avec le Front National.
Une autre droite arrogante affiche un air de supériorité, se voulant hors d'atteinte du débat.
C'est le regroupement, d'ailleurs difficile à opérer, autour de Raymond Barre qui s'obstine dans un silence contraire a la nécessaire clarté de la confrontation politique. Ce pilotage en douce a en vérité pour seul objet de grappiller quelques points dans les sondages. Il masque mal une impuissance à se situer, une difficulté à faire oublier une gestion déplorable heureusement encore présente à l'esprit de beaucoup.
14% d'inflation, cela a encore une certaine signification pour les Français.
Le gouvernement actuel, il convient de le rappeler, est soutenu par une majorité parlementaire dont le moins que l'on puisse dire est qu'elle est composite.
En effet, elle a au moins deux candidats à l'élection présidentielle, néanmoins cette majorité, dans toutes ses composantes, soutient et vote unanimement les propositions et les budgets du gouvernement actuel.
Quel désarroi pour les citoyens !
C'est donc, à la fois, la responsabilité de Chirac en tant que Premier Ministre et celle de Barre, qui sont engagées dans la politique menée par le gouvernement et sa majorité.
Si on peut aisément distinguer ces deux hommes physiquement, c'est à mon avis beaucoup plus difficile de le faire politiquement.
En vérité, ce sont deux tendances qui recouvrent des stratégies individuelles et concurrentes, bien plus que des analyses divergentes, qui doivent être politiquement combattues avec la même force, et la même vigueur.
Cette droite multiple et contradictoire, cette droite en difficultés ne se résout pas à remettre en question un libéralisme dépassé, facteur de régression sociale, d'inégalités contraires à la nécessaire relance de l'économie, contraire à la justice, contraire à la modernisation.
La Droite, sous ses différents aspects, conduite par les seuls intérêts des possédants à la politique jusqu'au-boutiste, risque de plonger le pays dans de graves conflits sociaux.
Dans sa politique, aucune trace de justice sociale ou de solidarité.

Collection Jean Jaurès

Tous les indicateurs économiques sont à la baisse. Que fait la Droite ?
Elle prend des mesures au coup par coup, colmatant, bricolant, sans jamais remettre en cause, puisque c'est le sien, un système que nous avons toujours combattu.
Pour l'heure, le rapport d'activité que je vous ai présenté au début de mon intervention, montre par la multiplicité des initiatives qui ont été prises combien le Parti a saisi l'urgence et la nécessité d'être dans tous ces domaines, à l'écoute des aspirations des différentes composantes de la nation.
Que ce soit par le truchement des nombreuses réunions fédérales sur les propositions de programme, ouvertes aux responsables syndicaux et associatifs, afin de procéder à une concertation de tous ceux qui souhaitent s'exprimer dans leur domaine.
Que ce soit par de nombreuses réunions nationales.
Que ce soit par les assises sur la protection sociale ou celles sur le logement, ou bien encore notre proposition en matière de formation et d'éducation.
Toutes ces initiatives permettent de prendre la mesure des préoccupations du pays. Il faut poursuivre dans cette voie, notamment par notre participation aux manifestations antiracistes du 29 novembre et du 5 décembre.
Nous pensons que les problèmes de société seront au cœur du débat. Depuis quelques mois, l'économie y est de plus en plus présente ; il est vrai que toujours, ces deux choses là sont liées.
Nous devons être prêts.
Soyons nous-mêmes, fièrement, simplement, résolument. Oui, il faudra regrouper d'abord les forces de gauche du pays, mais à partir de nos analyses et propositions.
Nos valeurs n'ont peut être jamais eu autant de raison d'être. Nous existons, l'acharnement de nos adversaires en serait une preuve s'il en fallait une. Nous travaillons, nous luttons, nous agissons.
Nous préparons calmement l'échéance présidentielle. Notre Parti n'est pas frappé d'inertie ou en tout cas pas le Parti que je connais, que je fréquente et que je vis quotidiennement, le Comité directeur, le Bureau exécutif du Parti, son Premier secrétaire, assumant pleinement leurs responsabilités sur le plan national et international.
Le Parti joue un rôle déterminant et qui le sera de plus en plus au fur et à mesure que nous avancerons dans la campagne des présidentielles.
Le Premier secrétaire a mis en place récemment une équipe pour la préparation de la campagne présidentielle.
Le Parti se tient prêt à mener le combat politique aux côtés du candidat qui sera le sien.
Il est un instrument indispensable pour parvenir à nos objectifs.
Bien des rendez-vous politiques nous attendent.
Bien des actions vont être a mener dans les prochains mois.
Nous avons, les uns les autres, membres du Comité directeur, et aussi nos militants, nos élus, à représenter le Parti, à nous exprimer, les uns les autres là ou nous sommes, et je suis certain que nous aurons tous en mémoire le respect

Fondation Jean Jaurès

de nos règles, celui de nos décisions, et que nous saurons nous reporter utilement, pour tout ce qui concerne notre orientation, notre stratégie, à un document qui constitue notre loi : le texte d'orientation du Congrès de Lille que nous avons voté à l'unanimité.
(Applaudissements)

Le président - Merci à Marcel Debarge.
Je donne tout de suite la parole à Dominique Strauss-Kahn pour présenter le rapport de la Commission des propositions.

Dominique Strauss-Kahn

Mes camarades, conformément à nos décisions antérieures, nous nous retrouvons dans ce Comité directeur pour poursuivre l'élaboration collective de nos propositions, selon la procédure qu'a souhaité mettre en place le Premier secrétaire.
Je voudrais d'abord intervenir sur un premier point qui est celui de l'abandon de l'idée initiale que nous avions de proposer au vote des militants un texte raccourci. Cette idée a été abandonnée d'abord par la Commission des résolutions puis entérinée par le Bureau exécutif. Pourquoi ?
Il y a à cela deux raisons.
- La première, est qu'il y avait une sorte de contradiction dans le fait de vouloir faire travailler les partis longuement à partir d'un texte détaillé, de faire remonter vers la Commission des propositions une masse très conséquente - j'y reviendrai tout à l'heure - de commentaires, de propositions, de modifications, de la part de nos fédérations et de ne pas vouloir en tenir compte parce qu'on serait passé d'un texte de 150 pages à un texte de 40 pages.
Il est peu vraisemblable que le raccourcissement au tiers d'un document permette de l'agrémenter de commentaires supplémentaires, donc on s'est trouvé là dans une situation qui, certes, aurait pu être prévue plus tôt, - mais je reviendrai là-dessus - et qui rendait délicat le fait de rédiger, de soumettre aux militants, un texte de 40 pages qui à l'évidence n'aurait pas pu prendre compte du travail qui leur avait été demandé.
- Et puis, il y a une seconde raison : c'est que l'idée d'un texte plus court est apparue au séminaire de Chauffry, lorsque le Premier secrétaire à évoqué l'idée d'un document qui permettrait de mieux populariser nos idées, et le texte court devait avoir cette vocation, un texte tourné vers l'extérieur, un texte destiné aux Français.
Or, là aussi il est apparu rapidement que même plus court que le texte initial, un texte de 40 pages, de mots mis bout à bout, n'était pas typiquement le moyen d'obtenir un document de communication et qu'on voyait mal, comment les uns, les autres, nous irions sur les marchés ou ailleurs distribuer un texte de 40 pages, qu'il faudrait avoir un vrai texte de communication de 10, 15 pages, un texte illustré. On a parlé d'un texte magazine.
Cela, il faudra le faire. Mais, dans ces conditions, entre le texte long de 150

Fondation Jean Jaurès

pages, et le texte que j'appellerai "magazine", la nécessité d'un texte de 40 pages qui devenait de ce fait, un texte uniquement interne, puisque le texte externe serait différent, cette nécessité devenait moins évidente.
Tout ceci a conduit la Commission des résolutions...
(Bruits dans la salle)

Le président. Je vous en prie...

Dominique Strauss-Kahn - ... suivie en cela par le Bureau, a renoncé à l'idée du texte court et a proposé aux militants le texte long et même allongé de notre discussion initiale, augmenté de leurs contributions.
Bien sur, on le sait, tout le monde ne lira pas 150 pages d'un bout à l'autre et je crois que d'ailleurs il ne faut pas nous cacher à nous-mêmes, que même pour les textes de Congrès qui sont généralement plus brefs, tous les militants sans doute ne parcourant pas l'intégralité des textes, si bien que l'inconvénient présenté par ce texte trop long, qui est sans doute un inconvénient réel, n'est pas un inconvénient nouveau pour nos procédures internes.
Au demeurant, dans le passé, lorsqu'un autre projet a été rédigé, je crois me souvenir qu'il était plutôt encore plus long et je ne suis pas certain qu'il ait été plus facile à lire.
En plus, les mêmes qui dans notre Parti, dans les sections, dans les fédérations, considèrent que le texte est trop long, ils ont raison d'un certain point de vue, les mêmes rajoutent des éléments de discussions regrettent que tel ou tel point ne soit pas introduit, quelquefois des points très spécifiques...(inaudible)...
On ne peut pas vouloir à la fois avoir un texte court, simple, rapide à lire et regretter que telle ou telle question ne soit pas abordée.
Nous avons tranché dans le sens exhaustif. Nous avons souhaité que toutes les remarques, lorsqu'elles étaient cohérentes, proposées par nos camarades soient introduites. Je crois que cela est une bonne décision et je souhaite, pour ma part, que le Comité directeur l'entérine.
Pendant cette période, le Parti a beaucoup travaillé et je veux, avant de rapporter le produit, saluer devant le Comité directeur de notre Parti, le travail de tous les collaborateurs qui, rue de Solferino, ont consacré beaucoup de temps à la lecture de ces textes, tout particulièrement Alain Pons... ceux qui passent, rue de Solferino, vers 4 ou 5 h du matin, se sont aperçus que depuis 15 jours les lumières étaient allumées.
(Applaudissements)
Nous avons réussi à mettre en œuvre une de nos propositions pour montrer l'exemple, qui est celle de la mise en place de plusieurs équipes, et la seule que nous n'avons pas réussi à faire, c'est que s'il y a une équipe de jour et de nuit, c'est encore la même. Ce que je propose, là-dessus, c'est que nous modifiions notre proposition.
Le Parti a beaucoup travaillé, parce que les textes remontés des fédérations représentaient quelques 47 0000 à 4500 pages. Bien sur, certaines ont été plus prolixes que d'autres mais dans l'ensemble, une masse d'informations très

Fondation Jean Jaurès

considérable est remontée et je voudrais dire à ce sujet, qu'en dehors des propositions de modifications que le Parti a pu faire à cette occasion, les sections ou les fédérations ont eu à cœur de donner leur sentiment sur des considérations plus générales, sur leur vision du temps et du moment, qui ne sont pas des propositions à intégrer dans notre texte mais qui sont une plongée en profondeur de ce que pense notre Parti, ce qui est extrêmement utile.
On sait ainsi, fédération par fédération, parfois section par section, quels sont les sujets qui préoccupent et je tiens cette réflexion à la disposition de tous ceux qui, dans les fédérations, veulent savoir quels sont les sujets qui font un tabac à tel ou tel endroit.
Cela peut être utilisé très utilement et je proposerais d'ailleurs au Comité directeur, s'il en était d'accord, pour une de ces prochaines réunions, après le mois de mai, une sorte de synthèse de ces travaux qui montre bien quelles sont les préoccupations de nos camarades.
Pour ce qui est des propositions d'amendements, qui sont divers, de très nombreux ont été introduits dans notre texte. Ils sont en fait, de deux natures.
La première nature : les amendements qui reviennent assez massivement, assez lourdement et qui montrent les faiblesses de notre texte, qui ont été à l'origine d'une réflexion du groupe de travail de la Commission des propositions qui, pour nombre d'entre eux, a choisi de les intégrer, qui portent sur la politique salariale, sur la laïcité, par exemple, qui semblaient tragiquement absents de ces textes, ce qui était un peu injuste mais pas complètement, sur la fiscalité locale - j'y reviendrai si vous le souhaitez - donc un ensemble de points où nos propositions n'étaient pas assez affirmées et qu'il fallait préciser.
Il y a des amendements d'une nature un peu différente qui sont certes des amendements spontanés de tous nos camarades, à ceci près quand même que le texte en est souvent le même mot à mot et qu'on a le sentiment que sur le marché français, un fournisseur des machines à écrire a réussi une grande opération, en vendant les mêmes machines car on retrouve le même texte dans de très nombreuses sections.
Il est utile qu'il n'y ait pas de divergences sur le fond des amendements. Nous avons pu faire la collation des amendements qui remontaient de telle ou telle section dans des formes communes... (inaudible)
Que reste-t-il comme travail pour notre Comité directeur au-delà des textes, des propositions que l'un ou l'autre des membres du Comité directeur voudra apporter ? Il reste là aussi deux types de document.
D'abord des amendements qui pour des raisons un peu concrètes de délais dans lesquels ils ont été fournis, n'ont pas pu encore être intégrés. Je pense à la série d'amendements que Gérard Fuchs a fait passer à la Commission des propositions, qui portent sur la défense, sur la formation, sur les mutations technologiques. Je pense qu'il en parlera lui-même. Mon sentiment est que pour la plupart d'entre eux, ils ne vont pas poser beaucoup de problèmes, et qu'à la Commission des résolutions on pourra sans doute très largement les intégrer au texte.
Il en est d'autres qui ont le même statut, déposés un peu tardivement pour être

intégrés, je pense à ceux de Marie-Noëlle Lienemann qu'elle a voulu transmettre à la Commission. Je pense qu'elle en parlera elle-même. Je suis moins certain qu'ils ne posent pas de problème et la Commission, sans doute, aura à trancher là-dessus.
Cela, c'est la première catégorie d'amendements que nous avons devant nous.
Il en est une seconde catégorie : d'abord le texte déposé par nos camarades Socialisme et République, ce qui ne constitue pas véritablement un scoop, puisque la presse s'en est faite l'écho, qui est présenté comme un substitut à l'introduction actuelle du texte.
Je ne veux pas dans cette intervention, en tant que rapporteur de votre Commission, intervenir sur le fond, je me réserve de le faire comme membre du Comité directeur au sein de la discussion générale. Je veux simplement vous donner quelques éléments d'éclaircissement sur la nature de ce document, sans engager le débat sur le fond des questions.
Je considère pour ma part, après l'avoir lu dans le détail, que sur de nombreux points ce texte n'est pas différent dans sa tonalité des propositions du texte général qui est le vôtre. On pourrait donc penser qu'en effet il puisse se substituer à l'introduction, encore qu'il paraîtrait curieux qu'une introduction soit simplement un résumé du contenu du document. Je crois, pour ma part, que l'introduction actuelle qui énonce nos valeurs est mieux à sa place qu'une sorte de résumé de notre texte.
Mais on pourrait aussi penser que ce document ne peut pas se substituer car il reste quelques différences et un résumé ne peut pas être conforme à 90% du texte et ne pas être conforme aux 10% qui restent.
Si bien que je ne proposerais pas pour ma part, lorsque la Commission des résolutions se réunira, que la substitution pure et simple de ce texte à notre introduction soit réalisée.
Alors, certaines mauvaises langues bien sûr ont émis l'idée que ce n'était pas le fond qui comptait, que cette proposition de substitution avait d'autre objet que le contenu même du texte.
D'autres mauvaises langues ont fait passer chez nos confrères de la presse, nos amis de la presse, l'idée que justement il y avait peu de différence, et que moins il y avait de différence, plus on les affirmait.
En aucun cas je ne veux souscrire à cette allégation, il y a dans le texte présenté par nos camarades quelques différences qui méritent d'être discutées. On peut leur faire justice par des amendements, mais elles s'inscrivent mal dans un texte qui se voudrait une substitution à notre introduction.
Nous y reviendrons, mais je ne veux pas m'étendre maintenant sur le contenu de ces différences, les deux principales pour l'information du Comité directeur me semblent être celles qui portent sur la dissolution de l'Assemblée Nationale automatique, point d'ailleurs qui n'apparaissait pas dans les amendement que nos camarades avaient fait valoir au précédent Comité directeur, et l'autre porte sur une question qui est bien connue entre nous, qui est celle du SME et de sa sortie, présenté une fois de plus un peu en forme d'éloge de la fuite.
L'autre texte est celui que nous présente Jean Poperen, qui est de nature

Collection Jean Jaurès

différente, car là ce n'est pas un texte de 30 pages, c'est vraiment un amendement de quelques pages qui est conforme à la présentation que Jean en avait faite lors du précédent Comité directeur.
Il se présente lui aussi comme un substitut à l'introduction - décidément cette place de l'introduction est très prisée par nos camarades - et je dirais que sur de très nombreux points du texte de Jean Poperen votre rapporteur est d'accord.
Il n'y a finalement que 4 divergences, deux qui ne sont pas majeures, et que je passe sous silence, deux qui sont peut-être plus importantes, qui sont les deux questions que notre Congrès a déjà tranchées, la question de la dissolution, qui n'est pas abordée directement par le texte de Jean Poperen, mais qui peut apparaître au travers d'une lecture fine, et puis la question centrale qui est celle que défend Jean Poperen, qui est celle du contrat sur lequel là aussi le Congrès s'est prononcé, non pas sur l'importance de la négociation, qui est largement reprise dans notre texte - je le montrerai plus précisément dans la discussion - mais sur l'existence d'une négociation globale, centrale, que Jean Poperen a qualifié de contrat, sur lequel il reste des divergences entre nous, je crois.
Alors, compte tenu de l'ensemble de ces propositions notre texte a d'ores et déjà été largement modifié. Il a été modifié d'abord dans sa forme et vous aurez remarqué qu'en début de première partie, comme en début de seconde partie, un résumé a été introduit pour en faciliter la lecture
Il a aussi été modifié sur le fond, et principalement en raison des événements qui se sont produits sur le marché boursier notamment depuis quelques semaines, et je crois qu'il faut que nous analysions ces événements, que nous introduisions dans notre texte, comme cela est fait, de deux manières : la première manière est de constater que cette crise montre certainement l'échec culturel des valeurs ou des idées qui portaient le libéralisme jusqu'à ces derniers temps en France comme à l'étranger, la mystification qui a consisté à présenter cette idéologie un peu surannée du 19ème siècle comme la voie de l'avenir apparaît avec force et le texte a voulu le souligner plus encore que cela n'a été fait jusqu'à maintenant.
On remarque au passage que c'est bien un échec culturel finalement aux Etats-Unis comme en France, chez Reagan ou chez Chirac ou Barre, les solutions qui sont appelées pour résoudre la crise actuelle sont toutes des solutions d'Etat, on demande à Reagan plus d'impôts alors qu'il avait été élu sur l'inverse, en France on demande une coordination internationale dans la politique des taux d'intérêt ou dans le système monétaire international...
Toutes solutions qui sont en fait des appels à l'Etat pour résoudre les faiblesses constatées sur le marché et je crois que ceci, plus encore que la crise elle-même, traduit le déficit intellectuel que manifeste le libéralisme aujourd'hui, mais si nous devons porter notre critique' sur l'aspect idéologique de la situation, nous devons aussi en tirer les conclusions pratiques et les conclusions pratiques, malheureusement, elles sont que la situation économique dans les années qui viennent sera encore plus dure que celle que nous avons pu prévoir. Tout le monde s'accorde, même si l'estimation sur les chiffres peut varier, ne serait-ce que parce que la crise n'est pas finie, à considérer que c'est de l'ordre de 1 point de croissance auquel il faut renoncer pour les deux années qui viennent en raison

de cette crise.
Si bien qu'il doit être clair pour chacun d'entre nous que dans les années qui viennent, nous aurons encore moins à distribuer, encore moins à partager, que nous aurions pu l'espérer avant la crise boursière.
Bien sûr, cette crise n'était pas prévisible dans sa date ni même dans son ampleur, mais dans notre texte initial, fait au mois d'août, nous annoncions les difficultés et la possibilité de cette crise.
Personne n'était capable de dire qu'elle interviendrait à la mi-octobre, il reste que le fait qu'elle soit intervenu limite à l'évidence ce que nous pourrons faire à l'avenir et il faut en tenir compte ; il en a été tenu compte dans nos propositions en recadrant à la baisse, les ambitions que nous pouvons avoir non pas l'importance de l'enjeu, la nécessité de combattre, mais les prévisions que nous pouvons faire sur les marges de manœuvre disponibles et la possibilité, par conséquent d'utiliser ces marges de manœuvre dans les discussions avec les partenaires.
Le texte que vous avez maintenant entre les mains accentue plus que le précédent la nécessité de lutter contre le chômage et met plus en exergue que cela a été le cas avant cet objectif central de notre politique que constitue la croissance pour obtenir plus d'emplois et moins de chômage.
Je veux le dire avec force devant les camarades ici présents, il n'existe pas de proposition construite, cohérente, qui ait été émise par le Parti et qui n'ait été intégrée dans notre texte pour tenter de renforcer le caractère aussi puissant que possible de notre lutte contre le chômage.
Ceux qui croient, à ma droite, qu'on peut en France en laissant filer le franc, lutter mieux contre le chômage se trompent, je crois que nous en avons aujourd'hui la preuve éclatante, Chirac depuis dix huit mois a laissé filer le franc, il a eu deux dévaluations, certains disent que la troisième ne serait pas loin et je pense qu'aucun camarade ici dans notre Comité directeur, dirait que Chirac réussit sur le chômage. Nous avons là la démonstration que le franc n'a pas été tenu et que le chômage, je le pense, n'a pas été bien jugulé... (mouvements)... La politique que nous proposons au parti et la politique que nous souhaitons que le Parti propose à la France consiste à élaborer pour le pays de nouveaux équilibres :

- nouveaux équilibres entre l'Etat et le secteur privé, entre l'intervention de l'Etat et le marché,
- nouveaux équilibres dans la solidarité, entre riches et pauvres, qui a été mise à mal par le passage de la Droite au pouvoir,
- nouveaux équilibres entre l'Etat et la société civile au sein de l'Etat entre le Parlement et l'exécutif,
- nouveaux équilibres dans l'ordre international, entre l'ouest et l'est, entre le nord et le sud, et au sein même de l'Europe.
- nouveaux équilibres enfin dans la négociation sociale et je crois que là le thème cher à Jean Poperen, est largement intégré dans notre texte, dans les contreparties à demander d'un coté aux salariés, de l'autre coté au patronat quand une négociation s'engage, mais nous interviendrons plus

Coll. Fondation Jean-Jaurès

longuement tout à l'heure et je pense que cette idée a été largement reprise.

Certains semblent dire, au travers d'un débat un peu sémantique, que ce n'est pas l'équilibre qu'il faut chercher, c'est le nouvel élan. Si cela devait être une différence sur les mots, ce serait un peu dérisoire entre nous, mais je crois que c'est erroné sur le fond et que les équilibres qui sont proposés ne sont pas la volonté d'avoir une société statique, il est des équilibres dynamiques et je voudrais pour finir sur ce point vous rappeler le texte de la motion de Lille.

Le texte de la motion de Lille rappelle que le mouvement Socialiste est davantage un mouvement d'aide aux Socialistes et elle dit, je cite :

"Le Parti se propose de poursuivre ce mouvement Socialiste, de permettre graduellement de nouveaux équilibres dans une société composite, d'organiser les relations nouvelles entre l'individu, l'Etat, les libertés individuelles et les institutions collectives, les institutions privées et l'Etat..."

La logique politique consistant à faire naître des nouveaux équilibres en marche vers le Socialisme et dans la motion de Lille - et elle a été, je le rappelle, unanimement approuvée - cela apparaît.

Alors, je crois qu'il ne faut pas que nous ayons de faux débats et je ne voudrais pas laisser dire à certains ici que ce concept des nouveaux équilibres est un constat de société statique, d'ailleurs la façon dont ces mêmes camarades remettent en cause l'équilibre que nous avions établi au Congrès montre bien qu'ils ont une conception dynamique de l'équilibre.

Mes camarades, je finis en soulignant que le Parti a beaucoup travaillé. Le Parti a beaucoup travaillé à partir du texte que le Comité directeur avait envoyé aux militants et je voudrais souligner devant vous que nous sommes sans doute le seul parti en France capable de mener au sein de 200 000 militants une discussion démocratique, visant à élaborer ces propositions et c'est pour cette raison que je veux m'élever devant vous tous face à ceux qui auraient eu la tentation de passer par profits et pertes le produit du travail de ces 200 000 militants. Or, il n'est pas de texte court qui puisse intégrer cet aspect des militants certainement pas celui en tout cas qui nous est proposé.

Je vous lance un appel pour terminer pour que ce Comité directeur soit un Comité directeur tourné vers l'extérieur, nous devons enrichir encore notre texte, nous devons populariser nos propositions, je ne suis pas certain que la France entière soit à l'écoute des quelques différences parfois tactiques qui peuvent exister entre nous. Laissons ces querelles à l'extérieur, pour beaucoup de Français elles apparaîtront dérisoires, mettons en avant nos propositions, popularisons les, préparons le document de communication à présenter au Français.

Nous avons beaucoup de travail à faire dans les six mois qui viennent, laissons les querelles de coté, le Parti nous en sera gré, les Français sauront s'y reconnaître.

Merci.

Le président - Merci à Dominique, je pense me faire l'interprète de tous le

Collection Jean Jaurès

Comité directeur pour le remercier ainsi que tous ceux qui ont travaillé avec lui pour l'importance du travail qui a été accompli.
(Applaudissements)
Nous allons ouvrir maintenant le débat; j'ai un certain nombre d'inscriptions, il va de soi que je prendrai toutes celles qui se manifesteront. Je voudrais pour que nous ne perdions pas de temps commencer tout de suite le débat : que ceux qui veulent intervenir, me le fassent savoir en passant un mot à la tribune.
Jean Le Garrec et ensuite Alain Richard.

Jean Le Garrec

Je voudrais m'associer, mon cher président, aux félicitations que tu viens d'adresser à Dominique Strauss-Kahn qui a fait un remarquable travail avec son équipe à tous points de vue, rapidité, précision dans le texte, qualité même de présentation du texte dans des conditions souvent difficiles.
Dominique disait tout à l'heure : les militants n'ont probablement pas tous lu le texte. C'est probable, mais j'ai bien vu, et je ne suis pas le seul, une volonté incontestable de débat dans notre Parti, et que bien des militants se sont consacrés à tel ou tel chapitre et ont fait un travail très important, qui n'avait probablement pas été fait depuis plusieurs années.
J'en donne pour preuve le nombre d'amendements, j'en donne pour preuve également la qualité de la Convention que nous avons tenue il y a huit jours dans la fédération du nord avec une présence importante, un débat au fond, et je dois même dire que dans ce débat de la Convention du nord, je n'ai guère vu de différence entre les courants. Pourtant je connais bien les différents représentants, j'en ai l'habitude, vous vous en doutez. Mais nous avons débattu bien au-delà de ces divergences et je suis quelquefois étonné de voir apparaître des divergences au niveau national qui n'existent absolument pas quand on débat dans les fédérations, ce qui prouverait peut-être que le problème se pose plus en terme de positionnement tactique qu'en véritable débat de fond.
Ce débat, je crois, a permis d'enrichir le texte et Dominique le disait, je voudrais le souligner sur quelques points importants dans le chapitre "Entreprendre autrement", comme tout ce qui concerne le service public, tout ce qui concerne le plan.
Il est vrai, Dominique, que des améliorations restent à faire, c'est normal. Par ailleurs nous avons parfois quelques difficultés à suivre les dégâts que fait le gouvernement actuel.
J'en donne pour preuve l'effort que fait Henri Nallet, qui est en séance, avec quelques camarades - on peut les saluer - pour se battre sur un dossier très important où le gouvernement est en train de mener une politique absurde, celui de la privatisation et non pas mutualisation de la Caisse nationale du Crédit Agricole.
C'est vrai, je le disais, que nous avons quelques difficultés à suivre la situation, qu'il nous faut en permanence avoir le souci de nous repositionner dans le cadre de l'espace économique international et national et qu'à ce titre, Dominique

Fondation Jean-Jaurès

vient de le dire, nous ne pouvons que percevoir l'aggravation de la situation dans laquelle nous évoluons.
Je dirai qu'à la limite l'éclatement de la majorité actuelle de la Droite, le petit jeu tactique entre les différents candidats, le positionnement quotidien, les coups de griffe de Barre à Giscard, de Giscard à Chirac n'ont que peu d'importance. Tout cela est dérisoire, car je crois que ce qui est fondamentalement grave et important, c'est l'analyse de la situation dans laquelle nous vivons, une accélération des coûts structurels de crise, un gouvernement qui ne maîtrise rien, ballotté au fil des événements, avançant ou reculant non pas en fonction d'une vision globale des intérêts de notre pays, mais avec une seule logique, une seule, le souci du clientélisme, l'addition de mesures qui permettraient éventuellement de rassembler, de souder telle ou telle majorité, l'appel à la clientèle, l'appel aux mesures démagogiques.
Il y a là, je crois, une situation d'une extrême gravité et nous devons bien prendre en compte que cette situation sera celle dans laquelle nous aurons à vivre si nous revenons au gouvernement. Elle sera incontestablement, et je ne suis pas sûr que le Parti dans son ensemble en soit conscient, beaucoup plus difficile que celle de 1981, avec une réduction des marges de manœuvre, avec un budget 1988 dont nous avons dit, avec le président Goux et quelques autres que cela devient un exercice totalement irréel. Nous débattons d'un budget qui est mort avant d'avoir été voté, avec un cadre de croissance de 2,2 alors qu'on peut, hélas, estimer que cette croissance se jouera entre 1 et 1,5, avec une baisse de la consommation, avec des taux d'intérêt réel à court terme qui sont les plus élevés que notre pays ait connus depuis plus de dix ans, avec donc une situation dont la gravité sur le plan économique est masquée par l'inconscience de Chirac et la superbe de Balladur !
J'ajouterai budget irréel, mort avant d'avoir été voté, mais aussi avec les trous que nous devons prendre en compte, que ce soit au niveau de la protection sociale, que ce soit au niveau du non-financement de la politique de l'emploi pour le deuxième semestre 1988, que ce soit les engagements divers et multiples, pris mais non gagés financièrement.
Nous pouvons sans nous tromper dire aujourd'hui que la puissance publique devra faire une impasse budgétaire ou sociale d'environ 100 milliards.
Mesurons donc les difficultés que nous rencontrerons.
Alors je crois qu'il nous faut apprécier tout cela. Cela montre bien la nature du chemin que nous avons à parcourir. Dominique le disait, il nous faut regagner une bataille politique; mais pour la regagner, il nous faut nous resituer dans le cadre d'une action de fond, d'un projet global dont nous savons les limites, la nécessité de précision et la définition de quelques grandes orientations.
A mon avis, le texte tel qu'il est a su faire ce travail extraordinairement difficile en mettant, bien entendu, les points essentiels de l'action que nous devons mener et les points sur lesquels la bataille doit s'engager. Qu'il s'agisse de l'économie mixte, qu'il s'agisse du développement des responsabilités, qu'elles soient économiques ou démocratiques, qu'il s'agisse du problème de la justice sociale, reprendre en compte ce que disait le Premier secrétaire à Lille, ne laisser

Fondation Jean Jaurès

personne au bord du chemin sera déjà une tâche extraordinairement difficile, car il s'agit non seulement du problème social, du problème du logement, mais aussi du problème de la formation.
Mobilisation de l'intelligence et de la responsabilité, nous avons bien là la définition des quatre orientations fondamentales sur lesquelles nous devons agir.
Je voudrais, pour ce qui me concerne, revenir un peu sur ce problème de l'économie sociale, de l'économie. Il est bien évident que nous avions perdu une bataille idéologique et que la confusion entre le mot "liberté" et le mot "libéralisme", la définition d'une capacité à sortir de crise par le simple jeu des forces du marché, nous avait mis sur la réserve et je me souviens d'une période où nous n'évoquions ce que nous avions fait qu'avec timidité et je dirai presque du bout des doigts.
Il nous faut maintenant réaffirmer la force, l'importance et la réussite de ce que nous avons réalisé entre 1982 et 1986. Réaffirmer la nécessité pour un pays comme la France de mobiliser son avenir économique par la maîtrise du crédit et le rôle de la puissance publique dans la définition d'une politique industrielle et d'une politique de la recherche, nous pouvons le faire avec d'autant plus de force que cette perception de notre action est en train de grandir. Cela implique deux positions clés que nous avons déjà prises :

- arrêter et bloquer les privatisation, les événements nous servent,
- revenir en arrière quand cela sera nécessaire, réengager les actions dont nous aurons besoin pour maîtriser le crédit, mettre en place une politique industrielle et une politique de la recherche.

Le débat, me semble-t-il doit moins porter sur la méthode, sur la définition de je ne sais quelle liste, que sur la capacité à maîtriser vite les leviers indispensables car nous savons que deux choses nous sont interdites : jouer au yo-yo avec les entreprises, nous engager dans une bataille de tranchées parlementaire qui durerait des mois et des mois, au détriment de notre capacité à agir dès à présent. Nous ne pouvons pas du tout, en la matière, raisonner comme si nous nous trouvions dans la même situation qu'en 1980 et de ce côté-là, nous devons faire preuve, au service d'une ligne politique claire, affirmée, je dirai presque brandie au nom de ce que nous avons fait pendant cinq ans, d'un extraordinaire pragmatisme.
Eclatement des noyaux durs, maîtrise de ces noyaux par le biais des leviers institutionnels qui demeureront à la puissance publique au moment de notre revenue au pouvoir, Golden Share, passage par la loi si cela est nécessaire, création le plus rapidement possible d'une banque nationale d'investissement, il y a là toute une palette de moyens à notre disposition, et pour reprendre la phrase de quelqu'un d'important qui n'est pas trotskiste, mais qui a été influencé par Trotski, comme le disait Gérard Collomb, peu importe la couleur du chat, pourvu que nous attrapions la souris.
Je crois qu'il serait erroné de nous enfermer dans une approche purement institutionnelle et juridique de ce problème. L'important est, je le répète ce sera au service d'un projet clair, de nous donner des capacités à agir rapidement, à engranger rapidement des résultats, car c'est sur cela qu'on nous attendra.

Collection Laurent Dalias

Je dirai, et je vais conclure, que cela se situe dans un environnement économique difficile, avec un dynamique que nous avions engagé, qui a été cassé. Pour ce faire, nous avons besoin d'une majorité politique, c'est évident, mais nous avons besoin aussi d'une majorité sociale et je dirai que si j'avais des inquiétudes sur je ne sais quelle tentation de recentrage, cela ne correspond ni à notre volonté, ni à nos décisions de Congrès, à notre histoire et à son avenir, ce serait beaucoup plus sur notre capacité à mobiliser ce mouvement social. Si j'avais des inquiétudes, ce ne serait pas sur je ne sais quelle dérive politique, mais sur la réflexion que nous devons engager sur la faiblesse du mouvement social, sur l'atonie et la faiblesse du mouvement syndical, sur notre capacité à créer le lien entre le mouvement politique et la société civile.
Il y a là, je crois, un problème. Si nous ne créons pas cette dynamique sociale, nous connaîtrons des difficultés encore plus grandes et c'est là-dessus que je vais conclure, président. Le débat doit s'engager là-dessus. Il est vrai que, sur des points, nous devons réfléchir, on peut s'interroger sur la création de je ne sais quelle marge de manœuvre dont nous aurions besoin, mais le prix de cette marge de manœuvre, c'est encore plus de rigueur, encore plus de difficulté, quelle signification cela peut-il avoir ?
Je pense donc que si dans la situation actuelle, nous poursuivons le débat, nous en sortirons beaucoup plus solides mais si nous mobilisons ce débat nécessaire avec je ne sais quel jeu tactique de positionnement dans l'appareil du Parti pour préparer l'avenir, eh bien, non seulement nous mettrons en cause notre capacité à créer cette bataille politique mais surtout, et ce serait le plus grave, nous mettrons en cause cette capacité à créer une dynamique sociale, un mouvement social pour nous appuyer le moment venu.
(Applaudissements)

Le président - Merci, Jean Le Garrec.
J'appelle Alain Richard.
Je voudrais vous demander à tous, compte tenu du grand nombre d'inscriptions que j'ai déjà reçues, de vous en tenir à l'essentiel et si possible, autour d'une dizaine de minutes.
Merci.

Alain Richard

Je vais faire de mon mieux.
La crise boursière est-elle un événement ? Je voudrais essayer de soumettre l'idée que c'est autre chose qu'un événement, que c'est plutôt une inflexion. Si nous étions dans un autre cadre, je serais tenté d'employer le mot rupture, mais ici, il est facteur de plus de malentendus que de clarifications. En tout cas, c'est à coup sûr l'ouverture d'une nouvelle perspective internationale sur le plan économique et, par conséquent, sur les autres plans.
Il y aura sans doute une phase de récession, difficile d'apprécier sa profondeur et sa durée, mais cela paraît inévitable. Ce n'est sans doute pas le plus important

parce que c'est conjoncturel, cela se compte en mois. Ce qui est plus important, c'est que la crise boursière a simplement été le signe de quelque chose qui a commencé à se développer et qui va se poursuivre, qui est une nouvelle répartition des rôles économiques au niveau mondial entre les trois grands ensemble, l'Amérique du Nord, le Japon et l'Asie développée, l'Europe. Cette distribution des rôles risque de nous être particulièrement défavorable, pas seulement à l'Europe, mais à la France dans l'Europe.
L'économie américaine a commencé son ajustement, elle met fin à sa surchauffe et, par conséquent, sa compétitivité à elle ne progressera peut-être pas beaucoup, mais je dirai que la force principale de la compétitivité du Japon a toute chance de se reporter principalement contre l'Europe et à ce moment-là, malheur à ceux qui seront des maillons faibles dans la chaîne européenne.
Si notre problème est un problème de compétitivité, ce que je veux plaider, la discussion purement financière me paraît avoir peu d'importance et je préfère la laisser à des gens qui sont tout à fait aguerris.
En revanche, il y a bien matière à une réflexion sur la stratégie économique et pour montrer pourquoi je fixe cette priorité, il suffit de regarder ce qui est l'approche, à ma connaissance, des risques courus par les deux principaux piliers de l'Europe à l'heure actuelle, la RFA et la France. Pourquoi est-ce que personne n'impute la même marge de risques devant cette crise à la RFA qu'à la France ? C'est uniquement à cause de sa compétitivité établie sur des bases économiques solides.
Je pense donc que nous avons besoin - je ne me prononce pas pour l'instant sur un plan de stratégie politique, mais sur un plan de réflexion, nous avons besoin de remettre en tête de toutes nos préoccupations, parce que c'est vraiment une question de survie politique, une réflexion sur la compétitivité en se rappelant qu'à la place où sont les économies européennes et notamment la nôtre, la compétitivité n'est pas seulement une question de coût ; c'est principalement une question de qualité, une question d'adaptation, une question de capacité à s'ouvrir de nouveaux marchés par le niveau technologique, par le niveau de service, par le niveau d'adaptation aux marchés de ce qu'on fabrique et surtout de ce qu'on offre comme service.
Ceci rend absolument décisif le rôle du savoir-faire qui est le seul gisement qui reste en Europe plus riche qu'ailleurs. Notre action principale doit donc viser à restaurer les chances de l'entreprise. La cohérence du nouveau coût économique et social que nous pouvons créer, c'est de restaurer les chances de l'entreprise dans une société rassemblée, et pour cela, je crois que le chemin que nous avons parcouru est précieux, car nous sommes maintenant en mesure de plaider devant l'ensemble des Français que les valeurs de la Gauche sont pour l'entreprise, si j'ose dire, des valeurs ajoutées c'est-à-dire qu'il n'y a plus antagonisme entre les espérances et les volontés de mobilisation que nous portons, et la recherche d'une efficacité économique dans un mode réellement compétitif. Cela suppose, par contre, que notre réflexion se poursuive et que nos propositions ne soient pas en arrière de la vie interne de l'entreprise, sur l'implication des hommes dans la formation, sur le dialogue social organisé sur les objectifs mêmes de

l'entreprise, sur les méthodes de travail, et puisque nous avons franchi une avancée importante entre 81 et 86 sur la représentation des salariés sur une base qui ne soit pas uniquement une base de défense d'intérêts à l'intérieur des Conseils d'administration des entreprises publiques, je crois que nous avons besoin de poursuivre la réflexion en sachant que l'essentiel du potentiel productif de ce pays sera dans des entreprises de statut privé, nous avons besoin de poursuivre la réflexion sur la participation des représentants des salariés sur une base d'objectifs stratégiques et non pas sur une base de défense d'action à la direction même des entreprises.

Je pense qu'en tout cas, c'est sur la création de bases solides à notre compétitivité que nous avons le seul soutien possible à un développement de l'emploi dans la France des années 90. Ces bases, je les mentionne simplement de façon brève pour rester dans la règle du jeu que me suggère Strauss, à juste titre.

La formation. Nous sommes tous en train de réfléchir là-dessus. Je voudrais simplement insister sur le fait que dans la France telle qu'elle fonctionnera dans les années 90, il n'y aura pratiquement plus d'emplois non-qualifiés. Donc, la proportion de ceux qu'on fera réussir devient décisive. Se payer 20% d'échecs de formation à peu près à tous les niveaux devient un luxe dramatique et tout ce qui permet aux plus faibles, aux plus menacés de revenir dans le giron et de réussir leur parcours malgré leur handicap devient absolument fondamental.

Cela implique d'autres formes de mobilisation de moyens, cela implique d'autres relations entre les différents partenaires, un peu comme nous l'avons réussi dans le domaine de l'insertion ou dans le domaine de la sécurité ; des questions comme le soutien scolaire aux jeunes en difficulté, sur lesquelles beaucoup de nos camarades dans les municipalités ont mené des expériences très utiles, doivent être quelque chose de vécu. La pré-format ion des jeunes sans diplôme pour les remettre de façon utile dans des circuits de qualification doit être amplifiée, car elle a un impact de justice sociale en même temps qu'un impact d'efficacité.

La seconde base, c'est la protection sociale, qui ne peut plus rester dans une incertitude permanente sans qu'on sache si elle fonctionnera normalement dans six mois ou dans un an. Cela suppose que nous prenions quelques responsabilités de choix affirmés sur la conduite du système de santé et les priorités qu'il se donnera, puisqu'il ne fera pas tout, en tout cas pas tout sur financement public, et sur la nouvelle vision qu'on doit avoir à l'avenir de la retraite, qui est d'abord un mode de vie avant d'être un refuge, et qui est aussi une forme d'existence dans la société dont on peut tirer plus, dont on peut tirer des produits nouveaux en matière d'activité sociale et en matière de services collectifs.

Naturellement, il faudra que nous clarifiions nos positions en ce qui concerne le financement de la protection sociale, puisque c'est un des moyens d'ajuster l'effort nécessaire entre les entreprises, entre les ménages des différents niveaux de fortune, et aussi entre les administrations.

Il faut aussi - c'est la troisième base que je veux fixer - que nous reprenions une

action volontaire que j'appellerai plutôt de développement productif. Je me méfie beaucoup de l'expression politique industrielle et je pense surtout que plus personne ne l'entend, parce que tout ne repose pas sur la conduite par l'Etat d'actions industrielles.
D'abord, tout le monde sait qu'en France, dans dix ans, les 2/3 des gens travailleront dans les services et que notre compétitivité se fera largement autant sur les services, y compris les services incorporés à l'industrie, que sur l'industrie, et ensuite les réussite industrielles auxquelles nous pouvons prétendre aujourd'hui sont des réussites qui portent essentiellement sur la capacité d'adaptation à des marchés très fins. Par conséquent, l'Etat ne peut pas ni tout contrôler, ni tout impulser.

Le président - Je vous en prie, mes camarades, un peu de silence...

Alain Richard - ... Je pense qu'il y aura des opinions différentes qui s'exprimeront... j'espère qu'elles s'exprimeront de façon tout à fait articulée avec des choix réels et leurs conséquences...
Mais je voudrais en tout cas plaider que dans cette politique de développement productif, le secteur public est un instrument. Il a d'abord vocation à mobiliser les moyens et ce n'est pas principalement une question de statut, c'est une question de direction choisie, c'est une question de rassemblement de pôles financiers pour mener une action permettant, par exemple, de conclure des alliances européennes, des associations européennes de grandes entreprises, pour faire les poussées technologiques... (brouhaha)...

Le président - Veuillez écouter l'orateur...

Alain Richard - Je ne peux pas obliger tout le monde à avoir les mêmes centres d'intérêt... Il y aura sans doute suffisamment de doses de tactique au cours de ce Comité directeur pour qu'au moment de la mise en jambes quelques-uns s'essayent sur d'autres terrains...
(Quelques applaudissements)
Je pense que nous devrons aussi donner le sentiment vis-à-vis de l'extérieur que l'action de développement productif, pour nous, n'est pas principalement une question d'étiquette politique. Je crois que l'ère des... (inaudible)... que nous présente à l'heure actuelle le ministre de l'Industrie, qui positivement nous offre la caricature extrême des inepties du libéralisme doctrinaire, doit servir de support pour une expression dépassant sur certains point les antagonismes politiques au service du développement de notre compétitivité.
Tout ceci se fera de plus en plus dans un cadre européen et l'Europe doit - je pense que c'est la première conclusion qui s'impose de la bourrasque boursière - d'abord devenir une puissance monétaire et financière de rééquilibrage au niveau mondial. Même si nous sommes capables de trouver les mesures qui limitent les aberrations de la sphère financière, nous savons bien qu'aujourd'hui les marchés, les moyens de paiement sont mondiaux, et tant que l'Europe sera

Fondation Jean-Jaurès

une mosaïque de petits marchés par rapport à celui de Tokyo et par rapport à celui de New York, nous aurons toujours le problème que les événements se feront ailleurs.
Donc, la coopération monétaire et financière entre les puissances européennes doit au contraire mettre le grand braquet si on veut être partie prenante d'un pôle de puissances en matière d'initiative économique à l'horizon 2000, plutôt que d'être en permanence dans la queue du peloton.
Ma conclusion, c'est que nous serons plus entendus - il n'est pas interdit de rêver - nous serons plus mobilisateurs au service de ces objectifs, qui, je crois, rencontrent l'intérêt général des Français, si nous les présentons en illustrant de notre mieux une nouvelle manière de faire de la politique. Je crois que la phase que nous vivons indique nettement un danger auquel nous n'avons peut-être pas été assez attentifs ces dernières années, qui est le risque de banalisation. A partir du moment où nous sommes réalistes, à partir du moment où nous avons bien analysé les marges de manœuvre - ce qui, je crois, en tout cas dans les actes, est un facteur unanime parmi nous - à partir du moment où on ne prétend plus qu'un programme politique est une source de miracles, si on ne se distingue pas aussi clairement que possible par la démarche, par la moralité, par le souci du dialogue, par une déontologie dans l'action politique et dans les choix démocratiques, on court un grand risque de banalisation et l'élection présidentielle qui s'annonce sera un moment où la politique, dans tous ses aspects sera sous les projecteurs. Une des façons de bien affirmer, de bien re-clarifier notre identité dans ce combat, c'est précisément d'apparaître de la base au sommet comme étant absolument déterminés à faire vivre à ce pays, dans les années 90, la politique autrement, avec un Parlement resitué dans ses responsabilités de débat politique et de débat démocratique, avec sans doute des processus législatifs qui seront menés moins "à la hussarde" et de façon moins tentée par le spectacle, avec aussi une présidence visant d'abord à mobiliser la société autour de quelques grands objectifs de transformation sociale et d'accomplissement économique, avec enfin des rythmes et des mots un peu différents pour que la vie politique se différencie de plus en plus d'un combat de coqs distancié du quotidien.
Je pense donc qu'il y a une réconciliation entre les objectifs que nous devons essayer de mettre en avant et la façon dont nous devons les exprimer, et je la résumerai d'un mot qui peut être une ambition au moment où on va rentrer dans l'ère des chocs, qui serait tout simplement la solidité.
(Applaudissements)

Le président - Jean-Marc Ayrault, ensuite Laurent Fabius, puis Jean-Pierre Chevènement.

Jean-Marc Ayrault

Camarades, je crois que ce qui est essentiel et qui intéresse les Français, c'est la réalité de la crise vécue par eux depuis quinze ans et qui aggrave fortement les

inégalités, en particulier la plus grave, celle du chômage. Ce qui vient de se passer, la tornade boursière, comme plusieurs l'ont dit, montre une fois de plus - mais était-ce nécessaire de le démontrer ? - que le libéralisme, c'est l'échec, que ce soit le libéralisme à la française ou le libéralisme à la Reagan.
Mais je crois qu'il serait utile de rappeler - parce que c'est ce que nous disions pendant des années, c'est le fondement même de notre action - que ce qui échoue là, c'est le système capitaliste et c'est la mission que se sont donnée les Socialistes depuis toujours, à laquelle nous ne devons pas renoncer, de transformer cette société capitaliste.
Je crois qu'il faut bien comprendre que ce qui s'est passé, c'est un nouvel ébranlement des économies en crise depuis quinze ans et que cet événement va accroître, si nous n'y prenons pas garde et si nous ne réussissons pas à renverser le cours des choses, les charges qui pèsent sur le monde du travail. C'est cela, la réalité d'aujourd'hui et de demain.
Cette énorme ponction - 1000 milliards de dollars, c'est-à-dire l'équivalent de la dette du tiers-monde - sur le patrimoine des entreprises et des ménages les plus riches - ce que signifie finalement concrètement la crise boursière - va durcir les positions patronales et la volonté des possédants - c'est comme cela qu'il faut les appeler - de reconstituer le plus possible et le plus vite possible leurs richesses. Il faut donc s'attendre - et c'est là la difficulté - à un renforcement de ce que certains n'osent même plus appeler comme telle, c'est-à-dire la lutte des classes, c'est-à-dire la lutte pour le partage des richesses.
En effet, la vraie question, la question à laquelle nous devons répondre, c'est : qui va payer la crise ? Parce que nous ne nions pas la réalité de la crise, je le répète. Il ne s'agit pas de cacher la réalité, elle est là, et c'est vrai que nous vivons une période de grandes mutations, de bouleversements technologiques, et que nous n'imagions pas que, par un coup de baguette magique ou une croyance mythique dans la croissance, tout sera résolu d'un seul coup. Nous ne disons pas aux Français : "Tout, tout de suite". Mais il n'est pas acceptable que nous disions : "Rien du tout non plus". Donc, il faut que nous disions quelque chose, et comme ce n'est pas "Tout, tout de suite", c'est là que la proposition que nous faisons avec Jean Poperen, le contrat, prend encore plus son sens aujourd'hui, après ce qui vient de se passer.
En effet, je crois que la Gauche, encore plus qu'hier, a quelque chose à dire et qu'elle doit le dire, parce qu'il y a crise et que cette crise s'approfondit. Il doit donc y avoir encore plus de justice, il doit donc y avoir encore plus d'équité.
Oui, l'effort est nécessaire, je le répète, mais il doit y avoir partage de l'effort et partage équitable de l'effort et des fruits de l'effort. On ne peut pas toujours attendre, comme le disait Raymond Barre il y a quelques années. Les licenciements d'aujourd'hui sont les profits de demain, et les profits de demain sont les emplois d'après-demain... On n'a jamais rien vu venir et cette formule-là ne marche pas ! Nous, les Socialistes, nous devons lier justice sociale, équité et efficacité économique. Et cela, nous devons le dire dès maintenant ; il ne s'agit pas d'attendre demain pour faire cela, cela peut se faire tout de suite et par étapes.

C’est pourquoi je m’interroge : comment peut-on trouver des vertus à Raymond Barre ? Comment peut-on trouver des vertus à ce Monsieur des 14,5% d’inflation, du vieux conservatisme à la française, du doublement du chômage, du mépris des syndicats, qualifiés de "porteurs de pancartes", du mépris des fonctionnaires, soi-disant nantis, à ce Monsieur qui n’hésite pas non plus à serrer la main de M. Le Pen ?
(Applaudissements)
Comment voulez-vous, chers camarades, re-mobiliser le peuple de gauche quand certains se laissent aller ? Nous devons, au contraire, clarifier les positions entre la Gauche et la Droite et éviter toute interprétation qui pourrait nous faire revenir à une certaine époque où la SFIO naviguait dans les eaux troubles de la troisième force, où elle a failli sombrer corps et âme.
Non, camarades, nous ne laisserons pas - ce que certains imaginent peut-être... en tout cas, je ne ferai pas de procès d’intention, amis je crois qu’il faut que nous le disions fermement aujourd’hui - remettre en cause le travail auquel nous avons participé depuis 1971 et, pour certains, même avant, de reconstruction d’un grand Parti Socialiste ancré à gauche.
Oui, le Comité directeur doit être clair. Mais être clair, c’est peut-être sortir du discours un peu trop pragmatique à mon goût de ces dernières années, qui lui-même conduit à une certaine confusion et qui conduit à cette impression que, finalement, droite/gauche, il n’y aurait pas de différences fondamentales mais que tout cela serait un problème d’hommes.
Chers camarades, après l’émission "Questions à domicile" de M. Séguin, certains d’entre nous ont trouvé que M. Séguin disait des choses justes sur la sécurité sociale, que finalement c’était quand même comme cela qu’il fallait voir les choses, et alors que l’on demandait à ces camarades : "Mais, vous seriez prêts à soutenir M. Séguin ?", les réponses étaient : mais non, parce qu’il y a suffisamment d’hommes compétents au Parti Socialiste. Ce n’est pas un problème de compétence entre M. Séguin et nous, c’est un problème de différences fondamentales, parce que nous savons bien que si M. Séguin, qui ne fait pas encore ce qu’il a l’intention de faire, revenait demain au pouvoir, il mettrait en place ce que la Droite veut faire, c’est-à-dire une sécurité sociale à deux vitesses !
Ou M. Méhaignerie qui a quelques états d’âme sur le Code de la nationalité et nous, Socialistes, nous trouvons que c’était bizarre qu’il réagisse comme cela.
Qu’est-ce que ça peut nous faire que M. Méhaignerie ait des états d’âme sur le Code de la nationalité alors que dans le même temps, il a fait voter une loi qui aggrave les inégalités au départ d’un certain nombre de familles des quartiers populaires, des quartiers HLM et qu’il laisse face à face les familles qui ont les plus graves problèmes, les familles françaises et les familles d’immigrés.
Monsieur Méhaignerie est en contradiction avec son discours et, par son action, il encourage le développement de l’incompréhension entre les communautés françaises et étrangères.
Voilà la réalité de la politique de la Droite.
Où sont les convergences entre les Socialistes, et le CDS ?... Et je pourrais

continuer, comme l'autre jour à Nantes... ces ministres qui ont développé le thème de la famille.
A Nantes, où aucun adjoint au maire CDS et parlementaire, n'a trouvé un mot pour réagir face à la décision du maire de Nantes, d'expulser et d'envoyer devant le tribunal 500 familles populaires qui ne pouvaient plus, parce qu'elles n'avaient plous un sou, payer leur loyer.
C'est cela la politique de la Droite, qu'elle s'appelle RPR, UFD ou CDS.
La Gauche, chers camarades, doit être elle-même. Et les propositions qu'elle fait doivent être mobilisatrices. Je l'ai dit.
Alors il reste l'idée de contrat. Si les Socialistes... les Socialistes, avant la révolution…

Georges Sarre - ... pas avec Lénine...

Jean-Marc Ayrault - Alors il reste, à mon avis, une voie, sinon c'est la capitulation. C'est la voie de la négociation, c'est la voie du contrat.
La question fondamentale est la suivante : où doivent aller les gains de productivité puisqu'il y a gains de productivité ?
Il faut le reconnaître. Grâce, en particulier, notamment à l'action des Socialistes en 1981 et en 1986, qui a vu la situation des entreprises s'améliorer. C'est la question des contre-parties à l'effort qui est posée. Hier aussi, elle a été posée mais elle est encore plus posée aujourd'hui.
C'est pourquoi il me semble nécessaire qu'il y ait, dès l'arrivée de la Gauche au pouvoir, une grande négociation.
On répond, on dit qu'il y aura des négociations. Des négociations à la politique contractuelle. Nous avons été favorables à cela.
On ne va pas imaginer qu'en laissant les syndicats et les patrons négocier, que tout cela va s'arranger.
Il faut qu'il y ait une volonté politique du gouvernement, dès son arrivée au pouvoir, d'engager de grandes négociations, qui baliseront de grandes négociations de branches ou d'entreprises mais…
Nous n'avons pas de conceptions notariales de grandes négociations. Nous ne sommes pas angéliques... Nous savons bien que pour qu'il y ait négociation véritable, il faut un gouvernement de gauche, une volonté politique, il faut un rapport de forces dans le pays.
Cette proposition de contrat et de grande négociation, elle est proposée aux organisations syndicales.
Les syndicats, on me le dit, sont faibles mais, il y a quelques mois nous étions là au Comité directeur ou dans nos grandes réunions, Conventions, Congrès, pour nous féliciter du grand mouvement des jeunes, et des étudiants, mais aussi des travailleurs de la SNCF. Ce qui prouve bien que s'il y a des perspectives, s'il y a des objectifs, il appartient au PS d'éclairer l'opinion, ce qui prouve bien que les gens peuvent se réveiller et qu'il peut y avoir mouvement social.
C'est un rapport dialectique qui peut se produire entre une volonté politique et la volonté sociale.

Fondation Jean Jaurès

Cette proposition, chers camarades, de contrats, s'adresse à toute la Gauche, à toutes les organisations syndicales.
Elle ne sera bien sûr opérationnelle que si nous l'exprimons dans la clarté.
La clarté, c'est aussi de dire que cette proposition ne pourra se mettre en œuvre que dans le cadre de l'économie mixte. L'économie mixte n'a de sens que si nous affirmons avec force la volonté qu'il y ait un grand secteur public industriel, ce que nous avons fait en 1981 et 1982.
Il faut donc le répéter.
En tout cas, il me semble indispensable que nous disions que pendant la campagne présidentielle nous re-nationaliserons le secteur bancaire et le secteur des assurances, sinon la proposition que je fais de contrat serait inefficace.
Il faut le dire clairement, comme il faut dire clairement avec qui nous ne voulons pas gouverner.
Je sais que le Congrès de Lille avait tranché cette question. Le mot "dissolution" n'y est pas. Il y a unanimité là-dessus, mais aujourd'hui, chers camarades... (inaudible)... l'intervention de Jacques Delors et même Pierre Joxe, au Club de la presse RMC l'a posé, cette question.
Ce sont des questions qui ont été posées par les uns ou par les autres. Et croyez-bien que dans les sections du Pari, il n'y a pas de positionnement là-dessus, mon cher Jean Le Garrec, et tu le sais autant que moi. C'est une question que les militants posent à tout le monde.
C'est une question à laquelle il faut répondre, que les Français se posent aussi. Il ne se passe pas une semaine... et encore cette semaine avant le Comité directeur, où dans la presse écrite, quotidienne ou hebdomadaire ou même à la radio, on évoque la possibilité d'autre chose, d'une alliance avec les partis du Centre... encore Robert Schneider, dans le Nouvel Observateur...
(Protestations dans la salle)

Dans la salle - Il faut l'exclure !

Jean-Marc Ayrault - Je vois que vous n'êtes pas d'accord !
Il faut répondre à cette question clairement devant les militants, clairement devant l'opinion, parce que nous ne voulons pas nous contenter... (applaudissements)... parce que nous ne voulons pas nous contenter comme cela - car c'est parfois le cas très souvent - de déclarations la main sur le cœur, ronflantes : "oui à la Gauche, non à l'alliance avec la Droite, il faut que l'engagement soit claire, etc."
J'en arrive à la conclusion, à la fin de mon intervention.

Le président - Chacun s'exprimera... il y a beaucoup d'inscrits.

Jean-Marc Ayrault - Je voudrais dire que cette proposition de contrat, sur les alliances, cette proposition de contrat, c'est un appel à la mobilisation. C'est un appel à la mobilisation parce que nous savons bien qu'il faut, je l'ai dit, un rapport de forces.

Fondation Jean-Jaurès

Nous avons vécu nous-mêmes entre 1980 et 1986 ce que signifiait l'absence de mobilisation populaire. Un seul exemple : quand nous étions à négocier parfois dans le secret des cabinets, pendant qu'on trouvait un accord sur l'école privée, pendant ce temps, la Droite mobilisait. Le rapport de forces reculait en défaveur de la Gauche et la Droite a mobilisé ce million de personnes, ce qui a fait reculer la Gauche.
Oui, chers camarades, sur d'autres sujets, sur celui-là, comme sur les autres, s'il n'y a pas de rapport de force, la Gauche retrouvera les difficultés qu'elle a pu connaître à la fin de son mandat.
Il faut le dire aux Français. Voter ne suffit pas. Mettre son bulletin dans l'urne ne suffit pas.
Il faut vous mobiliser.
C'est le sens de l'appel que j'évoque pour la grande négociation à tous les niveaux.
On nous dit que le Comité directeur doit se tourner vers l'extérieur, et qu'il ne doit pas être replié sur lui-même. Oui, c'est vrai, mais à condition qu'il fasse des propositions claires et c'est ce que je viens de faire.
Je souhaite que le Comité directeur en débatte. En débatte dans la plus grande clarté, si nous ne répondons pas à cette question de la négociation d'un contrat, car qu'est-ce que nous proposerons à la place ? Qu'est-ce que nous proposerons à la place, sinon la résignation ?
Est-ce que nous pouvons aller devant les Français, à la campagne électorale et leur dire : il n'y a plus de marges de manœuvre, on ne peut plus rien faire.
Est-ce que c'est vraiment un programme pour les Socialistes ?
Moi je dis, non mes chers camarades.
Si c'est vrai qu'aujourd'hui nous ne pouvons pas trancher, il faut que dans le Parti, le débat ait lieu.
Je souhaite que dans chaque fédération, le Comité directeur décide d'une assemblée générale des militants, qu'une assemblée générale des militants soit organisée pour débattre sur la question essentielle qui nous anime aujourd'hui et que chaque point de vue puisse y être exprimé dans le respect du pluralisme de notre Parti.
Oui, les militants Socialistes attendent de nous que nous soyons plus offensifs, que nous soyons plus clairs.
A nous de répondre à leur attente.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Laurent Fabius.

Laurent Fabius

Chers camarades, depuis notre dernière réunion, un certain nombre d'évolutions internationales se sont produites. D'autres peuvent intervenir dans les prochains jours. Je pense, en particulier, au plan international, à tout ce qui peut se décider au niveau européen, en matière de désarmement. Mais, dans le laps de temps,

Fondation Jean Jaurès

que je voudrais essayer de respecter, bien sûr, il faut choisir. Un mot seulement pour dire mon accord avec la tonalité de l'analyse faite sur la situation du Parti, et le soutien extrêmement fort, tel que nous le ressentons tous, qui est apporté aujourd'hui au Président de la République.
Comme vous, dans beaucoup de départements, je sens que les militants sont très... (inaudible)… Je ressens aussi ce phénomène assez nouveau : une mobilisation au moins aussi forte des sympathisants que des militants, ce qui est phénomène assez nouveau et très intéressant.
Les différences entre la Droite et la Gauche... cette question, on se la posait avant mais la démonstration a été faite.
L'opinion, dans l'ensemble, est assez positive même si, pour reprendre ce que disait Jean Le Garrec, sur la période 1980-1986, les gens n'ont pas bien en mémoire telle ou telle réforme précise, et qui ont le sentiment que dans l'ensemble, c'est plutôt positif. Mais ils ont du mal à pénétrer tout cela. Ils nous demandent de tenir compte de l'expérience, ils nous demandent quelques orientations claires.
Je pense que si notre Comité directeur est réussi, il faudrait que ces orientations soient données et il faudrait, mais compte tenu de ce que j'ai entendu, je ne suis pas sûr que ce soit possible... je préférerais, en tout cas pour ma part, compte tenu du climat que je sens, dans notre Parti, dans l'opinion, que si c'est possible, nous puissions présenter une synthèse à nos camarades... et finalement je n'irai pas plus loin sur ce point.
Je voudrais concentrer mon exposé sur deux autres éléments.
Le premier, c'est que je ressens comme beaucoup d'entre vous, une évolution au sein de la Droite, une évolution des rapports de forces.
Plusieurs l'ont signalé et moi-même, je l'ai fait dans différentes interventions.
Je crois que le moment est venu d'essayer de réfléchir plus profondément là-dessus, compte tenu à la fois des résultats médiocres, du pouvoir actuel, de son mode même de gouvernement... je crois qu'il est honnête de remarquer, en tout cas aujourd'hui, un certain décrochage dans l'opinion, entre les deux principaux candidats de droite : Messieurs Chirac et Barre.
Cela apparaît à travers les études d'opinion, qu'il s'agisse du premier tour, du deuxième tour, de l'image présidentielle... tout cela est bien sûr encore fragile, parce que la campagne, à proprement parler, n'a pas encore commencé.
Le gouvernement dispose de toute une série de moyens. J'imagine que l'un de ces deux candidats essaiera de rattraper son retard, tandis que l'autre fera tout probablement pour sortir de son ambiguïté.
C'est tout de même une évolution que l'on note et la question que je veux me poser, c'est de savoir quelle doit être notre attitude par rapport à cela ?
Bien sûr, vous me direz que ça ne dépend pas de nous, c'est évident. Nous n'avons pas la vocation à faire la courte échelle... mais le problème, à mon avis, se pose un petit peu autrement, car je pense qu'il faut que nous évitions que l'un ou l'autre soit privilégié dans ce mouvement, ce qui me paraît être la pente naturelle, parce que d'une part, ce ne serait pas juste dans la mesure où la responsabilité de l'un ou de l'autre est collective.

Fondation Jean Jaurès

Il faut d'ailleurs que nous nous y habituions nous-mêmes à parler du gouvernement Chirac/Barre.
Il faut que nous donnions de la Droite un visage qui ne soit pas seulement celui de nos affiches, comme celui du "grand méchant loup" qui ressemble, semble-t-il, plus à l'un qu'à l'autre, mais qui soit applicable à l'un et à l'autre, parce que la responsabilité est collective et parce qu'en plus, comme beaucoup d'entre nous l'ont souligné souvent, s'il se confirmait ce décrochage entre l'un et l'autre, à ce moment là pourrait se produire un phénomène cumulatif comme on l'a connu à d'autres époques, en particulier, sauf erreur de ma part, en 1974.
Alors, quelle attitude prendre ?
En ce qui concerne notre attitude à l'égard du Premier Ministre actuel, je crois qu'il faut continuer ce que nous faisons et nous le faisons fort bien.
Mais en ce qui concerne l'autre candidat, je pense d'une façon très précise qu'il faut compléter notre démarche et je voudrais essayer de dire comment.
D'abord, et certains d'entre vous y ont fait allusion ce matin, en prononçant des rappels, parce que non seulement la mémoire est courte, mais parce qu'en plus je crois ne pas me tromper en disant que depuis 1980, 1981, il y a environ 3 millions cinq cent mille personnes qui sont électrices et électeurs nouveaux. Donc ces rappels, ou ces précisions, plutôt, doivent être données et je voudrais le faire sur deux ou trois points qui sont connus de vous mais parce que je pense que c'est important.
D'abord l'un de ces candidats se présente, et c'est de lui que je parle, comme un très grand économiste.
Rappelons donc les choses et dans chacune de nos interventions. Ce n'est pas seulement l'inflation de 13,6%, tout le monde le dit et le redit, mais ce qui importe, c'est la comparaison avec les voisins. Or à la fin de l'exercice du mandat de Premier Ministre de M. Barre, la différence était, sauf erreur de ma part, de 8 points entre la France et la République Fédérale Allemande, c'est-à-dire un record.
On nous dit : mais c'était l'époque bénie pour l'investissement, pour les entreprises. Nous savons maintenant, en regardant les choses, en regardant les données chiffrées, que l'une des grandes difficultés dans lesquelles nous nous sommes trouvés, où la France se trouve encore aujourd'hui du point de vue économique, c'est que pendant que Chirac, que Barre étaient Premiers Ministres, la crise, notamment les chocs pétroliers, a été amortie sur le dos des entreprises, et évidemment la France en paie aujourd'hui le prix.
De même il faut rappeler, parce que c'est simplement la vérité, que l'investissement industriel a baissé et n'a pas augmenté comme on veut nous le faire croire, entre 1977 et 1981.
Le chômage, chacun le sait, a été multiplié par deux sous chaque Premier Ministre de Droite, et le commerce extérieur - vous avez les chiffres présents à l'esprit - en 1981 connaissait un déficit de 62 milliards de francs, c'est-à-dire un peu plus de 100 milliards d'aujourd'hui.
Il faut faire ces rappels. Nous, nous le savons, mais l'opinion publique l'a oublié.

Fondation Jean Jaurès

De même je crois, et ceci est peut-être nouveau, que par rapport à des hommes, et en particulier à l'un d'entre eux, qui se présentent comme étant porteurs d'un message international d'une capacité très forte, il faut, notamment en matière de défense, dire quelles ont été nos positions.
En 1977-1978, quand le problème des SS 20 s'est posé, et alors c'était M. Barre qui était Premier Ministre, le Premier Ministre de l'époque n'a pas soutenu l'installation des Pershing. Mais lorsque les SS 20 et les Pershing ont été installés, il a dit non à leur retrait simultané.
De même, en ce qui concerne ce que pourrait être l'après d'une double option zéro, ce même responsable propose - je lisais encore un article là dessus l'autre jour - que l'Europe se dote d'un niveau intermédiaire de dissuasion nucléaire, ce qui est à la fois contraire à la stratégie classique de la France et contraire à l'approche gaulliste dont ce même responsable se réclame.
J'ajoute que les dernières déclarations explicites, contraires à l'orientation du président Mitterrand, de la part de ce même responsable consistent à dire : si je suis en fonction je fabriquerai effectivement la bombe à neutrons, tout en disant dans le même temps qu'il faut entre l'Allemagne et la France construire un espace stratégique commun. Je vois difficilement construire cet espace stratégique si l'on réalise la bombe à neutrons, si l'on propose qu'il y ait après la double option zéro un nouvel élément stratégique intermédiaire et si l'on s'oppose à toute une série de mesures...
Troisième élément, après l'économie et les positions internationales, le mode de comportement. Au fond, ce qui peut séduire dans l'approche que développe ce responsable, c'est un certain type de comportement eu égard à l'opinion publique. Mais nous l'avons connu à l'œuvre. C'était l'époque - regardons les chiffres - du record des conflits sociaux, du record de la répression politique. Oui, c'était l'époque où François Mitterrand avait lancé une radio en notre nom et la réponse du Premier Ministre de l'époque avait consisté à envoyer au siège de cette radio les compagnies républicaines de sécurité ! On rappelait tout à l'heure les porteurs de panneaux. Je n'aurai pas la cruauté de rappeler les Français innocents de Copernic.
La question qui se pose, compte tenu de tout cela, c'est de savoir si les Français souhaitent aller dans ce sens, s'ils souhaitent oui ou non "remettre cela".
Voilà les rappels qu'à mon a vis il faut faire.
En même temps il faut poser des questions, parce que lorsqu'on analyse les données, on s'aperçoit qu'étrangement, ce personnage qui veut incarner la fermeté est probablement le plus ambigu de l'ensemble des responsables politiques, et il faut que nous cherchions à lever ces ambiguïtés, en proposant des débats à lui-même et à ses soutiens dans les régions, dans les départements, ses soutiens, d'ailleurs, qui quand on les voit sont assez divers et contradictoires, et en posant des questions, et je voudrais en poser de trois ordres.
D'abord on nous dit : mais en matière éducative et de recherche, ce responsable a un grand impact parce que lui-même est un ancien professeur et qu'il comprend bien ces problèmes. J'ai repris les chiffres de 1976, on a recruté 7000 professeurs du second degré. En 1978, 5000. Loi de finances initiale 1981,

Collection Jean Jaurès

ancien gouvernement, 2700.
C'est de cette époque, et non pas de la nôtre, que date l'arrêt de la croissance du nombre des bacheliers, et pour prendre quelque chose de plus récent que beaucoup d'entre nous connaissent, Isabelle notamment, dans les derniers événements étudiants, si comme on le dit, le même responsable s'est démarqué du projet de loi gouvernemental, c'est parce qu'il le trouvait trop modéré et qu'il se situait sur une autre ligne appelée la ligne du projet Foyer, auprès duquel le projet du gouvernement était hautement progressiste.
Je pense donc que ces questions doivent être posées en particulier dans l'ensemble des milieux de l'éducation et de la recherche.
Deuxième exemple, les questions fort délicates de fiscalité. On nous dit : il faudra faire une réforme fiscale qui aille dans le sens de nos partenaires, et dès lors les imaginations fantasment.
Moi j'ai, comme vous sans doute, le souvenir d'une intervention du même responsable disant à la télévision que l'une des grandes lignes de ces modifications, c'était que ceux qui ne paient pas d'impôt commencent à en payer. Alors il faut poser la question : est-ce que c'est de cela qu'il s'agit ? Payer l'impôt sur le revenu de façon généralisée ?
De même certains, qui soutiennent ce même responsable, disent : il faut faire preuve de plus de solidarité. Nous faisons une proposition en matière de solidarité : le revenu libre. Est-ce que oui ou non elle est acceptée ? Si elle n'est pas acceptée, alors où est la solidarité ?
Dernier élément de question, on y faisait allusion avant moi, c'est la situation à l'égard de l'extrême droite.
Je reprendrai deux propos tenus il y a trois ans l'un par le responsable dont je parle qui disait : je n'ai rien ni pour ni contre M. Le Pen, et l'autre par M. Le Pen disant - je le cite - : j'ai des relations courtoises avec M. Barre et je ne me sens pas très éloigné de ses prises de position.
Voilà ce qui a été dit.
Dès lors la question doit être posée pour lever l'ambiguïté : est-ce que oui ou non ce même responsable, au-delà de ses déclarations générales, accepterait ou refuserait des membres de ce parti au gouvernement, si un jour il était appelé à composer ce gouvernement ?
Je ne veux pas aller plus loin sur ce point. Je veux simplement dire qu'il nous faut compléter notre démarche en cherchant à lever des ambiguïtés, en effectuant un certain nombre de rappels, et ce sera notre façon de contribuer à la clarté du débat.
Deuxième élément dont je veux parler, prolongeant en cela les interventions excellentes de Strauss-Kahn et de Richard, la crise boursière et ses prolongements.
D'abord un mot sur ce que je perçois être ses origines. Il n'y a pas, comme on le dit souvent, une origine qui se trouve aux Etats-Unis. C'est une vision trop courte des choses. Il y a d'abord le fonctionnement international, mondial, tel qu'il existe aujourd'hui de l'économie. Nous sommes aujourd'hui et depuis longtemps dans une économie mondiale d'endettement et d'injustice, et c'est de

Fondation Jean Jaurès

là que viennent beaucoup de nos problèmes. En même temps, c'est un système libéral qui montre le principal enseignement de la crise et ses limites.
Ajoutez à cela une disparité de plus en plus grande entre le signe qu'est l'argent et le fondement qu'est le produit ou la marchandise. Ajoutez y l'interconnexion des économies et des phénomènes, et c'est ce qu'on appelle l'économie "casino", selon l'excellent nom qu'a donné l'un d'entre nous à tous ces phénomènes, avec ce fait tout simple, mais qui laisse pantois : le total des réserves des banques centrales de l'ensemble du monde est égal à un jour de transaction sur les marchés d'échange de l'ensemble du monde, et dès lors, la seule question qui se pose est de savoir quand et avec quelle ampleur, et il faut toujours d'abord revenir à cela.
A cela s'ajoute, bien sûr, une responsabilité propre des Etats-Unis d'Amérique, elle a été rappelée, c'est évident. Mais il s'y ajoute aussi les caractéristiques d'une politique française et d'une structure économique française, Richard l'a fort bien dit. Nous avons des faiblesses propres qu'accroissent, me semble-t-il, les choix du gouvernement actuel. Ce n'est tout de même pas un hasard si dans l'accord tant célébré entre l'Allemagne de l'Ouest et la France, c'est l'Allemagne qui a baissé ses taux d'intérêt et la France qui les a élevés. Ceci veut dire que sur le fond, les derniers résultats de la balance commerciale, qui sont les plus mauvais jamais connus en matière d'équilibre industriel, montrent qu'il y a là une faiblesse proprement française.
Quelles sont les conséquences de cette crise ?
Cela dépendra évidemment des mesures qui seront prises, mais je voudrais dire d'ores et déjà deux ou trois choses qui me paraissent acquises.
D'abord des entreprises et des gens en grand nombre ont perdu beaucoup de moyens. Sur le plan français, environ 250 milliards de francs, et comme la privatisation a accru ce mouvement, il s'est installé, et je pense que c'est profond en France, une sorte de virus de la méfiance qui nous handicapera pour le futur.
La deuxième série de conséquences est d'ordre mondial, elle aura des effets en France. Comme l'économie mondiale va se ralentir, et comme, quelle que soit la décision des Etats-Unis d'Amérique, il ne peut y avoir qu'une politique récessionniste si les Etats-Unis d'Amérique décident de réduire leur déficit budgétaire de façon suffisante, alors cela aura nécessairement des effets récessifs, et si, quelles que soient les décisions prises ces jours derniers, ils injectent toute une série de moyens dans l'économie, alors nous nous retrouverons devant la difficulté que nous venons de connaître.
De toute façon, même si cela ne nous fait pas plaisir, il y aura des effets récessifs, ce qui me pousse au pronostic suivant : je pense que d'ici les élections, le gouvernement aura les moyens d'essayer de colmater les brèches, qu'il pourra colmater, mais au deuxième semestre 1988, celui où dans l'hypothèse où nous nous plaçons, nous revenons aux affaires, alors la situation objective de l'économie française sera ralentie, quand on y ajoute en plus les déficits de la sécurité sociale qui seront là, un budget plus difficile, compte tenu bien sûr de l'arrêt des privatisations, et un emploi plus dégradé. Cela ne veut pas dire du

tout qu'on doive se résigner, j'y viendrai dans un instant, mais ce sera la situation que nous trouverons.
Mais au-delà, les conséquences sont sur une vision générale des choses, et je résumerais ma pensée en disant que contrairement à ce que certains croient pouvoir prétendre, le monde ne souffre pas aujourd'hui d'un déficit de marché, mais d'un déficit d'organisation. C'est la grande leçon que nous devons retenir de cela.
Alors, quelles mesures ? Et j'en terminerai par là.
Pour ce qui concerne la France, il est évident qu'il faut arrêter le mouvement de privatisation, parce que la Bourse, la chute de la Bourse après tout c'est qu'il y a plus de vendeurs que d'acheteurs et si on injecte sur le marché des dizaines de milliards d'ordres en plus, cela ne peut que faire descendre davantage les cours. Chacun pourrait le comprendre, devrait le comprendre, mais ce n'est pas encore le cas... Crédit Agricole et le reste. Il faut donc les stopper.
Il faut faire des efforts, prendre des décisions pour renforcer notre économie, boucher les trous qui sont béants, et renforcer l'économie. Comment veut-on que l'industrie puisse se développer lorsqu'il est plus intéressant pour n'importe quel chef d'entreprise de spéculer que d'investir en matière industrielle ? Nous en parlions à l'instant avec Strauss-Kahn, même problème pour les collectivités locales qui vont prendre le choc, qui commencent à le prendre, qui le prendront dans les mois qui viennent si rien n'est fait.
Alors, comment réagir ? Il y a bien sûr des décisions internationales, j'y viendrai dans un instant, mais il y a des décisions franco-françaises. Tout à l'heure Jean-Marc Ayrault disait "qu'on ne nous dise pas qu'il n'y a pas de marges de manœuvre", je crois qu'il y en a, mais à mon avis la marge de manœuvre s'appelle investissements, s'appelle éducation-recherche, s'appelle solidarité, s'appelle programme européen, c'est là la vraie marge de manœuvre, et non pas telle ou telle mesure ponctuelle qu'on pourrait prendre sur le moment.
Au-delà de la France, je pense qu'il y a des efforts à faire entre les pays riches, j'ai dit ce que je portais comme jugement sur la perspective américaine, mon jugement est assez sévère, on nous dit : pour compenser tout cela, il faudrait que le Japon et l'Allemagne interviennent. Je souhaite que l'Allemagne intervienne, en ce qui concerne le Japon, j'ai les plus grands doutes, parce que le Japon va avoir à subir la réévaluation de sa monnaie, qui peut croire qu'au même moment où il devra subir sur le plan interne la réévaluation de sa monnaie, il prendra les mesures nécessaires pour relancer l'économie ? Je le souhaite, mais j'ai beaucoup de doutes.
En revanche, sur le plan européen, c'est l'un des grands enjeux de l'après élection, il y aura là une fenêtre pendant un an et demi, sans grandes élections. Oui, ce qu'on a dit, la coopération monétaire, la coopération financière, c'est une clé, mais je pense peut-être pourrait-on légèrement infléchir notre document sur ce point, même s'il en parle déjà, la crise boursière et ses conséquences probablement en termes financiers, en termes économiques, nous obligent au-delà des pays riches à être plus ambitieux encore dans les relations entre les pays riches et les pays pauvres, parce que c'est tout de même là que gît l'essentiel des

possibilités.
Plusieurs d'entre nous avaient lancé ou relancé l'idée d'un plan Marshall, pour le tiers-monde. Je crois que c'est une idée très forte à condition qu'on l'accompagne d'une distinction entre ce qui relève de l'Afrique, où là il ne peut s'agir que de solidarité, tellement l'Afrique est pauvre, où ce qui concerne l'Amérique latine, où il s'agit à la fois de solidarité et d'effort économique et en ce qui concerne l'Est où il me semble qu'il faut que nous profitions des ouvertures dues au Gorbatchevisme pour revoir et renforcer un certain nombre de nos relations avec l'ensemble de ces pays.
Je reviens vraiment, pour terminer à l'aspect de politique intérieure que je retire de cette analyse. Il y a trois possibilités, ou bien ce sera M. Chirac, et je pense que le comportement qu'il a eu dans toute une série de crises, montre que quoi qu'on en pense par ailleurs, son approche n'est pas très sérieuse, avoir dit dans les années 74-75 "le bout du tunnel", avoir dit au début de son nouveau mandat que la France allait rattraper l'Allemagne de l'Ouest, comme chacun le constate bien sûr... et avoir conseillé aux petits porteurs, au début de la crise, d'acheter, cela fait tout de même beaucoup !
La deuxième possibilité est celle du responsable que j'évoquais tout à l'heure, je pense qu'il n'est pas injuste de parler comme l'a fait M. Chirac à son endroit, d'un certain pessimisme intéressé, je pense que c'est de cela dont il s'agit Qu'est-ce qui serait proposé dans cette hypothèse ? Un tour de vis supplémentaire pour les revenus, mais je crois qu'au-delà de ce tour de vis et en relation avec lui, ce responsable serait totalement incapable de proposer un rassemblement aux Français. On ne peut pas séparer la stratégie que l'on propose et le contenu des propositions que l'on avance, et l'on ne peut pas proposer une stratégie de rassemblement sur une base d'injustice sociale.
C'est pourquoi je pense que la perspective que nous offrons et qu'offrira notre candidat est de loin la plus forte, à condition que nous soyons capables d'expliquer - ce qui n'est pas évident, mais cela filtrait dans beaucoup d'interventions - que c'est précisément parce qu'aujourd'hui la crise s'approfondit et se complète qu'il faut une solidarité supplémentaire sur le plan national et sur le plan international. Et cela, il n'y a que les Socialistes qui en soient porteurs.
Je pense que rien n'est joué, mais je pense tout de même qu'au travers de cette crise est en train de s'opérer un retour de balancier idéologique et politique, je crois que si nous faisons preuve, y compris à travers ce Comité directeur, d'esprit d'énergie, de volonté, et de rassemblement, si nous sommes capables de montrer que certains, qui font illusion, en fait sont incapables de rassembler et d'offrir des perspectives françaises, et si nous sommes capables de montrer au contraire que ce n'est que dans un approfondissement de la solidarité que se trouve le vrai message de solution, à ce moment là je pense que quelles que soient les difficultés, il y en a de nombreuses, nous pourrons affronter les six mois qui viennent avec l'optimisme communicatif de la victoire.
Merci.
(Applaudissements)

Fondation Jean Jaurès

Le président - Jean-Pierre Chevènement...

Jean-Pierre Chevènement

Chers camarades, nous sommes collectivement à l'heure des choix...
(Réactions diverses)

Le président - S'il vous plaît...

Jean-Pierre Chevènement - J'insiste sur le fait que c'est collectivement, nous sommes à l'heure des choix, par conséquent c'est de notre projet collectif dont nous devons parler, nous devons parler de ce que nous avons en commun, de ce que nous allons dire ensemble, et pas seulement de ce que dira tel ou tel, chaque week-end se succédant à l'autre...
La réalité nous impose des résolutions courageuses, nombreux sont ceux qui déjà ont évoqué le krach boursier, ce qu'il signifie, c'est-à-dire une récession très probable, qui nous amène à revenir sur l'analyse de la crise, que nous faisions, et que nous avions un peu oublié de faire, disons-le depuis quelques années.
Intuitivement, dans notre pays depuis quelques semaines, des millions de gens se rendent compte qu'on les a menés en bateau, depuis déjà des années et des années, depuis quinze ans, depuis 1974, quand M. Chirac déjà promettait que nous étions en vue du bout du tunnel. Ils se rendent compte que le gros de la crise est encore devant nous, et nous-mêmes en tant que Socialistes nous avons à nous interroger sur notre capacité à faire front à la montée du chômage, 4 millions prévus par l'INSEE pour 1995, peut-être avant, avec ce que cela signifie du point de vue du racisme, de la société duale, du maintien des équilibres de la sécurité sociale, et nous savons que ce sont des problèmes difficiles.
1992, c'est aussi le marché unique. Comment allons-nous y aller ? Que sera ce marché unique ? Si c'est un marché unique fait à la mode libérale, ce sera une passoire et un cadeau pour les multinationales japonaises et américaines... des difficultés accrues.
Je n'évoquerai pas la déstabilisation de l'Europe, qui est en cours, je me réjouis de l'accord sur la double option 0, je ne suis pas de ceux qui opposent la modernisation de notre dissuasion aux progrès du désarmement, nous devons être capables de soutenir les uns et les autres, mais enfin, derrière la question européenne se profile maintenant clairement la question allemande, sur laquelle je pense qu'il n'y a pas encore en France d'idées très claires, et pourtant c'est la question principale de notre politique étrangère pour les prochaines années.
Je pourrais évoquer aussi la fracture entre les deux rives de la Méditerranée. L'avenir est lourd, lourd de défis, que nous devons relever.
Voilà les choix qui sont devant nous, je ne parle pas des choix d'hommes, j'ai eu l'occasion de m'exprimer à ce sujet, j'ai été, je crois, le premier à le faire en

Fondation Jean-Jaurès

1985, en disant que François Mitterrand serait sans doute le mieux capable de rassembler les Socialistes en 1988. C'était l'époque où beaucoup de gens se posaient la question de savoir s'il terminerait son septennat...
Je n'évoque pas le choix des hommes, je parle des choix politiques, que nous devons faire. Comment est-ce que nous allons gouverner pendant ces sept ans, durée normale d'un septennat, ou en tout cas pendant les prochaines années ? Est-ce que nous avons pris la mesure des défis ? Est-ce que nous sommes en mesure d'y répondre ? Nous sommes-nous donné des objectifs et des moyens cohérents ?
En tant qu'homme de gauche, nous ne pouvons pas laisser tout cela dans le flou, dans l'ambiguïté, sinon ce serait condamner le Parti que nous avons créé ensemble, et dont nous sommes solidairement responsables.
Parmi mes nombreuses faiblesses j'ai celle de prendre le Parti Socialiste au sérieux, et cela depuis fort longtemps, même quand il s'appelait la SFIO, et je crois avoir d'ailleurs apporté la preuve, avec quelques camarades, que les idées ont leur force, en tout cas la preuve que les idées ont leur force que quand on les défend elles font leur chemin.
Si nous laissions l'avenir dans le vague, nous condamnerions cette forme française de démocratie, qu'on appelle la République, en même temps que nous condamnerions le Parti, la République qui repose sur des citoyens responsables, et ce serait entrer de plein pied dans l'américanisation de la vie politique.
Et je ne pense pas naturellement que ce soit le choix de Lionel Jospin, par exemple, pas du tout, mais je dis... (applaudissements)... je ne dirai peut être pas cela de tout le monde... (rires)...

Dans la salle - Des noms ! Des noms !

Henri Emmanuelli - Est ce que je suis sur la liste ?

Jean-Pierre Chevènement - ... je pense que le Parti doit être capable d'affirmer son rôle, ce sera le premier point que je vais développer, ensuite je parlerai de nos alliances en rapport avec notre projet.
Tout d'abord, le Parti a besoin de se redéfinir, à travers un projet cohérent. Il n'est pas dérisoire d'avoir un débat au sein du Parti Socialiste, nous ne l'avons pas eu depuis 1979... enfin... (murmures)… la période du pouvoir n'était pas très propice. A Bourg en Bresse, on a fait une synthèse qui n'a pas servi à grand chose, mais enfin... Non, la synthèse s'est faite sur une ligne qui avait pour but de mettre l'accent sur une politique de croissance et des politiques ont été menées sur l'école et la presse qui ont fait que neuf mois après on était dans une situation telle que j'ai préféré affirmer ma solidarité avec le Parti qui était dans une situation qu'on pouvait prévoir longtemps à l'avance.
(Applaudissements)
Il y a des mises au point à faire qui sont nécessaires...
Le Congrès de Lille n'a pas été rendu facile par la fusion des courants A et B... (mouvements divers)... permettez-moi ces rappels - qui avait pour but de créer,

Fondation Jean Jaurès

comme disait Pierre Mauroy un bloc de pouvoir.
Il est évident que ce n'était pas le meilleur moyen de favoriser le débat.
Nous avons participé à la Commission du programme, j'en assure la vice-présidence et d'ailleurs ceux qui souhaitent se procurer le PV peuvent constater les divergences qui existent et qui se sont exprimées dans cette Commission du programme... ce n'est pas une découverte depuis le mois de juin dernier.
Il se trouve que le Comité directeur du 21 septembre dernier a jugé bon, je l'ai beaucoup regretté, d'occuper les divergences que nous pouvions avoir et de noyer dans un compte rendu les deux options que nous avions présentées pour que le débat fut clair. Ce n'est pas une bonne chose. Je crois qu'occulter le débat ne sert pas le Parti. Et c'était relativement une première depuis le Congrès d'Epinay.
Puis nous savons qu'après mai 1988, si nous gagnons, le débat sera encore plus difficile qu'aujourd'hui ou il n'est pas facile, mais ce sera encore plus difficile de sorte qu'il y a des choses qu'on doit se dire et je pense qu'entre responsables du Parti, c'est la moindre des choses. C'est même ce que nous nous devons à nous-mêmes et c'est pour moi une marque du respect que je vous dois, que de vous dire, au nom d'un certain nombre de camarades, ce que nous pensons sur certains sujets, sans cela, ça voudrait dire que nous ne prenons pas le Comité directeur au sérieux, ni le Parti, ce qui n'est pas le cas.
Le Parti se définit par son projet et c'est en débattant que ce projet commun que les militants se forment, accèdent à la compréhension du sens général de l'action. Bref, que nous avons un vrai Parti, digne de ce nom, capable d'agir de manière décentralisée sur une même ligne avec des dirigeants qui parlent un langage disons cohérent.
La capacité d'intervention du Parti, dans la période qui vient, car après les présidentielles, il y aura d'autres échéances, dépend du débat préalable qui aura lieu dans notre sein car sinon comment imaginer une capacité d'intervention collective et quelle efficacité pourrait avoir un parti mosaïque d'opinions contradictoires ?
J'ai lu déjà qu'on parlait de divisions. Soyons sérieux, chers camarades. Qu'est-ce qui divise le plus le Parti ? Des déclarations faites tous les dimanches qui vont tout à fait à l'encontre de la ligne que nous affirmons, ou bien, au contraire, un débat organisé au sein du Parti selon nos règles, selon nos statuts, et selon même le texte de la résolution que nous avons adoptée à Lille ?
Les militants qui ont choisi d'adhérer au Parti Socialiste l'ont fait parce qu'ils voyaient un moyen d'intervenir directement au service d'idées partagées, et c'est maintenant que les grandes orientations se prennent. C'est pourquoi je ne comprends, pas, moi, pourquoi et comment on pourrait regarder le Parti Socialiste comme une sorte de danger permanent de contestations, pour je ne sais quelle politique future.
Je crois, au contraire, que le Parti Socialiste, a un rôle irremplaçable à jouer pour faire une politique de gauche d'autant plus irremplaçable que le déclin brutal du Parti Communiste laisse une part importante de masses populaires en quasi-déshérence. Cela, vous le savez. Je vous renvoie au livre d'Anne Tristan sur le

Front National dans les quartiers nord de Marseille.
Nous savons bien qu'il y a là un pôle à gauche qui se cherche, on évoque tel ou tel, mais c'est le Parti Socialiste qui doit occuper ce terrain et c'est là que nous devons rassembler, lutter contre l'abstentionnisme, mobiliser. Le Parti est nécessaire non seulement pour expliquer la politique du gouvernement au peuple mais d'abord, et avant tout pour l'inspirer à travers un projet partagé. Et à mon sens, je le dis franchement, c'est ce projet qui aujourd'hui fait encore défaut, non pas que le texte de Dominique soit sans mérite, ce n'est pas du tout ce que je veux dire, mais sa logique d'ensemble apparaît mal. Elle apparaît mal pour une raison simple, c'est qu'il y a des passages où nous pouvons nous reconnaître sur la politique industrielle... peut-être pas Alain Richard mais nous... sur le plan mais il y a aussi quelques paragraphes sur la politique conjoncturelle, la priorité à la lutte contre l'inflation, priorité au nom de laquelle tout le reste, nous le savons bien, tout le reste passe à la trappe. Par conséquent, il y a toutes sortes de contradictions qui font que nous ne sommes pas sûrs qu'il y ait une véritable cohérence.
C'est la raison pour laquelle nous allons vous distribuer un texte d'une trentaine de pages... c'est le texte d'ailleurs qui était prévu par le Comité directeur, sauf si le Comité directeur change d'avis... un texte permettant de faire comprendre et de faire populariser notre ligne.
Cela dit, il n'est pas retenu dans cette perspective - ce que pour ma part je regrette - mais il peut se substituer à la première partie du texte de Dominique, étant donné... (rires)... qu'il y a à peu près... oui, disons que ce n'est pas tout à fait la même construction... mais on peut admettre un certain nombre d'annexes sur des sujets importants : la rénovation des collèges, la réhabilitation des HLM, puissent figurer en annexe ou seconde partie, mais ce qui compte c'est le noyau logique... si vous voulez, dans un camion benne, c'est la cabine avant qui compte. Eh bien, ce texte c'est la cabine avant.
(Rires et applaudissements)

Lionel Jospin - Et le chauffeur... l'image est peut-être imprudente !
(Rires)

Jean-Pierre Chevènement - Chers camarades, je n'insiste pas.
(Rires)
Le Parti Socialiste a besoin de redéfinir ses perspectives. Je suis intervenu souvent, il y a un an, à propos d'un texte dont vous vous souvenez peut-être qui s'appelle "Muter", et je crois que cette mutation prend plus de temps que je ne l'espérais.
Nous avons besoin de perspectives à long terme parce qu'il n'y a pas d'actions qui vaillent, qui ne procèdent d'une conception d'ensemble et naturellement nous devons réaffirmer nos valeurs, mieux définir les rapports entre la démocratie, la République, le Socialisme.
Nous avons besoin de définir nos perspectives à court terme parce que le retour au pouvoir est certes quelque chose à quoi nous avons tous travaillé ensemble,

mais cela ne règle pas la question des immenses difficultés auxquelles d'emblée nous devrons faire face : la montée du chômage, le déficit du budget de la sécurité sociale, de l'UNEDIC, les dangers de récession à l'échelle mondiale, l'échéance du marché unique, les risques de déstabilisation en Europe, la menace de l'extrême droite.
Tout cela, ce sont des difficultés réelles auxquelles il faudra porter des réponses réelles et c'est maintenant que nous devons y réfléchir.
Demain, chers camarades, en admettant que nous soyons au gouvernement, pour le Parti il serait trop tard et vous le savez par expérience.
Pour relever ces défis, pour mobiliser le pays sur les perspectives de redressement crédibles, il faut rompre avec la dogmatique libérale dont l'échec n'a plus besoin d'être démontré.
Il nous appartient d'élargir les marges d'action pour la croissance et la lutte contre le chômage, politique industrielle, réhabilitation du plan, mais peut-être aussi, je suis moins pessimiste que Laurent Fabius, nous dire qu'en Europe, à l'échelle mondiale en 1988, il y aura des élections en France mais aussi aux Etats-Unis et je ne pense pas qu'il soit raisonnable aujourd'hui de mettre la tête sous l'eau aux Etats-Unis, Nous n'avons pas besoin qu'ils fassent une politique trop récessionniste. Nous avons besoin que l'Allemagne et le Japon jouent le rôle de la locomotive et de la croissance et il y a là une nuance d'appréciation importante me semble-t-il.
Nous devons faire de l'indépendance nationale le levier d'une Europe internationale. L'Europe peut couvrir deux logiques très différentes.
En effet, elle peut être l'habillage du libéralisme, c'est-à-dire la négation de l'Europe évidemment, et de cette Europe là, nous ne voulons pas.
Il faut donc me semble-t-il mettre un terme à ce qu'il faut bien appeler la dérive libérale du Parti lui-même. Est-ce excessif de parler ainsi ? Mais enfin... cela ne date pas d'hier. Le tabou du système monétaire européen conduisant à des taux d'intérêt élevés pénalisant l'industrie, la désindexation des salaires qui a pesé sur le pouvoir d'achat des salariés, tandis que les revenus du capital augmentaient comme jamais auparavant. Ce sont les statistiques du CERC, 2 5% et 85% et je parle des profits pour nourrir essentiellement la spéculation car ça n'est pas l'investissement qui est reparti.
Les nationalisations, vidées d'une bonne part de leur contenu, par un parti pris d'inertie, je n'évoquerai pas le rôle des banques mais enfin je ne sais pas très bien à quoi elles ont servi les banques nationalisées.
Complaisance à l'égard de certains thèmes véhiculés par l'idéologie libérale, ce qu'on appelle le "moins d'Etat", ce qui explique disons-le pour une bonne part la faiblesse de notre message et de notre échec en matière de communication.
Il est temps de débattre, de mettre un coup d'arrêt et de faire en sorte que le Parti soit en ordre de bataille en le remettant à l'offensive.

Henri Emmanuelli - Assaut !

Jean-Pierre Chevènement - J'aimerais te voir, Emmanuelli, plus souvent et ayant

réfléchi un peu plus longuement...!
(Applaudissements et rires)
J'en viens à la question décisive qui est celle des alliances mais toujours à travers notre projet. Est-ce que c'est une question prématurée ?
Elle est posée pratiquement tous les jours, tous les dimanches en tout cas.
Si c'est une question prématurée pour le Parti pas pour certains dirigeants, je pose la question : quand sera-t-elle opportune ?
Après mai 1988 ?
Des convergences fortes ont été rendues publiques sur les questions monétaires, la manière de faire l'Europe en recourant de manière systématique à la règle de la majorité qualifiée et la presse a relevé ces convergences. Certains orateurs se sont exprimés en disant deux sur trois... excusez-moi de reprendre cette expression sans payer les droits d'auteur, et tout Paris bruit de cette nouvelle majorité en formation paraît-il, mais nous posons la question de savoir pourquoi faire ?
Jacques Delors, qui n'a pas cessé d'être fidèle à lui-même, il faut lui rendre cet hommage, a pu évoquer une hypothèse de travail qui implique pour l'essentiel qu'il n'y aurait plus de divergences sensibles en matière économiques entre nous et Raymond Barre. Il serait paradoxal que ces questions puissent être évoquées partout, sauf au Comité directeur du Parti Socialiste; Il n'est pas choquant, après tout, que le Parti Socialiste, lui aussi, fasse de la politique et s'interroge sur ses orientations.
Je dirai tout simplement que le problème des alliances est déterminé par le projet. C'est notre projet qui a la priorité. Et il me semble qu'il y a vraiment deux logiques dans le Parti.
Je ne dis pas qu'elles recoupent exactement la frontière; des courants, ce n'est pas vrai, je suis même persuadé du contraire, mais il y a deux logiques et nous ne sommes pas d'accord avec certaines positions prises au niveau du Parti sur des sujets importants qui vont déterminer les alliances futures.
Tout d'abord, l'alignement du franc sur le mark dans le cadre de FMI... Quand cette politique a été décidée par M. Giscard d'Estaing et M. Barre en 1978, nous l'avons condamnée et ensuite, nous sommes revenus sur notre position. Cette politique a consacré depuis lors la prépondérance du capitalisme financier dans notre pays sur le capitalisme industriel.
Cette politique inaugurée par Raymond Barre doit être combattue et je suis tout à fait d'accord avec Laurent Fabius pour dire que nous devons parler davantage de Raymond Barre J'y ai d'ailleurs consacré l'essentiel de mon intervention devant le Congrès de Lille, mais nous ne pouvons le combattre qu'à condition de ne pas faire du néo-barrisme. Quand on voit quelques jours avant le sommet de Karlsruhe M. Balladur relever fortement nos taux d'intérêts alors que l'Allemagne a baissé très faiblement les siens, et alors que nos taux d'intérêts sont déjà parmi les plus élevés dans le monde, on peut se poser la question de savoir si c'est là le moyen d'assurer le nécessaire rattrapage de l'investissement productif. Comment ne pas voir que les entreprises ne peuvent pas investir si le taux de rentabilité dans la production est tellement plus bas que le coût de

l'argent qui, en France, est le plus élevé de tous les grands pays industriels ?
J'aurais aimé que le Parti Socialiste condamne cette politique qui étend la misère car elle étend la misère à travers le retard de notre industrie, les fermetures d'usines, les charrettes de licenciements, les suppressions d'emplois, et elle dure déjà depuis longtemps ; elle ne doit plus durer trop longtemps.
Il faut donc que nous changions de cap et si l'Allemagne n'est pas décidée à s'investir dans l'Europe et dans une monnaie commune, eh bien, il faut que la France sache retrouver confiance en elle-même.
Comment pourrions-nous d'ailleurs préparer convenablement le marché unique européen sans une protection à ses frontières? Si nous nous en remettons à la règle de la majorité qualifiée pour toutes sortes de choses, est-ce que vous croyez que c'est comme cela que nous défendrons nos intérêts, les intérêts des travailleurs ?
Comment penser que la construction d'une Europe européenne puisse être menée à bien sans une France forte, sans une volonté politique européenne réellement partagée, sans un véritable équilibre entre la France et l'Allemagne ? Vous savez bien que la question centrale est que cet équilibre n'existe plus. L'Allemagne a 350 milliards de francs d'excédent commercial cette année, la France 40 milliards de déficit. Quelle Europe sommes-nous en train de faire sur le plan économique, monétaire, social, culturel, militaire, diplomatique ? Une Europe dominée économiquement par l'Allemagne et diplomatiquement, militairement, sera une source de no man's land entre les deux grandes puissances. Ce n'est pas l'Europe européenne telle que nous la voulons, c'est une Europe en déclin qui se prépare là.
Ce n'est pas ce que nous voulons faire, ce n'est pas ce que nous devons faire.
Il faut donc réagir, donner un coup d'arrêt à la dérive qui nous conduit là où nous ne voulons pas aller. Tant qu'un nouveau système monétaire international stable ne sera pas rétabli, le franc aura intérêt à retrouver son autonomie par rapport au mark, à moins que l'Allemagne n'accepte l'écu comme monnaie de réserve. Nous ne pouvons pas accepter l'alignement libéral inconditionnel parce que c'est aussi de cela qu'il s'agit, car dans ce cadre-là vous êtes obligés de faire la politique du libéralisme, vous êtes obligés de renchérir sur le libéralisme et vous vous privez des moyens d'une politique autonome, d'une politique je ne dirai même pas Socialiste, mais de progrès, d'une politique conforme aux intérêts du pays, à l'intérêt national, aux intérêts des travailleurs, vous vous privez des moyens d'une politique industrielle, des moyens de réhabiliter le plan que nous avons trop laissé en déshérence, vous vous privez des moyens de travailler pour la justice sociale, pour la croissance et pour l'emploi. Il faudra faire repartir la construction européenne, mais si c'est nécessaire, sur des bases assainies et en mettant la politique au poste de commande, car chacun sait que la monnaie, c'est la manière de droite, la manière libérale de faire l'Europe, et qu'il y en a une autre qui met l'accent sur la technologie, la défense, la politique sociale, l'espace social, la politique extérieure, les projets spatiaux. Bref, ce qu'il faut faire, c'est bâtir une confédération européenne dont le noyau sera bien évidemment le compagnonnage historique de la France et de l'Allemagne, à

condition qu'il y ait un certain équilibre, c'est cet équilibre que nous devons restaurer.
Bref, chers camarades, et je conclurai par là, le projet gouverne les alliances, nous ne voulons pas faire n'importe quoi, avec n'importe qui. Nous ne rassemblerons pas au centre, ce qui est un mot pour désigner une certaine catégorie de la Droite, à moins de nous mettre à la remorque d'une politique qui servirait le capital financier.
Nous rassemblerons en avant sur un projet à partir de la Gauche, à partir de la Gauche, parce qu'il faut rassembler, mais pas n'importe comment et pas pour faire n'importe quoi.
Est-ce que nous pourrons le faire avec l'Assemblée actuelle ? Qui peut le croire ? Il serait inopportun d'évoquer aujourd'hui l'éventuelle dissolution, mais nous l'avions fait en 1981; si je me souviens bien. Pourquoi l'aurions-nous fait avant 1981 et pourquoi ne le ferions-nous pas aujourd'hui ? Et les Français le souhaitent, parce qu'ils condamnent désormais le système de ce qu'on a appelé la cohabitation. Donc, ils trouveront tout à fait normal que nous le fassions.
Certains Socialistes évoquent publiquement une collaboration avec la Droite ; il serait interdit aux autres d'évoquer l'hypothèse inverse, celle où le Parti Socialiste rassemblerait autour de ses idées, dès lors bien sûr qu'il les aurait mises au clair ? Cela ne serait guère sérieux et j'admets qu'en matière de tactique, on puisse se donner des souplesses, c'est vrai, mais à une condition, chers camarades, c'est que, sur la stratégie, nous soyons clairs. Or, nous ne sommes pas au clair sur la stratégie. Il y a un vrai débat. Faut-il l'éviter ? Moi, je ne le crois pas. L'unité du Parti est fondée sur le débat.
J'ai lu qu'un souci tactique inspirait le dépôt du texte qui va vous être distribué, si ce n'est déjà fait... Non ? Alors, cela va être fait. J'ai même lu que le dépôt d'un texte... serait dans la logique de ma candidature. Chers camarades, en êtes-vous sûrs ? Et si c'était l'inverse? Si ma candidature était d'abord au service des idées auxquelles un certain nombre de camarades ont la faiblesse de croire avec moi ? Croyez-vous que si j'étais mû par une ambition personnelle, je prendrais le risque d'être minoritaire ? Il faut avoir de l'ambition, cher camarade, tu as raison, moi, j'ai de l'ambition pour vous...
(Mouvements divers - applaudissements)
J'ai de l'ambition pour le Parti Socialiste, j'ai l'ambition pour ce que nous avons fait ensemble depuis déjà bien longtemps, depuis vingt-cinq ans. Et je pense que vous aussi, vous avez quand même cette ambition.
Pour relever les défis qui pourraient poindre à l'horizon, il faut armer la volonté du Parti. Pour cela, on ne peut pas faire l'économie d'un débat à la base, dans les sections. C'est donc la raison du texte que d'autres camarades vont vous présenter. Tous ceux qui voudraient le contresigner le contresignent, bien entendu.
Nous chercherons un système dynamique à la Convention des 16 et 17 janvier, pour réaliser une avancée collective de tout le Parti. Je dis bien tout le Parti, à la veille d'échéances décisives, car le Parti est son propre garant. La désignation du candidat est une chose ; je me suis exprimé sur ce sujet.

Cette question sera tranchée le moment venu. L'orientation du Parti est une autre chose. Elle se pose dès aujourd'hui. Il est temps de réaffirmer le rôle du Parti essentiel pour assurer la suite, car c'est bien de cela qu'il s'agit. Assurer la suite, nous ne le ferons pas sans un parti dynamique, à l'offensive. C'est ainsi seulement que nous préparerons une vraie victoire en 1988, parce qu'après l'élection présidentielle, il y aura d'autres élections ; certains disent que c'est une contrainte pour notre candidat ; peut-être ; mais d'une part, ce serait la moindre des choses, et j'ajoute que c'est bien davantage un atout, c'est un atout car la Gauche n'a jamais gagné sans idées, elle n'a jamais gagné sans élan, et le pays a besoin d'un nouvel élan ; je ne vais pas entrer dans la querelle sémantique sur le nouvel équilibre, ce n'est pas très dynamique et puis surtout, il me semble qu'en politique, il faut regarder quelles sont les tâches que nous avons à remplir, quels sont nos objectifs, quel est le moyen que nous allons réunir pour être à la hauteur de ces objectifs. C'est la raison pour laquelle je préfère l'idée d'un nouvel élan, mais le Président a besoin d'un nouvel élan, il a besoin d'un parti en ordre de marche, à l'offensive, car si seule la Droite peut s'exprimer, nous en avons fait l'expérience, si le Parti se tait, ne sachant trop que dire, eh bien, on n'entend plus que la Droite, et le Président lui-même qui, naturellement, tient compte des rapports de forces, a tendance à écouter ceux qui s'expriment. Par conséquent, il faut que nous nous exprimions, chers camarades, avec force, avec clarté avec cohérence, et c'est ce que nous voulons faire ensemble, avec vous.
(Applaudissements)

Le président - Bien. Nous levons la séance maintenant Il y a beaucoup d'inscrits. Je vous demande d'être là à 15 h. précises pour que nous puissions reprendre le débat à 15 h.
La séance est levée.

Parti Socialiste
Comité directeur
21 et 22 novembre 1987

Séance du samedi 21 novembre 1987 (après-midi)

La séance est reprise sous la présidence de Claude Estier.

Le président (Claude Estier)

La séance est reprise.
J'appelle Michel Delebarre, ensuite Gérard Fuchs.

Coll. Fondation Jean Jaurès

Michel Delebarre

Mes camarades, je placerai mon intervention dans la suite de l'image évoquée par Jean-Pierre Chevènement, c'est-à-dire celle du camion-benne, qui me paraît être effectivement une approche de nos problèmes. En écoutant les interventions de ce matin, j'ai bien compris que nos camarades se plaçaient délibérément dans la cabine, chacun abordant le panorama qui s'offre devant nous pour les prochaines élections. J'ai bien saisi également que Jean-Pierre avait rassuré sur ses qualités de pilote ou de conducteur, en tout cas il a paru rassurer ceux de nos camarades qui souhaitaient l'être. Comme plusieurs d'entre nous, j'ai circulé à travers les sections et fédérations et j'ai donc pu traiter de ce qui risque de se trouver dans la benne du camion-benne...

Je voudrais évoquer très rapidement des préoccupations relatives à l'éducation, des préoccupations relatives au monde du travail et quelques préoccupations relatives à la dynamique sociale.

Dans le document de l'équipe nationale du MJS que nous a transmis Jack Lang, on voit, concernant l'éducation, mentionné le fait évident - mais qu'il faut sans arrêt souligner - qu'il existe aujourd'hui de très grandes inégalités devant l'éducation et que ces inégalités sont sociales et géographiques : on réussit mieux en général en matière scolaire dans la mesure où on appartient à une catégorie sociale plus élevée. Or, nous savons, les uns et les autres, que l'égalité des chances repose en grande partie sur le pari de l'intelligence, dont nos camarades, à travers les débats préparatoires à ce Comité directeur, ont perçu toute l'importance.

S'il y a apparemment un consensus national sur l'objectif de 80% d'une classe d'âge au niveau du bac à la fin du siècle, qui peut croire réellement que la France y parviendra en douze ans - puisque c'est l'échéance qui nous sépare de la fin du siècle - à la manière dont ce gouvernement et M. Monory traitent les questions d'Education nationale ? Or, les jeunes, que nous souhaitons tous voir atteindre le niveau du bac à la fin du siècle, sont d'ores et déjà entrés dans le cursus scolaire et, comme le souligne un amendement déposé par un certain nombre de fédérations, c'est dès la prime enfance et c'est dès les premiers pas dans l'éducation que se joue réellement l'égalité des chances. Il y a une corrélation totale entre les redoublements et les retards pris en enseignement élémentaire et les échecs ultérieurs au baccalauréat. Cela ne peut que nous inciter à revenir le plus réellement, le plus rapidement possible aux responsabilités.

Alors, pour quoi faire ?

Bien entendu, pour mettre en œuvre ce qu'il y a dans nos propositions, dans le document présenté par Dominique Strauss-Kahn, mais aussi - et c'est la vertu de la présentation publique par Lionel Jospin et Laurent Fabius du document sur "Education et formation : des nouvelles chances pour demain" - pour mettre en œuvre un ensemble de propositions concrètes qui montrent combien les Socialistes sont ambitieux en matière d'Education nationale.

Je ne reviens pas sur les éléments chiffrés contenus dans ce projet qui a été présenté.

Fondation Jean Jaurès

Qui peut penser que Monory, qui présentera sans doute demain un plan pour l'éducation, puisse sérieusement jouer les pompiers après avoir été pyromane en matière d'Education nationale, si l'on examine les reculs budgétaires en 1987 et en 1988 ?
Qui peut penser que la majorité RPR-UDF est en état d'avoir une réelle ambition pour l'éducation dans notre pays ?
Pour nous, les objectifs sont clairs. Il y a à nos yeux deux manières d'atteindre 80% d'une classe d'âge au niveau du bac à la fin du siècle.
Une manière Monory, qui serait de permettre à certains secteurs de la France d'atteindre 99,9% et à d'autres régions de demeurer au niveau de 40 ou 45% d'une classe d'âge au bac à la fin du siècle.
Illustration : la région Nord-Pas-de-Calais a à l'heure actuelle un taux de 31% d'une classe d'âge au niveau du bac et c'est ce taux-là que nous voulons faire passer à 80% à la fin du siècle. Cela veut dire 9000 lycéens nouveaux à accueillir dans les lycées chaque année, cela veut dire plus de 2000 bacheliers supplémentaires à obtenir chaque année d'ici la fin du siècle. Tel est l'enjeu auquel nous sommes confrontés.
Je n'imagine pas que les propositions de Monory et de la Droite puissent permettre d'atteindre cet enjeu.
Nous avons, de 1981 à 1986, resté, mis en œuvre un certain nombre d'efforts dans le monde éducatif ; en particulier, je songe aux zones d'éducation prioritaire. Il faut savoir que pour donner l'égalité des chances par l'Education nationale, il faut pouvoir conduire volontairement une politique inégalitaire en faveur des secteurs les plus en retard.
C'est un choix que nous devons affirmer haut et fort, c'est un engagement que nous devons prendre en direction des secteurs de la nation qui sont les plus défavorisés.
Et quand bien même nous conduirions cet effort, nous savons les uns et les autres que dans les prochaines années nous serons confrontés encore à des centaines de milliers de jeunes qui ne trouvent pas de possibilités d'élever leur niveau de qualification ou de possibilités de s'insérer dans le travail. Nous avons à répondre à leur attente.
Pour ma part, je souhaite que nous réaffirmions clairement notre ambition de ne voir aucun jeune de moins de 21 ou de moins de 25 ans ne pas avoir une proposition soit d'emploi, soit de poursuite de formation, soit d'activité. Cette ambition, nous avions commencé à la mettre en œuvre en 1985, début 1986. Elle peut être atteinte. Osons l'affirmer au vu de l'ensemble de la population. Mettons en œuvre de façon extraordinairement développée l'ensemble du dispositif qu'a proposé et qu'a expérimenté Bertrand Schwartz. Appuyons-nous sur l'Education nationale, sur le réseau des missions locales, des permanences d'accueil, sur les collectivités locales et sur les associations, et alors il y aura derrière cette mobilisation non seulement réussite de l'objectif des 80% à la fin du siècle, mais aussi des réponses à donner aux centaines de milliers de jeunes dès la fin de l'année 1988.
Sur le monde du travail, sur les perspectives qui s'offrent à lui, cela a été dit par

Fondation Jean Jaurès

plusieurs intervenants ce matin, les conséquences de la bourrasque qui a frappé les places financières se feront directement sentir dans les prochains mois en termes de recul ou de retard d'investissements, en termes d'apparition de milliers de chômeurs supplémentaires.
Comme par un fait exprès, il est vraisemblable que dans notre pays c'est sur le second semestre 1988 que les conséquences les plus redoutables commenceront à se faire sentir.
Nous aurons donc vraisemblablement accroissement du chômage d'ici la fin 1988. Cette évolution est quasiment inévitable et l'évolution récente des chiffres du chômage - la baisse apparente des chiffres du chômage dans les derniers mois - ne peut faire illusion : elle est pour partie le résultat d'un traitement statistique, elle est pour partie aussi le résultat de la montée en puissance du traitement social du chômage mis en œuvre par le ministre M. Séguin.
Je ne reviens pas sur les critiques que la Droite nous a adressées - le RPR et l'UDF, y compris M. Barre qui s'y est rallié aujourd'hui - au traitement social du chômage. Les vocations tardives peuvent être aussi sincères que les autres... pourquoi pas, s'il s'agit de mesures positives ? Je voudrais simplement souligner que le traitement social du chômage, déconnecté d'une véritable politique de traitement économique, c'est-à-dire d'une politique économique qui favorise la création d'emplois, n'est simplement que la mise en œuvre d'une gigantesque dispositif de stockage des demandeurs d'emploi.
C'est ce qui se produit actuellement à travers le pays : Séguin stocke pour quelques mois des centaines de milliers de demandeurs d'emploi et il est vraisemblable qu'après les élections présidentielles nous verrons apparaître cette bombe à retardement de 200 à 300 000 chômeurs supplémentaires, bombe à retardement déposée depuis quelques mois par Chirac, Balladur et Séguin.
Le budget du travail et de l'emploi est un budget qui a été établi pour six mois et qui, d'ores et déjà, laisse apparaître une insuffisance de l'ordre de 10 milliards de francs pour couvrir les nécessités du second semestre 1988.
Je ne suis pas de ceux qui pensent qu'entre la Gauche et la Droite, en matière de lutte pour l'emploi et contre le chômage, c'est la même chose.
Même si le redressement sera difficile et long, même si le retour à une croissance sera rendue plus périlleuse encore de par les difficultés financières internationales. Nous ne pouvons pas accepter le fatalisme en matière de chômage que prône la Droite. Nous devons nous battre avec une volonté constante de mobilisation pour l'emploi, et pour lutter contre le chômage.
Les mesures, nous les connaissons. Certes, l'effort de croissance mais aussi tous les éléments de partage du travail, tous les éléments de partage du travail, tous les éléments favorisant l'organisation, l'aménagement de la réduction de la durée du travail. Aussi, le soutien à l'ensemble des initiatives locales est un effort de modernisation du moins de formation, et de maîtrise des problèmes de conversion.
Nous avons, de 1980 a 1986, apporté la preuve de notre détermination de notre savoir-faire.
Il faudra poursuivre avec plus d'ampleur mais n'ayons pas honte d'affirmer

notre détermination et je le dis très simplement. Je n'ai pas trouvé dans les propositions de différents camarades s'exprimant ce matin, et souhaitant faire entendre une certaine distance par rapport au texte, je n'ai pas trouvé d'éléments déterminants supplémentaires dans la lutte contre le chômage et pour l'emploi.
La mobilisation est ce que nous proposons dans le texte présenté par Dominique me paraît être à la hauteur de nos ambitions.
Se pose le problème de la mise en œuvre de nos objectifs et, sur ce pont, la préoccupation de Jean Poperen, et qu'a présenté Jean-Marc Ayrault, rejoint nos préoccupations.
La mise en œuvre suppose effectivement que la volonté de négociation avec les partenaires sociaux soit notre ligne de conduite et nous connaissons d'ores et déjà quels seront les rendez-vous de l'après mai 1988.
En toute priorité, pousser la négociation sur les terrains minés par la Droite, et que la Droite laissera aux futurs gouvernements : la protection sociale, exigera une négociation immédiate; le financement de l'assurance chômage exigera une négociation immédiate, le fonctionnement du marché du travail, la nécessitera. La réaffirmation du rôle de la formation en alternance, et le refus de voir détournés les stages d'initiation à la vie professionnelle demandera aussi qu'il y ait négociation.
Autant de terrains de négociations qui nous attendent et sur ce point, l'évolution du texte de nos propositions me convient tout à fait.
Peut-on enfermer cette volonté constante de négociation dans une approche cadre ou globale, enfermant la totalité des enjeux qui sont devant nous ?
Pense-t-on que les partenaires sociaux sont prêts à aborder une telle négociation globale et pense-t-on qu'ils le souhaitent réellement ?
L'histoire ne nous montre-t-elle pas que de telles négociations globales, n'ont de débouchés possibles qu'en termes quantitatifs simples et étendu immédiatement à tous, là où nous savons bien que si le quantitatif ne peut être négligé, le qualitatif est de plus en plus important dans les négociations sociales: aménagement du travail, réduction de la durée du travail, effort de formation, égalité professionnelle entre les hommes et les femmes, plus grande maîtrise des conditions de travail.
Notre orientation ne doit-elle pas être d'inciter à la négociation par branche, par entreprise, d'assumer des négociations dans les domaines où l'Etat exerce des responsabilités directes mais de refuser toute forme d'administration de la négociation nationale et sociale, tant on peut craindre qu'elle ne réponde aux besoins réels du pays, et qu'elle ne réponde pas non plus aux souhaits des organisations syndicales, de voir certes l'Etat et le gouvernement prendre leurs responsabilités, mais de souhaiter aussi que les partenaires sociaux aient le soin et la capacité de gérer librement leurs relations tant pour ce qui concerne les thèmes débattus, que leur priorité, que le rythme de leur mise en œuvre.
Dans le cadre d'un effort réel de planification, nous disons oui à un effort constant de négociation et de contractualisation.
Nous savons aussi, mes camarades, que les syndicats et les travailleurs nous attendent sur notre responsabilité directe que nous assumerons dans les avancées

sociales du secteur public et de la fonction publique.
Il y a là matière à négociation, sur la mise en œuvre, ne serait-ce que des lois qui ont été votées de 1980, à 1986. La loi Auroux et la loi d'Yvette Roudy par exemple.
Si nous sommes favorables à l'existence d'un secteur public, au sein d'une société mixte, ça n'est sûrement pas pour assurer le redressement financier des entreprises. C'est aussi pour y assurer une vraie dynamique sociale indispensable, tant il est vrai qu'il ne saurait y avoir de développement économique sans progrès social.
Le monde du travail : les Français peuvent mesurer, jour après jour, l'ampleur de l'escroquerie sociale qui s'est développée depuis mars 1986 à l'instigation du gouvernement de Chirac, avec le soutien de l'UDF et de Raymond Barre dans la totalité des votes à l'Assemblée Nationale.
Sous couvert de servir le développement des entreprises, le droit du travail est mis en cause mois après mois et nos propositions ont tout à fait raison de dire que nous nous battrons pour l'établissement d'un véritable droit à la mobilité professionnelle et géographique, et à un droit à la conversion.
Pour combattre les situations abusives découlant de la suppression du droit ou de l'autorisation de licencier, pour refuser par la loi une jurisprudence qui suivant l'air du temps libéral, voudrait faire croire que le droit des travailleurs est une entrave à l'activité des entreprises, et qui de fait met en cause, par justice interposée, le droit de grève.
Nous nous battrons pour refuser la précarisation du travail. Ce combat suppose, de notre part, que chacun d'entre nous sur le terrain, porte l'attention la plus grande au monde du travail, au combat mené dans les entreprises en difficulté.
Cela ne saurait, à mes yeux, exclure bien entendu la participation des militants Socialistes à l'action des organisation syndicales et cela exigera sans doute de nous de progresser sur les moyens de concourir au développement du rôle et de la représentativité des organisations syndicales. Je l'ai déjà dit.
Je suis, à titre personnel, favorable à des discussions sur l'instauration d'un chèque syndicale dans notre pays.
Soyez certain que demain après les élections présidentielles, si la Droite venait à l'emporter, c'est le salaire minimum interprofessionnel, c'est le contrat de travail qui seraient remis en cause en tout ou partie, offrant ainsi aux Français, ce choix extraordinaire d'aborder le 21ème siècle avec une société marquée sur le plan financier et social, par les pratiques de la fin du 19ème siècle.
Pour ce qui nous concerne, nos propositions sont faites de justice et de solidarité. Cela est vrai au niveau international. Cela est vrai au niveau national, cela est vrai dans nos collectivités territoriales et cela doit être vrai aussi dans les entreprises.
Comme le disait François Mitterrand récemment, les entreprises doivent être considérées comme un tout. Les travailleurs de ces entreprises ont droit au partage dans tous les domaines de leurs compétences, et de tous les domaines de profit acquis par le travail en commun. Tout cela me paraître être la loi même d'une société civilisée.

Merci de votre attention.
(Applaudissements)

Le président - Je voudrais quand même vous informer que nous avons actuellement 35 camarades inscrits dans la discussion. Ce qui m'oblige, si nous ne voulons pas être là à minuit, à prendre à partir de maintenant, des dispositions plus rigoureuses.
Je demande à chacun de vous maintenant, de se tenir dans la limite de 10 minutes.
Merci.
La parole est à Gérard Fuchs et ensuite Henri Emmanuelli.

Gérard Fuchs

Chers camarades, c'est dans une situation de désordre économique majeur que se réunit notre Comité directeur et nous avons été déjà plusieurs à le rappeler ce matin.
Je n'interviendrai pas à mon tour pour discuter des origines de ce chaos, ni essayer d'évaluer quelle est la part respective due à l'international, et due à la politique intérieure de Chirac et de Raymond Barre.
Je crois que simplement au point où nous en sommes, nous devons être capables d'expliquer aux Français, à quel point cette période de chaos marque les limites, et souligne l'échec du libéralisme pur et dur qui a été, qui a servi de guide au gouvernement- du moins ces dernières années.
Lorsque l'on entend un "Madelin" ministre de l'Industrie, se féliciter de voir les crédits de son ministère reculer années après années, lorsqu'on entend un "de Charrette", ministre de la Fonction publique, mais aussi, vous l'avez sans doute oublié aussi, ministre du Plan, nous dire dans une réunion récemment à l'Assemblée Nationale, qu'il y aura un 10ème plan, un petit détail près, c'est que ce 10ème plan, ne comportera pas d'actions sectorielles, on se demande vraiment comment le secteur de la machine outil, des composants électroniques, ou de bien d'autres, de notre pays, réussira, réussirait si cela devait continuer, à être, sa compétitivité.
Dans le domaine social, cela vient d'être rappelé par Michel Delebarre, l'engagement de l'Etat est aussi absurde et coûteux. Que ce soit le recul de l'aide aux associations, de l'accueil des jeunes en difficulté, la moindre importance donnée aux zones d'éducation prioritaire, tout cela, sur un budget, donne l'apparence de faire gagner de l'argent, donne l'apparence de faire reculer le rôle de l'Etat, mais nous savons bien, nous, tous ici, de quel prix cela sera payé dans quelques années.
En terme de montée de la marginalité, voire de la délinquance, et par conséquent, en terme de coût social, si cette politique sociale devait se poursuivre, elle serait dramatique.
Cette politique économique nous conduira l'année prochaine au mieux à un ralentissement de la croissance au pire à la récession.

Fondation Jean-Jaurès

Je crois qu'on peut osciller entre un certain pessimisme et un relatif optimisme.
Le pessimisme, il est fondé sur le fait que déjà le gouvernement a laissé pour la fin de l'année 1988, nous le savons tous, un certain nombre de bombes à retardement, allant des questions des stages de formation professionnelle à la sécurité sociale, en passant par les rapatriés et les Dom-Tom.
Si on ajoute à ces bombes à retardement la quasi-impossibilité de boucler le budget à cause des privatisations, tel que c'est prévu, si l'on ajoute les ralentissements de la croissance, on se dit que ceux qui auront en charge la gestion de notre pays l'année prochaine auront devant eux, une charge bien difficile. C'est en même temps cela qui me rend positif.
Nous savons bien que c'est toujours dans les situations difficiles, lorsque la Droite se sent socialement incapable d'exercer le pouvoir, c'est toujours dans ces moments-là, que s'offre à nous une chance de le reprendre.
C'était déjà un peu la situation de 1981. Cela risque d'être, à certains égards et peut-être en pire, mais c'est un défi, et sachons le relever, celle de 1988.
Cela étant, cela suppose que nous soyons capables de relever ce défi et donc que nos propositions soient à la hauteur.
Cela suppose que nos objectifs répondent aux préoccupations des Français. Je crois, à cet égard, que dans 5 directions, au moins, le texte qui nous a été présenté, ce matin, par Dominique Strauss-Kahn, peut mériter d'être amélioré.
La première direction, c'est l'emploi. Nous savons à quel point ce terrain est déterminant pour les Français. Nous savons à quel point la crédibilité de l'équipe qui portera nos couleurs l'année prochaine sur le terrain économique, est un élément déterminant.
Je crois que pour bien parler emploi, il faut certes, comme le dit le texte, être capable de bien parler de la croissance la plus grande possible de la compétitivité à retrouver.
Je crois que, pour être efficace au-delà des mots, il ne faut pas se tromper sur l'analyse que nous faisons de la crise. Le texte actuel décrit un peu trop à mon goût la crise comme une crise classique du capitalisme, d'une période de saturation dans la production et la consommation de certains biens, une espèce de changement, de mauvais moment à passer, et puis sur la base de nouveaux produits, de nouveaux emplois pour repartir comme avant.
Il faut, je pense, souligner la dimension de la mutation technologique de la crise qui nous conduira à remettre en cause profondément les processus de production que nous connaissons à l'heure actuelle, ce qui nous conduira à une restructuration sociale en profondeur, où la nature des emplois que nous avons connue dans le passé changera de façon radicale, ce qui nous conduira vers la création de nouveaux produits qui seront moins que dans le passé des biens de consommation individuels, et davantage un certain nombre de produits collectifs liés à la communication, liés à l'information, entraînant la mondialisation. Nous ne sommes pas capables aujourd'hui de dire quel sera le bilan net en termes de créations d'emplois Nous ne sommes pas capables - et nous ne pouvons qu'être pessimistes - de dire qu'au bout de cette période de transition, nous retrouverons de nouveau une situation comparable au passé.

Fondation Jean Jaurès

Si nous avons cette analyse de mutation technologique de la crise, cela signifie que nos propositions sur l'emploi doivent, à mon avis, être complétées par rapport au texte actuel. Il nous faut dire que d'une partie des emplois nouveaux des années qui viennent, naîtra l'apparition de nouvelles activités, à un niveau technologique avancé, créées par des ingénieurs, des cadres, des techniciens qui, quittant leurs entreprises, fondent une entreprise nouvelle et créent par là même une activité qui ne pourra apparaître que si, en termes de développement local et de dettes publiques, ces activités nouvelles sont encouragées.

Il nous faut dire que dans le domaine de la vie sociale, de nouveaux besoins apparaîtront, liés au processus de déstructuration-restructuration que j'évoquais tout à l'heure, et que toute une série d'emplois nouveaux des années qui viennent seront liés à des emplois d'utilité sociale, liés à l'insertion des personnes âgées, à la garde des enfants, à la lutte contre un certain nombre de phénomènes de marginalisation dans le terrain urbain, et je crois que sur tous ces champs, s'il n'y a pas le minimum d'encouragement public qui aide à la création de ces emplois, même si encore une fois en terme de coûts sociaux ils peuvent se révéler profitables, eh bien il y a tout un pan de la lutte contre le chômage dans les années qui viennent qui nous échappera.

Je pense que sur ces deux éléments, une analyse de la crise adaptée et une meilleure évaluation des créneaux porteurs d'emplois dans les années qui viennent, notre texte actuel mérite d'être complété.

Deuxième direction : l'Europe.

Le texte actuel est très positif pour souligner l'importance d'une initiative de croissance coordonnée au niveau européen, et nous voyons malgré tout un certain nombre de camarades nous dire : d'un côté il faut renforcer l'Europe, de l'autre côté, si elle ne peut pas se renforcer, tant pis, acceptons le risque d'en sortir.

Chers camarades, sur le problème du système monétaire européen, je voudrais être très clair. Je ne sais pas où nous serons dans quinze jours. Peut-être que la politique de Chirac dans quinze jours d'ici nous aura conduits en dehors du système monétaire européen, mais ce que je sais, ce qui est ma conviction personnelle, c'est que si telle est la situation dont nous devons hériter, si telle est la situation un jour à laquelle nous devrons être contraints, ma préoccupation, et je crois la préoccupation de tous les Socialistes, devrait être d'essayer dès ce moment de rentrer dans le système monétaire européen dans les meilleures conditions possibles, de façon à reprendre la marche vers l'unité monétaire de l'Europe sans laquelle nous n'arriverons jamais, quels que soient nos rêves, à équilibrer la puissance des Etats-Unis et du Japon.

Je crois que le problème, il est là. Il n'est pas de savoir si l'on doit lutter quoi qu'il arrive pour éviter d'en sortir, la question de fond est de savoir si on en sort avec soulagement, comme cela semble être la thèse de certains d'entre vous, ou si l'on en sort avec regret et la volonté de reprendre dès que possible la marche vers l'unité monétaire européenne.

Je crois que là se situe la réalité du débat entre nous sur ce problème.

(Quelques applaudissements)

Collection Fondation Jean Jaurès

Sur les institutions européennes elles-mêmes, j'ai entendu Jean-Pierre Chevènement nous parler ce matin d'Europe confédérale. Mais, mon cher Jean-Pierre, ce débat Europe fédérale Europe confédérale, c'est un débat qui a eu lieu il y a vingt ans ou dix ans. Aujourd'hui nous sommes quelque part entre les deux. L'unité européenne prévoit des domaine s où l'on vote à l'unanimité, c'est l'Europe des Etats, et d'autres domaines où l'on vote à la majorité, c'est une forme d'Europe fédérale. On est d'ores et déjà au-delà du débat Europe fédérale Europe confédérale.

Je crois que ce vers quoi nous allons aujourd'hui, ce sur quoi nous nous retrouverons en 1992, c'est une démarche européenne où sur les grands sujets sur lesquels il n'y a pas accord entre les Douze, il faudra, c'est vrai, l'unanimité. Mais sur les autres sujets sur lesquels nous sommes d'ores et déjà d'accord, eh bien au contraire, nous devrons accepter la règle du vote à la majorité, sinon nous n'avancerons pas. Je pense qu'il serait dommage de reculer de quelques années en arrière.

(Applaudissements)

Un petit mot sur la défense de l'Europe. Je crois que nous sommes tous conscients qu'il n'y aura pas de marche en avant si nous n'arrivons pas à indépendantiser l'Allemagne par rapport aux Etats-Unis, ce qui passe par la construction d'une défense européenne, car aussi longtemps que nos voisine et partenaires seront en dépendance des pressions militaires extérieures des Etats-Unis, y compris dans le domaine économique, nous n'arriverons pas à aller vers le type d'Europe organisée, dotée d'une volonté collective et d'une capacité d'intervention dans les domaines de l'industrie et de la recherche, qui correspond à ce que nous souhaitons.

Je terminerai par un dernier sujet. Les objectifs, c'est important, mais aussi important que le "gagner pour quoi faire" est important à mes yeux le "gagner pour faire comment".

Je pense que notre marge de manœuvre l'année prochaine sera extraordinairement étroite. Nous devrons tirer des leçons de la période 1981-1986. On ne change pas une société sans concertation menée à son terme, et vous voyez à quel événement je veux faire allusion. On ne change pas non plus une société sans participation; cela a été finalement l'expérience des lois Auroux très bonnes au niveau législatif, mais si longues à entrer dans la réalité, nous le savons.

Notre candidat l'année prochaine devra être quelqu'un qui propose au pays non pas simplement de prendre des engagements devant lui, mais de prendre un engagement avec lui. Je pense que cette démarche est fondamentale.

Je crois que l'idée de contrat au niveau local, de prolonger la décentralisation au bénéfice des citoyens, au niveau de l'entreprise, pour arriver à un nouvel équilibre des pouvoirs, où les travailleurs acceptent la règle de la compétition internationale en échange d'un droit de regard plus important sur la répartition de la plus-value, sur la formation, sur l'introduction des nouvelles technologies, l'idée d'un contrat proposé à l'ensemble du pays, d'un côté davantage d'efforts, de l'autre un meilleur partage des fruits de l'effort, c'est-à-dire davantage de

Fondation Jean-Jaurès

justice sociale et de solidarité, je crois que cette idée de contrat est une idée fondamentale pour la démarche vers un changement social qui nous rassemble tous, je crois, aujourd'hui.
A cet égard, je suis de ceux qui regretteraient qu'un certain nombre de caricatures soient faites des positions de tel ou tel d'entre nous. Je n'étais pas d'accord avec Jean Poperen lorsqu'il nous disait il y a un an : dans un impact national de croissance, on règle tout au niveau central. Je crois que ce qui est proposé aujourd'hui à travers son amendement, que l'idée de discussion contractuelle décentralisée, est quelque chose qui me semble-t-il devrait pouvoir retenir l'attention de tous.
Je terminerai par un ultime mot sur la dissolution. Chers camarades, nous devons être un parti de débat. C'est parce que nous avons été un parti de débat, à la différence du Parti Communiste, que nous avons, je crois, réussi à conquérir l'hégémonie aujourd'hui idéologique et demain, j'espère, sociale, qui est maintenant la nôtre.
Ce débat, nous devons savoir le conduire d'ici le mois de janvier. Mais je suis de ceux qui expriment avec force le souhait que ce débat porte sur les vrais problèmes et ne porte pas sur des questions qui pourraient nous mettre en difficulté.
Qui peut douter, chers camarades, que n'importe quel candidat Socialiste aux présidentielles ne soit désireux d'avoir l'Assemblée Nationale qui lui permette de mettre réellement en pratique son programme ? Qui peut douter, chers camarades, que la préoccupation de n'importe quel candidat aux présidentielles soi de créer une dynamique qui permette le rassemblement nécessaire à une victoire aux législatives ?
Mais aussi, et cette dernière question n'est pas la moindre, qui peut préjuger de ce que seront les meilleures conditions non pas pour dissoudre, mais pour réussir la dissolution ? Car telle est la condition, car telle est la question qui nous est posée. Car si notre souci à tous est de travailler à réunir les meilleures conditions pour une victoire en 1988, je crois que c'est sous cet angle que nous devons nous poser le problème des institutions. La question n'est pas de se faire plaisir aujourd'hui, mais de réunir les conditions de la victoire de demain.
Si nous savons aborder de cette manière la discussion, je pense que nous nous retrouverons au mois de janvier tous ensemble plus forts et plus unis.
(Applaudissements)

Le président - Henri Emmanuelli, ensuite Jean Poperen.

Dans la salle - A l'assaut !

Henri Emmanuelli

Il n'est pas question de sortir les épées du fourreau ! Il n'a jamais été question de cela.
Chers amis, chers camarades, pour répondre au vœu de notre président, compte

Fondation Jean-Jaurès

tenu du fait que le débat a notablement progressé, je me contenterai d'évoquer trois points.
Avant, je voudrais dire à Jean-Pierre Chevènement que je suis tout à fait d'accord avec sa définition et son entrée en matière, c'est-à-dire pour dire que nous sommes là pour débattre de nos choix politiques. Je ne vois pas, d'ailleurs quelle serait autrement la raison de notre assemblée ici ce jour. Mais je crois a contrario que si le débat doit avoir lieu, et je pense pour ma part que personne dans les rangs du Parti Socialiste ne craint le débat, il doit avoir lieu sur des bases claires. Rien ne serait pire en effet que la fausse démocratie, et de ce fait j'ai regardé avec beaucoup d'attention le texte qui nous est soumis par nos camarades Socialisme et République.
Je ne vois aucune considération sur la procédure, parce qu'effectivement, l'important, c'est le fond. Ce texte manifeste un volontarisme que nul ne saurait nier. C'est un texte qui affirme la primauté du politique et qui est inspiré, pour parler comme Jean-Pierre Chevènement, dans son noyau logique du refus de la fatalité.
Je voudrais dire à nos camarades Socialisme et République que de ce point de vue là, je ne vois pas quel est le Socialiste qui pourrait refuser cette inspiration. Je ne vois pas quel est l'homme de progrès qui pourrait trouver à redire au fait que la Gauche soit d'abord le refus de la fatalité.
Donc ce n'est pas l'inspiration qui éventuellement peut poser problème. Ce n'est pas le noyau logique, c'est éventuellement la tonalité. Mais la tonalité est un problème secondaire, c'est surtout une question de vocabulaire. C'est le problème du dynamisme.
Non, moi, ce qui me fait problème dans ce texte, c'est la contradiction qui est au cœur du noyau logique.
Je m'explique. Jean-Pierre Chevènement et ses amis quelque part écrivent, et on comprend bien d'ailleurs l'inspiration d'une telle volonté : nous devons avoir deux fers au feu. C'est en toutes lettres, et pour que cela ne passe pas inaperçu, c'est souligné.
Je voudrais dire qu'il y a là une première contradiction, parce que quand on veut un débat clair et loyal dans le Parti, ce débat ne peut pas s'amorcer sur une stratégie qui consiste à avoir deux fers au feu.
S'il y a cette phrase là, c'est parce qu'en réalité il y a dans les propositions quelque chose qui ressemble à ce qu'on appelle en termes de décoration un trompe-l'œil.
Je crois que tous les Socialistes sont d'accord pour dire : il faut faire davantage de croissance, il faut mobiliser nos énergies, il faut faire le pari de l'intelligence, il ne faut pas baisser les bras devant le chômage, il ne faut pas baisser les bras devant le paysage que dessine le libéralisme et qui, c'est vrai, comme le nôtre, camarades, est souvent une idéologie déclin. Mais il ne faut pas non plus proposer des sorties en trompe-l'œil.
A ce stade du débat, tout est là, c'est le problème de notre éventuelle sortie du SME. Alors moi je crois que personne ici, en tous cas ce n'est pas mon cas, n'a la religion du SME. Cela n'aurait pas de sens. Mais s'il est vrai, comme l'a dit

Jean-Pierre, que nous avons eu des débats approfondis au cours de l'élaboration du programme, il n'en est pas moins vrai que nous n'avons jamais réussi à obtenir certains éclaircissements, et je voudrais dire à Jean-Pierre que ce sont peut-être mes facultés intellectuelles insuffisantes qui ne m'ont pas permis de suivre jusqu'au bout, mais que dans son discours ce matin, je n'ai toujours pas entendu les éclaircissements que nous sollicitons et que nous sollicitons en toute bonne foi depuis un certain nombre de mois.
Oui à l'effort, on ne s'en sortira que par l'effort, discours volontariste, primauté du politique. Refus de la fatalité. Mais parallèlement je trouve des phrases qui m'interrogent. Eventuellement, et c'est le deuxième fer au feu, sortir du système monétaire européen, ce serait nous délester du garrot, ce serait redevenir nous-mêmes et maîtres de nous-mêmes, et je dis très tranquillement que ce sont des phrases.
Moi, ce que j'attends, avec, je crois, beaucoup de Socialistes, avec beaucoup de ceux qui ont participé à cette fameuse Commission d'élaboration du programme, ce sont des choses concrètes. En quoi le fait de sortir du système monétaire européen nous donnerait davantage de manœuvre ? En quoi concrètement le fait de sortir du système monétaire européen nous dispenserait de l'effort ? Là est la contradiction, parce que d'un côté tout est basé sur ?... ce que j'approuve, et de l'autre côté on tente de faire croire qu'éventuellement la sortie du système monétaire européen nous dispenserait d'une certaine manière de l'effort.
Je sais bien que si nous sortions du système monétaire européen, ce serait pour faire une politique de rigueur, ce serait pour recourir à la rigueur. Mais alors, chers camarades, qu'on nous dise concrètement les choses ! Nous savons que nous sommes en difficulté aujourd'hui. La crise a été décrite et archi-décrite, je n'y reviendrai pas, et nous voyons ces jours ci à travers les chiffres du commerce extérieur concrétiser visuellement l'absence de compétitivité de l'industrie française.
Mais en quoi le fait de sortir du système monétaire européen va par exemple résoudre le problème de l'adaptation de nos produits ou de leur modernité à la demande nationale ou internationale ? En quoi le fait de sortir du système monétaire européen va résoudre le grave problème des circuits de commercialisation de nos entreprises ?
Bref, en quoi concrètement, précisément, le fait de sortir du système monétaire européen - va ouvrir une seconde fenêtre ?
C'est là que je parle de trompe-l'œil, parce qu'à ces questions précises nous n'avons jamais pu obtenir de réponses précises. Et sur ce sujet là, j'en conclus provisoirement, je dis que si le débat doit avoir lieu dans le Parti, cela ne doit pas être sur des phrases abstraites, sur des proclamations mais sur des réponses concrètes, qu'on nous dise une fois pour toutes ce qu'apporterait une sortie du système monétaire européen à l'économie française, ou à la population française sur le plan social, que l'on en débatte et je pense qu'à ce moment là on s'apercevra que des différences ne sont pas aussi importantes que certains veulent le faire croire. C'était le premier point.
J'ajoute : prenez un monde tripolaire, Jean-Pierre, avec les Etats-Unis et le

dollar, l'Europe et l'écu, le Japon et le yen, c'est très bien, mais encore faudrait-il ne pas sortir du système monétaire européen, parce que si nous sortons du système monétaire européen je vois l'écu plutôt mal parti, et nous serions alors dans un monde où je vois bien ce que ferait le dollar, je vois bien ce que serait la place du yen, mais je ne verrais plus très bien ce que serait devenu la place de l'écu.

Il y a là une contradiction majeure qui est au cœur de notre débat, et sur laquelle, pour ma part, je souhaite des éclaircissements, avant que le Parti, comme on le dit, ne soit appelé à débattre.

Le second point, c'est la question soulevée par notre camarade Ayrault, et je pense qu'il faut la considérer avec beaucoup d'attention. Ayrault a émis un certain nombre d'idées, qui me paraissent d'autant plus d'actualité que nous vivons une situation où pour la première fois depuis très longtemps, lors de la production des comptes économiques de la nation, au mois de juin, nous constatons que les revenus non salariaux ont augmenté de 11% alors que les revenus salariaux n'ont pas augmenté, ou de 0, et que même à l'intérieur de ce 0% des revenus salariaux il y a un mouvement en réalité, ce 0 est le produit d'une évolution positive des revenus salariaux les plus élevés et d'une diminution des revenus salariaux du bas de l'échelle.

Donc dire que le problème ne se pose pas, serait à mon sens une grave erreur, je ne dirais donc pas cela. J'ajouterais que je ne pense pas non plus qu'il puisse y avoir un seul Socialiste qui n'est en tête qu'être Socialiste être de gauche c'est d'abord souhaiter la justice, c'est-à-dire la juste répartition de l'effort, c'est-à-dire la juste répartition des progrès par exemple de productivité, c'est-à-dire un rééquilibrage vis-à-vis de cette situation d'inégalités, que je soulignais à l'instant. Non, le problème n'est pas là, ne peut pas être là, ou alors, je le dis très tranquillement, si certains ici cela leur fait problème, ce serait grave, cela mériterait un débat sérieux. Mais je n'en connais pas pour ma part, si ce n'est à l'occasion de telle ou telle phrase. On sait ce que valent les phrases, elles sont suivies de phrases, et parfois d'autres phrases... Le problème qui me paraît être un problème de fond, ce problème c'est celui de la concrétisation. En fait ce que nous a proposé Jean-Marc c'est un engagement, à priori si la Gauche gouverne à nouveau, d'une grande négociation, non pas d'ailleurs décentralisée comme l'a dit Gérard Fuchs, à l'instant, mais une négociation pour obtenir ce juste partage de l'effort, de la richesse, etc.

Je ferais remarquer d'abord à supposer qu'elle doive avoir lieu, cela ne suffirait pas, mais il n'a pas dit non plus que cela suffirait. La politique fiscale cela compte aussi dans ce débat, cela compte énormément, je dois dire d'ailleurs que si les comptes de la nation produisent des résultats que j'ai indiqués, à l'instant, c'est à mon avis en très grande partie la première conséquence visible de la politique fiscale extrêmement injuste que ce gouvernement a mis en place. Donc la question n'est pas là.

La question est de savoir si nous devons à priori souhaiter fixer un rendez-vous en quelque sorte obligatoire, en quelques sorte institutionnel... Moi, je ne crois pas, parce que je craindrais que nous ressuscitions une forme d'archétype, qui

appartient c'est vrai à notre patrimoine culturel, archétype parce que je craindrais beaucoup qu'en nous accrochant à cette idée nous remplacions la mythologie... (inaudible)… par celles des petits matins blêmes autour des tables de négociation, alors peut-être que j'ai mal compris, sans doute y a-t-il eu un débat, mais je voudrais faire observer à ceux qui souhaitent avec beaucoup de sincérité que cette grande négociation soit programmée, institutionnalisée, et je voudrais attirer leur attention sur le fait que la conjoncture économique d'ici six mois, compte tenu de ce qui a été dit par les uns et les autres, y compris par Jean-Marc Ayrault, ne sera pas une conjoncture exaltante, ce sera une conjoncture difficile. Dans une négociation on sait comment on y rentre, il n'est pas évident de savoir comment on en sortira.
Pour ma part, il n'y aurait rien de pire que de promettre cette grande négociation et... (inaudible), cela ne veut pas dire à contrario que négociation il ne doit pas y avoir, que recherche de la justice il ne doit pas y avoir, que recherche d'un équilibrage il ne doit pas y avoir, je dis très sincèrement que cette idée d'une négociation très programmée, quasiment obligatoire, me paraît extrêmement dangereuse, et me paraît porteuse pour ceux que nous voulons mobiliser plus ; de risques de frustrations que de risques de progrès.
Je voudrais ajouter, c'est ma conviction, que contrairement à ce que nous pensons souvent les uns et les autres, d'abord parce que c'est un mal bien français, ce n'est pas par des engagements forcément programmatiques que l'on arrive à modifier les comportements. Cela, je crois que nous en sommes tout à fait convaincus.
Ce qui est en réalité en jeu derrière cette affaire, plus qu'une question de savoir si la négociation va être programmée, ou pas, c'est en fait, nous le savons tous bien, la question politique de l'orientation. C'est cela qui est derrière.
Eh bien, je voudrais dire à Jean Poperen, qui me fait l'honneur de m'écouter au premier rang, et à Jean-Marc Ayrault, que je pense de ce point de vue là que nous n'avons pas de craintes à avoir. Bien sûr qu'il y aura des petites phrases, bien sûr mais quand un parti politique commence à représenter plus d'un tiers de l'électorat, on ne peut pas rêver de l'hégémonie verbal que nous avons connue dans les années 60, où nous avions un petit 13%, c'est le genre de choses qui tendra à se multiplier.
Je conclus sur la dissolution automatique, je serai très bref, ce sera pour dire à Jean-Pierre Chevènement et aux autres que l'on ne peut pas, à mon sens, à la fois réclamer avec force, souhaiter avec force, la candidature de l'actuel Président de la République, et introduire en même temps un élément de soupçon insupportable quant à ce que pourraient être ses orientations politiques.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Jean Poperen, ensuite à Max Gallo.

Jean Poperen

Mes chers camarades, il y a eu quelques interrogations, et nous sommes là pour

cela, sur l'ampleur des désaccords que nous pouvons ressentir, et que nous avons aujourd'hui à vérifier et si possible à surmonter.
Mais je pense que pour ceux qui s'interrogent sur la réalité de ces désaccords, et après tout il est tout aussi légitime de s'interroger sur cette réalité de désaccord que d'affirmer qu'il y en a, c'est le débat, mais à la limite, au-delà de notre réunion d'aujourd'hui, ce sont les militants qui apprécieront si ces désaccords sont sérieux ou pas.
Mais nous le faisons... et j'y insisterai peu, puisque cela été beaucoup évoqué depuis ce matin, dans un contexte - comme l'on dit - qui n'est pas tout à fait celui du mois de septembre.
Il est d'ailleurs hautement vraisemblable, je dirais même qu'il est sûr, cela va de soi, qu'il se sera passé des choses plus ou moins importantes entre temps, que le contexte sera à nouveau différent en janvier quand nous tiendrons notre Convention nationale, c'est comme cela...; simplement cela bouge toujours, il y a des événements mais ils sont plus ou moins importants, disons quand même que nous aurons eu, que nous avons eu un automne de rafales, et aussi de tornades, d'une tornade, celle de la secousse boursière et monétaire, qui est sans doute l'événement auquel on a fait le plus référence depuis ce matin, mais qui se produit à un moment d'une évolution que nous essayons de suivre, de caractériser, et là je veux dire que je me suis félicité de voir repris, dans la forme et dans les conditions où cette notion est reprise, j'ai relu attentivement le passage du texte qu'a rédigé, après tout notre travail Dominique Strauss-Kahn sur l'équilibre, et en effet, il est bien dit que cet équilibre, ce nouvel équilibre, comme l'a dit le Premier secrétaire, est quelque chose en évolution. Un équilibre est par définition instable, il a tendance à se modifier dans un sens ou dans l'autre, et par là même de caractériser cette évolution comme celle même du mouvement Socialiste, et je pense que nous aurions tout à fait intérêt à reprendre la formule qui a décidé de notre Congrès, le mouvement Socialiste est un mouvement vers le Socialisme, donc l'évolution en effet et la modification graduelle, progressive de l'équilibre.
Je crois qu'il est bon que nous ayons ensemble ce qu'on appelle habituellement la perspective, et de savoir que cette évolution c'est celle de la société qu'a définie le Président de la République, parce qu'il se trouve que c'est lui qui l'a fait dans cet interview célèbre, et donc il est bon de le citer, et de le rappeler. Il ne faut pas seulement citer François Mitterrand quand cela arrange. Il a dit "société mixte économique", il a développé, et je me permets de rappeler ce que j'ai cru comprendre, c'est-à-dire le partage entre le secteur public et le secteur privé, cela veut dire que nous ne pouvons pas laisser détruire à grands coups le secteur public et que nous avons nécessairement à nous interroger sur ce qu'il y aura à reconstruire... pas tout, on a dit là-dessus que nous étions d'accord... mais que faut-il reconstruire prioritairement, de quelle façon, de ce qui est détruit actuellement, et à quel rythme, par l'actuelle majorité Chirac/Barre, en effet ?
C'est le plan et le marché... vous savez qu'il y a entre le plan et le marché... la formule est célèbre, et je la crois excellente, toujours excellente !
(Rires)

Et puis le partage... le partage de la rémunération, la rémunération du capital, la rémunération du travail. La société mixte économiquement c'est cela. Comment ajuster ce partage ?
Et comment le faire dans la société dans laquelle nous vivons chez nous, mais qui prévaut sur la majorité de la planète et nous savons ce qu'il en est là où elle ne prévaut pas... Donc, nous, nous voulons faire évoluer cela, le changer peu à peu, c'est pourquoi nous avons renoncé à la formule qui n'était pas en effet très propre à rendre notre démarche de rupture, mais pourtant c'est peu à peu un éloignement par rapport à la domination sans partage on y reviendra, j'allais dire du libéralisme, excusez moi, chers camarades, du capitalisme, à la domination sans partage du capitalisme
Et quand même il n'est pas mauvais d'avoir là-dessus, parce que j'ai entendu beaucoup... j'entends moins depuis un mois, mais j'entends encore quelques ironies sur le jugement que nous pouvons porter sur cette société... mes chers camarades, une société dont on nous dit, dont les porte-parole nous disent, y compris celui que parfois on a considéré comme un esprit avancé, l'actuel ministre du travail et de la sécurité sociale, qui sera structurellement, dans sa nature, de vivre avec un volant de chômeurs de 2, 3, voire 4 ou davantage millions de chômeurs... alors si franchement vous pensez qu'il n'est plus d'actualité de dire que cette société est mauvaise et que nous voulons peu à peu - c'est difficile - la changer, je n'y comprends plus rien...
Une société qui à la fin du 20ème siècle, est en recul sur ce qui se passait au milieu du siècle, il y a donc recul, et qui voit apparaître dans son sein... le mot est d'ailleurs nouveau, il est passé dans la pratique, ce qui est tout de même un programme, l'étymologie là a une grande force, je ne sais pas si c'est la prédominance du discours, mais en tout cas le quart-monde, et dont le reste de l'humanité, le tiers-monde, connaît la situation que nous savons, avec la plongée de peuples entiers vers la misère, voire l'anéantissement, mais aussi la non-résignation et j'aimerais bien que parmi tant de signes négatifs on en évoque un qui ne l'est pas du tout, qui n'a pas fait recette ou les gros titres, y compris chez nous : a-t-on assez entendu dire que la lutte était difficile pour nous parce qu'il y avait à l'autre bout du continent euro-asiatique, des peuples qui acceptaient n'importe quelles conditions de travail, de rémunération, eh bien la grande grève de l'été dernier des travailleurs de Corée du Sud veut dire qu'eux aussi revendiquent leur dignité de travailleurs, leur droit à être rémunérés suivant leur travail... Par conséquent, il n'y a pas de fatalité que ces peuples là acceptent peu à peu de plonger dans la misère et donc l'utilisation par les capitalistes de la situation de sous développement de ces peuples ne durera qu'un temps comme n'a duré qu'un temps l'acceptation d'une situation de sous développement des travailleurs bretons par rapport aux parisiens quand on allait les chercher... Cela, c'est le jugement d'ensemble.
Chez nous, n'insistons pas, tout le monde l'a dit. Moins de marge encore, est-ce que c'est 1% de croissance ? C'est bien probable. En tout cas, c'est avec cette problématique qu'il faut aborder la méthode et j'ai entendu cette question qui m'a été posée il y a très peu de temps : quelles conséquences en tires-tu, par

rapport à la proposition que tu défends ?
Mes chers camarades, c'est l'évidence... cette proposition plus nécessaire encore puisque la question du partage se pose en termes plus étroits, plus contraignants.
Il est évident, on l'a dit ce matin, Jean-Marc l'a dit, je reprends sa formule, il est évident que les forces dominantes, économiquement, à travers le monde capitaliste vont essayer de reconstituer le capital, 1000 milliards de dollars, perdu en un mois... bien sûr, ils vont essayer de se refaire de se refaire une santé, de se refaire de la graisse dans cette affaire, et donc plus grande est la nécessité d'exiger le juste partage.
La question est plus actuelle encore avec ce que j'appellerais la "sur-crise".
La question, brutalement, se pose comme çà... naturellement la réponse est autre et je vais y venir : qui paiera la sur-crise dans laquelle nous sommes depuis un mois ?
Oui, difficile réponse, mais en tout cas l'énoncé du problème est bien celui là.
Plus juste partage, plus forte croissance, les deux sont liés, justement si la croissance est plus difficile à obtenir.
Et cela dans le texte que je présente avec d'autres, Jean-Marc Ayrault et d'autres l'ont dit, cela commande toutes les questions ; je veux seulement en évoquer une dont nous parlons beaucoup à juste titre, ce n'est pas moi qui vous dirai le contraire, étant donné que je suis l'émigration, mes chers camarades, vous savez bien que la détérioration des rapports entre les populations d'origine française et d'origine migrante, elle a pour cause, non pas unique, je ne sous-estime pas le reste, mais tout de même à une formidable détérioration de la situation économique des uns et des autres et que cela risque de s'aggraver, et vous savez bien que c'est là dessus qu'a prospéré dans bien des cas le Front National, et oui, c'est vrai, je l'ai dit, on a dit : c'est un pari un peu démoralisant, excessif, mais j'espère bien que jamais il ne sera vérifié. Nous devons travailler à ce qu'il ne le soit jamais, mais si nous n'apportions pas la réponse un peu plus juste partage en renversant le cours des choses, mon ambition est modeste et je sais qu'elle ne peut pas être plus grande alors croyez moi, si aujourd'hui il piétine, ce Front National il ne reculera pas vraiment quant à son noyau électoral dur et fera un bond en avant.
Donc, nécessité d'apporter la réponse.
Alors, alors c'est là que les difficultés existent entre nous, dans notre réflexion commune et déjà il y a eu des éléments d'interrogation et parfois de réponse, la dernière étant celle d'Henri Emmanuelli.
Oui, je le crois, il faut donner un contenu à la formule sur laquelle nous avons été d'accord au Congrès et on le rappelle, on a bien raison : le compromis social. Cela, c'est dans le texte, c'est vrai.
Mais, mes chers camarades, çà c'est la prise de position, si j'ose dire, théorique, c'est la mise en œuvre au stade actuel de la société : quel contenu pratique on lui donne et là je voudrais rassurer ceux qui se sont étonnés pour certains un peu irrités, que jusqu'au Comité directeur dernier, je n'ai pas parlé là-dessus, chers camarades, vous savez ce qu'a été le Congrès de Lille, une équipe d'exécution a été mise en place, j'attendais d'elle, c'est vrai, qu'elle donne un contenu...

Fondation Jean Jaurès

(rires)... il était de sa responsabilité de donner un contenu à la formule du compromis social et dès lors que j'enregistre... (mouvements divers)... Non, non, ce n'est pas non, non, c'est une affaire très sérieuse... Il appartient...

Lionel Jospin - Tu m'autorises à te couper ?

Jean Poperen - Bien sûr, on débat, Lionel.

Lionel Jospin

Je n'interromps pas ton développement, mais je t'ai lu dans un bulletin qui circule...

Jean Poperen - Beaucoup !

Lionel Jospin - ... du point de vue de la philosophie qui est la notre dans ce parti, du point de vue de la philosophie qui est la tienne, du point de vue de l'appel au débat auquel tu as procédé souvent, et d'ailleurs moi-même j'y ai souvent appelé, depuis quand le débat sur les idées serait réservé à un Secrétariat dans un parti ?
Je n'avais pas eu l'occasion de t'en parler quand nous nous sommes vus la semaine dernière... (rires)… j'ai oublié ce point dans les petites choses, d'ailleurs assez importantes que j'avais envie de te dire...

Jean Poperen - ... que nous nous sommes dites.

Lionel Jospin - ... et que nous allons nous dire publiquement, mais, chers camarades, et toi-même, réfléchis un instant à l'énormité de ce que tu as écrit à ce moment là : depuis quand, dans un débat théorique de pensée politique, le débat serait il d'abord réservé à un Secrétariat, c'est-à-dire à un exécutif politique par rapport au Bureau ou au Comité directeur ?
C'est une philosophie à laquelle tu ne peux pas te tenir...
(Applaudissements)

Jean Poperen - Tu me décomptes çà ?
(Rires)

Le président - Je te décompte çà, Jean, mais cela fait quand même un quart d'heure !

Jean Poperen

J'accélère, mais je crois, et en effet sans prendre trop de temps sur ce qui me reste à dire quand même, je crois que cette mise au point était vraiment de nature à faire progresser notre échange d'aujourd'hui... (rires)... et montre bien...

Fondation Jean-Jaurès

qu’est-ce qu’il faut dire ? Voulez-vous que je dise le contraire ? Montre bien que je ne conçois pas de la même façon, que tu ne conçois pas de la même façon que moi la proposition qui est faite et je ne crois pas qu’elle soit une proposition de nature, en aucune façon, théorique, ni même vraiment politique au sens de choix politique, puisque le choix politique compromis social il est fait, c’est la mise en œuvre pratique, c’est de cela qu’il s’agit, et donc oui, contrat, la notion du contrat porté au niveau le plus haut, la politique contractuelle par la négociation... par la négociation et il faut qu’à un moment et surtout dans ce pays où nous savons ce qu’est le rapport des forces sociales, au départ il n’est pas favorable, même quand il est favorable politiquement à la Gauche, et ce que vous dites, chers camarades, sur la faiblesse actuelle des syndicats, je suis navré, mais je le ressens comme appuyant plutôt ce que je dis et il faut qu’il y ait cette négociation avec le mouvement d’opinion pour qu’en effet, face à un patronat si puissant, avec des syndicat s relativement faibles, le volonté politique s’exprime. Car s’il est vrai qu’il va y avoir une volonté de la part des puissances économiques dominantes de rattraper ce qu’elles ont perdu dans ce que j’ai appelé la sur-crise, il faut que cette pression économique soit mise en échec par une volonté politique et c’est cela l’idée de la proposition du contrat.

On ne peut pas l’atomiser. Il y a un moment où il doit y avoir négociation nationale... j’en mesure les difficultés et je ne prends pas à la légère ce qui a été dit de divers cotés, mais un moment il faut cette négociation nationale, et déjà on a eu ce débat... Puisqu’on évoque des conversations soit individuelles, soit plus larges, qui ont pu avoir lieu ailleurs, l’objection sur la négociation centrale avait déjà été faite, donc j’y ai beaucoup réfléchi quand on fait une objection en ouverture d’une grande instance du courant majoritaire par le camarade Delors il y a tout juste un an disant : non, non faisons par petits morceaux, atomisons, etc.

Eh bien, non, il faut qu’à un moment ou à un autre, il y ait cette grande négociation, mais pour l’avoir, il faudra l’imposer, nous le savons bien, non pas par je ne sais quelle violence, mais par une force politique et cette force politique qui peut en prendre l’initiative ? Si ce n’est la principale force politique de la Gauche ? Qui, je vous le demande, peut prendre l’initiative, c’est-à-dire s’engager dès maintenant, cela veut dire dès janvier, puisqu’il faut que nous délibérions et que le Parti se prononce au-delà du Comité directeur, d’un grand appel ? De ce point de vue, ce n’est pas élément parmi d’autres, c’est un élément central - je n’aurai pas la prétention de dire l’élément central - de nos décisions à prendre.

Qu’il soit clair qu’au lendemain de l’élection du printemps s’engagera une telle négociation avec la volonté de définir dans les différents domaines le salaire, le temps de travail... Delebarre, au passage, mais je ne peux pas répondre à ce que tu as dit d’intéressant là dedans, mais ce n’est pas du qualitatif seulement, le temps du travail, donc le salaire, le temps de travail qui est une autre forme de la rémunération... on peut jouer sur l’un ou l’autre... et la part des investissements.

Je passe et j’en viens aux deux derniers points, qui iront plus vite que les autres.

C’est vrai qu’il y a un accord - et je dois dire que je ne pourrais que reprendre ce qu’il a dit, ce qui n’implique pas adhésion à tout ce qu’il a dit, même s’il a dit

d'excellentes choses depuis ce matin - avec la formule de Chevènement. Quoi faire ? Avec qui ? Les deux questions vont ensemble. Il est clair que cette proposition ne peut être mise en œuvre que par une majorité de Gauche, un gouvernement de Gauche, que par conséquent le choix que nous faisons - oui, c'est exact, tu l'as dit Emmanuelli, il ne s'agit pas ici de biaiser entre nous - nous le sentons bien, est difficile parce que c'est la réponse à la question du plus juste partage et qu'on prenne ma proposition ou une autre - mais au passage, j'attends une autre que je ne vois pas - il risque d'en être de même ; on dit que celle là a beaucoup de difficultés, qu'elle n'est pas parfaite, je crois qu'elle mériterait presque la célèbre formule qu'appliquait Churchill à la démocratie : c'est la plus mauvaise, mais je n'en trouve pas d'autre.
Donc, elle ne peut venir, de toute façon, celle-là ou une autre, que d'une majorité de gauche et c'est pourquoi il a été utile, mais n'y revenons pas à l'heure qu'il est en ce qui me concerne, mais enfin il a été utile tout de même de dire un certain nombre de choses ces derniers jours. J'ai entendu l'indignation de certains camarades ; ils s'indignaient qu'on commente une déclaration mais moi, j'ai dit suffisamment et par rapport à sa politique ce que je pensais du travail considérable fait par Jacques Delors pour que cela m'autorise justement, parce que je me suis battu pour justifier une politique qui n'était pas toujours justifié mais qu'il fallait faire, qu'il a eu le mérite de mettre en œuvre en notre nom, c'est clair, mais pour autant, quand il dit ce qu'il a dit, avec tout ce que cela signifie par rapport au combat que nous menons, Laurent Fabius l'a dit ce matin, par rapport à l'adversaire prioritaire, comment ne dirions-nous rien ? Mais les gens que je rencontre, pas seulement les militants, les sympathisants, les gens de ma commune disent si moi, je ne dis rien alors qu'il se passe quelque chose : Poperen aussi doit être d'accord... C'est le débat politique... Oui, on ne sait jamais.
(Rires)
Oui, j'essaie de conclure. Evidemment, c'est plus simple si on change d'Assemblée. Nous avons là-dessus un accord politique qui était probablement un des deux ou trois points, ou peut-être le principal, en tout cas un des deux ou trois points de l'accord politique et de direction, les deux font toujours ensemble chez nous, au moment du Congrès de Lille... Bon. Ce n'est pas la peine de perdre du temps là-dessus. Tout le monde sait que, pour diverses raisons et de divers côtés, aujourd'hui, cela ne vaut plus ; tout le monde en parle, de la dissolution, les uns pour dire qu'il la faut, et les autres pour dire qu'ils sont plutôt contre et qu'il y a d'autres formules. Eh bien, écoutez, tout de même, il ne faut pas rigoler comme cela, mais il n'est question que de cela un peu partout où on s'exprime. Alors, je veux bien que, sans doute, il faut en conclure que beaucoup de journalistes sont mal informés, mais franchement, il y en a beaucoup, ou ce sont pour beaucoup de mauvais journalistes, et cela, je ne le crois pas. Oui, oui, c'est trop commode ! Quand cela revient tellement, c'est qu'il y a sans doute un problème et il vaut mieux être au clair. Alors, bien.
Si cette question, à l'issue de ce Comité directeur, il apparaissait que, d'un commun accord, elle ne sera plus en aucune façon posée jusqu'au moment où,

Fondation Jean Jaurès

concrètement, il faudra la résoudre, très bien, mais sinon, que voulez-vous, tout le monde - certains ayant pris leur liberté de divers côtés - tout le monde reprend sa liberté. Nous sommes devant cette question. Elle ne peut pas se poser autrement, à l'heure qu'il est. Cela fera donc partie de nos discussions qui vont se développer dans tout le Parti, sans un souci particulier des uns ou des autres ou de certains, de positionnement. Je trouve très amusant qu'on considère qu'une prise de position politique ne signifie pas un positionnement. C'est vraiment là une espèce de casuistique, et en plus, est-ce que certains auraient ici le monopole du non-positionnement ? Soyons sérieux entre nous, pas de cela.
Pas non plus - mais je ne l'ai pas trop entendu, je dois le dire, mais comme je sais bien comment les choses peuvent se passer à partir de lundi - pas non plus le numéro sur l'unité du Parti dont nous avons tous le même souci, mais si chaque fois qu'il y a débat, et désaccord politique, et moi je fais confiance aux autres sur ce qu'ils apprécient de désaccord, donc faites moi tout de même la confiance d'imaginer que je pense qu'il y a sur certains points des accords - si chaque fois on nous dit : l'unité du Parti est mise en cause, alors, que faisons-nous ici ? On pourrait tous s'occuper autrement en cette journée. Bon. Alors, soyons sérieux. Le débat est partout.
Moi, je souhaite qu'à l'occasion de la Commission - et c'est vraiment le dernier mot des derniers mots - de la Commission des résolutions, comme il nous l'a annoncé au Bureau exécutif de l'autre semaine, le Secrétaire national aux fédérations puisse nous dire ce qu'il en est du planning des réunions d'information préparatoires, ouvertes ou pas ; pour ma part, je veux bien qu'elles soient ouvertes ; au contraire, je trouve que c'est mieux, il n'y a rien à cacher aux gens qui nous font confiance, même s'ils n'ont pas la carte du Parti en poche. Mais en tout cas, il faut qu'elles aient lieu partout, je dis bien partout... partout. Cela veut dire dans toutes les fédérations, dans tous les départements, avec la participation des signataires des propositions qui seront éventuellement faites. C'est notre règle, c'est la règle démocratique.
(Applaudissements)

Le président - Max Gallo. Ensuite, pierre Mauroy.

Max Gallo

Mes chers camarades, je voudrais d'abord remercier les trois intervenants précédents.
Le Premier secrétaire, Lionel Jospin, puisqu'il a dit : le débat n'est pas réservé au Secrétariat. Je crois que c'est la première réponde que j'aurais pu formuler à propos de la nécessité de notre texte. Le débat n'est pas réservé à un Secrétariat. Ce sont nos habitudes, notre philosophie politique même, nous donnons un texte à Socialisme et République, parce que nous croyons au débat partout et pas seulement au Secrétariat, comme le dit Lionel Jospin, et pas seulement dans les tribunes des journaux.
Deuxième intervenant que je remercie : Jean Poperen parce que, sur plusieurs

points, je suis en accord avec lui et je crois que, dans le tableau historique de ce qu'est le Socialisme, dans le tableau de la situation mondiale, je n'aurai rien à ajouter.
Enfin, remerciements à Henri Emmanuelli, puisqu'il a parlé de fers au feu, de fausse ouverture.

Henri Emmanuelli - De trompe-l'œil.

Max Gallo - De trompe-l'œil.
Je veux essayer d'être clair sur tous les points et ceux que je n'éclaire pas, d'autres camarades les éclaireront.
D'abord, un préalable. Le préalable, c'est que nous sommes partisans de la candidature de François Mitterrand, que nous la souhaitons et que si elle intervient, bien évidemment, nous la soutiendrons...
(Applaudissements)
Pas de problème là-dessus.
La deuxième question, c'est la crise ; je n'y reviendrai pas. Je remercie Delebarre et Jean Poperen d'avoir évoqué la crise sous l'angle du chômage, car c'est de cela qu'il s'agit. Il y a donc la crise, élément nouveau, début d'une nouvelle période, elle porte dans ses flancs la récession. Je dirai qu'à partir de cet événement aveuglant, il nous faut considérer à la fois notre politique passée, notre projet et notre politique future et à ce propos, à l'égard d'Henri Emmanuelli, je dirai qu'à propos du SME, je ne veux pas entrer dans ce débat biaisé tel qu'il l'a présenté, je veux simplement dire ceci, depuis 1976, une politique économique se poursuit, avec les résultats que l'on sait en matière de chômage, en matière de disparités, en termes de revenu, en matière de faiblesse en ce qui concerne le commerce international, en matière de dépendance, en ce qui concerne les taux d'intérêts, à l'égard des taux d'intérêts allemands et du mark, on est modeste quand on critique l'éventualité d'une autre politique économique, soyons modestes...
(Applaudissements)
Soyons, puisque c'est un mot qu'il affectionne, soyons concrets.
A Michel Delebarre, je dirai à propos du chômage, que je partage l'ensemble de ce qu'il a dit, à une réserve près, par rapport au texte de Dominique Strauss-Kahn auquel il faut rendre hommage, à cette réserve-ci, c'est que si nous présentons un texte, c'est précisément parce que nous pensons que le chômage n'est pas un élément parmi d'autres, entre le SIDA, la question des logements, la question de la culture, un élément parmi d'autres, mais l'élément central qui conditionne tout le fonctionnement de la société. J'ajoute que nous serions des faillis par rapport à notre vocation historique si nous ne placions pas cette première exigence, la lutte contre le chômage, comme l'axe central de notre projet, et c'est la deuxième raison en dehors de celle du débat nécessaire pour laquelle nous présentons un texte.
Il est une troisième raison. On a beaucoup prononcé ici, moins que je ne le pensais d'ailleurs, le nom de Jacques Delors et on a insisté sur la réponse

Fondation Jean-Jaurès

provocatrice qu'il a faite à une question qui était déjà provocante. Moi, je m'intéresse davantage aux attendus de la réponse de Jacques Delors et j'ai repris cela, parce qu'on n'en a pas beaucoup parlé depuis ce matin. Je lis. Jacques Delors disait :
"J'accepterais d'être Premier Ministre de Raymond Barre" - et je dis bien qu'il s'agissait d'une réponse provocatrice, j'ai beaucoup d'estime et d'amitié pour Jacques Delors - "s'il s'agit de rassembler 65 à 70% des Français dans une nouvelle constellation, pour une période même courte, de façon à aller à l'essentiel, c'est-à-dire nous réconcilier sur les problèmes de société, être présents et dynamiques en matière économique, et poursuivre l'harmonie sociale, pourquoi pas ?"
Et cet exposé des motifs, alors, en faisant tomber la réponse provocatrice, moi, je le trouve partagé par bien des déclarations que font certains de nos camarades sur, par exemple, la recomposition du paysage politique, sur la gestion bipartisane de la crise, sur la gestion bipartisane des problèmes monétaires et de société, sur l'idée qu'il faudra rassembler trois Français sur cinq, ou deux Français sur trois. Dites-moi sincèrement, après une analyse de ce texte, où est la différence entre cet ensemble de propositions et les attendus essentiels bien entendu de la déclaration de Jacques Delors.
Je dis que condamner les propos de Jacques Delors, c'est nécessaire, et j'ai pu éprouver dans de nombreuses réunions le désarroi des militants, l'inquiétude, l'incompréhension devant ses propos, mais c'est commode, il nous faut aller à la racine des attendus, car c'est là qu'est l'essentiel, et c'est pourquoi nous déposons notre texte et nous disons : si le candidat des Socialistes est élu, aura-t-il les moyens de faire face autrement qu'à droite aux enjeux de l'après mai 1988 et à quelles conditions, et avec qui poser ces questions C'est évidemment répondre en partie à la question: pour faire quoi ? Que formulent aussi les Français, et d'abord, puisque vous les rencontrez comme moi, les militants Socialistes.
Venons-en au texte et aux nouveaux éléments.
Ce texte comporte, bien entendu, de très nombreux éléments positifs. Il y a dans le chargement de ce camion de très nombreux éléments positifs et je m'intéresserai plutôt à l'esprit du texte.
Premier élément positif : la phrase de Strauss-Kahn qu'il a, je crois, ajoutée dans son introduction, ce qui estompe la réalité, qui mêle la Droite et la Gauche qui veulent tromper les Français. Il dit : dans tout choix social, il y a deux facettes, une facette droite et une facette gauche. C'est un point de départ solide, mais il me semble, il nous semble qu'il faut aller au-delà de ces formulations.
Par exemple, quand il dit que le libéralisme est en miettes, l'échec est d'abord culturel, puis économique et social, etc., tout à fait d'accord. Mais dans cet échec de la nation guidée par les idées libérales, dans cet échec des plus pauvres, dans cet échec de la société française, pourquoi ne pas dire qu'il y a le succès de la restructuration du capital, qu'il y a le succès des profits ?
Autrement dit, si on se limite à parler d'échec du libéralisme, si on ne voit pas derrière que cet échec recouvre en fait une lutte et que, dans cette lutte, il y a

même dans l'échec national des vainqueurs et des vaincus, et qu'il y a comme vainqueur, précisément, l'impérialisme des grands groupes, à l'évidence, alors, on masque une partie de la réalité.
Un autre exemple et nous voulons sur ce point éclairer par un texte, c'est-à-dire tout simplement rappeler la réalité du combat des rapports de forces des adversaires, la réalité économique, sociale, culturelle de la Droite et de la Gauche, droite et gauche, ce ne sont pas que des mots. Autre exemple. On nous dit dans le texte, pour s'en féliciter : nous avons réalisé la libération de l'audiovisuel. Moi, je vous que la libération de l'audiovisuel, c'est une plaisanterie, questionnez aujourd'hui - et nous avons beaucoup de problèmes quand nous les rencontrons - les réalisateurs de télévision, les réalisateurs de cinéma, est-ce que nous avons de quoi nous féliciter de la libération de l'audiovisuel ?
Dans l'instant, oui, bien sûr, c'était bien de créer des chaînes à d'autres conditions, mais en tout cas, d'élargir les possibilités.
Mais dans la dynamique sociale, dans la dynamique du rapport des forces, quel est le résultat ?
Le résultat, c'est l'audiovisuel qui est soumis à la loi de l'argent.
Si nous n'évoquions pas ces questions, si nous ne parlions pas de la libération de l'audiovisuel, alors Emmanuelli, détrompe-toi, je crois que l'ensemble des professionnels de ces secteurs, de ce point de vue, seraient très critiques... et je crois que lorsque nous prenons cet exemple précis, nous découvrons que précisément ce dont parlait Jean Poperen, l'économie mixte, ça n'est pas un moment d'équilibre figé.
L'économie mixte, c'est une confrontation politique et sociale, et non pas un état d'équilibre.
Et j'en viendrai précisément à la question de l'équilibre, du nouvel équilibre.
Jean Poperen a évoqué dans sa diachronie, dans son développement la question de l'équilibre. Je suis d'accord avec lui. Mais moi, ce qui m'intéresse dans la question de l'équilibre, ce n'est pas que ce soit un moment immobile, mais que la question de l'équilibre renvoie à ce que Delors dit ; il a là une phrase merveilleuse, il dit : "Si c'est pour poursuivre dans ce pays l'harmonie sociale, je suis d'accord"...
L'harmonie sociale ? 3 millions de chômeurs ? Le quart-monde dans notre pays ? Est-ce cela, l'harmonie sociale ? Est-ce qu'il est possible d'établir un équilibre, fût-il nouveau, dans ces conditions ?
En ce qui me concerne, je vois entre, d'une part, l'idée d'harmonie sociale, qui en serait la pointe extrême, et l'idée d'équilibre, l'idée de consensus de 2 Français sur 3, de 3 Français sur 5 - je ne sais plus... - comme un corps de doctrine, une idéologie implicite avec laquelle je ne suis pas d'accord, nous ne sommes pas d'accord, et c'est pour que le débat s'engage sur cette idéologie implicite que, précisément, nous déposons un texte, pour qu'il n'y ait pas, je le répète, de trompe-l'œil, pour qu'il n'y ait pas - alors oui - dans le domaine politique deux fers au feu, un discours droite/gauche et une réalité, une idéologie qui dit autre chose.

Fondation Jean-Jaurès

Cela nous apparaît important parce que, bien entendu, cette idéologie, cette analyse de surface, conduit à un certain type d'alliances politiques. Ce type d'alliances politiques, ma foi, il apparaît dans la presse, il a apparaît à tous les instants dans les éditoriaux des uns, dans les déclarations des autres, je n'y reviens pas.
Mais j'aborde la question de la dissolution pour finir, et je crois que j'aurais tenu mon temps de parole...

Le président - Tu l'as déjà dépassé !

Max Gallo - ... je l'ai déjà dépassé mais je termine... parce que cette question des alliances est reprise, par exemple, dans une interview d'un autre de nos camarades qui fut ministre de l'Economie et des finances et qui dit ceci ; elle date d'il y a deux ou trois jours, je cite : "Il n'existe pas aujourd'hui de majorité de gouvernement en France, ni à gauche, ni à droite."
Et alors ? Peut-être, mais nous pensons, alors là en Socialistes, en démocrates et en hommes de gauche, que c'est dans la vérité de nouvelles élections législatives, succédant à l'élection présidentielle, sur un programme précis, avec un contrat passé devant les électeurs où l'on dira ce que l'on va faire, avec qui, dans quelle direction, c'est dans un cadre ainsi démocratique que doit se constituer une nouvelle majorité, et non pas dans les couloirs de l'Assemblée Nationale... (protestations diverses et applaudissements)... actuelle.
Mais il y a plus grave...

Gérard Le Gall - Démago !

Max Gallo - Vous appelez la démocratie démagogie ?
Ce n'est pas ma conception...

Gérard Le Gall - D'une certaine manière, oui.

Max Gallo - Mais je voudrais conclure très rapidement...

Le président - Je te demande de conclure.

Gérard Le Gall - C'est de la provoc !

Max Gallo - Si nous n'annoncions pas cela, croyons-nous que nous faciliterions la mobilisation de nos électeurs, de nos sympathisants, de nos militants qui, quoi que nous en pensions, lisent les journaux, les déclarations, les commentaires ? Ils ont raison, comme cela ils ne se réveillerons pas, au lendemain d'une élection présidentielle, idiots et dans la surprise.

Gérard Le Gall - Ils ne sont pas idiots.

Coll. Fondation Jean-Jaurès

Max Gallo - Nous disons que nous recherchons une synthèse et nous la voulons parce que nous croyons que l'unité des Socialistes est la condition du rassemblement des Français, mais nous la voulons claire. Ce n'est pas toujours facile
Je citerai pour conclure une des dernières déclarations de François Mitterrand, le 11 novembre 1987. Il disait ceci : "On ne peut pas choisir la route escarpée des grands choix en plaisant à tout le monde".
(Applaudissements)

Le président - Pierre Mauroy, ensuite Lionel Jospin.

Pierre Mauroy

Mes chers camarades, le Comité directeur marque pour nous l'heure des choix politiques, choix de notre analyse, choix des orientations que nous proposerons au pays.
Cette démarche, entamée il y a plusieurs mois, s'est exprimée durant les dernières semaines par un débat dans toutes les sections du Parti. Nos 200 000 militants se sont totalement investis dans ce débat, montrant ainsi que le Parti Socialiste avait su garder intactes sa capacité de discussion, son aptitude à élaborer démocratiquement son projet politique.
Ainsi, la méthode que nous avons suivie est bonne. Il nous faut donc continuer sur la même lancée et je voudrais à ce propos formuler deux remarques.
Première remarque, notre Comité directeur doit être extrêmement attentif à ne pas sortir de son rôle. Il ne lui revient pas de remettre en cause la ligne politique adoptée au Congrès de Lille et il ne lui revient pas non plus d'étouffer, de dévier ou de confisquer le débat qui concerne tout le Parti. Le Parti Socialiste élabore son projet avec tous ses militants et non avec les seuls membres du Comité directeur.
Par ailleurs - je vais un peu surprendre - je n'ai pas besoin de forcer les mots pour dire que nous sommes pratiquement tous d'accord sur le fond. Je dis cela car je fais la différence entre le fond et la forme... Je conçois qu'il existe des adeptes du plaisir que procure le dépôt de textes de circonstance, mais j'observe aussi que, sur le fond des choses, nous avons une analyse pratiquement commune.
Max Gallo, tu t'es exprimé, tu t'es emporté... mais la Gauche, la Droite... on ne dit pas autre chose !
(Quelques rires)
Tu es revenu sur les déclarations de Delors. Mais il n'y a pas que vous qui vous êtes exprimés spontanément sur les déclarations de Delors ! Nous nous sommes tous exprimés immédiatement ! Ce n'est par conséquent pas le motif ici de nous diviser.
Mes chers camarades, une fois de plus, le Parti Socialiste s'affirme comme le seul parti du débat qui existe en France. Cette réalité s'exprime avec plus de 4000 pages d'amendements proposés par nos sections. J'allais dire 4032 pages,

Fondation Jean Jaurès

car nous savons tous que les 32 pages d'amendements déposés par Jean-Pierre Chevènement et ses amis visent à susciter un intérêt particulier, non seulement en raison de la passion qu'ils mettent à défendre leurs thèses, mais aussi en raison de la perplexité que fait naître une interrogation légitime sur la portée exacte de ces thèmes.
Je dois d'ailleurs dire que, sur des thèmes tels que la croissance, le secteur public, le chômage, la solidarité, une différence sur la forme ne cache pas, bien heureusement, notre communauté d'analyse.
Sur la croissance, dans notre Parti comme dans le pays la recherche de la croissance s'assimile à celle du bonheur, ces deux perspectives suscitent une adhésion unanime. Les voies empruntées suscitent une discussion légitime et la difficulté du cheminement doit être appréciée avec réalisme.
Chacun sait bien que la croissance ne peut pas être, ne sera pas dans les années qui viennent la solution miracle faisant disparaître le chômage. Il nous faudrait un taux de croissance supérieur à 7% pour y parvenir. Nous n'y sommes pas. Songez seulement que l'ensemble du monde développé souhaite que la croissance allemande s'élève à 3 ou 4%. Nous n'y sommes pas. Et prenons en compte les événements de ces dernières semaines : la récession n'est pas inéluctable, le ralentissement est pratiquement certain. Dominique Strauss-Kahn nous précisait qu'elle pourrait approcher un point de croissance. Je ne poursuis pas, d'autres camarades ont fait cette analyse avec talent.
Sur le secteur public, il reste vrai - c'est essentiel - que nous devons tous avoir la préoccupation permanente de renforcer notre croissance économique, et je partage tout à fait la thèse selon la quelle un secteur public puissant est un outil indispensable pour y parvenir. Inébranlables sur le principe, souples sur son application, nous ne referons pas en 1988 les nationalisations de 1981, mais nous ne nous accommoderons pas des privatisations de 1986 et agirons en conséquence dans l'intérêt du pays.
Nous pouvons débattre sereinement sur la base du nouveau ; texte qui nous est proposé et chacun a pu noter l'avancée de ce texte. Pour ma part, ce qui est dit dans le texte de Jean-Pierre Chevènement ne me contrarie absolument pas. Sur ce plan-là, si nous sommes disposés à nous mettre autour d'une table et à discuter, nous pouvons peut-être trouver une solution.
Si nous considérons également qu'une répartition harmonieuse des fruits de la croissance correspond non seulement à un souci de justice, mais également à un optimum économique, eh bien nous reconnaissons alors que l'Etat doit être présent et actif sur le plan économique et social pour assurer la meilleure allocation des ressources de la nation.
Tel est bien le sens de la société d'économie mixte que nous voulons promouvoir. Tout de même, cela fait des mois qu'à un certain nombre nous parlons de la société d'économie mixte, nous alimentons le débat sur la société d'économie mixte, et il faut que je vienne ici, au Comité directeur, pour m'entendre dire que je serais en désaccord avec les camarades qui nous parlent aujourd'hui de la société d'économie mixte ! Il ne faut pas lire les journaux dans un seul sens, on peut les lire dans tous les sens, c'est un débat à gauche, ce n'est

Fondation Jean Jaurès

pas nouveau, c'est la position de l'ensemble du Parti, non pas le privilège de quelques-uns, et c'est ainsi depuis belle lurette, en tout cas depuis le Congrès de Lille où nous avons précisé nos orientations.
Sur le chômage, mes camarades, si la croissance n'est pas suffisante pour assurer la résorption du chômage il faut bien rechercher un nouvel équilibre. Nous y serons puissamment aidés par un effort massif d'éducation et de formation, volonté popularisée par la perspective de porter en quinze ans 80% de chaque génération au niveau du baccalauréat. Mais nous ne nous arrêtons pas là, il faut aussi se préoccuper des 20% restants.
Eh bien, je crois que l'extrême diversité des dispositifs créés à partir de 1981, qu'on regroupe rapidement sous le vocable "traitement social du chômage", fait naître une nouvelle dynamique d'insertion. On commence à différencier l'emploi et l'activité. Aujourd'hui, alors même que la Droite nous rend implicitement hommage sur ce point en se ralliant à nos thèses et à nos pratiques - mal d'ailleurs - il serait piquant que cette nouvelle dynamique suscite l'indifférence chez une partie d'entre nous !
Je vous invite plutôt à la renforcer, à réfléchir à l'immense potentiel que représente, par exemple, le développement d'entreprises du tiers secteurs auprès des collectivités locales. Méfions-nous des modèles, mais l'emploi de cette démarche en Suède, par exemple, a permis à la Suède d'obtenir un des taux de chômage les plus bas d'Europe.
Je crois nécessaire de s'engager à développer les formations et les activités en sorte qu'on puisse garantir qu'aucun jeune de moins de 21 ans n'aura à s'inscrire au chômage.
Depuis plusieurs mois, nous avons fait de nombreux progrès qui sont très sensibles dans les discussions de notre groupe parlementaire, dans les discussions de la FNESER et les discussions dans nos fédérations.
Voilà la première étape - oh... sans doute modeste d'une politique qui refuse la France à deux vitesses.
Enfin, un des points forts de notre projet doit être la solidarité, s'exprimant en particulier par la proposition d'un revenu minimum d'insertion. On disait encore il y a quelques mois revenu minimum garanti...
Je tiens à dire combien je me réjouis que, durant les dernières semaines, le Parti, la FNESER, le groupe Socialiste à l'Assemblée Nationale, aient pu travailler en symbiose et définir un projet précis, en dégageant par exemple la notion de contrat d'insertion, complément indispensable de l'attribution de ce revenu minimum. Là encore, je nous pense unanimes sur ce point et me réjouis, mon cher Jean-Pierre, que ce soit dans ta région et dans ta ville que les élus Socialistes débattent, la semaine prochaine, de ce projet de revenu minimum.
Voilà la deuxième étape, certes insuffisante mais la deuxième étape d'une politique qui refuse la France à deux vitesses.
Ainsi, à partir de notre affirmation de Lille, au Congrès de Lille, je crois que nous avons fait un certain nombre de progrès toujours à gauche, caractéristiques d'une politique de gauche.
Comment, mes camarades, exprimer l'essentiel c'est-à-dire ce qui nous a unit

sur ce projet ?
Finalement dire qu'aucun jeune de moins de 21 ans ne sera au chômage... c'est concrétiser l'engagement pris par notre Premier secrétaire général Lionel Jospin, au Congrès de Lille : "nous ne laisserons personne au bord du chemin".
Sur ce plan-là, nous avons fait beaucoup de progrès dans l'avancée politique difficile, d'une politique difficile, aux résultats qui ne sont pas immédiats mais incontestablement nous avançons.
Or, mes chers camarades, nous pouvons tous cultiver nos différences... mais alors, cultivons les à la façon des bonsaïs... déployons nos énergies à tailler légèrement dans les racines... en tout cas, ce sera un jardin collectif.
Je voudrais en tout cas parler de ce que nous avons en commun. J'y placerai d'abord notre croyance profonde dans la capacité de notre pays à surmonter les obstacles.
Je n'aime pas l'analyse concluant au déclin de la France. Elle est bien sûr inopportune. On n'a jamais mobilisé un peuple par le pessimisme. Elle est surtout fausse. Le déclin s'apprécie sur le long terme. Il est, par définition, quasi-irrémédiable.
Nous savons que ce discours nous a déjà été servi... sans trop remonter dans l'histoire en 1870, en 1919, en 1936, en 1947, en 1958, à chaque fois les faits ont démenti les prophètes de malheur, à chaque fois notre peuple à su trouver en lui l'énergie pour mettre fin rapidement à un (inaudible)... peuvent faire confondre avec le déclin.
Je dis calcul politique car aujourd'hui c'est la Droite qui a relancé ce thème.
Quand son échec économique est devenu patent, c'est elle qui bien naturellement a fait dévier ce discours sur le déclin de la France paresseuse puis sur les Français paresseux.
Croyez-vous vraiment, mes chers camarades, qu'il soit juste et opportun de s'engager dans cette voie ?
J'aurais voulu vous parler de l'Europe, parler de la paix, mais j'ai eu l'occasion de m'exprimer ailleurs. Par conséquent, je passe pour réduire mon temps de parole.
J'en arrive très rapidement, et pour terminer, sur le dernier chapitre de mon intervention, sur des points de divergences qui sont eux certainement plus marqués à côté de ces éléments d'analyse, qui, je crois, nous rassemblent sur une politique de gauche.
Les cheminements de la croissance sont multiples et difficiles à emprunter.
Nous devons d'abord apporter l'espérance aux plus faibles. Je partage pleinement la préoccupation exprimée par Jean Poperen sur ce point. Tous les éléments d'analyse qu'il a apportés ici, et qu'il a apportés depuis bien des mois, dans le débat politique... mais je continue de penser que la procédure que nous propose Jean est inappropriée parce qu'un contrat se signe à plusieurs et qu'il paraît difficile d'imposer un contrat, mais aussi parce que son contenu reste pour le moins incertain hélas, pour reprendre toute l'analyse qui a été faite ici et qui est une analyse sur laquelle nous sommes d'accord. C'est-à-dire les temps difficiles qui sont hélas devant nous.

Fondation Jean Jaurès

Permettez-moi, en dernier lieu, de dire quelques mots de notre débat sur le système monétaire européen. Quelques mots seulement car je ne crois pas que ce soit un sujet essentiel... encore moins une divergence fondamentale.
Dès lors que nous admettons tous qu'il n'y a aucune utilité à se partager entre deux camps, il y aurait des adeptes de sa continuation, de la continuation du SME et ceux qui penseraient en sortir. Je veux dire par là que nous y sommes restés en 1981... que ce choix a été confirmé en 1982 et 1983... c'est une seule question que je pose à laquelle il doit être répondu si on veut à nouveau un départ pour apprécier le passé.
L'élément nouveau appréciant ce passé, qui conduirait à remettre en cause nos choix de 1981, de 1982, et de 1983 et singulièrement... puisque c'est à ce point précis de la période de mars 1983 et des quelques mois qui l'ont précédé... Jean-Pierre y a fait allusion dans son analyse... c'est une autre politique Jean-Pierre et si on le veut, il nous faudra, devant le Parti, faire une réunion sur ce plan là... l'autre politique, jugée impossible en 1983 peut être pas par toi, mais en tous les cas, par tout le Parti, le Président de la République, le gouvernement, et pratiquement l'ensemble du Parti, nous y avons droit maintenant que nous avons un certain recul, deviendrait-elle possible en 1988 ?
Ca, c'est une autre question. Je crois que si on ne cesse pas de faire référence à 1983 ou aux quelques mois qui l'ont précédé, il faudra sur ce point que nous ayons un débat complet et que l'on puisse apporter les arguments des uns et des autres, car j'aurais beaucoup d'arguments précis à apporter sur la politique impossible que certains ont cru possible quelques semaines mais qui s'est avéré impossible à pratiquer.
Il ne peut pas être question maintenant de présenter en trompe-l'œil ce qui s'est passé en 1983 ou dans les quelques mois qui ont précédé 1983...

Jean-Pierre Chevènement - Pierre, je peux parler ?... je pense que le recul est maintenant suffisant pour juger des résultats de cette politique choisie en 1981 et confirmée en 1983.

Pierre Mauroy - C'est une réponse qui est facile.
Nous étions dans une période difficile. En tous les cas nous avons modernisé l'industrie, nous avons rétabli difficilement mais rétabli nos équilibres.
En tout cas, j'ai le sentiment - et ça, c'est un débat que nous pourrions avoir en approfondissant - que si nous avions adopté l'autre politique, nous aurions été tout droit à la catastrophe.
J'ai le sentiment que si en 1983 nous avons eu tort, je me demande pourquoi tu as été un ministre de la République ensuite !
Voilà la réalité !
(Applaudissements)
En tout cas, je n'ai pour ma part, jusqu'ici pas entendu de réponses satisfaisantes aux deux questions que j'ai posées, que nous pourrons reprendre dans un débat tranquillement en dehors peut-être de cette instance... ailleurs, parce que c'est important.

Je note d'ailleurs, avec une certaine satisfaction, que contrairement à ce que semble indiquer notre échéance, les Socialistes de la République, en tout cas toi et tes amis, vous ne proposez pas de sortir du SME dans les textes.
Distinguons ce qui est affaire de principe, et affaire de circonstances.
Au passage je tiens à dire que si on suppose implicitement que le respect des grands équilibres est réactionnaire, alors seul le maintien indéfini dans l'opposition est de gauche.
Voilà ce que je voulais dire.
(Applaudissements)
L'accord, mes chers camarades, l'accord entre nous est possible et implicitement acquis à lire les textes sur les éléments essentiels d'analyse.
Il est réel au niveau des sections et des fédérations. J'ai pu le constater. Il serait bon qu'il en soit de même au niveau du Comité directeur. Si chacun est libre de ses appréciations il est inutile de réveiller les vieux démons exorcisés à Epinay... il faut nous adapter sans cesse mais en confirmant la ligne de gauche : celle que nous avons confirmée à Lille, celle qui est la nôtre.
Je comprends donc tout à fait le souci de nombreux camarades de couper court dès maintenant à la résurgence d'une troisième force, avatar d'une extrême faiblesse de la Gauche, et nous en savons quelque chose... en voulant re trouver une majorité de gauche à l'Assemblée Nationale.
Faut-il pour autant reposer le problème aujourd'hui d'une dissolution automatique de cette Assemblée ?
Je ne le crois pas.
D'abord parce que ce point était tranché à Lille et que le rôle du Comité directeur est d'appliquer les orientations du Congrès et non de les modifier.
Ensuite, parce que ce serait tout de même faire bon marché d'une légitimité présidentielle qui nous a apporté beaucoup depuis 1986, et que nous aurions bien tort de contrarier en prenant automatiquement le risque de la voir éclipsée par la légitimité parlementaire.
Que chacun comprenne bien : dissoudre est un choix d'opportunité. En débattre aujourd'hui en Comité directeur, demain dans les sections, serait un manque total de réalisme, et disons-le, réduirait considérablement la marge de conduite dont doit disposer notre candidat futur Président de la République.
(Applaudissements)
En réalité, au-delà d'un échauffement un peu naturel, au-delà de tous les discours, au-delà de ce qui vient d'être dit... Delors dit... Delors, ça n'est pas le Comité directeur... Delors, ça n'est pas nous... j'ai travaillé avec lui dans des conditions dont je garde un souvenir... un souvenir que je n'oublierai pas.
(Rires dans la salle)
J'ai pour lui beaucoup d'amitié. Ce qu'il a dit était incroyable... c'est tout., on l'a tous dit. Point final. Ca n'est pas la peine de le reprendre et de venir ici en faire un point d'analyse et surtout un point qui n'en permettra pas la synthèse...
Cela, c'est pour amuser la galerie !
En réalité, mes amis, mais ici c'est peut-être facile,... en tout cas, j'appartiens évidemment... évidemment je n'ai pas participé à tous les Congrès dans toute la

Collection Jean Poperen

France mais dans ma fédération, j'ai participé et je connais bien ceux qui y sont... je vous assure qu'on a participé à un débat, et nous avons le sentiment - c'est ce qui a été dit, y compris ceux qui étaient porteurs de sensibilités à notre Congrès fédéral, ils ont discuté et ils ont un sentiment unanime sur l'analyse.
Vous verrez leur surprise si d'aventure vous arrivez avec des textes en disant : "mais pas du tout, on n'est pas d'accord, pas du tout... un tel a dit... telle ou telle analyse..." vous verrez... ce ne sera pas si simple que cela.
Car en réalité, tous les éléments d'une synthèse sont réunis.
Notre débat doit renforcer la cohésion de notre Parti.
Debarge en présentant le rapport ce matin l'a dit. J'imagine que le Premier secrétaire y reviendra.
Remettre en cause cette synthèse, six mois après un Congrès unanime, et six mois avant une échéance capitale, serait une erreur. J'espère que personne ne la commettra. Si d'aventure, elle l'était, il nous faudrait la combattre avec la majorité la plus large, mais la synthèse est à notre portée. Sachons le reconnaître. Et prenons toutes nos dispositions pour qu'il en soit ainsi dans les prochaines heures.
(Applaudissements)

Le président - Chers camarades, avant de donner la parole à Lionel Jospin, je voudrais vous donner connaissance de la composition de la Commission des résolutions qui se réunira dans cette salle, après les débats, après la discussion générale.
(Lecture de la composition de la Commission des résolutions)
Merci.
La parole est à Lionel Jospin.

Lionel Jospin

Chers camarades, ce Comité directeur est important comme moment du processus d'adoption de nos propositions et aussi parce qu'il se tient à un moment décisif de la vie politique française.
Il est ouvert à la presse pour la première fois, en application de nos décisions de la Convention du Pré Saint-Gervais Nous déciderons au coup par coup comment nous tenons nos instances, mais à voir comment le débat s'est déroulé jusqu'ici, avec à la fois la plus grande franchise et avec aussi une grande maîtrise et un esprit d'amitié, de respect mutuel pour les idées des autres, j e ne pense pas que cela ait été aujourd'hui une mauvaise expérience. Que le PS soit le Parti qui discute de façon aussi ouverte, c'est une forme qui en vaut bien une autre de transparence.
Comme beaucoup de ceux qui m'ont précédé, j'interviendrai sur deux points : l'évolution politique, la situation politique qui mérite des développements, et puis naturellement le débat sur nos propositions.
Nous sommes à cinq mois de l'élection présidentielle, et dans la situation politique depuis septembre, ce sont peut-être des éléments nouveaux qui sont

Fondation Jean Jaurès

venus au premier rang : la crise boursière, le bruissement des affaires, l'actualisation de la question du financement des partis politiques, l'échec de la politique des privatisations, les fluctuations des rapports entre Barre et Chirac.
Mais je crois qu'en même temps des éléments de permanence subsistent qu'il ne faut pas oublier : l'inefficacité de la politique économique du gouvernement, les dangers que recèle sa politique dans les Dom et les Tom dangers éclatants en Polynésie et en Nouvelle Calédonie, la permanence des divisions de la Droite et la pression sur elle du Front National, l'approfondissement de la crise du Parti Communiste dont les positionnements d'élus autour de la candidature Juquin sont une nouvelle expression.
Mais parmi ces éléments de permanence, et je dirai même parmi les éléments de stabilité dans la vie politique française, et pour nous en tous cas d'espérance, je crois qu'il convient d'insister à nouveau, parce que les positions de ce point de vue ne se sont pas dégradées mais se sont au contraire confirmées, et peut-être même améliorées, sur ce que représente la position du Président de la République et celle du Parti Socialiste.
A cinq mois de l'élection, l'image du Président de la République et, au-delà de son image, sa position réelle dans le pays, restent très fortes. Les sondages le créditent de la victoire, quelles que soient les hypothèses, s'il est candidat. Son autorité dans la politique intérieure, malgré les attaques, et dans la politique internationale ne me semble pas avoir été réduite, et le Parti lui-même qui débat, qui s'interroge, qui parfois s'autocritique ou se critique, est en bonne position, nous le savons. Malgré les campagnes menées jusqu'ici, son image à lui aussi est restée jus que là très largement positive et il est le seul parti dans ce cas.
Il a gagné 15 élections partielles, dont 13 sur la Droite, depuis janvier. Les intentions de vote à des législatives éventuelles dont on discutait la date le portent à 3 5%, et d'ailleurs grâce à lui la Gauche a à nouveau progressé ces dernières semaines puisque le rapport de forces Droite/Gauche est maintenant monté à 47-53, ce qui n'est pas suffisant dans l'absolu, mais ce qui nous rapproche des bases d'une victoire au second tour, comme le montrent les élections partielles, en raison des très mauvais rapports à Droite.
La description impressionnante de l'activité du Parti à laquelle a procédé Marcel Debarge dans son rapport montre que le Parti Socialiste, loin d'être tétanisé par l'attente, me fait plutôt penser, moi, à un athlète en pleine course, même si, comme on dit en athlétisme, il en garde encore sous sa semelle. Seuls ceux qui resteraient immobiles au bord de la lice plutôt que de s'engager avec nous sur la piste risqueraient de se trouver un peu crispés musculairement dans les froids de novembre... Mais je ne vois personne qui soit candidat à cette attitude.
(Applaudissements)
Par contre, tout le monde voulant courir, si on veut être à l'abri du vent, mieux vaut, chers camarades, ne pas courir tout seul.
Le gouvernement à l'évidence a les plus grandes difficultés à régler les problèmes du chômage, de la protection sociale, ou du déficit extérieur. Son capitalisme populaire est ébréché. Ce gouvernement ne prend d'ailleurs plus aucune décision importante pour le pays. Ses principaux ministres sont en

campagne interne au sein de la Droite ou absents. Les ordres du jour du Conseil des ministres - les avez-vous regardés ? - mercredi après mercredi sont vides.
A travers les licenciements programmés et encore annoncés à Renault, les conflits sociaux laissés sans négociation, les attaques menées contre le droit du travail ou les représentants syndicaux, c'est une vision et une pratique tout à fait négative des relations sociales qui prévaut.
Deux faits récents, qui m'ont été pour l'un signalés, pour l'autre que j'avais noté moi-même, illustrent, même s'ils peuvent apparaître comme des détails, symboliquement cette philosophie antisociale de la majorité. Le premier, c'est un vote RPR-UDF au Sénat qui prévoit une amende fiscale égale au double des revenus de la personne visée en cas de publication des revenus d'un contribuable : en somme plus un contribuable est riche et plus il en coûtera à la presse, si elle croit qu'il y a irrégularité, de révéler ces revenus. On ne peut être plus cynique. Messieurs les journalistes, vous pourrez attaquer les revenus d'un cadre moyen, mais surtout, oubliez Lafleur !
Le deuxième exemple est l'intention qui est celle du garde des Sceaux, M. Chalandon, sous prétexte d'économie de porter atteinte à l'aide judiciaire gratuite, c'est-à-dire ce qui permet tant bien que mal d'assurer une certaine égalité devant le coût de la justice et de donner à certains qui n'ont pas de revenus importants eux aussi le droit d'agir en justice.
La Droite est toujours aussi divisée par son rapport ambigu avec l'extrême droite, par l'affrontement RPR/UDF, par les divisions au sein de l'UDF et si l'affrontement direct entre Chirac et Barre est retardé par la peur que chacun a des conséquences de celui-ci, il est amorcé, il est inéluctable, et il pourrait même être précipité dans les semaines qui viennent si l'avance que Raymond Barre semble s'être acquise au premier tour sur Jacques Chirac était confirmée.
Il est donc clair, et Laurent Fabius l'a souligné avec force, que dans notre critique de la politique conservatrice, nous devons viser aussi bien l'une que l'autre Droite, l'un comme l'autre des candidats qui porteront leurs couleurs, même si chacun naturellement s'efforce d'avoir une physionomie propre.
Mais à ces éléments de permanence ou de continuité, naturellement la vie politique française et internationale a proposé des évolutions très importantes, et tout particulièrement la crise boursière, financière, monétaire dont je veux dire maintenant quelques mots.
La crise a une origine américaine et une dimension mondiale, même si la politique du gouvernement français avait affaibli et notre économie et notre marché financier, nous en sommes tous d'accord.
Ce sont les conséquences politiques à court terme qui ont été jusqu'ici les plus perceptibles. L'idéologie et la politique du libéralisme sont rediscutées maintenant partout. Le mythe du capitalisme populaire s'effondre. La politique Chirac/Barre des privatisations est plus ou moins compromise dans l'esprit public, sinon malheureusement dans les faits.
L'idée de régulation, d'une nécessaire intervention des autorités politiques, des autorités d'état et des autorités monétaires pour éviter la catastrophe, peut-être même aussi la notion d'économie mixte, est en partie réhabilitée.

Tout cela n'est pas mauvais pour la Gauche et pour les Socialistes, même s'il faut admettre par réalisme que Raymond Barre dans cette situation est peut-être davantage épargné que Jacques Chirac. Mais je crois que ces avantages politiques à court terme ne doivent pas nous faire oublier que les conséquences économiques et peut-être sociales à moyen terme sont très importantes et qu'elles sont potentiellement risquées pour tous.
L'onde de choc de la crise va passer de la sphère monétaire et financière à la sphère économique, à la sphère de la production.
Ce qui a commencé le 19 octobre, ce "bloody monday", disent les Américains, le "lundi sanglant", qui se traduit mal, a dégrisé les économies occidentales. Après l'ivresse spéculative est venue la gueule de bois. Le miracle reaganien se dissipe sous nos yeux en mirage. L'administration américaine va chercher à repousser la récession au-delà de l'échéance présidentielle de l'automne 1988.
Si l'arme de la dévaluation compétitive sauvage du dollar n'est pas efficace, il ne faut pas exclure que le Congrès brandisse l'arme protectionniste. Le Japon fera sans doute de la relance budgétaire, mais il va aussi s'efforcer d'opérer un détournement de ses exportations vers l'Europe et la Corée lui emboîtera le pas.
L'Allemagne espère que sa puissance exportatrice lui permettra de s'en tirer sans qu'elle ait à faire les concessions qu'attend l'ensemble de la Communauté à laquelle elle appartient, et donc en France, où les entreprises comme ailleurs se sont brûlé les doigts à la spéculation, l'investissement productif déjà peu dynamique risque de marquer davantage le pas.
En résumé, chers camarades, le futur Président Socialiste de la France, si nous gagnons les élections, devra piloter l'économie dans une mer difficile, avec une croissance américaine freinée ou arrêtée, avec une concurrence asiatique exacerbée, avec une Europe divisée, et ce ne serait d'ailleurs pas tellement illogique puisque après tout, souvent la Gauche est venue au pouvoir dans de telles circonstances : 1924, 1945, 1936 ou 1981.
Que faudra-t-il faire ? A mon avis, et nos propositions sont d'ailleurs centrées sur ces orientations, il faudra s'efforcer d'accélérer la croissance de l'Europe, muscler l'économie de la France.
Pour accélérer la croissance, il faudra la diminution des taux d'intérêt, il faudra de grands chantiers européens autour d'une initiative commune de croissance, qui est dans tous les textes, mais il faudra aussi sans doute réaffirmer la préférence communautaire, notamment pour les industries et les services de haute technologie, car là sont rassemblés les futurs gisements d'emplois.
(Applaudissements)
Muscler l'économie française, est naturellement la tâche centrale. Depuis un an et demi, pendant que les spéculateurs et les joueurs font la fête à l'arrière, les exportateurs au front de la bataille économique ont été abandonnés par ce gouvernement au nom du laisser-faire, au nom du laisser-aller.
Le redémarrage de l'investissement doit donc être pour nous la priorité des priorités, et ce n'est pas, je vous le dis, et j'y reviendrai plus tard, la dévaluation monétaire qui l'assurera, mais la décision publique et l'incitation au privé. Oui, il faut résister et reconquérir, il faut reprendre l'appel que lançait François

Mitterrand à Figeac, je crois, à toutes les forces vives du pays, entrepreneurs, ingénieurs, techniciens, ouvriers, employés, enseignants et chercheurs, agriculteurs, il faut engager les jeunes à s'engager eux-mêmes.
Notre stratégie est présente dans les propositions, peut-être faudra-t-il le ramasser quand nous diffuserons un document à des millions d'exemplaires en direction des Français, c'est de tirer tout le Parti des marges de croissance pas fortes mais réelles dont dispose l'économie française au sein de l'Europe, c'est d'allouer les fonds publics aux tâches prioritaires, éducation, recherche fondamentale, et appliquée, investissements productifs, ce qui peut signifier que nous devrons dire quels postes budgétaires recevront moins. Chercher par la politique gouvernementale et quelques grandes négociations si les partenaires y sont prêts, effectivement un consensus sur les efforts à consentir, sur le partage des sacrifices, mais aussi sur le partage des contreparties. Enfin, il faudra organiser - et le texte fait des propositions, vous le savez - la solidarité vis-à-vis des plus démunis, pour qu'il n'y ait pas rupture complète d'une partie des nôtres au sein de la société française.
Il est faux de dire que la crise par miracle va permettre de distribuer plus, mais elle ne doit pas non plus nous inciter, dans ce qui est possible, à partager moins. Et c'est pourquoi il faut effectivement essayer de rassembler une majorité de Français, sur un plan d'action énergique, - j'ai décrit ici quelques axes - nos propositions sont dans cet esprit riches et bien orientées, il faudra simplement avec notre candidat choisir et puis aussi ordonner dans le temps notre action.
Voilà l'essentiel, et c'est autour de cela que j'ai voulu pour le Parti le débat sur ces propositions.
Parmi les éléments nouveaux de la situation politique, vous le savez, il y a aussi la résurgence de la question du financement des partis politiques. Cette question est peut-être née du développement d'un climat détestable fondé sur les affaires, et si de ce mal naissait un bien, ce serait au moins une consolation.
J'ai reçu mandat d'aller pour commencer, puis de poursuivre collectivement la discussion, non pas sur un projet figé, afin de ne pas faciliter l'opposition à l'accord, mais sur des principes clairs, et avec la volonté d'aboutir si possible sur le financement des partis, sur le financement des campagnes, et sa limitation, sur la transparence des patrimoines.
Si le gouvernement, si M. Barre, et M. Chirac veulent un accord, il est possible d'avoir un tel accord, avant la présidentielle, car les Socialistes eux y sont prêts. J'espère naturellement que sur un tel sujet un accord éventuel majorité-opposition, ou voire même de certains dans la majorité, et de certains dans l'opposition, ne serait pas mal interprété !
Aurions-nous en effet - c'est ma transition vers une question qui a été présente aujourd'hui, après l'avoir tranchée au Congrès de Toulouse, puis retranchée dans les mêmes termes au Congrès de Lille - une hésitation, chers camarades sur notre stratégie, sur nos alliances ?
C'est une question dont je vais parler maintenant, mais je choisis de le faire à propos de la situation politique, parce que si le problème est posé par certains, il faut y répondre, et non pas à propos des propositions, parce que par ailleurs cette

Fondation Jean Jaurès

question me semble, dans ce domaine, avoir été tranchée clairement dans le passé.
Vieille question : y a-t-il chez certains d'entre nous vraiment une inquiétude, ou seulement le brandissement d'une inquiétude ? Je n'en sais rien... Mais en tout cas, répondons-y.
Je note d'abord qu'apparemment personne parmi les inquiets n'a d'inquiétude sur mon attitude, et sur mes intentions. Personne ne paraît songer que je pourrais être tenté par des alliances à droite ou à par la troisième force, et Jean-Pierre Chevènement a même éprouvé le besoin de le dire clairement et publiquement ce matin. C'est déjà une bonne chose finalement que le Premier secrétaire que le Parti s'est donné depuis sept ans, soit assuré dans ses convictions, et au clair dans sa tête... Voilà un bon point d'ancrage, je parle des convictions, je parle aussi peut-être du Premier secrétaire, cela permet de voir que sur ce point, au moins, le Parti l'a bien choisi !
Mais alors, serais-je isolé sur cette position qui n'est pas mise en doute ? Je ne le crois pas. Le Parti et ses dirigeants sont et resteront fidèles à une stratégie de rassemblement de gauche, à gauche, autour du Parti Socialiste.
On me dit, il y a eu la déclaration de Jacques Delors... Chers camarades, je dois maintenant aller un peu plus loin ou être encore plus clair, que je ne l'avais été dans un premier temps. Cette déclaration a été, à mon sens, et je l'ai dit à mon interlocuteur, mon ami Jacques, une lourde erreur, parce qu'elle crée la confusion entre la Gauche et la Droite.
Or, la démocratie, chers camarades, ce n'est pas la confusion, c'est la séparation de ce qui est différent, en l'occurrence le progressisme et le conservatisme, et ensuite le respect de l'autre dans la Communauté nationale.
Je crois aussi que c'était une erreur, parce qu'elle pouvait être un élément de crédibilisation de la candidature Barre, alors qu'à l'évidence ce que nous devons crédibiliser c'est la candidature Socialiste.
J'ai pris naturellement tout de suite la distance du Parti Socialiste et de son chef avec la déclaration de Jacques Delors. Mais vous avez compris que j'ai choisi tout de suite, parce que c'est une règle de méthode chez moi. Plutôt que de limiter les controverses entre Socialistes, j'ai choisi tout de suite de démontrer la faiblesse de la candidature Barre, plutôt que d'insister sur la phrase de Delors.
Depuis le débat s'est néanmoins engagé entre les Socialistes et alors il me revient aujourd'hui de dire explicitement ce que j'avais dit implicitement il y a quelques jours.
Chers camarades, je crois que Jacques Delors, s'il n'a pas commis une erreur d'expression, mais a exprimé une conviction, - et à cet égard j'étais en train d'oublier de vous dire qu'il m'a demandé de l'excuser de ne pas être présent aujourd'hui en raison de la préparation du sommet - donc s'il a exprimé une conviction, et non pas s'il a fait une erreur d'expression, je crois que notre ami est très isolé sur cette position, qui n'est de toute façon pas la position de notre Congrès.
D'ailleurs, qui pourrait parmi nous espérer être Premier Ministre de quiconque, ou en tout cas le rester plus de quelques jours, sans l'accord du Parti Socialiste,

Fondation Jean Jaurès

et sans le vote de ses députés ? Ne soyez donc pas inquiets
On me dit qu'il y a eu d'autres déclarations, j'avais vu celle d'Alain Richard, dans un Paris Match du mois d'octobre, sur ces alliés centristes qu'il faudrait avoir après 1988, et qui nous éviteraient d'ailleurs une approche parfois trop systématique des réformes à opérer... j'avais même pensé que cette déclaration là relevait de nos journées parlementaires mais comme peu d'entre nous à l'époque semblaient l'avoir vue, je l'ai charitablement omise !
Mais je dis mon désaccord et je crois qu'Alain Richard s'il est sur cette position, est isolé.
On évoque aussi d'autres prises de position, et de ce point de vue, chers camarades, il s'agit de phrases et non pas de déclarations rédigées. Tout le monde en fait, moi je me souviens quand même d'une époque où le Socialisme n'était pas à l'ordre du jour.
On a évoqué d'autres phrases. Moi je veux dire ici Jean, on n'en a jamais discuté publiquement mais puisqu'on discute de tout, honnêtement je n'ai jamais trop cru à l'intérêt et surtout à la possibilité de rassembler trois français sur cinq... c'est déjà si dur d'en rassembler 52% par exemple dans une élection présidentielle, par ailleurs, je ne crois pas effectivement qu'il soit sage de faire des hypothèses publiquement sur la dissolution ou non, si nous pourrons dissoudre ou ne pas dissoudre, sur ce que pourrait faire ou non le Président de la République, s'il était Socialiste... surtout naturellement si l'on peut laisser entendre que le Président pourrait ne pas dissoudre, parce qu'immédiatement on crée des démangeaisons, chez ceux qui veulent qu'on dise que le Président fera absolument dissoudre.
Il vaudrait donc mieux effectivement éviter de prononcer ces petites phrases qui font souvent le délice du débat politique et d'ailleurs vous constaterez que depuis un an et demi, même avant, notamment, depuis un an et demi, j'en n'en ai jamais prononcé d'ambiguës.
Mais je ne crois pas en même temps que ceux qui les ont dites, ces phrases, auxquelles en effet on fait allusion, soient pour autant tentés par l'alliance à droite.
En somme, Jean Poperen, et Jean-Pierre Chevènement pensent comme moi sur la question des alliances, encore que Jean Poperen sentait que cela allait venir, n'exclut pas - si j'ai bien compris - qu'après avoir rassemblé les nôtres, on puisse aussi rassembler quelques-uns des autres.
Est-ce bien une différence entre nous ?

Jean Poperen - Je ne pense pas !

Lionel Jospin - Alors il pense comme moi et je pense comme eux, mais je suis moins inquiet qu'eux.
C'est pourquoi je ne vois pas d'intérêt à relancer cette question de la dissolution automatique, ce qui aurait inévitablement pour conséquence de paraître vouloir imposer au Président de la République, car je rappelle que maintenant, il est Socialiste, ce qu'il doit faire, et donc limiter sa prérogative...

Contribution Jean Jaurès

Qui est fondé ici à succéder au Président de la République pour vouloir changer de majorité, puisqu'il paraît que c'est cela qui serait en cause derrière la question de la dissolution et que c'est pour cela qu'il faudrait dire qu'il doit absolument dissoudre.
Aurait-il dans la cohabitation créé la confusion avec la politique de la Droite ? Je ne le crois pas.
Et puis, chers camarades, face à un autre Président, Socialiste ou pas, en quoi la dissolution, je vous le demande, est elle une garantie politique ?
Le partisan de la dissolution automatique, c'est Barre. Cela vous rassure ?
Chirac est contre, cela vous inquiète ?
Moi je pense que la garantie contre la dérive dans les alliances n'est pas dans la dissolution, mais dans le choix par le Parti Socialiste de ses alliances, car si le Président, et d'ailleurs quel qu'il soit, décide de la dissolution, c'est le Parti Socialiste qui décide des majorités au Parlement ou plutôt qui décide lui même de son rapport à une majorité en décidant par la même de ses alliances.
Donc, laissons ce débat sur la dissolution qui a été tranché unanimement par notre Congrès de Lille, ayez un peu plus de confiance en nous-mêmes, sur notre stratégie de gauche. Pourquoi faudrait-il, je vous le demande, vous qui croyez au Parti, attacher plus de crédit à un écho de presse, ou à l'opinion de tel ou tel journaliste plutôt qu'aux décisions de nos Congrès voulues unanimement par nos militants ?
J'en viens, chers camarades, et je serai plus bref, au débat sur les propositions.
Je ne vais pas revenir sur l'ensemble, je l'ai fait en septembre au Comité directeur au moment initial de leur élaboration ou de leur examen politique. Depuis, d'ailleurs, j'en défens l'esprit à l'extérieur, j'en développe les grands axes, j'anime avec d'autres la discussion à l'intérieur.
J'ai abordé vous le savez tout à l'heure ce qu'impliquait selon moi dans l'analyse et peut être aussi dans conséquences, la crise boursière. Je veux donc simplement maintenant faire quelques constats à propos des textes et donner mon sentiment dans le débat.
D'abord, je note avec plaisir que personne n'a opéré de critiques fondamentales du texte essentiel soumis à nos militants, ni proposé d'alternative véritable. C'est une bonne chose et je félicite Dominique Strauss-Kahn qui a travaillé avec nous, mais plus que nous, c'était sa tache, sa charge de secrétaire aux études, à l'élaboration de celle-ci.
Des amendements issus des fédérations sont d'ores et déjà prêts à être intégrés dans le texte.
D'autre part, d'autres amendement peuvent être discutés.
Un texte de 30 pages, présenté par Socialisme et République nous est proposé pour être substitué à la seule introduction. Il en va de même de l'amendement de 3 ou 4 pages présenté par Jean Poperen qui, lui aussi, voudrait se substituer à l'introduction.
Je note d'ailleurs que ces deux textes n'apportent aucune idée nouvelle par rapport aux questions qui ont déjà été débattues au moment du Congrès de Lille. Ce n'est pas un reproche, mais cela veut dire quand même que même en six

Fondation Jean Jaurès

mois il n'est pas si facile d'en trouver.
Voyons d'abord le texte Socialisme et République.
Je l'ai lu attentivement et vous savez à quoi il m'a fait penser ? Il m'a fait penser au Canada Dry : cela a le goût d'un texte alternatif, cela a surtout la couleur d'un texte alternatif, mais ce n'est pas un texte alternatif.
Sur les 30 pages, la quasi-totalité des développements est une façon un peu différente, je vois Jean-Pierre Chevènement sourire, cela me fait plaisir de dire ce que dit le texte principal. Il n'y a pas une alternative sur le fond, mais la présentation du texte est faite pour laisser entendre qu'il y en a. C'est là en réalité le fond de l'affaire pour l'essentiel.
J'ai noté cependant, mais il ne s'agit plus là d'une alternative, mais de points particuliers, certaines questions sur lesquelles il y avait des éléments pour une discussion véritable, soit qu'il y ait divergence, soit qu'il y ait seulement problème qui mérite d'être débattu et d'ailleurs en certaines de ces questions sont posées, les réponses qui sont faites ne sont pas toujours convaincantes, mais je pense que cela se limite à quelques points précis, je vais les évoquer maintenant.
La dissolution automatique, je n'y reviens pas, j'en ai parlé.
Un deuxième problème est posé dès le début du texte du CERES... de Socialisme et République... (rires)... parce que vous pensez que le Canada Dry s'applique aussi au CERES ?
(Rires)
Faut-il cantonner nos ambitions dans les marges ou prendre les maux à la racine ? Voilà u ne question importante qui est posée par ce texte, et naturellement, quand la question est posée comme cela, la réponse semble s'imposer.
Il faut agir à la racine ou en tout cas il y a ceux qui agissent à la racine et ceux qui travailleraient faiblement dans les marges.
Mais est ce que les réponses à cette alternative ne sont pas, chers camarades, plus compliquées ?
Pour changer la société, nous avons dit que nous choisissions tous ensemble la réforme et s'attaquer à la société par la réforme, est-ce que c'est s'attaquer aux racines ou est ce que c'est progressivement faire bouger les marges ?
Nous avons dit ensemble que les problèmes fondamentaux de notre économie étaient structurels : compétitivité, insuffisante, pas assez d'investissements, trop d'industries traditionnelles.
Nous voulons tous améliorer, changer les racines qui expliquent ces difficultés structurelles, mais alors pourquoi nous fait on croire qu'on va préserver la croissance en attendant, en jouant justement sur quoi ? Sur les marges monétaires.
Jean-Pierre Chevènement a été ministre de l'Education nationale, il a sûrement voulu s'attaquer aux racines des problèmes de l'inégalité culturelle ou de l'échec scolaire, il l'a voulu, il l'a tenté, il l'a poursuivi par rapport à ce qu'avait esquissé, avec le gouvernement, notre ami Alain Savary, mais n'a-t-il pas agi lui-même à l'intérieur des marges budgétaires ?
Vous voyez, chers camarades, qu'il ne faut pas trop simplifier les choix ainsi

Fondation Jean Jaurès

présentés.
Troisième question qui est abordée également page 8, c'est celle du déclin, de notre déclin. Moi j'avais proposé, et Pierre Mauroy s'était d'ailleurs exprimé comme moi le même jour, je pense que c'était devant le Congrès de la FNESR, qu'on ne développe pas trop le thème du déclin, parce que je sentais politiquement que la Droite pouvait l'utiliser pour masquer ses propres responsabilités au pouvoir.
Alors, est il juste de dire que le libéralisme est l'idéologie du déclin ? C'est juste pour le libéralisme en France, mais est-ce que c'est juste pour le libéralisme en Allemagne ? Est-ce qu'il y a déclin en Allemagne ? Vous dites le contraire.
Et puis, quelle est la part du déclin de l'économie française et de la crise du système que par ailleurs on veut combattre et aux racines duquel on veut s'attaquer ?
Là aussi, ces questions sont importantes, mais là aussi peut être elles méritent des réponses moins schématiques.
Une quatrième question m'a paru porter sur la dissuasion de la France et la défense de l'Europe, notamment dans les pages 11 et 25 du texte. Moi, je crois que le texte Socialisme et. République n'évite pas un certain nombre de contradictions et de difficultés, et que sur certains des points il mérite la critique.
Il veut éviter, dit-il, à la France le retour subreptice dans l'OTAN, et j'en suis totalement d'accord, mais en même temps, il entend pousser les feux de la défense européenne au-delà de ce qui est raisonnable et cela implique immédiatement ce risque. Il souhaite que la dissuasion soit la politique de défense de l'Europe, mais plusieurs pays européens récusent ces conceptions, en tout cas si la dissuasion c'est la dissuasion de la France.
Je crains donc que ce texte ne laisse penser - et c'est à mon avis tout à fait le cas page 10 - que finalement la dissuasion autonome de la France n'est pas tout à fait suffisante pour assurer sa propre défense.
Enfin sur ce point, et je l'ai dit dès le début, notamment à la Commission des propositions, mais aussi au Bureau exécutif, je ne crois ni réaliste, ni très habile sur le plan diplomatique, ou psychologique d'aborder, comme vous le faîtes, le problème allemand, même s'il existe un problème en Europe, de l'Allemagne divisée.
Enfin la dernière question, chers camarades, posée par votre texte - et c'est à mon avis la seule au fond sur laquelle il y ait véritablement une divergence, les autres étant des débats réels, importants, mais qui ne se posent pas dans les termes aussi simples que vous les posez, et auxquels vous n'apportez pas toujours les réponses convaincantes - c'est la question du système monétaire européen. Nous y revenons. Etre ou ne pas être dans le SME... honnêtement ce n'est pas une question de doctrine Socialiste, ce n'est pas un critère de l'ancrage à gauche, ce n'est non plus une question d'appréciation économique, éventuellement - je l'admets - d'appréciation politique.
Nous sommes d'accord pour dire ensemble, et c'est d'ailleurs la trame du texte de base et aussi du vôtre, que nos problèmes économiques sont d'abord structurels, mais il y a une différence entre nous, c'est qu'en contradiction avec

ce texte vous laissez entendre que temporairement et sur le court terme la liberté monétaire reconquise par rapport au système monétaire nous permettrait de régler le problème de la croissance faible et donc de celui de l'emploi.
Cette thèse, chers camarades, Emmanuelli l'a déjà dit, ne repose sur rien. Une étude récente de l'INSEE publiée dans le dernier numéro "d'Economie et Statistiques", que je vous invite à lire, si vous ne l'avez fait, développe les raisons pour lesquelles la France perd actuellement, et perd depuis un certain temps, des parts de marché dans la bataille économique, et montre que ce ne sont pas les prix qui ont joué et qui jouent, ni le cours des monnaies - et d'ailleurs chers camarades, depuis dix ans le mark s'est constamment appréciée, et le franc s'est constamment déprécié, et pourtant les échanges commerciaux ne se sont pas rééquilibrés, ni en défaveur de l'Allemagne, ni en faveur de la France- c'est l'existence en France de trop d'industries traditionnelles, c'est l'insuffisance surtout de l'investissement, et de la recherche-développement, qui sont mis par cette étude au cœur des problèmes de la compétitivité de la France.
C'est la même chose pour un monétariste, ce n'est pas la même chose pour un économiste classique, voire pour un économiste marxiste, qui est, après tout, simplement un disciple, un tantinet révolutionnaire de l'économie classique.
J'en viens, chers camarades, et pour finir au texte de Jean Poperen. Je voudrais dire d'entrée de jeu, mais il le sait bien, que je suis d'accord avec la sensibilité qu'il exprime à plusieurs reprises dans ce texte, qui corresponde à mon histoire, à ma formation, à ma nature, à mon approche du combat politique, notamment pour la prise en compte des problèmes du monde du travail, du milieu populaire, du salariat.
Je suis né dans cette vision des choses. Je suis né aussi dans ce groupe social, et donc j'ai constamment vécu avec cela au cœur et dans la tête.
Je suis d'accord avec l'idée de contrat et de contrepartie, qui sont d'ailleurs dans notre texte larges, il l'a admis. Et je suis naturellement d'accord avec l'idée de négociations, je le mets, il le sait, au pluriel.
Qu'est-ce que je ne souhaite pas retenir dans son texte, et je m'y réfère explicitement, puisqu'il va y avoir un travail de la Commission des résolutions et que maintenant, les débats sont importants, mais on doit aussi travailler sur ce qui nous attend pour demain.
D'abord, je ne souhaite pas que nous retenions l'idée qui est affirmée au paragraphe 4, de la page 1 et qui dit "qu'il est temps de rompre le cours qui - je souligne ceci -depuis quinze ans, depuis la crise, entraîne la France vers une société à trois niveaux, etc."
Ce "depuis quinze ans ", mon cher Jean, fait l'impasse sur la période 81/86 et laisse directement penser qu'entre 81 et 86, ce cours n'a en rien été changé ou en tout cas, en quelque degré, infléchi.
Je ne partage pas cette analyse et, sans doute, n'est-ce pas ce que Jean Poperen a voulu dire, auquel cas, il le changera volontiers en oubliant cette phrase.
Deuxième passage qui me gêne. Au premier paragraphe de la page 2 du texte, Jean Poperen, ou un camarade, mais je pense que Jean Poperen ne doit pas être loin de la plume, écrit :

"La réalité reprend ses droits ; les données économiques prévaudront sur les problèmes de société et surtout" - et c'est là en réalité que porte ma critique davantage - "et surtout, ce qui est secondaire ne l'emportera pas sur l'essentiel".
Je crois, mon cher Jean, que cette hiérarchisation entre les données économiques qui prévalent de façon implacable dans la réalité, et le caractère secondaire des problèmes sociaux, des problèmes de société, pardon, je me corrige parce que c'est très important pour mon raisonnement, je crois que cette hiérarchisation, je ne veux pas simplement dire qu'elle fait penser à un retour à un certain déterminisme économique que nous avons quand même dans nos analyses singulièrement enrichi ou nuancé, mais surtout je voudrais dire que je ne suis pas prêt personnellement à accepter que l'on écrive ou que l'on veuille laisser penser qu'un problème de société comme le racisme, il y en a d'autres, mais je pense notamment et centralement au racisme, serait un problème secondaire...
(Quelques applaudissements)
Il y a des problèmes de société qui sont centraux, même si les données économiques contribuent à ce qu'ils soient posées avec violence, mais ne sauraient en rien l'expliquer.
Reste enfin la question de la négociation centrale de l'accord cadre négocié dès notre arrivé au pouvoir.
Pourquoi n'y suis-je pas a priori favorable ? Parce que je ne crois pas, chers camarades, que la Gauche se mobilisera sur une pensée unique, sur une formule, parce que je ne crois pas, chers camarades, qu'il faille toujours et d'un coup jouer notre politique d'un coup sur une grande négociation initiale, parce que je ne vois pas quels sont, pour Jean Poperen, les éléments concrets de cette négociation centrale initiale. Je pense, je le lui ai dit, que dans le cadre de sa proposition, la forme, l'idée d'une méthode, et un peu d'une méthode miracle, d'une méthode entraînante, est une façon honnêtement de le dispenser... et d'ailleurs, après, sur le fond, il a l'air de dire qu'au fond, tout le reste du texte qui est fait du fond lui convient… c'est une façon de faire que la méthode dispense de répondre sur le fond. Or, pour Jean Poperen comme pour moi, si j'acceptais cette proposition, comme pour nous tous si nous étions chargés de l'appliquer de retour au pouvoir, nous serions amenés, dans une négociation de ce type au débat- même de notre action, au lendemain de la présidentielle, à l'aube sans doute d'une nouvelle législature, à dire concrètement à l'ensemble du pays pour nous engager là-dessus ce que nous allons faire en matière d'investissement, de salaires, de profit, de licenciements acceptés, de diminution du travail proposée, d'investissement assurément réalisé, et à aucun moment cette réponse sur le fond n'est apportée par ceux qui font cette proposition de forme.
Je ne crois pas non plus, chers camarades, que nous ayons en France les partenaires pour cela, pour cette forme de négociation centrale, pour cette politique des revenus finalement généralisée. Je ne crois pas que les syndicats français soient prêts à transformer la politique contractuelle à laquelle plusieurs d'entre eux sont attachés, sur des sujets particuliers, même importants, à la transformer en une co-gestion généralisée de la politique économique et sociale

Fondation Jean Jaurès

française.
Enfin, et de toute façon, chers camarades, je ne voudrais pas que certains ici puissent être tentés de donner à une formule aussi contraignante - parce que, moi, je suis comme Jean, il le disait, je prends les mots et je prends les idées au sérieux, maintenant, je dis par ailleurs, parce que je le pense aussi, qu'il y a des données techniques ou la volonté, comme Jean l'a reconnu lui-même, pour les uns ou pour les autres, parfois, de se refaire une santé - je ne voudrais pas que certains soient ici tentés de donner à une formule aussi contraignante une approbation tactique, tout en étant intimement convaincus qu'on ne l'appliquerait pas si on était au pouvoir.
Un appel à la négociation, oui ; de grande négociation sur quelques grandes questions, oui, pourquoi pas, en en convainquant nos partenaires, une grande négociation de la cogestion comme aube de notre septennat, pour moi, je vous le dis, non.
Je termine, mes chers camarades.
Après la lecture de ces textes, et j'ai donné la mienne, que peut-on dire ? Il y a un texte complet, produit de notre travail commun, même s'il appartient parfois un peu plus à certains qu'à d'autres, et puis, il y a des textes particuliers. Aucun, c'est un fait dans les textes particuliers, ne propose une politique économique et sociale radicalement différente. L'un voudrait peut-être le suggérer, mais ne peut pas l'établir, l'autre texte débouche sur une proposition de méthode, et c'est pourquoi, dans les deux cas, j'ai parlé de préoccupation tactique mais je n'en suis pas choqué, à condition qu'elle ne prévale pas excessivement.
Nous verrons dans ce Comité directeur, nous sommes déjà en train de commencer à voir, si nous pouvons nous mettre d'accord sur le texte large, en tout cas sur un texte large et tout de suite, ou bien si les militants seront saisis d'un texte central et de textes d'éclairages particuliers, trente pages et trois pages.
Je pense, et je rejoins ce qui a été dit tout à l'heure avant moi, qu'en réalité, on pourrait faire l'accord tout de suite, parce qu'il n'y a pas finalement dans vos textes d'éléments nouveaux par rapport à la discussion du Congrès, je l'ai montré tout à l'heure ; or, au Congrès, nous avons fait une motion unanime. Mais je ne suis pas certain que ce soit votre intention, et si l'accord ne se faisait pas aujourd'hui ou demain, il serait, selon moi, en tout cas je l'espère, retardé.
On a parlé ici - c'est Jean-Pierre - d'un nouvel élan qui se différencierait de l'idée de nouvel équilibre. Moi, j'avais avancé cette idée et je continue à la trouver juste, à la fois dans une perspective historique, ce qui s'est passé depuis quinze ans, vous le savez, ce qui est devant nous, aussi parce que je la croyais, et moi, j'ai toujours cette idée en tête, bien adaptée à l'image du Président de la République, aux conditions dans lesquelles il peut mener éventuellement s'il est candidat, si nous souhaitons aussi qu'il soit candidat, la campagne présidentielle et parce que je la croyais aussi à l'unisson de l'esprit des Français.
Mais je ne crois pas non plus que les deux concepts s'opposent, parce qu'il faut donner un élan, bien sûr, mais pour réaliser quel équilibre ? On ne peut pas être toujours dans le déséquilibre du mouvement, sinon là, au bout du compte, et

après un certain temps, on peut risquer la tétanisation.
Ce qui est sûr enfin, et c'est mon dernier mot, c'est que l'élan pour la période qui prépare la présidentielle ne sera pas créé par la présentation d'un texte par certains d'entre nous. Ce seront seulement des moments du débat, et ce n'est nullement négligeable, et je n'ai jamais refusé le débat, je l'ai montré encore aujourd'hui, mais c'est quand nous aurons réalisé l'union de l'ensemble des Socialistes sur nos propositions communes, nous engageant, ces propositions, devant tous les Français, que cet élan, nous le savons, prendra toute sa force. Je pense qu'il serait sage que le Comité directeur ne retarde pas trop ce moment car nous devons faire quand même suffisamment vite si nous voulons que, le moment venu, cet élan porte notre candidat à la victoire.
Je vous remercie.
(Applaudissements)

Le président - Je donne la parole à Louis Mermaz et après, je vous ferai quelques propositions sur la suite de nos travaux.

Louis Mermaz - J'interviendrai plutôt en Commission des résolutions.

Le président - Mermaz interviendra n Commission des résolutions.
Voulez-vous vous asseoir pour que nous décidions ensemble de la suite de nos travaux ?
Il est presque 18 h 30. Louis Mermaz ayant transféré son intervention à la Commission des résolutions, il reste vingt-cinq camarades inscrits. Silence une seconde, s'il vous plaît, cela nous concerne tous ! Je pense qu'il serait peu raisonnable de poursuivre ce débat au-delà de 20 heures, car il faut permettre à la Commission des résolutions de se réunir et de travailler à une heure raisonnable, ce qui veut dire que nous pourrions poursuivre le débat jusqu'à 20 h, ce qui ne permettra pas à tout le monde de passer ce soir, mais sous réserve qu'un certain nombre de camarades peut-être renoncent à la parole ou souhaitent intervenir en Commission des résolutions, ceux qui n'auraient pas pu intervenir d'ici là pourraient intervenir demain matin, après ou avant le rapport de la Commission des résolutions.
Voilà la proposition que je vous fais.
Marcel Debarge.

Marcel Debarge

Puisque Jean m'a demandé une information, j'ai fait le nécessaire pour qu'elle me parvienne et je suis à même de la lui donner.
Il y a actuellement, sur les réunions de propositions de programme, si j'ai bien compris, c'est cela que tu évoquais, qui ont été, qui sont ou qui seront prévues sous différentes formes, ou qui sont encore dans l'attente d'un orateur demandé, très exactement, 64 fédérations ; il y en a 32 qui n'ont pas encore répondu à la demande que nous leur avons faite d'organiser des réunions autour des

Fondation Jean-Jaurès

propositions de programme.
Je rappelle : 64 sont organisées. 32 l'attendent. Comme tu le sais, tu te souviens de mon intervention au Bureau, j'ai demandé des camarades du Bureau qui s'étaient portés volontaires que les membres du Bureau exécutif veuillent bien s'inscrire auprès de moi pour aller dans les fédérations qui sont encore dans l'attente. Je n'ai reçu qu'une réponse, la tienne.

Le président - Merci.
J'en reviens à la proposition que je vous ai faite.
Est-ce que vous êtes d'accord pour que nous travaillions de cette façon-là ? J'insiste évidemment, ceux des camarades qui voudraient renoncer à la parole pour intervenir à la Commission des résolutions, peuvent me le faire savoir de façon à ce que nous puissions les rayer de la liste.
Dans cette attente, je donne la parole à Denise Cacheux.
Denise Cacheux renonce à la parole.
Dominique Strauss-Kahn ?... Renonce à la parole.
Merci.
Michel Charzat ?

Gérard Le Gall - Renonce à la parole. Merci.

Le président - Michel Charzat, et ensuite Yvette Roudy.
Je demande à ceux qui veulent s'en aller de sortir rapidement et aux autres de faire silence, car le débat n'est pas terminé.
La parole est à Charzat.

Michel Charzat
Chers camarades, je vais limiter mon intervention à quatre points qui portent sur les problèmes qui mettent en évidence deux conceptions, deux approches de la préparation de la campagne et de l'après campagne pour 1988.
- La notion de nouvel équilibre.
- La notion de déclin.
- La politique économique et sociale.
- Et la dissolution.

Nouvel équilibre, nouvel élan.
Je lisais ce matin dans "L'Expansion" une déclaration d'un de nos très bons camarades, qui explique que le nouvel équilibre, ce doit être quelque chose d'intermédiaire entre le langage néo-libéral que nous connaissons depuis dix-huit mois et la planification démocratique des années 50 et 60. Je ne crois pas que nous ayons à proposer aux Français le retour à un équilibre entre ce qui fut l'idéologie de M. Michel Debré et celle de... (inaudible)... aujourd'hui. Nous n'avons pas à faire la synthèse entre déçus du libéralisme et orphelins de Michel Debré.
Il faut, je crois, très clairement, proposer un nouvel élan. Une société ne peut avancer qu'à partir d'équilibres moteurs, nous ne pouvons pas nous contenter de

Collection Fondation Jean-Jaurès

proposer... (inaudible)...
Deuxièmement - et je vais très rapidement à l'essentiel - faut-il ou non parler aux Français, clairement, du thème et du problème du déclin ?
Pour certains de nos camarades - et je remercie Pierre Mauroy et Lionel Jospin d'avoir franchement exposé leurs vues - il serait malséant, et pour tout dire malhabile, de parler du déclin de la France et de l'Europe. Il ne faudrait pas dramatiser.
Le problème n'est pas, en effet, de dramatiser, il est de parler juste.
Une société, mes chers camarades, qui ne peut pas assurer du travail à ses enfants, qui ne peut plus renouveler son potentiel économique, qui laisse vieillir son patrimoine économique, qui assiste à l'éclatement du corps social, est une société, qu'on le veuille ou non, qui décline. Un pays comme le nôtre, qui est abaissé comme il a été abaissé il y a quelques semaines lorsque les affaires du monde, les affaires monétaires ont été traitées par un voyage de M. Berger auprès de M. Wauzenberg (?), sans qu'il y ait eu même un crochet par Paris, est en déclin politique, économique et monétaire.
Je vous dis très clairement que pour moi et pour mes amis, ce serait une piètre tactique pour les Socialistes que de traiter le mal par le laudanum et de traiter les Français en grands enfants.
Si je comprends, en effet, que les conservateurs escamotent ou détournent à leur profit le thème du déclin, qui accuse les classes dirigeantes, je ne comprendrais pas que les Socialistes ne soient pas en mesure de fixer les responsabilités historiques de la Droite, des classes dirigeantes, et qu'ils se privent ainsi de la capacité d'affirmer un projet de sursaut, qu'ils ne soient pas capables d'incarner la relève.
Troisième problème qui apparaît et qui fait question entre nous : celui de l'axe de la campagne et de l'action du gouvernement qui devra suivre la victoire de notre candidat en 1988. C'est le problème des marges qui a été, je crois, tout à l'heure développé par Lionel Jospin et par d'autres camarades.
Nous avons à faire preuve, dans ce domaine, d'une très grande clarté. Comme en 1981, plus encore qu'en 1981, je crois que la campagne électorale se jouera sur la première préoccupation des Français, qui est le problème du chômage. Aussi, laisser dire qu'il n'y aurait qu'une seule politique dans ce domaine, à l'exception du dosage des privatisations, serait une grave faute politique. Lorsque Jacques Delors, dont il convient de saluer la constance et le courage politique, exprime ce point de vue, il crédibilise l'idée d'une continuité entre Bérégovoy, hier, Balladur, aujourd'hui, et demain Barre. Cela est très désagréable, j'en suis persuadé, pour notre ami Pierre Bérégovoy, cela est détestable pour notre électorat, et enfin et surtout, cela ne peut pas être validé en quoi que ce soit par notre projet.
Au contraire, nous devons faire apparaître la logique d'une politique sérieuse, originale, émancipée de toutes les orthodoxies et, d'abord, du dogme libéral.
Mes chers camarades, je crois que le réalisme aujourd'hui, pour les Socialistes, c'est de faire de la reconquête de l'emploi l'axe essentiel, l'axe majeur de leur projet. Pour cela, il faut voir loin, il faut une nouvelle dynamique sociale et il

faut créer, construire une Europe indépendante.
Voir loin, c'est bien sûr une politique d'économie mixte dans laquelle le plan permette de mobiliser les efforts autour d'objectifs majeurs, permette d'allonger la vision des acteurs et permette également de fédérer les efforts. Cette économie mixte doit permettre d'additionner au secteur privé un puissant secteur public, qui doit être un élément nous permettant de revenir sur la déréglementation des marchés financiers, dans lequel les banques et les institutions financières doivent pouvoir retrouver toute leur place. C'est également une politique qui doit nous permettre d'agir sur les taux d'intérêt et sur les flux financiers pour remettre l'économie réelle à sa véritable place. Ce problème se pose parmi bien d'autres, car c'est un moyen parmi bien d'autres que celui du champ et du rôle du secteur public.
Mes chers camarades, nous voulons désintégrer les noyaux durs et nous voulons ainsi donner ou redonner à la collectivité les moyens d'agir pour relancer l'économie, pour re-muscler le tissu productif.
Comment le faire ? Avec pragmatisme sans doute, mais avec efficacité.
Or, je crois que l'un des moyens les plus efficaces, sans doute les moins coûteux et les plus rapides, consisterait à désintégrer pratiquement la constellation des noyaux durs en re-nationalisant simplement - je dis bien simplement - deux groupes : Société Générale et CGE, et en reprenant le contrôle de Paribas et de Suez.
Ce serait peu coûteux, il n'y aurait pas d'incertitude juridique, il n'y aurait pas de délai et, croyez-moi, en faisant cela, nous donnerions les moyens, rapidement, de reprendre sur ce terrain la capacité de maîtriser des leviers de contrôle pour la nouvelle donne que nous voulons promouvoir.
Sur ce point, il y a débat entre nous, et les militants trancheront. Je lisais, dans l'article de Pierre Bérégovoy dans "L'Expansion", que Bérégovoy, pour des raisons qu'il expliquera tout à l'heure, ne souhaite pas que la Société Générale soit re-nationalisée. Nous, nous le souhaitons. Je pense que c'est un point qui doit être évoqué et tranché par les militants...

Pierre Bérégovoy

Est-ce que tu permets que je t'interrompe, parce que je ne pourrai pas intervenir ensuite ?
Je voudrais sur ce point, si tu le veux bien, dire un mot. L'interview dont tu parles mériterait d'être commentée dans sa totalité et, sur ce point, précis, si j'étais intervenu, voici ce que j'aurais dit.
Me référant à l'intervention de Jean-Pierre Chevènement ce matin, j'ai observé en effet que les banques et même certaines entreprises industrielles n'ont pas été, comme nous l'aurions souhaité, le fer de lance du redressement économique et, plutôt que de re-nationaliser des entreprises - mais je suis partisan, naturellement, d'un contrôle public - je me dis qu'il vaudrait mieux réserver notre énergie à créer de nouvelles entreprises de caractère public. Je cite l'exemple que créer certaines banques d'investissement régionales, dirigées par

Fondation Jean-Jaurès

des équipes qui croiraient à ce que nous faisons, me paraît, compte tenu des contraintes budgétaires que nous aurons, préférable à la re-nationalisation de banques dont on sait bien maintenant qu'il ne suffit pas de décider une réforme de structure pour modifier comportements et habitudes.
Voilà ce que j'ai dit, donc je tiens à ce que sur ce point les choses soient claires afin qu'il n'y ait pas d'ambiguité entre nous.

Georges Sarre

Pierre, une question à mon tour, si tu permets...
Je voudrais demander à Pierre Bérégovoy pourquoi, puisqu'il s'était prononcé contre la Banque nationale d'investissements décentralisée, comme nous le proposons, il préfère créer des entreprises de toutes pièces, avec des équipes qui partageraient notre philosophie, nos convictions et notre projet industriel et économique ? Pourquoi est-ce que nous ne mettrions pas ces équipes à la tête des banques qui, à l'heure actuelle, existent, et qui pourraient conduire cette politique ?

Yvette Roudy - On ne va pas discuter de cela ici...

Pierre Bérégovoy - Cela mériterait un long débat...

Yvette Roudy - Oui, c'est une table ronde !

Pierre Bérégovoy - ... dans lequel je n'ai pas l'intention d'entrer, mais je préfère, en effet, une conception moderne du secteur public à une conception que j'appellerai un peu archaïque.
L'expérience que j'ai faite au gouvernement m'a montré que les résistances que nous rencontrions étaient souvent celles des comportements et tous les ministres pourraient, je crois, le constater. C'est pourquoi d'ailleurs je voulais dire à notre ami Michel Charzat, sur un tout autre plan, que je préfère la concurrence sur le marché à la toute-puissance des institutions financières et des banques, car les corporatismes dans ce domaine ont été tout à fait nocifs.
Mais, pour le reste, en effet, je suis tout à fait favorable à la création d'entreprises publiques. Je crois - cela a été dit par Lionel Jospin et quelques autres -que la dépense publique et le financement public seront des atouts dans le redressement et la reconquête de marges de manœuvre. Je préfère utiliser les faibles marges que nous aurons dans une voie d'efficacité plutôt que, de nouveau, nous enfermer dans des certitudes dont certaines ont vécu depuis un certain temps.

Le président - Merci. Alors, nous en revenons à Michel Charzat, et je lui demande de conclure...
(Rires)

Fondation Jean Jaurès

Michel Charzat

De conclure ? J'ai été interrompu...

Le président - Mais je décompte ce temps. Néanmoins, tu avais déjà épuisé ton temps de parole.

Michel Charzat - Non, non... J'en viens au troisième point, la dynamique sociale, qui doit être évidemment relancée à travers un autre partage des richesses et à travers également des droits nouveaux donnés aux travailleurs. Je pense, pour ma part, que nous devons être plus offensifs en matière de représentation des salariés dans les conseils d'administration.

Quatrième point : construire une Europe indépendante. C'est la clé, effectivement, de la relance de la croissance maîtrisée en Europe. Cela implique une initiative de croissance dont nous détaillons les moyens dans ce texte, c'est une affaire de volonté, c'est également, je crois, une affaire de choix politique majeur et nous sommes tous engagés dans cette direction.

A cet égard, je crois que le test décisif sera le dépassement du SME grâce à la promotion de l'écu au rang de monnaie de réserve, imposant ses disciplines aussi bien aux pays excédentaires qu'aux pays déficitaires. C'est là la clé du problème. Or, si cette réalité que nous souhaitons ne se produit pas, nous devons, je le dis très clairement, être capables de maintenir et de préserver notre indépendance, notre marge d'autonomie au service d'un projet de croissance et d'indépendance nationale. Ne pas vouloir dire cela, c'est nous priver des moyens de négocier avec nos partenaires, c'est également priver les Français de la vérité à laquelle ils ont droit.

J'entends certaines déclarations sur le problème du SME qui me paraissent tout à fait mal venues. Voulons-nous quitter le SME ? Ce n'est pas le problème. Le problème est de savoir si le SME tel qu'il fonctionne aujourd'hui, SME qui nous oblige à avoir des taux d'intérêt parmi les plus élevés du monde, de 3 points supérieurs à ceux de l'Allemagne Fédérale, est positif pour nous, et si nous allons continuer à mettre le sabot de Denver à l'économie française ?

Yvette Roudy - C'est une belle formule.

Michel Charzat - Est-ce que nous sommes condamnés, oui ou non, à subordonner toutes nos politiques - notamment celle qui vise à relancer l'investissement productif, à re-muscler le tissu économique - à soumettre ces objectifs fondamentaux au respect, non pas de grands équilibres, mais de contraintes qui sont imposées par nos partenaires et qui profitent essentiellement à leur industrie ?

Si bien que je retourne à Emmanuelli l'espèce de dilemme auquel il a voulu nous acculer. C'est parce que nous ne voulons pas être prisonniers d'un type de SME qui serait impuissant pour mettre en œuvre demain les orientations que nous partageons sur l'investissement, sur la relance de l'économie et, notamment, sur la relance de l'industrie, c'est parce que nous voulons,

privilégier le capitalisme industriel et l'initiative privée, avec une économie mixte, et non pas la spéculation capitaliste, que nous avons à prendre les moyens d'une nouvelle donne, d'un nouveau compromis social, d'une nouvelle dynamique qui doit s'ordonner autour de la planification et autour, également, de cette politique originale que nous voulons promouvoir.
Le problème du SME n'est qu'un problème parmi bien d'autres. C'est un point qui ne doit pas être considéré comme la panacée ni pour les uns, ni pour les autres. C'est simplement, pour nous, un élément un verrouillage qui, aujourd'hui, étrangle l'économie française depuis maintenant 10 ou 12 ans.
Voilà les raisons pour lesquelles il y a débat entre nous.
Je terminerai par un 5ème point qui est celui de la dissolution. Faut-il en parler, ne faut-il pas en parler ?
Cela me rappelle - car j'étais comme vous, pas de ce monde, à cette époque - de ce qu'on discutait... et si on devait discuter de ce qui se passait au moment de la guerre ou pas. Faut-il en parler pour ne pas que ces familles connaissent Vichy, etc. (inaudible) Faut-il en parler pour éviter ou non...
Mes chers camarades, tout le monde sait que c'est un problème qui existe. Les journalistes qui ne sont pas des Jeanne d'Arc entendent des voix... je vous pose la question. Devons-nous laisser les Socialistes en déshérence ? Devons-nous désespérer les militants, en laissant en quelque sorte ces petites musiques continuer à chantonner qu'il y aurait deux voies, deux stratégies pour l'après mai 1988 ?
Je ne le pense pas.
Ca n'est pas ainsi que nous rassemblerons notre électorat, que nous dynamiserons les sympathisants. Nous en sommes conscients.
La raison, le bon sens, et l'intérêt bien compris de la Gauche consiste non pas à rappeler ce qui a été dit simplement au Congrès de Lille, et qui est aujourd'hui insuffisant au regard du climat dans lequel nous nous débattons, dans lequel nous abordons la période électorale.
Il faut maintenant trancher ce problème en ce qui concerne, en disant très naturellement que si un Président de la République Socialiste est élu ou réélu, il le sera pour faire une autre politique et que pour faire une autre politique, il ne pourra pas la faire avec la chambre telle qu'elle est.
Merci de votre attention.

Le président - La parole est à Yvette Roudy.

Yvette Roudy

Mes chers camarades, ce sera bref et je remercie ceux qui sont restés jusqu'à maintenant. Cela prouve que j'ai eu raison de ne pas retirer mon intervention.
Ce sera bref. Beaucoup de choses ayant été dites. Il y a simplement un point ou deux que je voudrais voir prendre en note. C'est pour cela que je me permettrai, par la suite, à partir du texte de sténotypie, d'envoyer cela au principaux intéressés.

Coll. Fondation Jean Jaurès

Nous parlons ici de notre projet. Lorsque nous sommes en Comité directeur, c'est pour parler des choses qui nous concernent, nous. Alors, je voudrais dire trois choses.
La première concerne la manière dont, dans le projet, la question des femmes a été traitée. Le sujet a été complètement éclaté, pulvérisé, atomisé, à tous azimuts, à tous les coins du projet, ce qui fait que si on veut savoir ce dont on a envie, il faut lire la totalité... seuls les passionnés vont se livrer à cet exercice. En quelque sorte, elles ont été diluées...
Ce serait tout à fait acceptable si les problèmes qui les concernaient étaient réglés... ce ne serait pas grave mais l'ennui c'est que les problèmes s'aggravent. L'écart entre les salaires féminins et masculins s'est aggravé. Le chômage des femmes a explosé. C'est devenu un problème important. Je crois qu'on aurait eu intérêt à en faire un point important parce que c'est un sujet important, et qui concerne la moitié de la population... d'autant qu'on a réservé un paragraphe à la famille, un paragraphe aux enfants, on va donc penser que nous avons, peut-être sur ces questions, changé d'idée que nous sommes devenus très frileux. Je le regrette.
Il y a une manière de rattraper les choses... puisque nous allons avoir une Convention, je souhaiterais que le Parti puisse rapidement décider, se mettre d'accord, et annoncer - comme il a été dit à Lille - que la Convention sur les droits des Femmes se tiendra bien le 8 mars.
Je souhaite qu'elle se tienne à Paris avec un certain éclat et en présence du Premier secrétaire, comme pour toutes les autres Conventions, de façon à ce que nous ne laissions pas aux autres Partis, le mérite de cette journée.
Nous sommes capables de faire une belle et bonne journée.
Je souhaiterais que ces deux questions soient actées que là-dessus, je puisse avoir une réponse.
Je ne dirai rien sur le débat qui a donné lieu à des échanges intéressants aujourd'hui. Nous avons eu une journée de très haut niveau.
Sur la dissolution, je dirai que moi, cela me rappelle le temps où l'on nous harcelait en disant : "alors, est-ce que vous aurez des ministres Communistes ?" On ne pouvait pas mettre un pied dehors sans se trouver devant cette question.
Nous n'y avons jamais répondu et cependant elle était beaucoup plus harcelante que la question de la dissolution d'aujourd'hui, qui ne semble pas passionner forcément la population.
Donc je pense que si on ne peut pas affaiblir et gêner notre candidat, il vaut mieux, comme on l'a fait, lorsque l'on nous posait la question sur les ministres Communistes, dire qu'après tout, on a parfaitement le droit de ne pas répondre à toutes les questions.
Personne ne nous y oblige là-dessus. Il n'y a pas le feu au lac... d'autant, que, me semble-t-il, c'est là mon dernier point, nous avons fait des choses sur lesquelles il faut réfléchir. Je suis un peu préoccupée... J'espère que je ne dérange personne... j'en ai terminé... donc d'autant qu'il est un point, me semble-t-il, qui mérite que nous travaillions sérieusement.
Cela s'est fait dans certains lieux... je ne sais pas... mais nous avons annoncé une

Fondation Jean Jaurès

mesure qui doit être importante. C'est le revenu minimum garanti, toutes ces personnes qui se trouvent au bord de la route et dont nous avions dit que nous n'allions pas les y laisser.
Nous avons dit que les deux axes de notre texte et de découvrir de nouveaux espaces de liberté et ne laisser personne au bord de la route.
Il y a ces deux millions de personnes et plus qui sont au bord de la route. Là-dessus, il faudrait, je crois, je crois, avoir un discours plus approfondi. Il faudrait en parler davantage avec un projet sur lequel il faudra travailler.
Moi je dis que sur le revenu minimum garanti au point où nous en sommes, je ne sais toujours pas de combien il sera... on a dit 2000 F mais après tout la Droite est peut-être capable de dire qu'elle va donner 2000 F... elle est capable de faire la charité de temps en temps. Ca n'est pas cela qui la gêne.
Madame Boucicaut faisait des choses tout à fait acceptables... donc, 2000 F, est-ce que c'est assez ? Est-ce qu'on en a suffisamment discuté ? Combien ?... Qui va recevoir ce minimum garanti ? Quelles sont les personnes qui vont les recevoir, et comment on va le financer ?
Est-ce qu'on va inventer de nouvelles sources de revenus pour approvisionner ce point là ?
Moi je souhaiterais que le Parti mette sur pied un groupe de travail, de façon à ce que nous ne soyons pas pris au dépourvu.
J'avais passé quelques idées à Dominique Strauss-Kahn, notamment sur un fonds de solidarité populaire. Je ne sais pas ce qu'il en pense. Je ne sais pas s'il a lu mon papier. Je ne sais pas où il est maintenant. Je lui enverrais également une fois de plus cette question. Je crois que c'est important... donc sur toutes ces questions sur lesquelles on a commencé à travailler... par exemple, sur l'école, eh bien on ne sera pas pris au dépourvu. Sur la modernisation des entreprises, sur le traitement des laissés pour compte, sur l'aide au tiers-monde, sur les questions que pose l'Europe, nous devons absolument approfondir toutes nos propositions, sans quoi nous serons pris de vitesse et nous risquerions à ce moment-là, à condition évidemment que l'on ait gagné avant, d'être pris au dépourvu.
C'est dès maintenant qu'il faut se préparer pour demain.
Je vous remercie.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Marie-Noëlle Lienemann.

Marie-Noëlle Lienemann

Chers camarades, les déstabilisations financières et monétaires des dernières semaines ne doivent en aucune mesure nous détourner du sens du long terme.
La question essentielle n'est pas uniquement celle du déficit américain mais plutôt la persistance et l'accroissement du sous-développement et l'endettement du tiers-monde qui demeurent le facteur d'instabilité le plus lourd et le problème le plus inacceptable du point de vue humain.

Coll. Fondation Jean Jaurès

La réduction des échanges mondiaux n'est pas nouvelle et pèse lourdement sur l'avenir de la planète. Elle justifie nos criantes (?) de récession.
Les pays les moins développés comme la Chine, l'Inde, ont progressé dans l'analyse de leurs difficultés et tendent à définir des pistes crédibles pour leur développement.
Je pense ne particulier à la prise de conscience de la nécessaire réduction de ces villes mégalopoles, au profit d'un développement rural ou urbain de taille moyenne.
L'Europe pourrait et devrait rendre possible l'émergence d'un nouvel ordre économique mondial, en étant capable de sortir d'une réalisation et réflexion uniquement centrée sur son devenir propre.
Il est temps de retrouver les voies d'une perspective mondiale que l'Europe pourrait proposer et négocier avec d'autres, particulièrement les pays en voie de développement.
Ainsi est-il bien naturel que la question de la construction européenne vienne au centre de nos débats. Et je voudrais de ce point de vue aller peut-être à contre-courant d'un glissement qui se fait jour, d'une position d'Union Européenne à 12, vers un ancrage privilégiant le bilatérisme franco-allemand.
Nous pouvons faire semblant de croire que les récentes décisions confortent la confiance dans ce tandem porteur... Ne prenons pas nos désirs pour des réalités !
Si les accords du Louvre ont eu lieu à Paris, il n'en demeure pas moins que la France n'a pas pesé sur le contenu de l'accord... Après s'être trouvée en convergence avec les positions américaines, notre pays a effectué une volte-face en direction des allemands...
Constatons, hélas, l'absence de l'Europe dans les décisions financières qui se prenaient.
On peut toujours, comme la grenouille qui veut se faire aussi grosse que le bœuf, laisser croire que nous sommes actuellement en mesure de faire prévaloir une position française - somme toute assez fluctuante - dans un face-à-face franco-allemand, ou faire comme si les responsabilités dans l'absence de démarche communautaire était imputable à la seule RFA.. Mais cela n'est qu'illusion ! Le deal franco-allemand (défense/monnaie) ne marchera pas car les Allemands ne sont pas demandeurs... or, nous le sommes sur la monnaie.
Axant tous ses efforts sur le bilatérisme, la France se prive d'une situation originale de moteur de la construction européenne à 12, au carrefour, au centre de forces multiples, dont il convient de ne pas mépriser le dynamisme...
Je pense en particulier à l'Espagne qui, libérée du franquisme, connaît une dynamique politique, économique et social exceptionnelle, et d'ailleurs, la croissance la plus forte d'Europe. Je pense à l'Italie... Nous négligeons trop les autres pays, tantôt fascinés par la puissance de nos voisins d'outre-Rhin, tantôt tentés par le rejet des responsabilités sur leurs supposées insuffisances et égoïsme...
L'Europe n'arrivera qu'à 12, et cela devrait être l'occasion pour la France d'y faire reconnaître son point de vue. Il conviendrait que des initiatives françaises soient à nouveau prises en faveur de la construction européenne et aucun terrain

Fondation Jean Jaurès

ne doit être négligé (réforme de la politique agricole commune, institution d'une coopération politique et technologique). Là aussi, ne perdons pas le sens du long terme.
1992 est un objectif et une étape, mais une étape qu'il faut réussir et pas en freinant. Nous en arrivons à ce paradoxe : la légitimation de Jacques Chirac comme porteur de cette logique !
Notre engagement européen n'est pas une simple nécessité, mais une conviction...
Je trouve le texte bien timide, bien réticent... un peu comme nous l'avions été sur le rapport Spinelli et l'Union Européenne, avant que François Mitterrand ne s'engage en ce sens...
Le génie français ne saurait résister au temps s'il ne s'exprime pas dans l'Europe et il prend historiquement toute sa force dans la recherche d'une universalité, donc à fortiori dans une conception européenne.
Une fois de plus, le texte programme veut ménager les ambiguïtés qui demeurent en notre sein. Je ne suis pas sûre qu'une telle position soit de nature à répondre aux défis qui nous sont lancés. C'est pourquoi j'ai souhaité que nous nous engagions davantage en faveur de l'Union Européenne, vers les Etats-Unis d'Europe.
Ne perdons pas le sens du long terme, cela doit être vrai lorsque nous parlons de la crise... Certains camarades m'ont dit lors de la crise boursière "tu vois, nous avions raison, c'est bien la déstabilisation que nous avions annoncée..." Je crois pourtant qu'en réalité se poursuivent ces vastes mutations que nous devrions mieux prendre en compte et infléchir. Les déstabilisations monétaires et financières ne sont que des signes redoutables de déséquilibres et d'évolutions profondes et globales.
Et l'analyse de la crise n'est pas seulement une question intellectuelle, mais a des implications politiques complexes. Je pense en particulier à un sujet tabou qui a surgi à l'occasion de prises de position de tel ou tel, à savoir celui de la majorité politique sur laquelle pourra s'appuyer le futur Président de la République, c'est-à-dire la recomposition politique qui se fera jour après l'élection.
Sachons gré à Jacques Delors d'avoir ouvert le débat, fût-ce de façon provocatrice, et à Jean-Pierre Chevènement et Jean Poperen qui, en le critiquant, renforcent sa position. En effet, si ce que d'aucuns appellent une maladresse était, en fait, une chance de crédibiliser notre capacité d'ouverture !...
Etait-ce évitable d'envisager une hypothèse de recomposition avec un Président de droit pour crédibiliser celle-ci avec un Président de gauche ?
Croyez-vous que cela le desservirait ?
Ce qui doit nous préoccuper est bien le contour et le contenu de cette recomposition. Là, la responsabilité du PS est déterminante.
Qu'on ne me dise pas qu'il s'agit d'une trahison de notre identité de Gauche, car certains pensent à une recomposition sur le mode "on verra bien". Dans ce cas, mesurons les risques devoir prévaloir les alliances parlementaires d'opportunité...

Fondation Jean Jaurès

On peut continuer à faire cohabiter un discours dit d'"ancrage à gauche", une exhortation à l'esprit républicain qui, en dernier lieu, préparera une union du même qualificatif. Je ne la crois pas porteuse de transformations sociales ; or celles ci sont indispensables devant l'ampleur des bouleversements en cours.
Pour ma part, je suis convaincue que le Parti Socialiste doit annoncer son intention de jouer à fond la carte du rassemblement de l'ouverture : avec la dissolution qui aura nécessairement lieu rapidement, il faudra rassembler autour de nouveaux consensus sociaux des majorités d'idées pour permettre des choix de sociétés décisifs en terme d'avenir, car sous nos yeux, le type de société est en train de changer.
Ce sont tout autant les équilibres mondiaux, les modes de production, les valeurs, la notion de temps, les matériaux et les relations humaines qui transforment. Mais rien n'est encore clairement joué.
L'entreprise taylorienne disparaît peu à peu pour autant l'entreprise de demain s'appuiera-t-elle sur une valorisation des potentialités de chacun et sur un pouvoir et des richesses mieux réparties ?
La diminution du temps nécessaire à produire va t-elle alimenter le chômage ou libérer du temps pour tous ?
La maîtrise technologique va t-elle permettre un développement protégeant les richesses naturelles ou poursuivre la destruction de la planète ?
La communication moderne offrira-t-elle une plus grande interactivité, convivialité, démocratie ou accroîtra t-elle les dépendances ?
La compétition et le dynamisme s'appuieront-ils sur la marginalisation de certains ou sur la diffusion du savoir, du pouvoir, de l'initiative et des richesses ?
Chacun mesure que ces mutations basculeront d'un côté ou de l'autre, en fonction des choix qui se dégageront. Plutôt que de freiner certaines évolutions, les Socialistes se fixent comme tâche impérative de construire des consensus nouveaux en fonction de leurs valeurs. Car il est une forme de consensus qui risque de s'imposer, celui du conservatisme, de l'immobilisme, qu'il prenne le visage de la Droite ou celui du corporatisme.
La société française, dans ce monde qui bouge, a l'impérative nécessité des transformations sociales multiples : que de malthusianisme dans l'initiative économique, Que de confusion entre norme et égalité. Que de recours à l'état administrateur et quelle impuissance de celui-ci sur des sujets cruciaux !
Que d'exclusions acceptées à l'ombre des privilèges et avantages acquis.
Ainsi, la rupture en cent jours n'est plus de mise, l'éclosion de ces transformations est la priorité des Socialistes à 13 années de l'an 2000. C'est pourquoi notre programme doit s'attacher non seulement à proposer des orientations macroéconomiques, mais aussi des espaces d'initiatives et une logique du partage et de la démocratisation fondée sur le contrat.
Ainsi, sur certains points, ces zones nouvelles de large majorité peuvent préciser :

- l'exemple du revenu minimum est révélateur. Même si le gouvernement ne le met pas sérieusement en place. Il n'est plus de force

Collection Jean Daniel

politique qui en conteste l'idée. La Gauche l'a initié, porté et chacun mesure qu'elle est la force politique la mieux à même de la mettre en œuvre.

- D'autres terrains s'offrent à nous : la formation, une large minorité de Français sait que des efforts sans précédent devront être faits et qu'un des enjeux les plus lourds réside dans la continuité entre formation initiale et continue. C'est pourquoi l'idée de crédit-formation s'impose aux Socialistes.
- La modification de la vie des entreprises et l'ouverture plus large à l'initiative économique sont ressenties comme inéluctables... Je suis persuadée que nous pouvons avancer vers la co-gestion.

Je ne reprendrai pas en détail l'argumentation qui plaide enfin pour un engagement plus précis du PS en faveur de la pleine activité et du partage du travail en faveur d'une méthode de décision politique refusant le dirigisme et le laisser-faire, et articulant le contrat, l'initiative individuelle et collective, et un rôle "animateur" de l'Etat. Car l'Etat providence étant arrivé au bout de sa logique, il convient de créer la société collective, disons conviviale de demain.
Ce que la social-démocratie a construit pour le mouvement ouvrier, en réponse à la seconde révolution industrielle, doit être inventé aujourd'hui par les Socialistes européens pour guider les mutations et bouleversements qui sont annoncés.
Ainsi, entre la Gauche de la rupture, et la Gauche de la gestion, peut naître une troisième gauche qui construit des zones de consensus de transformations sociales

Le Président - Merci.
Compte tenu des défections, je donne la parole à Jean-Marie Le Guen.

Jean-Marie Le Guen

Chers camarades, je crois être un des premiers responsables de fédérations à intervenir cet après-midi en tant que tel, je crois qu'il est bon aussi, puisque de nombreux camarades qui sont intervenus étaient présents dans leur fédération au moment du débat, qu'on ait ici un écho de ce qui s'est passé depuis maintenant un certain nombre de mois dans nos sections.
Assez rapidement, je voudrais dire que ce projet a été bien reçu, alors qu'a priori son importance, sa difficulté aurait pu dérouter un certain nombre de camarades. Je pense que les militants ont su trouver l'utilisation de ce texte, ils ont pu l'apprécier, l'argumenter, le critiquer, le proposer.
Dans ma fédération, de nombreux textes sont remontés et nous les avons fait parvenir à Dominique Strauss-Kahn.
Nous avons eu six mois de débat. En général dans le Parti, dans nos sections, à Paris, pendant plus de deux mois chacune des sections a souvent tenu deux ou trois assemblées générales, sans compter les Commissions, les groupes qui se sont réunis, qui ont travaillé.

Fondation Jean Jaurès

Je pense qu'on a bien fait de garder ce texte comme base. Comment aurait-on pu effectivement, alors que depuis des semaines nous travaillions sur ce texte, revenir avec un autre texte qui ne tienne pas compte du travail des sections et des fédérations ?
Dominique Strauss-Kahn de ce point de vue a bien compris la dynamique qui s'était engagée à l'intérieur du Parti.
Ce texte, effectivement, je crois que les militants l'ont fait leur, mais il est important qu'il puisse être plus large que simplement un texte d'orientation, car d'une façon très concrète nous sommes interpellés aujourd'hui sur les propositions des Socialistes, propositions concrètes, propositions concernant le quotidien. Une seule orientation générale, je crois, aurait été insuffisante.
Enfin je crois que pour ceux d'entre nous qui sont attachés à ce que le Parti affirme son orientation, eh bien il est important que le Parti s'engage sur des propositions.
Donc, pour l'ensemble de ces raisons, nous ne pouvons que nous féliciter de la démarche qui a été adoptée.
La tonalité générale par rapport à ce texte, c'est, je crois, une volonté d'une démarche nouvelle et nous le verrons ce soir à la Commission des résolutions et dans les propositions qui nous seront faites.
A l'évidence, nos propositions, nos projets ne peuvent pas être identiques à notre démarche de 1981. Le monde a bougé, les Socialistes aussi et chacun veut en tenir compte. Mais cela ne peut pas être non plus le simple prolongement de l'action que nous avons menée entre 1981 et 1986. Il faut que nous tirions là aussi le bilan, et bien sûr il est évident qu'il faut affirmer notre différence avec la politique de la Droite menée depuis 1986.
Autre remarque sur la tonalité de cette discussion, certains camarades ont trouvé le Parti tétanisé : je pense qu'il était au travail. En tous cas, si cette remarque a été faite, c'est peut-être l'aveu qu'on n'a pas pu séduire autant qu'on l'espérait. Mais peut-on essayer de séduire, lorsqu'on ne s'impose pas un peu plus d'imagination et de nouveauté ?
Le projet donc doit tenir compte des réflexions des militants, mais il doit aussi évidemment tenir compte du crack boursier.
A ce propos, je ne crois pas qu'il faille que dans nos débats cette crise importante serve d'élément tactique. Elle ne doit pas être ignorée, mais nous devons trouver le ton juste. La dramatisation en la matière ne jouera pas forcément en faveur des Socialistes.
Quels éléments tirer sur sa signification ? Le premier élément, nous ne l'avons jamais intégré dans notre texte, mais il faut peut-être le préciser, c'est qu'à travers cette crise boursière, nous voyons bien que nous sommes confrontés à une crise et pas simplement à une mutation. Il n'y a pas simplement l'arrivée de nouvelles technologies, de mouvement de nouvelles implantations économiques, avec un marché qui peu ou prou trouverait logiquement et très simplement son autorégulation. Il y a effectivement une crise.
C'est aussi une crise et pas simplement une guerre économique. La guerre économique existe dans la mesure où des pays s'affrontent effectivement pour

Fondation Jean Jaurès

défendre leurs intérêts économiques et sociaux, mais je crois que c'est un concept réducteur que de ramener la crise actuelle à une simple guerre économique qui présuppose évidemment une conduite délibérée.
Dès lors, je pense que le cadre national n'est ni l'explication de cette crise, ni la solution à cette crise.
Cette crise, en tant que signification, doit nous permettre de passer sa l'offensive idéologique, de passer à l'offensive sur notre propre identité.
Effectivement nous devons opposer le concept d'économie mixte au libéralisme. Nous devons imposer la notion de coopération internationale au laisser-faire, nous devons opposer la contractualisation à la déréglementation.
Maintenant, venons-en aux conséquences.
Je pense que notre volonté de développer la croissance ou la nécessité d'une meilleure répartition ne nous départagent pas, en tous cas apparemment cela ne nous a pas départagés entre 1981 et 1986. Mais nous pouvons avoir des points de vue divergents sur les moyens.
Pour ma part, je crois qu'un certain nombre de débats font référence à une vision assez statique du débat sur la croissance et sur le partage. Dans la discussion sur le projet, nous avons cherché une démarche et des objectifs mobilisateurs, car c'est autant la démarche politique que les propositions qui ouvrent des perspectives. Encore faut-il que cette démarche soit réalisable et surtout mobilisatrice.
La démarche, cela consiste peut-être aujourd'hui à ouvrir des objectifs concrets de mobilisation, et partant, des négociations.
Mais lorsqu'à travers le texte nous mettons en avant non plus simplement des agrégats macro-économiques, mais un certain nombre de valeurs et un certain nombre de revendications sociales qui apparaissent au plus fort de la crise, lorsque nous parlons du logement social, de la nécessité de bâtir une civilisation urbaine pour nos villes et nos banlieues, lorsque nous nous attachons à la modernisation des branches industrielles lorsque nous dénonçons l'illettrisme, lorsque nous mettons en avant l'égalité des droits entre les Français et les immigrés de la deuxième génération, alors effectivement un certain nombre de choses peuvent évoluer dans notre société.
Il ne s'agit pas, il faut le préciser, d'écarter de notre campagne ou de notre pensée politique les objectifs économiques pour ne plus s'attacher qu'à des problèmes de société. Il s'agit de donner un autre contenu que les fameuses discussions sur l'utilisation des agrégats macro-économiques à une perspective de mobilisation économique et sociale.
Dans une société qui est en crise d'une façon globale, le combat sur les valeurs qui s'incarnent dans la forme d'organisation de la société est au centre du débat politique.
Nous avons été surpris par l'offensive du libéralisme il y a quelques années car nous n'avons pas toujours compris sa portée idéologique, alors même que nous nous battions sur des éléments et sur des discours qui étaient plus techniques et peut-être plus subordonnés à des objectifs abstraits. Je pense que c'est aussi cette dimension qui est apparue à travers la discussion sur le projet.

Collection Jean-Jaurès

Je conclus. Nous avons donc un projet, et au-delà même je crois que nous avons un certain nombre d'engagements programmatiques qui ont une valeur. Je ne pense pas qu'on puisse nous dire le contraire. Mais nous n'avons pas encore la victoire et nous n'avons pas encore le rapport de forces pour traduire l'ensemble des propositions que nous avons avancées dans la réalité de notre société.
Qui peut douter que la victoire ne soit le point clé du rapport de forces à construire, et qui peut douter aujourd'hui que la recherche de notre unité soit maintenant l'effort que nous ayons à faire sur nous-mêmes?
(Applaudissements)

Le président - Isabelle Thomas, ensuite Jean-Pierre Sueur.

Isabelle Thomas

Le débat que nous menons depuis deux mois sur le programme de notre Parti pour l'élection présidentielle, est éclairé d'un jour nouveau par l'aggravation de la crise économique. Elle révèle, et à la fois génère, le krach boursier.
Je ne suis pas étudiante en économie mais j'ai, comme vous tous, des instruments d'analyse qui m'aident à appréhender l'ampleur et les conséquences prévisibles du cataclysme.
La Droite, et tous les tenants du libéralisme, cherchent à minimiser l'événement. C'est leur intérêt de dissimuler la crise profonde du système qu'ils soutiennent, et l'échec des solutions libérales.
En revanche, nous, Socialistes, avons un devoir de lucidité dans nos analyses et dans nos explications. C'est maintenant qu'il faut parler. Parler vrai.
Parler vrai, c'est dire que nous sommes face à une crise majeure, la plus grave qu'ait connue l'économie depuis la deuxième guerre mondiale.
Le numéro d'illusionnisme est désormais terminé. Pendant plusieurs années, nous avons assisté à un jeu financier irréel.
300% d'augmentation des valeurs boursières n'ont jamais révélé une situation saine. Au contraire, les investissements ne se sont réalisés que sur le terrain financier au détriment des investissements productifs.
Derrière le rideau de fumée de la spéculation boursière, on retrouve un appareil productif affaibli, volontairement, délaissé par le choix des investisseurs.
Mais si l'enrichissement a été fictif, pour l'économie, les pertes elles sont bien réelles. L'argent est bel et bien perdu. Brisons l'illusion, la crise n'est pas seulement financière et monétaire. Elle est non seulement le produit d'une crise économique larvée dont certains attendent depuis 10 ans la sortie du tunnel, mais elle va produire, dans les mois et les années qui viennent, des ravages économiques et sociaux d'une ampleur inégalée.
Tout cet argent évaporé, c'est autant d'actif disponible qui disparaît, c'est autant de dettes pour les entreprises. La crise monétaire et la crise des échanges internationaux, c'est autant de rétrécissements des marchés.
Il n'est besoin d'être ni oracle, ni grand économiste pour savoir que l'absence d'investissements et le rétrécissement des marchés ne peuvent que déboucher

Fondation Jean-Jaurès

sur la faillite d'organismes financiers, la fermeture d'entreprises. Pour l'ensemble des salariés cela signifie de nouvelles suppressions d'emplois massives dans des secteurs entiers de l'économie et des régions désertifiées.
Soyons clairs, ce qui se profile n'est pas une mauvaise conjoncture due à un accident boursier, mais une période de récession, avec son train de conséquences sociales et économiques graves.
Ceux qui dirigent, décident dans cette économie mondiale ont leurs solutions pour soigner le cancer de la rentabilité qui les ronge : il leur faut réduire les coûts de productivité. Ce n'est pas un concept mais un objectif bien concret: réduire la masse salariale, c'est-à-dire le nombre de ceux qui travaillent, réduire le niveau des salaires, imposer de nouvelles baisses du pouvoir d'achat.
Plus de pauvres et des pauvres encore plus pauvres. C'est l'apartheid social qui se prépare et que nous sommes les seuls à pouvoir empêcher.
Ces dernières années, le vent du libéralisme a soufflé fort, si fort qu'il est entré jusque dans nos rangs. Aujourd'hui, le vent tourne, les illusionnistes font figure de clowns tristes. L'échec d'un système dont nous, nous connaissons la nocivité.
Les non-valeurs construites autour du libéralisme s'effondrent. Nous avons alors et l'opportunité, et le devoir de réhabiliter les nôtres. Il nous faut pour cela de la fermeté et de l'audace.
De la fermeté, face aux tentatives de minimiser et de masquer la réalité de la crise derrière des discours sur les aspects démographiques, technologiques ou culturels de la situation.
De la fermeté face au remake de 74 et aux équations simplistes : le choc pétrolier, c'était la faute des pays arabes, le krach boursier c'est la faute aux américains !
De l'audace pour expliquer les chroniques et les récessions que génère ce système.
De l'audace pour expliquer que l'économie n'est pas un monstre froid qui tire les ficelles des millions de marionnettes que nous sommes.
Les lois de l'apesanteur s'imposent aux hommes mais celles de l'économie sont faites par les hommes et par les rapports entre les groupes sociaux auxquels ils appartiennent.
Face à la crise majeure que nous traversons, la volonté des hommes et des femmes va peser lourd. Nous sommes capables de dégager une force pour changer le cours des choses et créer de nouveaux rapports. Il faut que nous en fassions la démonstration.
Le Parti Socialiste doit avoir conscience de la chance réelle qui se présente à lui pour être capable d'exprimer et de répondre aux aspirations d'un mouvement social, qui en moins de deux ans a déjà marqué sa volonté. Les jeunes formés à la lutte contre la Droite, les salariés qui ont goûté à la politique de Balladur, les enseignants avec les coups bas de Monory, sans parler de ces milliers de petits porteurs, qui se sont faits piéger au mythe du "capitalisme populaire", aspirent aujourd'hui à autre chose.
Sans discours démagogiques, sans promesses technocratiques, le Parti Socialiste doit aujourd'hui être lui-même: celui qui rassemble les énergies pour faire

Fondation Jean Jaurès

changer la société.
C'est ce Parti Socialiste qui garantira l'avenir après l'élection. Il faut insister sur la nécessité pour nous de préparer l'après présidentielles. La pire, la plus dangereuse des situations serait que notre candidat soit réélu et que nous soyons incapables de limiter les effets désastreux de la récession économique, ni de mettre en œuvre les transformations sociales indispensables à la lutte contre la précarité et la société duale.
Pour imposer la sauvegarde du service public, de la protection sociale, nous avons besoin d'un programme qui soit un outil de combat, qui nourrisse une dynamique de conquête, de mobilisation.
Le vrai programme, c'est celui qu'expriment les salariés. Les préoccupations des Français, et c'est normal, sont en adéquation avec les besoins collectifs de la société française : la sécurité sociale en est le meilleur exemple. L'attachement de la population à une protection sociale de haut niveau semble plus que jamais nécessaire pour lutter contre la marginalisation.
Notre programme doit s'appuyer sur cette double exigence et affirmer que nous protégerons la sécurité sociale et participerons d'un large mouvement pour la renforcer. Notre parti c'est celui des salariés, et il ne faut pas que ceux qui se mobiliseront pour défendre leurs droits, pour de nouveaux droits, lorsque nous serons au gouvernement soient perçus comme des "traîtres". Au contraire, ceux-là seront le point d'appui pour le gouvernement Socialiste des transformations nécessaires à notre système.
Le Parti Socialiste c'est le Parti de l'action et du mouvement, pas le Parti de la paix sociale, ni celui qui doit brider la lutte. Regardez ces derniers mois, jamais le Parti Socialiste n'a été aussi en phase, aussi porté que lorsqu'il a su se faire l'écho et se battre pour ceux qu'il a en charge de défendre.
C'est dans ce cadre là qu'il faut revoir les institutions de la 5ème République. Les mouvements sociaux expriment des volontés qui doivent trouver leur traduction politique, et qui pourtant se heurtent à une organisation du pouvoir qui jalonne d'obstacles le parcours. Un pouvoir exécutif rendu à ses fonctions initiales, l'exécution, un pouvoir décisionnel rendu à ceux qui, élus du peuple, ne peuvent par leur position qu'admettre le jeu des forces sociales. C'est un mot d'ordre de démocratie nécessaire, c'est le retour à un vrai régime parlementaire.
Je voudrais, puisque nous débattons entre nous, faire quelques remarques sur les interventions très cathodiques de certains camarades.
D'abord il est de bon ton pour certains de se retrouver des vertus anticapitalistes à chaque moment difficile. C'est bien... mais j'aurais mieux aimé, pour croire à leur sincérité, qu'ils le soient en permanence, notamment pendant l'exercice du pouvoir. Mais passons... et ne faisons pas de procès d'intention, tout le monde peut évoluer...
Je ne crois pas qu'il suffise de dire que la crise est la crise du capitalisme pour avoir tout résolu. Mais je crois quand même que cela permet d'éviter quelques erreurs d'alliances gouvernementales.
Je m'inscris par contre en faux contre toute solution qui préconise le repli sur soi, ou toute forme nouvelle ou pas de protectionnisme. Ce n'est pas la France,

avec un aussi grand F que ce soit, qui, par des mesures simplement de techniques monétaires, ou autres gadgets, pourra inverser la cours des événements.
La sortie de la crise, le cours des choses sera inversé si l'Europe toute entière affirme une identité et une démarche nouvelle ? Pour cela, il ne suffira pas de s'attirer les bonnes grâces de tel ou tel gouvernement, mais de s'appuyer sur l'intérêt collectif de tous les individus, de tous les salariés de tous les jeunes qui composent cet espace.
C'est le Socialisme européen, ses valeurs sociales coordonnées, sont la réponse.
De même, je ne crois pas qu'il faille au préalable brider les luttes sociales, leur mettre des bornes, leur fixer une limite. Le bien peut là se transformer en mal en désarmant au préalable un mouvement, en limitant ses exigences et ses volontés.
Ce n'est pas à nous de désarmer ceux qui veulent se battre, au nom d'une négociation qui paraît pour le moins incertaine aujourd'hui, compte tenu de l'état des volontés patronales.
Je sais bien qu'il n'y a pas une réponse possible. Elle est d'autant moins simple quand il s'agit de millions d'individus. Ce sera d'ailleurs pour une bonne part, à eux d'inventer et d'agir pour trouver et proposer leurs solutions.
Mais c'est d'ores et déjà au Parti d'être disposé et de créer les conditions d'un tel mouvement.
Beaucoup disent aujourd'hui que c'est la fin des faux-branchés, que nous vivons le retour des idées et de l'idéologie.
Le retour des idées, certes, mais aussi le retour d'une idée : la solidarité par la force collective, en un mot : le Socialisme.
Merci.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Jean-Pierre Sueur

Jean-Pierre Sueur

Mes chers camarades, quelques mots seulement pour insister sur une question de méthode.
En effet, ce que les Français attendront de nous, du futur gouvernement, qui suivra l'élection présidentielle, ce sera sans doute un changement dans la manière de gouverner L'histoire récente nous montre qu'on ne change pas la société par décret, ni même par d'imposantes machineries législatives qui peuvent très bien buter contre la réalité, alors même qu'il y a à l'Assemblée Nationale une majorité pour les voter.
Et le maître mot de ce changement, de méthode, est certainement le mot de "contrat" ou plutôt d'abord "concertation", "négociation", "contrat".
On ne peut pas gouverner, piloter des sociétés aussi complexes que nos sociétés simplement par le haut. Il faudra généraliser la logique de la négociation et à cet égard, l'amendement qui a été présenté par notre camarade Jean Poperen a le grand mérite d'insister sur cette notion de contrat.

Fondation Jean-Jaurès

Simplement, la critique qu'on peut formuler à son endroit, c'est qu'il présente la chose d'une manière trop globale, trop centralisée. Comment imaginer qu'il puisse y avoir une sorte de négociation globale dont l'un des termes serait la notion de croissance ? On ne décide pas de la croissance - et qui se situerait à une sorte de niveau de la société prise dans son ensemble ?
On sait très bien que ce n'est pas comme cela que les choses fonctionnent, que ce n'est pas comme cela qu'elles doivent fonctionner à l'avenir.
Nous pourrions substituer à cette notion centralisée une conception beaucoup plus décentralisée. Cela ne veut pas dire émietter, atomiser. Par exemple, la nouvelle loi qui a été votée à l'initiative de M. Séguin est une loi qui a pour fonction d'atomiser le droit du travail, de l'émietter, de telle manière que le refus de donner toute leur importance aux accords de branches, aux négociations de branches, aboutit en réalité à dessaisir les syndicats d'une grande part de leur prérogative. En vérité, ce que fait le gouvernement Chirac depuis 18 mois, consiste, en matière sociale, à ôter du pouvoir, de la responsabilité - un leader syndical a dit "du grain à moudre, c'est assez juste - aux syndicats, de manière à faire en sorte qu'il n'y ait plus négociations, qu'il n'y ait plus que des décisions qui soient imposées au niveau de chaque entreprise et ce faisant, naturellement, ce gouvernement tue dans l'œuf la politique contractuelle parce que dès lors qu'on cherche prioritairement à affaiblir les syndicats, on se prive des partenaires susceptibles de conclure un accord ou de le conclure dans des conditions qui soient des positions d'égalité dans la négociation, faute de quoi il n'y a pas de véritable négociation.
Alors il me semble qu'il faut plutôt prendre les choses d'une manière plus complexe, plus décentralisée, et autour de quatre thèmes.
Ce que nous appelons contrat salarial, qui est explicité dans l'un des amendements qui a été déposé, qui reprend d'ailleurs en les re-précisant un certain nombre de points qui sont dans le texte de Dominique Strauss-Kahn, ce contrat salarial a pour but de porter sur 4 éléments à la fois, car nous considérons qu'il faut négocier sur quatre termes qui sont indissociables. Quels sont ces 4 termes ?
Premier terme : la réduction du temps de travail, considérée, elle aussi, de manière globale selon diverses modalités entre le temps partiel, le mi-temps - on est loin d'avoir épuisé les ressources du temps partiel ou du mi-temps dans ce pays - le congé parental, le congé sabbatique qui sont trop peu utilisés, la retraite progressive qui est également un gisement de réduction du temps de travail. Il y a la possibilité, pour négocier, en prenant en compte la complexité du problème et toutes les solutions envisageables, d'une réduction du temps de travail qui ne se limite pas seulement à la réduction au niveau national, d'une heure ou deux de la durée hebdomadaire du temps de travail.
Second terme de la négociation : l'aménagement du temps de travail. La réduction et l'aménagement sont liés ; ce que nous avons reproché à Séguin, c'est justement de vouloir les dissocier. Nous entendons les lier et bien entendu il y a là, en terme de négociation, deux données qu'on ne peut pas séparer.
Troisièmement, la formation. Finalement le but qui devrait être le nôtre, serait

de transformer le plus possible du temps de chômage en temps d'emploi ou en temps d'activité utile et rémunérée, ou en temps de formation et cela fait également partie de la négociation.
En effet, si l'on introduit beaucoup plus que ça n'est le cas aujourd'hui de la formation, il faut bien préciser comment cela s'inscrit à l'intérieur du temps de travail, comment cela est rémunéré, bref comment cela s'articule. Et à cet égard, nous avons proposé au Parti de retenir l'idée de crédit formation. Sylvie François interviendra plus longuement tout à l'heure sur cette notion.
Je voudrais vous rappeler qu'au Congrès de Lille cette notion a été introduite dans notre texte.
Aujourd'hui même le journal "Le monde" parle d'un rapport explosif sur l'éducation ou l'on retrouve cette notion.
Il est bon de souligner qu'elle a été introduite dans nos textes et de préciser que l'idée qu'il y a derrière cela, quelle que soit la formulation, on peut peut-être discuter de la formulation, mais l'idée, c'est de renverser cette inégalité totale qu'il y a aujourd'hui et qui fait que la formation permanente est beaucoup plus inégalitaire beaucoup plus injuste, beaucoup plus sélectionniste que la formation initiale. Plus vous avez eu de formations initiales plus vous avez de formations permanentes, alors qu'une société qui serait fondée sur la solidarité, sur la justice serait exactement le contraire, et donnerait plus en terme de formation permanente à ceux qui ont eu moins au départ.
De surcroît, c'est une absolue nécessité car on sait bien que chacun doit avoir droit à une formation si on veut que nos entreprises soient plus compétitives. Chacun de ceux non-qualifiés qui sont très nombreux aujourd'hui parmi les salariés.
Ce crédit formation, il faut qu'il soit l'un des termes de la négociation. Je précise que cela n'a rien à voir avec par exemple le chèque formation dont a parlé M. Madelin qui consistait à généraliser en quelque sorte la démarche de l'enseignement, qui consistait à dire : chaque individu a droit à un chèque, formation, et se dirige vers des institutions en tous genres pour pouvoir en bénéficier.
Nous considérons, au contraire, que les services publics, doivent s'appliquer à la formation initiale et à la formation continue, et s'ils s'appliquent à la formation continue, cela veut dire que chaque citoyen a droit à une certaine formation, et que cela doit lui être garanti, mais la mise en œuvre de cela doit être bien entendu négocié et c'est un des termes du contrat salarial car il faut voir comment cela s'inscrit en termes de temps, de condition concrète de mise en œuvre, et en terme de rémunération.
Le quatrième terme - et j'en termine - c'est la rémunération car on ne peut pas parler de la rémunération indépendamment des trois autres termes, ou alors on en parle en termes très globaux, mais on voit bien que ce qui a buté, et ce qui risque de buter encore par rapport à la réduction du temps de travail, c'est le problème de la compensation salariale, dont il faut négocier l'ensemble en même temps.
Nous proposons donc que cette conception complexe et complète de la

Collection Jean Jaurès

négociation soit proposée par nous sous la forme d'un contrat salarial décentralisé qui sera un élément essentiel de cet avenir négocié que nous devons proposer au pays.
(Applaudissements)

Le président - Merci. La parole est à Cambadélis. Carrerras après.

Jean-Christophe Cambadélis

Je crois que depuis notre dernier Comité directeur, trois événements se sont déroulés, qui, sans changer notre programme, l'éclairent sur un certain nombre de points.
Bien sûr, le krach boursier, la modification du rapport de forces au sein de la Droite, mais aussi à mon avis ce qui n'a pas été souligné, les évolutions à l'intérieur du Parti Communiste français, et c'est avec cet éclairage qu'il faut assumer le débat qui est en train de se développer et qui vraisemblablement se développera demain.
La question du krach boursier, j'irai rapidement, parce que beaucoup de choses, je crois, ont été dites à ce niveau. Pour moi, je distinguerai trois lignes de forces.
D'abord le nature de la crise.
Je crois que la crise financière et boursière est plus largement l'expression d'une crise d'accumulation, du mode de régulation et du modèle fordiste aujourd'hui.
Le deuxième élément, c'est qu'il est maintenant claire que la Bourse va être saisie par un hoquet chronique mais que l'élément essentiel sera les conséquences industrielles et commerciales.
Nous allons entrer dans une période de ralentissement industriel et probablement de récession. Je crois que la vague touchera la France avant ou au moment de l'élection présidentielle et ceci posera le troisième terme de l'analyse sur le krach boursier? C'est que les présidentielles seront encore plus qu'hier un enjeu de société.
D'un côté, une droite sans projet qui s'accrochera à ce qu'elle a développé depuis un certain nombre d'années. Déficience du marché, libéralisme, la loi du plus fort, et puis ce que le Parti Socialiste a développé, une politique d'équilibre, d'égalité des droits, égalité sociale.
Et si 1981 a marqué la fin d'une période ouverte en 1958, 1986 peut marquer la fin du libéralisme sur le plan théorique et pratique.
En tout état de cause, si nous avons vu sur le plan idéologique les conséquences du coup porté au libéralisme, il y aura à tous les niveau un recours à l'Etat.
Le deuxième point, c'est sur le plan politique : il faut noter que la Droite est frappée d'un double paradoxe ; elle a une constante et une variable.
La constante, et je crois que nous devons insister sur ce problème, c'est l'absolue nécessité pour gouverner ou être majoritaire pour la Droite, de s'allier avec le Front National. Cette alliance marquera et marque déjà le centre de gravité de cette droite.
La variable, c'est le rapport Barre/Chirac évoluant, fonction des événements qui

Fondation Jean-Jaurès

se développent dans la situation politique française.
Jacques Chirac avec deux béquilles : un ministre libéral Balladur et un ministre de l'intérieur très Second Empire, Pasqua.
Le premier a, non seulement durablement déchiré le tissu social français, fait éclater certains secteurs du salariat et asséché l'épargne, mais il s'est heurté au mur de ses propres illusions par le krach boursier.
Il ne reste que M. Pasqua et l'atmosphère politique s'en ressent.
Raymond Barre, quant à lui, a une logique, il représente ou il veut représenter, il veut se présenter comme le fédérateur des droites non-RPR de Jean Marie Le Pen aux démocrates chrétiens et, dans ce domaine là aussi, nous devons mettre l'accent sur cette contradiction.
Mais M. Raymond Barre ne veut pas de débat politique, il veut classiquement un plébiscite. Si on lui pose la question de son programme, il répond tout simplement : Moi ? Votez pour moi, vous verrez après !
Nous devons poser le problème ainsi : ou il y a une politique Chirac/Barre, celle qui s'est appliquée à l'Assemblée Nationale depuis un an ou Barre doit exprimer sa différence et la montrer.
Pour résumer sur ce premier point, je crois que nous avons à droite un candidat gaullien qui s'appuie sur un conglomérat de partis et un candidat du Parti gaulliste, incapable d'unifier les droites.
Les conséquences pour nous et pour tout le pays s'imposent, si par malheur, le candidat de la Droite gagnait, il serait, non seulement pas majoritaire dans le pays, mais combattu dans son propre camp.
Le troisième point réside dans l'apparition de Pierre Juquin qui n'a pas été assez souligné, à mon avis, dans ce Comité directeur.
Je crois que c'est à la fois un élément positif et une interrogation.
L'évolution de Pierre Juquin et de ses amis est une chance pour la Gauche et une interrogation : une chance, parce qu'elle est unitaire, une interrogation, parce que : est-ce qu'il s'agit pour Juquin d'une recomposition politique à gauche, vers nous ? Je crois que certains ici le pensent, et ils ont raison, ou attend-il une évolution du Parti Communiste français ?
Tout en respectant les rythmes, il faut agir pour une future recomposition et pourquoi pas gouvernementale ?
Ne serait-il pas possible d'ouvrir publiquement le débat en demandant, par exemple, à Pierre Juquin, s'il désire participer au prochain colloque du Conseil national de la Gauche ?
Maintenant, très rapidement, sur le débat qui occupe le Comité directeur, je crois qu'il n'est pas nécessaire de charger la barque, ceci a été très largement fait, mais j'avoue, sans connaître très bien les éléments, que lorsqu'on lit de très près les textes qui sont soumis, les divergences sont vraiment très minces.
Tout ce qui est dit se trouve sous une forme ou sous une autre dans le texte présenté par Strauss-Kahn. Par contre, deux question semblent faire problème : la sortie du serpent monétaire européen, alors qu'il y a même une différence entre ce qui est dit et ce qui est écrit, et la question des alliances.
Je pensais, pour ma part, que jusqu'au krach boursier, sur la question du serpent

Fondation Jean Jaurès

monétaire européen, il était possible de laisser les choses ouvertes. Mais aujourd'hui, il faut intégrer la réalité économique et sociale telle qu'elle vient de se développer. Il y a un tournant dans la situation économique mondiale et il faut l'intégrer et nous ne pouvons pas poser la question de la même façon qu'il y a quelques semaines ou quelques mois.
Dans ces conditions, sortir du SME, cette position procède de la formule : en guerre économique, la seule frontière, c'est la monnaie.
Je ne crois pas, et je ne vois pas les raisons qui nous amèneraient aujourd'hui à développer des thèses monétaristes, protectionnistes, sur la question du SME; non, je ne crois pas qu'il soit possible de construire la croissance dans un seul pays.
Aujourd'hui, la crise économique est internationale, même s'il y a des effets de structure et historique français et nous ne pourrons la combattre que dans une combinaison d'une politique française et européenne.
Je termine sur la question de la dissolution.
Pour moi, il n'y a pas de problème sur la question de la dissolution, mais je voudrais simplement indiquer une chose, c'est que ce n'est pas cela qui marquera ou qui marque les clivages, parce que, à mon avis, on peut dissoudre l'Assemblée Nationale et pratiquer une politique de droite.
La seule solution, le seul moyen, c'est de comprendre et de défendre ce qu'il y a dans le texte que nous soumettons aujourd'hui au Comité directeur et que ceci soit un point d'appui pour éviter ce que redoutent certains.
Pour continuer sur ce registre, j'aborderai maintenant la question du contrat : il y a d'abord, je dirai, un problème technique. Je ne crois pas en l'état de mes connaissances, qu'un seul responsable syndical se soit déclaré favorable à quelque niveau que ce soit pour un pacte national ou un contrat d'ordre national, et puis, il y a un deuxième aspect, le deuxième aspect, c'est que plutôt toutes les organisations syndicales se sont toujours élevées contre la politique des revenus et je crois que c'est l'élément inverse ; ce que demandent aujourd'hui les organisations syndicales, ce que demande le salariat, ce n'est pas que la Gauche et le Parti Socialiste mettent en place une énorme machine, mais qu'ils lui donnent les moyens de développer le contre poids à tous les niveaux.
Ce que l'on demande, c'est la liberté de négocier ! Et si on voulait pousser, si on voulait aller jusqu'au bout et poser le problème sur le terrain des négociations salariales ou en terme général entre partenaires sociaux, eh bien, la question essentielle serait la possibilité ou non pour le gouvernement de prendre l'engagement devant le pays, les partenaires sociaux, de ne pas gouverner par ordonnances sur le terrain social et ceci laisserait la possibilité aux partenaires sociaux de s'engager dans une politique contractuelle au niveau de chacune des branches.
Pour terminer, je dirai que s'il y avait des clivages, ils seraient devant nous. La question est la suivante ; arriverons-nous à moderniser la politique et ses institutions, c'est-à-dire à sortir du gaullisme ?
Est-ce que nous arriverons à prendre ou à obtenir dans le domaine social que les éléments d'ordonnance ne soient pas mis en place ?

Contribution Jean-Jaurès

Sera-t-il possible de relancer quantitativement et qualitativement l'Education nationale, sortir du débat tel qu'il est posé aujourd'hui pour poser de plein fouet la question fondamentale de l'illettrisme, parce qu'elle pose le problème de la démocratie ?
Est-ce qu'il sera possible, et pourrons-nous développer et défendre la sécurité sociale et l'UNEDIC qui sont aujourd'hui menacées ?
Existera-t-il des possibilités pour avancer sur le terrain de l'intégration des immigrés et aussi sur la question du droit de vote des immigrés ?
Tout ceci est, sous une forme ou sous une autre, dans notre programme et je crois que tout dépend, si l'on veut développer des rapports de forces, de notre capacité à mobiliser.
Je prendrai un seul exemple pour terminer. Dans notre programme, il y a deux idées : la question de l'égalité et la question de l'intégration. Aujourd'hui, nous constatons la chose suivante. Dans quelques jours, dans moins d'une semaine, il y aura une manifestation. Cette manifestation regroupe toute la Gauche, tous les militants, toutes les organisations, tous les syndicats, sur deux thèmes : l'égalité et l'intégration. Pour moi, c'est le fait que le programme proposé est déjà en marche.
(Applaudissements)

Le président - Bien. Je vais donner la parole à Carreiras et à Sylvie François, et je pense que nous atteindrons ainsi 20 h.
Je demande aux intervenants qui n'ont pas encore pris la parole s'ils sont d'accord pour reporter leurs interventions à demain matin. Oui ? D'accord. Merci.
Alors, Carreiras, tu as la parole. Ensuite, Sylvie François. Après quoi, nous interromprons le débat.

Joël Carreiras

Le pays ne connaît pas encore le candidat que les Socialistes doivent proposer, mais certains ont pu penser que c'était un handicap. Moi, je pense plutôt qu'il faut profiter de cette situation pour s'attacher maintenant à préparer les meilleures conditions à la candidature de notre présidentiable devant le pays, et cet état d'esprit réclame deux nécessités.
Je pense que la première, c'est d'agencer les événements d'une dynamique majoritaire d'ampleur dans la société française elle-même.
La deuxième nécessité, c'est qu'il faut faire en sorte que le Parti Socialiste représente le lieu d'un débouché pour tous ceux qui veulent traduire désormais un choix politique, leur engagement dans les mouvements d'opinion et sociaux.
Sur le premier élément, il n'y a pas de motivation plus forte, de dynamique plus majoritaire que celle qui va effectivement se manifester dans une semaine, le 29 novembre, dans la rue, contre le racisme, pour l'égalité des droits.
Les jeunes, force décisive de ce combat, ont conscience qu'un choix de société est en train de s'opérer. Pour nous, ce qui est important, c'est que ce combat

Fondation Jean Jaurès

contient en lui-même les germes d'une démocratie nouvelle dont la Droite ne veut pas. Je pense que le combat contre le racisme, pour l'égalité des droits qui va rassembler la Gauche permet, par delà la Gauche, un mouvement d'opinion. Je pense que cette mobilisation contient les germes d'un projet de société, d'une société nouvelle à travers une démocratie nouvelle.
L'approche de ce combat vient justement de ce qu'il devient chaque jour un mouvement d'opinion. Aussi la Droite ne le prend-elle plus de front, à coup de lois Chalandon, car elle ne serait pas capable de se rassembler en mai 1988, de préparer ainsi le meilleur contexte à la candidature de notre présidentiable avec le pays, Aujourd'hui, faute de candidat, il est clair que la personnalisation de la perspective politique contre la Droite se fait sur le Président de la République et on constate que c'est une bonne chose.
Le deuxième élément, c'est que notre travail doit aussi se capitaliser dans et autour du Parti Socialiste. Tout ce qui entame sa crédibilité doit être évité. Il faut lui éviter les paralysies dues à des démarches qui privilégieraient trop parfois les conditions d'une candidature à l'intérieur du Parti, plutôt que vers l'extérieur du Parti.
Prenons, camarades, l'exemple sur l'unité réalisée dans le MJS pour le document transmis à Strauss-Kahn au nom des Jeunes Socialistes, mais méditons aussi le constat que ferait inévitablement apparaître aux yeux de la jeunesse un Parti Socialiste fait de diversités dans la synthèse à l'occasion des Congrès et d'une logique de cartellisation quand il y a une échéance électorale. Prenons garde à l'heure où nombreux sont ceux qui se tournent vers François Mitterrand, notamment avant de glisser le bulletin dans l'urne, c'est-à-dire au moment de faire le choix à l'occasion d'une élection partielle, prenons garde de ne pas donner de notre Parti l'image d'une organisation repliée sur elle-même. Elle doit être ouverte, offensive, dégagée de contingences trop tactiques pour être attrayante. De ce point de vue là, il ne faut pas attendre la Convention nationale de janvier pour se mettre au travail, pour s'engager dans la bataille.
Outre celle qui se concentre sur le Président de la République, la perspective politique que nous devons offrir est donc aussi celle d'un parti présent à tous les endroits dans ses propositions.
Sans répit dans le combat contre le Front National, je pense aussi qu'il faut être sans inertie non plus par rapport à la candidature de Pierre Juquin, que, pour ma part, aujourd'hui, je qualifierai de candidature de division. Certes, il cherche un mouvement social par procuration qui se réduit, en fait aujourd'hui, à l'extrême gauche en quête de légitimité républicaine, et je pense, camarades, que cela, il faut le dire.
Mesurons, certes, le danger électoral à ce qu'il représente à sa juste mesure, mais je pense qu'il ne faut pas se hâter à évacuer les potentialités de ce qu'il peut fédérer dans sa virginité apparente.
Beaucoup de jeunes, en mars 86, ont voté à droite, surtout parmi les plus jeunes de ceux qui ont voté. Les jeunes qui vont voter en 1988 ne l'ont pas fait en 1981. Je pense donc que, par rapport à tous ces éléments, nous devons renforcer le cadre du Parti Socialiste dans la jeunesse et notamment chez les étudiants où

Collection Jean Jaurès

Pierre Juquin commence à avoir de l'influence. Sans une présence plus affirmée, plus soutenue, le capital acquis risque de se trouver entamé.
Les étudiants, les jeunes, risquent d'alimenter leur besoin d'action et de réflexion politique ailleurs qu'au Parti Socialiste. Je pense donc que, de ce point de vue-là, aujourd'hui, la dynamique qu'on doit imposer, c'est celle d'offrir un débouché politique aujourd'hui sur le Président de la République - et il n'est pas besoin d'œuvrer beaucoup pour cela - mais aussi dans le cadre du Parti Socialiste.
Je terminerai sur un élément, celui de la campagne qui commence à être engagée pour les listes électorales.
Je pense que cette campagne doit exprimer l'exigence d'intégration sociale des jeunes d'égalité du droit de chacun à un statut et à une nouvelle citoyenneté, mais je crois que ce qu'il faut imprimer à travers cette campagne, c'est le droit de vote pour tout le monde. Je ferai une simple remarque et un amendement au texte qui a été soumis au Comité directeur, en reprenant le texte élaboré par les Jeunes Socialistes, c'est que ce soit la dernière campagne que nous fassions pour que les jeunes s'inscrivent sur les listes électorales, c'est que le Parti Socialiste propose que, dans l'avenir, l'inscription des jeunes sur les listes électorales se fasse automatiquement et qu'ils puissent, en toute liberté, user ainsi de leur droit de vote.
(Applaudissements)

Le président - Sylvie François.

Sylvie François

Quel projet Socialiste pour la formation ?
En matière éducative, tout presque a déjà été expérimenté. Il y a toujours un établissement, une équipe enseignante, une entreprise, une collectivité qui a fait telle ou telle chose.
Le problème, c'est que, par rapport à l'ampleur des difficultés et à la taille du système éducatif, on ne peut se contenter de paroles isolées ou d'une opération réussie.
Il faut viser la réussite de l'ensemble, l'école du zéro défaut, et pour cela, provoquer l'adhésion des enseignants, des parents, des jeunes, du monde économique, en un mot de la nation tout entière.
En ce sens, la formation est un sujet politique avant que d'être technique.
Il faut, bien sûr, réfléchir avant un retour au pouvoir à toutes les mesures techniques nécessaires et indispensables, et le texte du Secrétariat national à la formation comporte de très bonnes choses sur ce point, même si on peut regretter qu'il y manque, par exemple, des mesures sur le soutien scolaire, mais un très bon catalogue ne saurait suffire à faire un bon message, clair et mobilisateur.
Les Socialistes ont aussi besoin d'une grande ambition pour la formation des jeunes et des adultes, et cette grande ambition ne peut être que collective, elle ne

Fondation Jean Jaurès

peut témoigner d'une vision purement interne du système de formation. Nous devons faire ressortir à travers le projet, à travers les textes soumis au Comité directeur, une vision prospective de l'entreprise, c'est le contrat salariale, de la décentralisation, c'est l'autonomie contractuelle que nous proposons, une philosophie de l'alternance, et les réponses au défi européen.
Nous avons d'autant plus besoin d'un message clair qu'à droite, on voit fleurir, que ce soit chez Jacques Chirac ou Raymond Barre, des discours récupérateurs. Nous allons peu à peu retrouver beaucoup des mesures que nous proposons. Certes, nous pouvons faire ressortir la distance entre leurs discours et la réalité, distance entre les plans annoncés pour après-demain par René Monory et bientôt par Jacques Chirac, et les budgets misérables qui sont les budgets 1987 et 1988, distance entre un Raymond Barre qui se dit prêt à la cohésion sociale, et une proposition de loi qu'il dépose en mai 1986.
Mais cela n'est pas suffisant si nous ne savons pas montrer notre capacité à aller au-delà du discours, à faire passer dans la réalité les programmes éducatifs et les mesures que nous proposons.
Alors, que faut-il faire ? Eh bien, faire ressortir de nos textes et de notre analyse une stratégie crédible, capable d'impulser une dynamique de changement à travers des mesures leviers. En ce sens, le crédit formation est une idée, une mesure capable de prouver concrètement que nous pouvons enfin passer des discours sur la formation des adultes peu qualifiés, voire pas qualifiés du tout, à la seconde chance offerte aux jeunes qui n'ont pu bénéficier d'une première chance à l'école, à la réalité et à l'action sur le terrain.
Le constat, nous l'avons tous fait, mais il est peut-être bon de le répéter. Les inégalités de la formation continue sont fortes. Elles ne font qu'aggraver les inégalités de la formation initiale. Un OS ou un employé non-qualifié sur douze, a une chance chaque année d'avoir un stage de formation continue. Un cadre sur trois a cette chance et encore, les formations qui leur sont proposées sont d'inégale longueur, selon les cas.
Nous savons aussi que trop de jeunes sortent encore et sortiront malgré tous nos efforts pendant des années encore du système scolaire sans qualification ou avec une qualification tout à fait insuffisante pour leur assurer une insertion durable.
Nous savons aussi que, malgré des progrès dans le système de formation professionnelle, malgré la création du congé individuel de formation, nous n'avons pas pu réparer cet état de fait.
Alors, comment essayer de renverser la vapeur ? L'idée de crédit formation, c'est celle d'un droit reconnu au bénéfice de toute personne active n'ayant pas acquis par la formation initiale ou l'expérience professionnelle une formation et une qualification de base, dans un premier temps le CAP, parce qu'on peut rappeler qu'actuellement, 55% des adultes, des OS et des employés non-qualifiés n'ont pas le CAP, n'ont même pas la qualification qui correspond au CAP, qu'il est urgent de les re-qualifier si l'on veut qu'ils aient une chance de ne pas déboucher sur un chômage de longue durée dans quelque temps ; dans un deuxième temps, le niveau du bac, bien entendu, lorsque nous aurons pu réussir cet effort de requalification des adultes les moins qualifiés. Toute personne

active, tout jeune sortant du système scolaire sans cette qualification de base, devrait avoir un droit, droit à un crédit en durée de formation et en rémunération, qu'on peut estimer à un an en moyenne, qui lui permettrait d'acquérir cette qualification.
C'est naturellement un droit, ce n'est pas une obligation pour l'individu, mais l'obligation pèsera de manière globale sur la société, sur l'école et sur les acteurs de la formation permanente qui devront proposer les moyens de requalification des travailleurs. En quelque sorte, on renverse la perspective, puisqu'on introduit la responsabilité individuelle du salarié, du jeune sorti sans qualification du système scolaire, en lui reconnaissant un droit, en lui reconnaissant le droit de se présenter dans le système de formation et de demander cette qualification.
Deuxième levier pour montrer qu'effectivement, nous sommes capables de passer du discours à la réalité pour faire changer les choses : une autre approche des relations entre l'Etat et les différents partenaires de la formation, l'autonomie contractuelle.
Autonomie, parce qu'aujourd'hui la responsabilité des établissements, la responsabilité des acteurs ne peut qu'accroître la qualité de l'enseignement et de la recherche et parce qu'une responsabilité de gestion est utile, y compris dans l'obtention d'une part des ressources des différents établissements.
Contrat, parce qu'il est normal que l'Etat veille à donner aux différents acteurs les moyens de faire progresser la formation, mais veille aussi au respect de l'égalité des chances et de la qualité de la formation.
Autonomie contractuelle, cela veut dire la responsabilité du jeune dans sa formation, c'est le contrat pédagogique et l'aide au travail personnel.
Autonomie contractuelle, c'est la responsabilité des enseignants et des équipes enseignantes, c'est le projet d'établissement.
Autonomie contractuelle, c'est la transparence pour les parents et les jeunes qui ont trop souvent l'impression d'un monde opaque, le monde de la formation, c'est l'instance d'accueil.
Autonomie contractuelle, c'est la nouvelle manière de relier la politique de l'Etat en matière de formation supérieure et les universités, à travers des contrats entre l'Etat, les régions et les universités.
(Applaudissements)

Le président - Merci.
La séance est levée. Nous reprendrons nos travaux demain matin à 10 heures. Je demande aux membres de la Commission des résolutions de se diriger vers la rue de Solferino.

Parti Socialiste
Comité directeur
21 et 22 novembre 1987

Séance du dimanche 22 novembre 1987

La séance est ouverte sous la présidence de Claude Estier.

Le président (Claude Estier)

Nous reprenons nos travaux et, dans la suite du débat, la parole est à Charles Josselin.

Charles Josselin

Mes chers camarades, je ferai deux remarques.

La première a trait aux alliances et je voudrais rappeler à ce sujet ce que nous disons depuis longtemps dans nos campagnes ; je prends "campagnes" dans toutes les acceptions de ce terme : il faut être extrêmement prudent avant de décider de faire convoi avec des gens qui disent rouler au centre, qui mettent volontiers leur clignotant à gauche... et qui tournent presque toujours à droite !

S'agissant de l'actualité budgétaire, il y a quelques semaines la discussion du budget de la Défense a été l'occasion pour le groupe parlementaire de débattre encore un peu - trop peu - de ce très important dossier.

Quelques jours plus tard, Laurent Fabius présentait le plan que le Parti Socialiste se donne en ce qui concerne la formation. Lui aussi revêt un enjeu budgétaire considérable.

Si on y ajoute le financement du minimum d'insertion, autre dépense obligatoire pour les Socialistes, on mesure bien la difficulté que nous aurons à conjuguer l'application de la loi de programmation militaire, notre plan de formation et la mise en œuvre du revenu minimum d'insertion.

Mes camarades, je crois que la seule chance que nous pourrions avoir d'atteindre les deux derniers objectifs, celui de la formation et celui de l'insertion, serait que nous puissions être autorisés, dans un avenir proche, à revoir en baisse la loi de programmation militaire, ce qui signifierait sans doute que le contexte international soit modifié.

Je voudrais - tout en me gardant d'un angélisme qui serait très dangereux dans ce domaine, mais en évitant aussi l'esprit de système que je crois sentir chez certains, que le Parti Socialiste regarde pour le moins avec intérêt ce qui se passe en Russie soviétique. Il y a là des signes dont il n'est pas interdit à des Socialistes d'espérer qu'ils sont porteurs d'un certain nombre de changements qui nous permettraient, oui, de conjuguer mieux l'ensemble de nos objectifs et leur traduction budgétaire.

L'Europe.

Chacun se souvient de la manière dont Charles de Gaulle en parlait : "L'Europe... L'Europe... L'Europe..." On pourrait - l'actualité en tout cas nous y autorise - parodier quelque peu son propos, tant il est vrai qu'aujourd'hui il n'y a pas de rencontre, il n'y a pas de Congrès, il n'y a pas de colloque où les géomètres, les notaires...

Fondation Jean Jaurès

Louis Mermaz - Les notaires !

Charles Josselin - ... les assemblées régionales, les Socialistes, ne débattent de cette question.
J'observe que les Socialistes, eux, n'ont pas l'intention de traiter l'Europe de la même manière que Charles de Gaulle. Ce que j'ai lu dans le projet Socialiste - l'Europe a l'avenir à débattre et à construire - a évidemment une connotation positive, c'est évident.
Mais, le plus souvent, c'est le seul dossier du marché unique est traité. Je veux dire que le plus souvent, dans le cadre des rencontres auxquelles je faisais allusion tout à l'heure - mais c'est encore plus vrai pour l'homme de la rue - c'est la seule dimension libérale de l'Europe qui est perçue. On parle du marché unique, on oublie à peu près délibérément les autres dimensions institutionnelles, économiques, fiscales, que revêt pourtant l'acte unique et je souhaiterais effectivement que les Socialistes soient porteurs du dossier européen dans toute sa dimension et pas seulement du seul marché unique dont nous parlions à l'instant.
Je voudrais aussi - et le projet, à cet égard, est un début de réponse - que nous essayions d'intégrer mieux, y compris dans la quotidienneté de nos concitoyens
- et on envisage de le faire au niveau de la formation, c'est bien - d'intégrer mieux cette réalité : l'Europe
- en tout cas juridique - elle, elle est déjà présente dans la vie de tous les jours et on a beaucoup tendance à l'oublier.
Ma deuxième observation, s'agissant de l'Europe, c'est pour dire ma crainte, et le projet des Socialistes, à cet égard, est loin de la dissiper, que nous envisagions seulement de cette construction européenne dans le cadre d'un face à face entre l'Allemagne et la France.
Camarades, je lis "le projet Socialiste, c'est la responsabilité de la France, pour que l'Allemagne choisisse l'Europe plutôt que de faire cavalier seul". Cela dépend de nous.
Le cœur de la question est le destin de l'Allemagne.
Ce que j'ai vu dans le document présenté par nos camarades "Socialisme et République" confirme cette impression.
Nous ne sommes en... (inaudible) Or, je suis pour ma part convaincu que nous ne construisons pas l'Europe uniquement dans le cadre d'un face à face entre l'Allemagne ou la France, ou alors ça risque de nous coûter à nous Français, trop cher car il ne faudrait pas sous-estimer les difficultés que nous aurons à convaincre l'Allemagne d'être davantage européenne qu'elle n'est, tant il est vrai aujourd'hui qu'elle a intérêt à ce que le mark soit monnaie de réserve plutôt que l'écu.
Elle était puissance industrielle. Elle est devenue puissance agricole.
Je voudrais rappeler ce qu'un diplomate écrivain disait au 19ème siècle : "il faut se mettre à plusieurs dans le lit de l'Europe, pour mieux caresser Teutonia".
Mes camarades, nous avons tendance à oublier les autres partenaires, quand

nous ne les méprisons pas un peu, qu'il s'agisse des italiens, qu'il s'agisse des anglais, même eux, mais qu'il s'agisse surtout des espagnols où là, le sentiment européen a progressé de manière considérable au cours de la dernière période.
La France à l'évidence a une responsabilité première dans cette construction européenne. Faisons en sorte de nous associer aux autres pour convaincre notre partenaire allemand de se tourner plutôt vers l'Europe.
Ma troisième observation concerne les politiques européennes et singulièrement les politiques structurelles, comme nous les appelons, celles qui sont mises en œuvre à travers les fonds structurels et en particulier le FEDER. Les aiguiser ne doit pas vouloir signifier les appauvrir.
J'en prends pour preuve la carte des régions européennes qui demain vont être les seules susceptibles d'être aidées par le FEDER... c'était ma dernière observation.
Demain vraisemblablement, les seules régions françaises à pouvoir bénéficier du fonds structurée seront les Dom-Tom.
Dans le même temps, les seuls agriculteurs à pouvoir justifier de mesures de compensation sociale - Bernard Thareau me comprendra - sont quelques paysans, du fond de l'Auvergne... et à l'évidence, c'est l'idée même de solidarité européenne qui va s'en trouver affaiblie et qui va reculer.
Je souhaiterais qu'au-delà des statistiques qui effectivement peuvent apparaître dans leur brutalité, les inégalités de situation plus fortes dans certaines parties de l'Europe... veillons à ce que les citoyens de l'Europe, le plus souvent possible, aient possibilité de vérifier sur le terrain l'existence des solidarités européennes.
Or, nous assistons actuellement à une re-concentration des pôles industriels.
Les centres sociaux sont en train de se re-déplacer vers les capitales, et vers l'Est singulièrement.
Il est vrai que l'espérance qu'il faut nourrir en matière d'emploi, est plus celle des emplois que les services pourront créer, et je vous rappelle que s'il est possible de déconnecter les lieux de consommation, des lieux de production, il est beaucoup plus difficile de se déconnecter des lieux de consommation, des lieux de services.
Ce qui veut dire que ces espérances d'emplois et de services, nous n'en aurons pas. Nous n'en avons pas au niveau des campagnes, au niveau des régions plus périphériques.
Il va falloir faire un effort accru au plan de l'Europe sans doute mais pas seulement précisément en matière d'aménagement du territoire. Et je souhaite que les Socialistes s'en souviennent.
(Applaudissements)

Le président - Michel Debout et ensuite Patrice Finel.
Je demande à chacun d'être bref. Nous avons ensuite un rapport de Strauss-Kahn et puis nous avons ensuite un certain nombre de décisions à prendre.

Fondation Jean-Jaurès

Michel Debout

Josselin a évoqué les géomètres et les notaires.
Vous me permettrez de parler un petit peu des médecins.
Quand on interroge les Français, leurs préoccupations vous le savez qu'ils mettent au premier rang, et cela se comprend, c'est l'emploi, mais tout de suite après vient la santé.
Il m'aurait semblé étonnant qu'au cours de ce débat sur nos propositions, la question de politique de santé ne soit pas évoquée.
C'est pourquoi j'ai demandé à prendre la parole un petit peu sur ce sujet et je vais le faire rapidement.
Le texte qui nous est proposé, qui parle de la politique de santé, qui parle de la toxicomanie, du sida, des handicapés, ce texte s'est amélioré par rapport à la première mouture envoyée aux adhérents.
Les commentaires que je vais faire seront plus rapides et n'apporteront pas de critique majeure sur le texte lui-même... mais peut-être quelques remarques, quelques inflexions.
Je pense qu'en matière de politique de santé, il faut être offensif. Il faut être clair dans les objectifs et il faut dire aussi sur quelle force, sur quel moyen on s'appuiera pour appliquer une autre politique de santé.
Si vous voulez, je vais reprendre les trois thèmes de cette analyse.
D'abord, être offensif. Offensif parce qu'effectivement les problèmes qui se posent sont importants.
J'ajouterais que de plus enplus les Français, dans leur ensemble, mais les professionnels de la santé, ont la perception de la gravité des problèmes posés, ce qui n'était pas le cas il y a encore une dizaine d'années et le paradoxe, mes camarades, ce serait qu'en 1981, on ait été offensif sur ces questions, alors que la prise de conscience n'était pas encore là pour qu'on comprenne, et qu'en 1988, alors que les Français et les médecins, tous les professionnels ont conscience de ces problèmes, eh bien on nous fasse des propositions à minima.
Je crois qu'il faut être effectivement offensif. On sera compris si on l'est. Les professions médicales se posent des questions aujourd'hui et à nous d'apporter un certain nombre de réponses, en tout cas des perspectives pour les questions posées.
La deuxième raison de l'offensive c'est que de l'autre côté, à droite, ils le sont, ils le sont bien entendu avec des perspectives qui ne sont pas du tout les nôtres. Il faut, de ce point de vue, là, clarifier les enjeux.
On l'a dit et je ne fais pas le procès à vous tous... évidemment de ne pas être clairs sur l'enjeu.
Vous savez bien que d'un côté, il y a le système privé des soins, et, de l'autre, il y a le système solidaire des soins.
Il faut absolument le dire comme cela... c'est vrai que dans les textes, cela n'apparaît peut-être pas suffisamment. On critique la Droite en introduction et ensuite on fait des propositions puis on la critique... cela fait je dirai un petit peu de caractère fort au plan des propositions.
Je souhaiterais qu'on dise quel est l'enjeu de ce point de vue là.

Je voudrais vous dire... je voudrais simplement lire un passage d'une réclame que vous pouvez trouver dans tous les hebdomadaires... c'est une réclame pour ce qu'ils appellent la sécurité libérale. Je vous la lis :
"La sécurité libérale, vous permet de choisir désormais librement le niveau de protection dont vous avez besoin en matière d'assurance maladie".
Autrement dit, choisissez de vous assurer pour la grippe, choisissez de vous assurer pour le cancer, mais attention, ne vous trompez pas. Si vous choisissez le cancer, ce sera plus cher.
Voilà, c'est cela qu'on nous propose. Il faut en avoir la conscience claire. C'est ce qu'ils veulent faire. Ils l'annoncent déjà. Je crois que nous devons être offensifs.
Pour être offensifs... je vais prendre trois grands secteurs. L'hôpital, la médecine dite de ville, c'est-à-dire la médecine libérale, et les problèmes de biologie, et d'avenir de la biologie et de la recherche.
D'abord, sur l'hôpital.
Mes camarades, l'enjeu c'est finalement d'organiser l'hôpital de l'an 2 000. Ca n'est pas une mince affaire. Nous avons une proposition : la départementalisation. Il faut la rappeler. Elle est rappelée dans le texte et il me semble avec trop de nuance. Il faut dire que c'est notre objectif parce qu'il doit être cohérent avec la situation de l'hôpital.
Il faut que tout le monde s'y mette : les patrons, les assistants, les infirmiers, et les utilisateurs de l'hôpital si on veut que l'hôpital réponde aux véritables missions qui sont les siennes, missions qui soient réfléchies dans l'ensemble du système sanitaire.
Il ne faut pas oublier ce qu'on a vécu pendant 5 ans. On a vécu des réticences... c'était déjà dans notre projet. Je parlais des patrons et pardonnez j'en suis, alors je sais comment ils vont faire.
Il ne s'agit pas de dire ce qu'on veut départementaliser. Il faut aussi qu'on montre aux gens pourquoi on veut le faire. Il faut qu'il y ait une dynamique dans l'hôpital, mais aussi à l'extérieur de l'hôpital pour que ce projet se mette en œuvre... sinon, il ne sera jamais installé.
Donc je crois que là-dessus, il faut effectivement dire que la notion de contrat, la notion de dynamique, la notion de négociation est nécessaire si l'on veut que ces réformes passent dans les faits.
Sinon les réticences, les lobbies des patrons empêcheront que les choses bougent, parce qu'ils ne veulent pas que les choses bougent.
Cela, il faut le dire.
Sur le problème du privé à l'hôpital, je ne vais pas revenir. Néanmoins, il est tout à fait nécessaire qu'on rappelle qu'il faut arrêter l'hospitalisation privée à l'hôpital public.
En ce qui concerne les activités privées des médecins publics, cela pose deux types de problèmes.
Il faut les regarder en face. D'abord, il faut constater que si les médecins publics n'ont plus d'activités privées, cela modifie leur statut et si cela modifie leur statut, il faudra négocier avec eux un nouveau statut. C'est très important.

Fondation Jean-Jaurès

La deuxième chose, c'est que si on supprime les consultations privées à l'hôpital public, il faudrait aussi avoir et en même temps, l'objectif d'améliorer les consultations publiques.
Si beaucoup choisissent la consultation privée, plutôt que la consultation publique, c'est parce que l'accueil, le niveau de qualité des consultations publiques, est insuffisant.
Il faut le dire... sinon je crois qu'on n'apporte rien de plus aux utilisateurs de l'hôpital.
L'hôpital, pour ce qui est de la médecine de ville, la médecine dite libérale - je dis libérale bien que ce ne soit pas un bon qualificatif - les médecins eux mêmes ont bien conscience des problèmes qui se posent. Il y a des médecins au chômage, des médecins qui vivent mal de leur métier.
C'est la réalité et elle va aller en s'aggravant.
Il faudra donc une grande négociation pour le moyen terme et pas simplement tous les 6 mois pour chiffrer le prix de la consultation.
Si on veut, par exemple, organiser la médecine des généralistes, si on veut améliorer l'harmonie entre généralistes et spécialistes, il ne faut pas croire que cela se fera comme cela. Il y aura des réticences. Il faut qu'on impulse un mouvement, une dynamique et il faut qu'on s'appuie sur quelque chose qui aille dans le bon sens.
Le texte et nos propositions devraient être non pas plus claires - car elles le sont - mais plus entraînantes. Il faudrait qu'il y ait un mouvement. S'il n'y a pas de mouvement, ce sera la crise et ce sera dur.
Je vais conclure.
Troisième idée, c'est en ce qui concerne la biologie. Le texte y fait très peu référence. Cela bouge pourtant... c'est quelque chose d'extraordinaire.
Les Français sont attentifs à tout cela... notamment parce que cela fait référence à la recherche, aux technologies, à un monde qui bouge.
Les manipulations génétiques, c'est pour demain. Cela nous concerne aussi. D'ailleurs, on a déjà fait des rencontres là-dessus... et il y a des choses à dire dans ce domaine.
J'en aurais terminé en disant que sur ces questions de santé, il n'y a pas de raison d'être frileux, mes camarades.
Nous avons des choses à dire. Les problèmes sont importants. Il ne faut pas être frileux en ce qui concerne les dépenses. Il est vrai qu'il faut maîtriser les dépenses de santé. Tout le monde en est d'accord mais dans le même temps, on sait bien, et il faut se dire les choses en face, que de toute façon, elles iront en augmentant pour une raison simple : c'est que la population vieillit. Si on veut assurer le même niveau de prestations avec une population vieillie, il faudra plus de moyens pour cela.
Donc maîtrise, oui, mais et je voudrais terminer par là, pourquoi être craintif ? Parce que si on organise bien les choses, le secteur sanitaire et social sera créateur d'emplois et dans la mesure où on cherche tous à en créer, c'est plutôt une bonne idée.
(Applaudissements)

Fondation Jean-Jaurès

Le président - La parole est à Finel. Même appel à la brièveté, s'il vous plaît.

Patrice Finel

Chers camarades, vous comprendrez qu'à cette heure, il est très difficile, après la Commission des résolutions, de faire des propositions précises sur le contenu du texte qui vous est soumis. Je me bornerai vraiment à quelques considérations générales et à une appréciation sur le débat d'hier.
Mais avant, je voudrais attirer l'attention - je souhaite que cela figure dans le document - sur un événement très grave qui s'est passé hier, qui est la décision du tribunal de Bobigny d'interdire préventivement la grève des contrôleurs aériens et des personnels d'Air-Inter...

Le président - Cela a été soumis au Comité directeur

Patrice Finel - Merci de l'information, mais si cela ne l'était déjà, il serait utile de renforcer dans notre projet cet aspect qui est une grave remise en cause du droit de grève, puisque maintenant n'importe quel tribunal peut décider à l'avance que non seulement la grève est interdite, mais même que le préavis de grève doit être retiré.
Sur le texte lui-même, je pense qu'il aurait gagné à être plus incisif, plus court. Il y a de nombreuses bonnes choses dans ce projet, mais elles sont un peu diluées.
Je regrette que d'une certaine façon le travail consistant à en sortir les points forts, à en sortir la logique, soit confié à des spécialistes et des publicitaires pour un magazine. Peut-être aurait-il été plus intéressant que les organes du Parti et ses militants en soient saisis.
Je crois que ce texte ne parle pas assez de mutations sociales, culturelles, économiques, technologiques. Nous sommes passés d'une société centrée sur la production à une société centrée sur la communication. C'est très important pour l'emploi et je rappelle que la préoccupation essentielle des Français - c'est, je pense, là-dessus aussi que se fera l'élection - c'est l'emploi. Notre pensée économique, notre mentalité, nos comportements sont à mon avis encore très imprégnés de ce qui prévalait dans une société centrée essentiellement sur la production de biens matériels, alors que nous savons bien que, pour la première fois dans l'histoire de notre société industrielle, les premiers postes de dépenses des ménages aujourd'hui sont la santé, la culture, les loisirs, reléguant en position seconde les dépenses d'alimentation ou d'équipement.
En fait, aujourd'hui les pays de l'OCDE échangent entre eux trente fois plus de biens immatériels que de biens matériels. Notre société est centrée maintenant sur la communication. Nous devons en tirer des enseignements, notamment en matière d'emploi, parce que si nous nous trouvons dans une société avec d'un côté des marchandises sans création d'emplois et de l'autre des masses de chômeurs et de gens qui n'arrivent pas à s'insérer dans la société, où des marchandises sans acheteurs côtoient des hommes sans revenus, je crois que la

Fondation Jean-Jaurès

société se dualise et que pour lutter contre cette dualisation, il faut développer la société de pleine activité, adopter la logique du partage, accorder toute sa place au développement local et donc réconcilier initiative et solidarité.
J'espère que notre projet ce matin plus qu'hier insistera dans ce sens.
Maintenant je voudrais faire quelques remarques rapides sur le débat d'hier.
Vous savez, on dit souvent que l'histoire ne se répète pas mais que parfois elle bégaie ! Hier j'ai eu l'impression d'assister par moments à la répétition de vieux débats, de vieux clivages, avec d'un côté les tenants des différents courants... pardon, maintenant on dit des différents éclairages, de ceux qui pensent "plus à Gauche que moi, tu meurs", et de l'autre ceux de la culture de gouvernement, de la projection, mais toutefois solidement ancrés à Gauche.
Chers camarades, je crois que ce débat est archaïque et dépassé, que la seule vraie question aujourd'hui, c'est : quel projet bâtissons-nous ? Quel nouveau consensus dans la société construisons-nous, comme nous avons réussi à le faire sur le revenu minimum social ? Pour quelles transformations sociales nous battons-nous ? Et à partir de là, avec qui entendons-nous le faire ?
Je crois, chers camarades, que c'est le projet qui commande les alliances, qu'il ne faut pas oublier cet aspect des choses, et d'une certaine façon Jacques Delors a eu raison de poser cette question, même s'il la fait de façon provocatrice... D'ailleurs je m'attendais à ce qu'il soit davantage critiqué dans ce Comité directeur. C'est sûrement le signe que la question est présente dans la tête de nombreux camarades. D'ailleurs Pierre Bérégovoy lui-même, quand il s'exprime dans l'Expansion, ne dit-il pas quelque chose de voisin quand il dit : aujourd'hui, ni la Droite ri la Gauche ne sont à l'heure actuelle majoritaires et la Gauche aura donc besoin d'alliés ?
Je crois donc qu'il est opportun que le Comité directeur discute de cet aspect.
Un orateur a dit hier que personne ne voulait ressusciter la troisième force. Je crois que c'est évident, personne ici ne veut ressusciter la troisième force. Mais pour continuer dans la comparaison historique, personnellement je préfère les accords sur des objectifs tels que les concevait Pierre Mendès France que les alliances telles que les passait Guy Mollet.
Je crois donc que le problème, c'est bien aujourd'hui celui du contenu de la construction de nouveaux consensus de transformation sociale et à partir de là se posera le problème du rassemblement autour du PS et de qui rassembler.
Merci.
(Applaudissements)

Le président - Merci, Finel, et merci d'avoir respecté le temps qui t'était imparti. De Caumont, ensuite Bernard Thareau.

Robert de Caumont

Chers camarades, le propos que je voudrais tenir exprime sans aucun doute les préoccupations d'un certain nombre de sections et de fédérations. Il ne s'inscrit pas dans les clivages internes qui ont ressurgi dans notre Parti, il s'appuie sur

des expériences concrètes pratiquées sur le terrain par beaucoup d'entre nous. Il touche aux problèmes fondamentaux de l'emploi et de la démographie; il répond à la sensibilité d'une forte majorité de concitoyens; élus, syndicalistes, acteurs de l'économie, et sur un terrain où la pratique du gouvernement actuel depuis vingt mois est fort contestée, y compris dans son propre camp.

Il s'agit de la décentralisation, de la planification contractuelle, de l'aménagement du territoire, de l'initiative et du développement local.

Sur ces quatre terrains conjoints, je crois que notre texte devrait être enrichi puisqu'il rencontrerait un très large écho. En effet les acquis de notre législateur sont largement remis en cause, et souvent de façon plus sournoise que publique

La loi de décentralisation et de répartition des compétences entre l'Etat et les collectivités locales est constamment battue en brèche par les représentants de l'appareil d'Etat. J'en ai pour ma part un certain nombre d'exemples, et les échangeant avec d'autres, je m'aperçois que c'est une démarche de plus en plus généralisée, notamment par les représentants locaux de l'Etat qui reçoivent à cet égard des directives, et la réaction des élus est généralement assez vigoureuse et dépasse largement le secteur de notre Parti et des élus de Gauche

La loi sur les méthodes de planification décentralisée et contractuelle a donné lieu à des expériences extrêmement riches, qui assurent une meilleure synergie de l'initiative locale départementale, régionale, nationale, et je crois qu'elle est unanimement considérée comme une expérience positive.

Or cette expérience est remise en cause par un certain nombre de régions, elle est mise en cause aussi à un moindre degré par l'Etat. Il semble qu'il y ait lieu de rappeler ce que nous avons apporté et ce que nous voulons apporter dans ce domaine, car là encore nous trouverons un terrain extrêmement favorable dans le bilan.

Les lois spécifiques d'aménagement du territoire comme la loi montagne ou la loi littoral, qui ont été votées à l'unanimité au Parlement, bien qu'elles portent la marque des orientations Socialistes de façon fort nette, sont aujourd'hui battues en brèche. Les décrets d'application sont retardés, plus de trois ans après la promulgation de ces lois. La pratique administrative consiste à les vider de leur contenu et la réaction des élus concernés se fait de plus en plus vive et les leaders de cette réaction se situent parfois dans les eaux gouvernementales elles-mêmes. J'ai, voici quinze jours, avec d'autres pu provoquer une manifestation d'élus de toutes tendances dans mon département, avec des banderoles sous les fenêtres de la préfecture à l'encontre du sabotage de l'application de la loi montagne.

Toutes ces inerties, toutes ces démarches de neutralisation de l'apport de la législature Socialiste aujourd'hui constituent un excellent terrain pour rassembler autour de nous un nombre croissant d'élus et de Français.

Je voudrais focaliser mon propos pour terminer sur la politique d'aménagement du territoire et de développement local.

Le rapport Olivier Guichard est très vivement contesté dans bien des secteurs de notre pays et de l'opinion. Il considère comme inéluctable la concentration des hommes et des activités. C'est un discours libéral et non-interventionniste qui

est parfaitement cohérent avec celui par exemple d'un Madelin, mais qui apparaît aujourd'hui, avec l'évolution des technologies et du développement local, comme particulièrement "ringard".
Nous sommes beaucoup à souhaiter que nos propositions prennent nettement le contre-pied de cette logique et que l'approche macro-économique qui est souvent dominante dans nos documents et qui se heurte, bien sûr, aux tendances lourdes de l'économie lorsqu'il est question du développement de l'industrie et de l'artisanat, fasse place à une approche plus complète et plus fine qui se confronte avec les expériences locales.
Il existe certainement, c'est prouvé, un gisement important de créations d'emplois à partir d'une analyse originale et adaptée des données locales, à partir du développement de la capacité d'initiative locale. Là encore, c'est nous qui avons apporté une avancée déterminante avec les comités pour l'emploi, lancés par Pierre Mauroy, avec les associations de développement local qui assurent la synergie de tous les acteurs, collectivités locales, associations, syndicats, scientifiques, et qui sont proches du terrain, c'est-à-dire qu'ils peuvent s'adapter à l'évolution. Recherche appliquée, articulée avec le travail des agents de développement. Trop souvent nos chercheurs ont d'excellentes idées et procèdent à des travaux tout à fait intéressants, mais ils aboutissent dans des tiroirs, pendant que les agents de développement se livrent à l'improvisation.
Dégager les vocations locales et les valoriser, c'est souvent trouver des créneaux qui sont très générateurs d'emplois
La formation adaptée en permanence à la perspective de l'émergence d'activités locales nouvelles, de façon à ce qu'il n'y ait pas de goulot d'étranglement à ce niveau.
Les contrats de plan qui ont été lancés au début de notre législature et qui sont, je crois, plébiscités dans tous les secteurs économiques et dans la plupart des régions : ces contrats de plan appuyés sur la capacité d'initiative des instances du pays, c'est-à-dire à partir de l'initiative de la base confrontée avec les capacités du sommet, je crois qu'il faut les utiliser à plein, et il faut aussi les revaloriser dans notre discours.
Enfin, je crois qu'il faut renouveler complètement sur ces bases les modes de production nouveaux, l'aménagement du temps de loisir et de travail, l'application des technologies nouvelles aux spécificités locales, les aides à l'éclosion et au décollage des initiatives des créateurs d'entreprise, l'aide et le conseil, les ateliers, les pépinières d'entreprises, tous systèmes d'aide qui sont actuellement en voie de démantèlement avancé du fait des initiatives d'un Madelin, par exemple, et d'un certain nombre de régions.
Je voudrais simplement, sans vouloir mettre en évidence une expérience personnelle, mais sachant bien qu'il y en a un certain nombre d'autres dans le pays qui sont tout aussi concluantes, dire que succédant à la tête de la ville de Briançon à un ministre giscardien qui, pendant la période 1975-82, a vu la population de la ville diminuer, avec un bilan migratoire négatif, nous avons entre 1982 et 1987 augmenté la population de 25% et diminué le chômage dans cette ville ; c'est pourtant une ville fort enclavée et fort à l'écart des grands

courants de circulation.
C'est donc possible, et beaucoup de mes camarades le démontrent sur le terrain, et ils le démontrent avec une méthodologie qu'il faut mettre en valeur, c'est-à-dire une méthodologie qui s'appuie sur les initiatives de la base et sur une analyse fine et une mise en valeur correcte des virtualités locales.
Je voudrais aussi dire un mot au passage sur ce qui me parait être une lacune de notre document en matière de fiscalité locale : je pense que la fiscalité locale mérite un traitement beaucoup plus global dans notre document et là je crois que nous ne sommes pas suffisamment avancés dans notre réflexion pour pouvoir sortir quelque chose qui soit vraiment conforme à la fois à la capacité d'impulsion économique et au plus de justice que nous pouvons attendre d'un système de fiscalité locale.
Je crois, chers camarades, que dans le domaine que je viens d'évoquer, il faut d'abord revendiquer nos acquis, car nous avons déjà fait nos preuves. Il faut maîtriser les tentations de réactions jacobines de l'appareil d'Etat, il faut reprendre la marche en avant, et nul doute au moins sur que sur ce terrain une grande majorité de Français, trois cinquièmes, deux tiers, je ne sais pas, mais en tout cas c'est dans ces eaux là, travailleurs, acteurs économiques, seront avec nous, car en vingt mois ils ont déjà bien ressenti notre différence.
(Applaudissements)

Le président - Merci.
Bernard Thareau, dernier orateur...

Bernard Thareau

Chers camarades, j'aurais pu orienter mon propos sur l'actualité dans le secteur économique que j'ai en charge, mais ce ne sera pas l'essentiel de mon intervention.
Je dirais simplement que les quotas laitiers pour les députés ou les militants des régions rurales entraînent des inégalités et des injustices incroyables, beaucoup savent ce que je veux sous-entendre. Le revenu agricole affiché comme une moyenne, cela continue, on en parle depuis dix ans, et bien davantage encore.
On aurait pu parler, pour vous informer, de tout le combat mené par nos députés à l'Assemblée Nationale sur la réforme de la CNCA, que Chirac fait bien rentrer dans le schéma des privatisations, le mot est enfin sorti, que Guillaume continue d'appeler "mutualisation par voie de société anonyme". Toute cette hypocrisie a été fort justement combattue par les nôtres à l'Assemblée Nationale, et je voulais dans mon introduction souligner le travail extrêmement positif qui s'est fait, Henri Nallet a été de ceux là, et jusqu'à hier soir tard, il était à relever le défi en face de Guillaume et consorts, et maintenant nous jugerons les conséquences, conséquences dramatiques pour certaines régions et plus loin je veux parler un peu des régions défavorisées. Le Crédit Agricole va donc aller encore un peu plus à contre sens.
Mais mon propos, je ne le veux pas sur ce point d'actualité, que vous connaissez

Confédération Jean Jaurès

déjà. Je veux me limiter au texte d'orientation. Nous avons retenu une méthode. Nous disons d'abord que le texte d'orientation est un bon texte, mais comme beaucoup, je le vois par les réactions des fédérations qui sont remontées, Yvette Roudy l'expliquait hier soir, je vais parler d'une critique de compréhension, en fin de compte la rédaction serait abstraite.

A partir du moment où nous avons choisi avec l'ensemble du Parti, au séminaire en particulier, de ne pas avoir ce qu'on appelle le traitement des différents secteurs de façon spécifique, et à part, 4 ou 5 pages pour les femmes, 4 ou 5 pages pour les jeunes, 4 ou 5 pages pour les paysans, etc. nous avons choisi un texte horizontal, et nous y avons été toujours pleinement associés. Pourquoi ? Pour éviter le corporatisme ambiant, et permanent en particulier dans nôtres secteur. Nous parlons donc de l'agriculture et du monde rural dans 8 endroits différents du texte, ce qui est extrêmement positif, mais c'est vrai que la lecture de la partie agricole rurale est plus difficile puisqu'elle s'insère dans l'ensemble des différents secteurs.

Ceci dit, des remarques sont venues, elles sont toujours constructives, sur les points les plus forts que nous aurons à combattre dans les dix années qui viennent, sur la désertification à éviter, sur le développement rural, sur l'aide à instaurer, à développer, et sur ce point combien je fais la relation avec l'intervention de Charles Josselin tout à l'heure, en parlant de l'ensemble des aides aux régions défavorisées, et combien on peut parler des aides compensatrices, de l'instauration de la prévention qui se met en route, de la gestion de l'ensemble des terres disponibles, tous ces problèmes là vont être sous nos responsabilités en tant que Parti, en tant qu'élus locaux, départementaux, régionaux, nous allons avoir une responsabilité de plus en plus évidente parfois de contre-poids avec les orientations européennes, et parfois de décisions et d'orientations dans les responsabilités locales que nous pouvons avoir.

Les enjeux sont très lourds, tout le monde l'a senti, mais notre texte général le permet.

Alors nos propositions de travail... le premier point je viens de le dire, nous parlons de l'agriculture, du monde rural, dans 8 endroits, de grâce que tout le monde fasse l'effort de la lecture d'ensemble pour que tout le monde s'y retrouve.

Quelques amendements retenus par Dominique Strauss-Kahn et l'équipe viennent améliorer le texte, mais pas de changement au niveau politique fondamental.

Deuxièmement, les ruraux, les paysans, je veux le dire, sont concernés par l'ensemble du texte, et en particulier quand on parle de réformes fiscales : ce que l'agriculture peut en attendre, quand on parle de revenus minimums d'insertion, qu'est-ce qu'on peut en penser pour les agriculteurs en faillite ? Quand on parle de formation, de culture, ce problème de société, quand on parle de l'Europe, tous ces problèmes là ne demandent plus à être traités spécifiquement même s'il leur faut des ajouts.

Je me réjouis beaucoup dans cette approche que les ruraux soient traités comme

citoyens d'abord, nous devons avancer dans l'égalité des droits, mais cela suppose aussi l'égalité des devoirs. Et je veux dire combien j'ai souffert comme responsable du Parti, je l'avais dit à cette tribune, à l'époque, lorsqu'on avait créé le 1% pour le chômage. Les paysans, les artisans en avaient été exclus, sur pression des organisations syndicales, et pourtant il y a des milliers de chômeurs dans le monde agricole, les paysans eux-mêmes, leurs enfants, etc.
Si nous voulons avancer, il faudra que les paysans en bénéficient, mais il faudra bien qu'ils cotisent. Tous ces efforts sont à faire en parallèle, sinon on ne pourra pas trouver de solution.
Troisième point d'action : nous voulons élaborer un texte complémentaire, bien sûr le 12 décembre prochain ce sera notre dernière séance de travail, pour essayer d'entériner le Bureau exécutif aura à faire le sien, pour la cohérence des propositions, pour l'argumentation du cadre général, sur le terrain, pour approfondir quelques points spécifiques.
Nous en avons actuellement 7 qui demandent à être développés :
- la politique de développement nouvelle ;
- le statut des exploitants et exploitantes ;
- le droit à la faillite ;
- la solidarité sociale des revenus - ces problèmes là sont posés, nous devons y répondre ;
- le problème de l'installation dans la crise où nous vivons ;
- la formation où il y a beaucoup de retard encore dans le monde rural ;
- le foncier, sa gestion, c'est ce que je viens de vous dire tout à l'heure au niveau des terres disponibles,
- la fiscalité, la connaissance du revenu dans le monde paysan - il faudra y revenir…
- - la protection sociale avec la pyramide des âges qui est plus qu'inquiétante, etc.

Nous voudrions, quatrième proposition, et je la fais en accord avec Lionel, notre Premier secrétaire : aboutir à une popularisation de ces propositions concernant l'agriculture, en organisant une Conférence nationale, qui pourrait se situer fin février, pourquoi pas le 27... mais le Secrétariat national fera son travail - je le dis de façon proposée et non arrêtée - qui impliquerait des représentants des différents pays de la Communauté, mais c'est surtout en termes de public pour les militants ruraux, pour le Parti et pas simplement des spécialistes agricoles, pour les organisations professionnelles.
Nous pensons que nous avons beaucoup de choses à dire et ces choses devraient être dites par les principaux responsables de notre Parti, sur les aspects économiques, et bien entendu impliquant notre Premier secrétaire. J'espère que cette conférence nationale pourra être retenue comme un temps fort dans cette moitié de campagne et plutôt au début de la campagne officielle.
Bref, le contact reste l'élément le plus important dans le monde paysan, nous avons à nous mettre d'accord sur les textes, c'est une certitudes, mais c'est la multitude des réunions qui sera le plus payant. Nous devons nous mobiliser dans ce sens.

Fondation Jean-Jaurès

En conclusions, ne jamais oublier que nous sommes dans un milieu désabusé, désabusé en particulier par des déceptions dues au gouvernement de gauche, c'est vrai, mais désabusé bien davantage par le changement de cap fondamental de Guillaume, qui leur avait promis monts et merveilles, qui aujourd'hui fait le contraire, qui dans la crise structurelle que vit le monde rural, et le monde paysan en particulier donne des réponses conjoncturelles, des petites subventions de court terme, et personne ne s'y trompe.
Mais désabusé, nous devons pourtant prendre en compte pour nous Socialistes, que l'agriculture rapporte dans la balance commerciale 25 à 30 milliards, pendant que cette balance est déficitaire. Nous rappeler que les déséquilibres ne peuvent que croître, si nous ne nous battons pas. Le tiers de l'Europe peut largement produire le besoin des trois tiers des 320 millions sans aucun problème, alors quel équilibre de l'espace, quelle maîtrise des productions, quelles orientations, quelle répartition entre les paysans dans les régions ? Ce sont des problèmes nouveaux qui sont bien entendu l'anti-logique de Guillaume et du libéralisme. Cela ne peut pas se faire tout seul, nous avons obligatoirement besoin de mesures interventionnistes.
Enfin, il faut toujours agir pour que les paysans et les ruraux soient insérés dans les problèmes liés aux évolutions sociales, tel que j'ai voulu le souligner, telles qu'elles sont espérées par l'ensemble des couches sociales et pour le monde paysan en particulier le combat contre les inégalités reste l'un des objectifs, puisque nous sommes parmi les champions au niveau des écarts entre les plus gros et les plus petits.
Merci.
(Applaudissements)

Le président - Merci Bernard Thareau.
Le débat général est donc terminé, avant de passer au rapport de Dominique Strauss-Kahn, qui va nous présenter les décisions de la Commission des résolutions, une petite communication : Daniel Vaillant me fait savoir qu'il y a un problème de conformité des statuts fédéraux à la fédération de la Marne. Je suppose que le Comité Directeur ne verra pas d'objection à déléguer cette question au Bureau exécutif.
Pas d'objection ? Merci.
Nous avons d'abord une communication de Georges Sarre à propos de la grève des pilotes.

Georges Sarre

Chers camarades, depuis le 16 mars 1986, nous assistons à des attaques en règle contre le monde du travail. C'est la suppression de l'autorisation administrative de licenciement, c'est la fragilisation du contrat de travail, c'est le laisser-faire en matière de licenciement, c'est le détournement d'une partie de la formation en alternance, ce sont les difficultés accrues imposées aux délégués syndicaux.
Un climat réactionnaire préside à de tels actes, et depuis quelques mois nous

Collection Jean Jaurès

constatons la mise en œuvre quasi-systématique par la voie judiciaire de menaces sur l'exercice légitime des droits syndicaux, allant du jugement porté sur le bien-fondé de telle ou telle grève, à de très lourdes pénalités financières frappant les représentants syndicaux à la suite d'un mouvement de grève. Ce n'est pas le rôle des juges, c'est pourquoi la Commission des résolutions vous propose le texte suivant :
"Le droit de grève, comme le droit syndical, sont inscrits dans la Constitution de la République. L'usage de ces droits ne saurait être soumis à une décision préalable. Or, la décision du tribunal de Bobigny de déclarer illicite le préavis de grève des pilotes et mécaniciens d'Air-Inter est de ce point de vue une décision grave et inquiétante.
Il ne s'agit pas pour les Socialistes de porter une appréciation sur le contenu des revendications, mais de défendre un des grands principes de la République, et des conquêtes du monde syndical.
Venant après la décision du tribunal de Créteil, ce nouveau jugement intervient dans un climat réactionnaire, propice à de telles régressions.
Le Parti Socialiste demande au gouvernement et au garde des Sceaux de prendre toutes les mesures de droit permettant de faire respecter la Constitution."
(Applaudissements)

Le président - Vos applaudissements valent, je pense approbation. Nous sommes bien d'accord ? Le communiqué va être rendu public immédiatement.
Nous en arrivons maintenant au rapport de la Commission des résolutions, et je demande à partir de maintenant toute votre attention, parce qu'il va y avoir un certain nombre de décisions à prendre, d'explications que va vous donner Dominique Strauss-Kahn, qui mérite d'être écouté attentivement.
Dominique Strauss-Kahn...

Dominique Strauss-Kahn

Claude vous demande autant d'attention qu'avant, je ne peux pas vous demander plus d'attention que celle que vous avez accordée aux camarades qui m'ont précédé.
Mes camarades, notre Commission s'est réunie hier soir et encore très tard dans la nuit, puis à nouveau ce matin et elle a commencé par s'interroger sur le statut des différents amendements qui étaient proposés. Il est apparu rapidement qu'on pouvait distinguer deux propositions, d'une part, le reste des amendements, d'autre part.
Les deux propositions, vous vous en doutez, sont constituées par le texte de "Socialisme et République", les 32 pages, et puis le texte de Jean Poperen.
La démarche de la Commission a été la volonté d'essayer de trouver un moyen de rapprocher les points de vue et de faire tout ce qui était possible pour que, dès maintenant, sans attendre la Convention du 16 janvier, un seul texte puisse être proposé à la discussion des militants.
S'agissant du texte présenté par nos camarades "Socialisme et République", ils

Fondation Jean Jaurès

ont immédiatement indiqué que l'éclairage qu'ils apportaient leur semblait suffisamment différent de celui qu'il y avait dans le texte du Comité directeur pour que cet éclairage ne puisse pas être découpé en morceaux et que, donc, ils ne pouvaient pas présenter leur texte en amendements successifs à différents endroits du texte du Comité directeur.
Leur texte a été considéré comme non amendable, comme un texte de substitution et la proposition faite par nos camarades de "Socialisme et République" consiste à utiliser leur texte pour remplacer les pages 1 à 92 du texte du Comité directeur, ils gardent la suite du texte, les pages 93 à 166, et ils suppriment la suite, considérant que la partie sur l'Europe est déjà traitée dans leurs 32 pages.
Nous avons essayé, dans le débat de la Commission, de cerner les différences qu'il pouvait y avoir entre le texte de 32 pages présenté par les camarades de "Socialisme et République" et le texte du Comité directeur.
J'ai pour ma part avancé l'idée qu'il y avait, en fait, deux points principaux de divergence qui touchent au SME et à la construction européenne, et à la dissolution automatique, mais ce n'est pas l'avis de nos camarades, qui pensent que la différence concerne un problème d'éclairage global et que ce serait réduire leur position que de vouloir faire des amendements ponctuels de leur texte.
Nous avons essayé de trouver des solutions à ces divergences par un débat, pas tellement sur le SME, parce que les positions sont connues, c'est un débat que nous avons eu beaucoup dans le passé, qui a été de nombreuses fois tranché et encore au dernier Congrès, mais surtout sur le point de la dissolution que nous avions évoqué dans le Comité directeur, hier, qui lui aussi avait été tranché au Congrès et la discussion a bien cerné le point de divergence qui ne porte à l'évidence pas sur le problème des alliances puisque seul le texte présenté par le Comité directeur parle de la stratégie politique et du refus d'alliance, avec les partis de droite, mais sur la technique politique, si je peux employer cette expression de la dissolution.
Donc, il n'y a pas eu d'ambiguïté sur le contenu de la divergence et Pierre Joxe est intervenu pour essayer de montrer qu'il ne fallait pas soulever à nouveau cette discussion qui avait été tranchée par le Congrès, qu'il ne le fallait pas, car le problème n'était pas entre nous de débattre entre une position qui serait la dissolution automatique et le maintien de l'assemblée actuelle, mais que le débat était entre affirmer une position ou laisser la possibilité ouverte, selon les circonstances, au Président de la République de gauche, nouvellement élu, de dissoudre ou non.
Il fallait donc trancher entre lier les mains du Président ou laisser les possibilités ouvertes comme on l'avait dit au Congrès.
Nos camarades n'ont pas souhaité changer leur position et ils n'ont pas voulu non plus amender sur ce point le texte du Comité directeur, bien que et cela a été rappelé dans notre débat, leur démarche en septembre avait bel et bien été de proposer deux amendements à propos desquels la question de la dissolution n'était pas intervenue. Il reste qu'il n'a pas été possible de trouver une modalité

qui aurait permis de fondre les remarques des uns ou des autres pour arriver à un texte commun et je confesse que pour ma part je le regrette. Je crois que les divergences ne sont pas suffisamment importantes pour que cela aboutisse à un débat devant les militants qui semblerait faire apparaître des propositions très diverses, alors que sur le fond, l'investissement, la formation, le revenu minium qui sont des question concrètes de nos propositions et notre action au gouvernement - l'accord est entre nous, je crois, complet : la preuve en est que sur tous les chapitres des propositions à part le premier sur la croissance, mais sur celui qui touche à la formation, celui qui touche à la solidarité, celui qui touche à la démocratie, comme pour une large part celui qui touche à l'action internationale, nos camarades reprennent le texte du Comité directeur.
Il reste que nos camarades ont considéré que tout aménagement détruirait la logique de la pensée qu'ils proposent aux militants et que donc, leur texte n'était pas amendable et finalement, nous avons voté sur la proposition initiale, malgré les tentatives de conciliation de "Socialisme et République", à savoir utiliser leur texte pour remplacer les 92 premières pages du texte du Comité directeur, puis prendre le texte du Comité directeur, sauf les dernières pages qui concernant la construction européenne.
La Commission a voté sur cette proposition et le vote a donné le résultat suivant : pour la modification demandée par nos camarades : 5 voix.
Contre : 33.
Abstentions : 2.
Si bien que la Commission demande au Comité directeur le rejet de cette première alternative au texte du Comité directeur.
Le second débat qui, sur un point au moins, n'était pas différent, a concerné la proposition faite par Jean Poperen.
Nous avons d'abord, au sein de la Commission, constaté qu'entre la discussion de l'après-midi et la réunion de la Commission des résolutions, Jean Poperen avait d'ores et déjà tenu compte de deux remarques faites par le Premier secrétaire à la tribune : la remarque qui concernait la page I du texte de Jean Poperen où la formulation laissait entendre que notre passage au pouvoir n'avait pas infléchi le cours de la crise et une proposition d'amendement, une modification du texte Jean Poperen a intégré assez largement ce problème-là. Une deuxième modification, qui se trouve à la page 2, en haut du texte de Jean Poperen, où celui-ci dans son premier texte minorait considérablement les questions de société par rapport aux questions économiques.
Une nouvelle rédaction a hissé cette question et a aussi tenu compte de la remarque que Lionel Jospin avait faite dans l'après-midi.
Il reste que sur les deux problèmes centraux du texte de Jean Poperen, à savoir la négociation globale à engager immédiatement après l'arrivée au pouvoir, et là aussi, de nouveau, la dissolution de l'Assemblée Nationale, encore que le texte de Jean ne soit pas aussi direct dans sa version initiale que celui de nos camarades de Socialisme et République, les divergences sont apparues clairement.
Là aussi, un débat s'est engagé, je ne reprends pas celui sur la dissolution

automatique, puisque c'est le même que celui dont j'ai parlé tout à l'heure, mais un débat s'est engagé sur la proposition principale faite par Jean Poperen qui consistait à mettre comme axe central de nos propositions son idée de contrat au travers d'une négociation globale et la proposition concrète faite par Jean Poperen a consisté à introduire son texte de 3 pages et demis avant l'introduction du texte du Comité directeur.
Alors, là aussi, un long débat qui nous a retenus plusieurs heures, s'est engagé ; des remarques ont été faites à Jean Poperen, à Jean-Marc Ayrault pour leur montrer pourquoi il semblait à certains membres de la Commission que cette proposition n'était pas opportune.
Je reprends les remarques principales avancées : d'abord, l'idée que tout centrer sur la négociation entraînait une certaine dilution du pouvoir d'Etat, alors que le reste de notre texte appuyait fortement sur l'intervention de l'Etat et ce point a été développé par Mermaz, Emmanuelli et moi même.
L'autre remarque a été qu'on se heurterait à un refus probable avec cette proposition des syndicats d'accepter les modalités d'arbitrage contenues dans le texte de Jean, et Jean-Paul Bachy, l'ancien Secrétaire national aux entreprises, Marcel Debarge, Gaume, toutes personnes ayant une compétence particulière en matière syndicale ont insisté sur le fait qu'il leur semblait qu'en l'état actuel la proposition de Jean ne pourrait pas être acceptée par les syndicats et qu'elle était même en contradiction avec la traduction historique du syndicalisme dans notre pays.
J'ai moi-même insisté sur un autre point que je crois important, qui est le risque politique devant lequel nous nous trouverions en introduisant la proposition de Jean Poperen comme axe central de nos propositions si les partenaires refusaient, pendant la campagne électorale, cette proposition, si le CNPF, la CGT, ou tout autre syndicat, après que nous ayons mis cela comme axe central disait : nous ne voulons pas négocier ce qui fait que notre proposition centrale tomberait et nous serions sans axe central.
Lionel Jospin, enfin, est intervenu pour dire que bien entendu le thème des négociations était très important, que nous y souscrivions, que d'ailleurs notre texte, le texte du Comité directeur, reprenait cette idée de négociation nécessaire et la page 61 de notre texte évoque longuement l'intérêt de ces négociations ; Lionel Jospin a opposé l'idée des négociations à l'idée d'une négociation.
Finalement, l'ensemble de la discussion a donc porté sur la faisabilité de cette proposition de négociation centrale et sur l'opportunité d'en faire l'axe principal de nos propositions.
Jean Poperen a dit prendre en considération les remarques qui lui étaient faites, ne pas en sous-estimer l'importance, mais en admettant la difficulté de la démarche qu'il proposait, il a considéré qu'il n'était pas convaincu par les critiques qui lui étaient faites et que, donc, il maintenait son idée de faire un axe central de sa proposition de négociation globale.
Pour tenter une dernière conciliation, si possibilité était donnée à la Commission des résolutions de faire un seul texte sur ce point, nous avons tenté d'évoquer l'idée de découper les différents morceaux du texte de Jean pour en faire des

amendements, spécifiques sur tel ou tel point du document principal - mais cette idée n'a pas paru opportune à Jean qui n'a pas souhaité le saucissonnage de son texte ou le salami.
Enfin, une dernière conciliation a été évoquée et Jean-Paul Bachy, Gaume, ont tenté de rédiger un texte qui se substituerait à une partie du texte de Jean Poperen et qui donnant satisfaction à la majorité de la Commission pouvait peut être donner satisfaction à Jean, mais ce dernier a considéré que cela dénaturait trop sa proposition globale ; il est vrai qu'elle n'apparaissait plus dans le compromis proposé... et, dénaturant sa proposition, il a été conduit à rejeter cette dernière proposition.
Bref, nous avons eu sur ce thème un débat au fond qui fait suite au débat que nous avons eu au Congrès; mais la proposition de Jean a évolué depuis le Congrès, elle méritait qu'un débat nouveau s'engage, il a eu lieu longuement.
Nous avons fait, je crois, de nombreuses propositions pour arriver à une conciliation, mais d'une façon légitime, Jean a considéré qu'il ne pouvait pas les retenir si bien que nous sommes arrivés là aussi, un peu comme dans le cas du texte de "Socialisme et République", à un texte non amendable sur les points qui restaient les points durs et Jean Poperen a maintenu sa proposition d'insertion au début de notre texte des 3 pages qu'il propose.
Nous avons donc été amenés à voter sur l'insertion de ces pages au début du texte du Comité directeur et les résultats ont été les suivants : pour sa proposition d'insertion : 2.
Contre : 23.
Abstentions : 16.
Et pour ceux qui s'interrogeraient sur le nombre élevé des abstentions, je précise que nos camarades rocardiens se sont abstenus sur cette proposition.
(Murmures)
La Commission a ensuite confié à un petit groupe… je ne comprends pas l'émoi que cause cette information...

Le président - Continue !

Lionel Jospin - Souris !

Dominique Strauss-Kahn - La Commission s'est ensuite séparée, laissant la charge à son équipe de nuit constituée de Didier Motchane, Gérard Fuchs, Jean-Marie Le Guen, Jacques Roger-Machard et de moi-même, de traiter des amendements de nature différente, puisqu'il ne s'agissait pas de textes alternatifs, mais d'amendements au texte ; Gérard Fuchs avait proposé neuf amendements qui ont été distribués hier au Comité directeur ; je ne sais pas si je me trompe en disant cela ; et plusieurs insertions ont été effectuées. Notamment, quatre des neuf amendements ont été insérés pratiquement en entier.
Le 4, descriptif, et qui commentait un des aspects du texte sur la formation.
Le 6 qui réintroduisait dans le texte de nos propositions le crédit-formation qu'en effet, nous avions introduit dans le texte de la motion de Lille, qui justifie

que cela apparaisse, encore que nous avions pu voir au cours du Comité directeur que certains points tranchés à la motion de Lille étaient remis en cause, ce qui n'a pas été le cas pour le crédit-formation. La Commission a cependant souhaité de bonne heure ce matin, à sa nouvelle réunion, que cette question soit étudiée plus à fond, car les modalités techniques en sont pour le moins encore aujourd'hui pas précisées.

Enfin, le troisième amendement de Gérard Fuchs a été totalement intégré, mais il aurait pu être présenté par l'ensemble de la Commission ; il a consisté à substituer au texte du Comité directeur qui traite de l'Europe de la défense, un texte récemment voté par le Bureau exécutif du Parti qui est plus précis et plus argumenté. Il a semblé normal, puisque entre le moment où le texte du Comité directeur a été rédigé au mois d'août et aujourd'hui, un texte correctif ayant été voté, il a semblé normal de substituer à ce texte de l'été le texte voté par le Bureau exécutif il y a quelques jours. Cette substitution a été acceptée.

D'autres amendements avaient été proposés à la Commission par Marie-Noëlle Lienemann, six amendements qui ont reçu trois sorts différents.

Le premier sort a été de considérer que, sur un certain nombre de sujets, notamment le crédit-formation, la proposition de Marie-Noëlle Lienemann, même si dans la forme exacte des mots, elle n'était pas la même que celle de Gérard Fuchs, était sur le fond la même, et puisque nous avions accepté la proposition de Gérard Fuchs, Marie-Noëlle devait trouver là un sujet de satisfaction.

Le deuxième sort a été de considérer que certaines des propositions de Marie-Noëlle étaient déjà insérées dans le texte du Comité directeur, et que, sous réserve de problèmes de forme, il n'y avait pas d'oppositions majeures et qu'il n'était pas nécessaire de modifier le texte du Comité directeur.

Enfin, sur ma présentation, puisque je me suis fait un devoir de représenter ces textes en l'absence de Marie-Noëlle, d'autres ont été rejetés par la Commission, je pense à ceux qui traitent de la démarche autogestionnaire ou de la recherche de consensus nouveaux.

Enfin, une série d'autres amendements avaient été apportés à la Commission, soit parce qu'il s'agissait d'amendements fédéraux arrivés trop tard pour être intégrés dans le texte qui vous a été distribué, soit parce qu'ils n'émanent pas de fédérations, et le document qui vient de vous être distribué - je pense qu'il l'a été ? Bien - comprend l'ensemble de ces propositions de modifications ; comme vous le constaterez, certaines sont mineures, d'autres sont plus lourdes, et je pense tout particulièrement à l'amendement proposé par Françoise Seligmann qui vise à créer un paragraphe spécifique sur la justice et à ne pas mêler les questions de justice et de sécurité, et qui reprend dans le texte sur la sécurité ce qui concerne la justice, qui l'augmente de commentaires sur la justice et donne donc lieu à l'introduction d'une nouvelle section concernant les problèmes de justice.

L'ensemble de ces propositions de modifications qui viennent de vous être soumises sous la forme de quatre pages sont donc l'ensemble des amendements, y compris ceux de Gérard Fuchs qui ont été acceptés par la Commission des

résolutions et que je vous demanderai tout à l'heure d'approuver.
La Commission a alors voté sur l'adoption de l'ensemble du texte du Comité directeur amendé des quatre pages d'amendements qui vous ont été distribués et que je viens de commenter rapidement.
Les résultats du vote sont les suivants : 24 pour, 4 contre, 1 abstention.
L'heure matinale expliquant que les chiffres soient un peu plus réduits que tout à l'heure.
La Commission, en conséquence, vous demande d'adopter en suivant son vote le texte du Comité directeur ainsi amendé.
Enfin, une proposition est apparue à la fin de nos discussions, présentée par Jean-Marc Ayrault, visant à obliger les fédérations à organiser des assemblées générales sur les textes et à prévoir un encadrement national pour ces assemblées générales.
Il a semblé à la Commission que nos statuts prévoyaient la façon dont les fédérations devaient organiser leurs débats. D'ailleurs, certaines d'entre elles au titre de leurs statuts fédéraux avaient des modalités différentes d'organisation du débat et il ne convenait pas de modifier la pratique de nos statuts là-dessus, si bien que cette hypothèse a été écartée.
Je vais maintenant, pour finir, résumer rapidement la situation devant laquelle nous sommes.
Nous nous trouvons en face de trois options :
- Le texte du Comité directeur amendé de ce qui vous a été distribué.
- Un autre texte qui est constitué par l'amendement ou la proposition de début de texte de Jean Poperen, trois pages et demie, faisant de son idée de contrat et de négociation globale l'axe central de proposition, puis suivi du reste de notre texte.
- Une troisième solution, qui n'est plus de démarrer sur le texte de Jean Poperen, mais de nos camarades "Socialisme et République", suivie d'une partie de notre texte, puisque pour partie, le texte de nos camarades de "Socialisme et République" se substituait au texte du Comité directeur.

Nous sommes donc en face de ces trois options et si vous en décidez ainsi, ce sera entre ces trois options qu'il faudra que les militants choisissent.
Je voudrais terminer en évoquant un regret qui est que nous ne soyons pas arrivés à construire ensemble un texte commun de propositions dès ce Comité directeur. Je veux espérer que nous y parviendrons lors de la Convention, mais si nous pouvons y parvenir, alors sans doute pouvions-nous y parvenir dès la Commission des résolutions. Nous ne sommes pas à la veille d'un Congrès, nous ne sommes pas en période de Congrès, et parce que nos différences ne sont pas majeures, il aurait été souhaitable d'ores et déjà de parvenir à un texte commun. L'occasion n'est pas venue, quelques mois avant une élection présidentielle, de voir cela se réaliser ; les distinctions, la discussion l'a montré, ne sont pas mineures, elles existent, mais il est d'autres distinctions entre nous que, dans le passé, sur d'autres sujets, nous avons tranchées, et j'aurais tendance à dire que, dans le passé, nous avons même tranché sur ces sujets-là ; si nous avons été capables de les trancher dans le passé, alors, j'ai du mal à comprendre pourquoi

l'esprit de la conciliation n'a pas suffisamment soufflé sur la Commission des résolutions.
Je veux le dire d'un mot final, comme rapporteur de la Commission des résolutions de cette nuit, je crois que les distinctions, les débats qui existent entre nous sont riches, mais que, sans doute, des amendements auraient pu suffire plutôt que d'avoir trois textes en concurrence. Les distinctions qui, sur certains points, nous opposent, ne sont pas à la hauteur de l'enjeu qui est celui du formidable combat des élections présidentielles qui sont devant nous ; justement parce qu'elles ne sont pas à la hauteur de cet enjeu, elles n'empêchaient pas dès aujourd'hui le rassemblement des Socialistes sur un seul texte.
Quel est l'inconvénient ? Il est clair. C'est que, pendant les deux mois qui viennent, au lieu de commencer à populariser nos propositions vers le pays, nos camarades vont être amenés à avoir un débat, certes intéressant, mais qui sera plus interne qu'externe. Or, j'aurais souhaité, je l'ai dit hier matin en commençant, que le travail de notre Comité directeur nous permette à sa sortie d'être tout particulièrement tournés vers l'extérieur, de commencer à populariser nos propositions, puisque 95%, j'aurais tendance à dire 99% de nos propositions nous sont communes.
Certains de nos camarades ont pensé, et c'est leur droit, même si certains comme moi peuvent le regretter, que nos différences justifiaient qu'un débat soit engagé pendant deux mois dans le Parti, pour aboutir, car chacun a annoncé sa volonté d'aboutir à une conciliation, à une synthèse lors de la Convention ; encore une fois, les différences ne sont pas si importantes sur tous les points importants, concrets, de l'action que les Socialistes auront à mener s'ils arrivent au pouvoir, aussi bien celle des alliances d'ailleurs sur lesquelles il n'y a pas d'ambiguïté entre nous, celles de l'action économique que celle de la démocratie, nous sommes d'accord, et je crois que nous aurions pu nous offrir le luxe rare chez les Socialistes, mais tellement nécessaire dans la période politique qui s'ouvre, d'être d'accord entre nous dès aujourd'hui.
Merci.
(applaudissements)

Le président - Je remercie Dominique Strauss-Kahn pour la précision de son rapport sur lequel le Comité directeur aura à se prononcer dans un moment.
Vous serez bien d'accord, je pense, pour que nous ne rouvrions pas le débat qui s'est déroulé pendant plusieurs heures à la Commission des résolutions, mais je vais naturellement donner la parole aux porte-parole de ceux dont les textes n'ont pas été retenus par la majorité de la Commission.
Je donne tout de suite la parole à Jean Poperen.

Dans la salle - Et sur les amendements...

Le président - Oui, oui.

Fondation Jean Jaurès

Louis Mermaz - Je m'inscris sur le texte.

Jean Poperen

Mes chers camarades, je crois que le compte-rendu que vient de faire Dominique Strauss-Kahn, qu'il a assorti, ce qui est tout à fait légitime d'une conclusion exprimant ce qui est un point de vue majoritaire, mais peut-être plus large encore de la Commission, mais pour le reste, au compte-rendu qui vient d'être fait par lui, je rends hommage pour son exactitude et le scrupule avec lequel il a retracé ce qu'ont été nos travaux d'une nuit, pas trop longue, on en a connu de bien plus longues, me semble-t-il, et cela ressortait de son propos, pas difficiles dans les rapports de débats, un bon climat ce qui n'est pas indifférent, car cela veut dire que le souci qu'il a exprimé à la fin tout en débattant, nous l'avions tous présent ; il s'est manifesté par cette volonté d'un bon débat démocratique, mais avec la volonté aussi de la cohésion, de l'unité du Parti dont il est vrai que nous avons, dans les circonstances présentes, le plus grand besoin.
En effet, ne reprenant pas le débat, je crois qu'au travers d'explications assez complètes, et pour ceux qui ne l'ont pas vécu, peut-être même un peu compliqué, mais je ne lui en ferai pas reproche, il a bien marqué qu'à la fin des fins, concernant la proposition qu'avec Jean-Marc Ayrault et d'autres, j'ai présentée, il paraissait difficile de faire autrement que de considérer là qu'il y avait un texte ayant valeur statutairement, c'est de cela qu'il s'agit, quelle que soit l'importance politique qu'on lui accorde, et on lui en accorde d'ailleurs une grande, en disant "l'axe central", mais quelle que soit son importance politique, soyons clairs, du point de vue de son statut de texte dans le débat, par rapport à nos habitudes, à nos règles, il a valeur d'amendement, c'est-à-dire que ce n'est pas un texte contradictoire avec celui qui a été retenu par la majorité de la Commission. Il faut que les choses soient parfaitement claires. C'est un amendement de complément, pas même de substitution, de complément. Je dis cela du point de vue, je le répète, de son statut de texte. Il pourrait en avoir un autre, il a celui-là.
Quant à sa signification politique, naturellement, je ne me plaindrai pas que la mariée soit trop belle qu'on dise "axe central", mais pourtant,, non, nous l'avons répété hier, ce n'est pas tout à fait cela. C'est une proposition qui vise, dans le cadre de la politique que nous avons définie et dont s'inspire, pour l'essentiel, le document programmatique, je l'appelle comme cela, ou nos propositions centrales qui visent à présenter une initiative que ceux qui la présentent, pour le coup, considèrent comme de grande importance, susceptible de créer les conditions d'un moyen - et je le répète une dernière fois dans cette enceinte, quel autre sinon celui-là ? - de parvenir à un premier rééquilibrage du partage, propre à donner lui-même une dynamique économique qui nous permettrait de surmonter au mieux, ou le moins mal possible, les conséquences de la crise, en général, et de la sur-crise de ces dernières semaines.
Voilà. A partir de là, c'est vrai qu'il y a eu des efforts et qu'il y en a eu des deux côtés, puisque tout à l'heure Strauss-Kahn a dit combien le texte, au travers

même des débats de l'après-midi - en particulier de l'intervention du Premier secrétaire - s'était trouvé modifié sur des points qui n'étaient pas, semble-t-il, négligeables. Donc, il y a eu volonté.
Mais cette proposition avait, excusez-nous, sa cohérence de notre point de vue, sa logique d'ensemble. Il ne s'agissait pas de faire quelque chose de fermé, mais tout de même... Et comme il a été dit excellemment par le rapporteur, à partir du moment où ce qui était un petit peu la pièce centrale disparaissait au bénéfice d'une autre rédaction, bon... c'était autre chose.
Dès lors, la logique est bien qu'il y ait, sur ce point, expression dans la deuxième phase de notre débat. La première a été celle de l'élaboration d'amendements, de propositions, il en est monté beaucoup, je crois que dans l'ensemble on peut être satisfait de ce travail même si, reconnaissons-le, la participation a été inégale, et nous allons maintenant vers la période de vote par rapport à cette proposition et également à d'autres, et par rapport à la proposition centrale qui est faite.
Il a été dit dans le débat à plusieurs reprises - naturellement, c'est fortement ressenti - qu'il y avait un lien politique entre cette proposition et sa mise en œuvre par une majorité. C'est la fameuse question sur le principe de laquelle je ne sens évidemment pas de grands désaccords : une politique est portée par une majorité politique, et donc le choix de la majorité, des alliances, est en rapport direct avec la proposition que l'on fait. Que faire ? Avec qui ?
C'est bien pourquoi il y a, dans cette proposition, un passage qui parle de la majorité de gauche et qui dit : "... dont le gouvernement ouvrira sans tarder une grande négociation... "
Mais, entre cette vision et puis le mot - la force des mots... - de "dissolution", il y a quand même un écart dans l'écho qui est donné.
Comme nous tenons à ce que le choix soit parfaitement clair sur la proposition que nous considérons, de notre part, comme importante du point de vue de la dynamique à donner au mouvement du Parti dans les prochains mois, avant même la consultation électorale, nous n'avons pas, réflexion faite, souhaité qu'intervienne là ce mot de "dissolution". C'est pourquoi il y a eu un autre amendement, plus court, de complément aussi, et qui vient en fin de ce texte.
Je veux répéter ici, je l'ai dit hier - il y a eu des réponses, le Premier secrétaire s'est exprimé, et je comprends parfaitement son expression sur ce point, entre autres - que pour ma part j'aurais souhaité que cette question ne fut pas réouverte, et je répète que je suis à cet égard très tranquille et que je ne regrette pas d'avoir agi ainsi pendant tous ces mois ; chaque fois que cette question m'a été posée je me suis référé à ce qu'a été notre accord politique du Congrès.
Mes chers camarades, la question est réouverte et rien n'a indiqué - je comprends bien que c'est difficile - qu'à partir d'aujourd'hui, si j'ose dire, elle cesserait de l'être.
Dès lors, comment faire autrement que d'avoir une expression, quand on y croit beaucoup, c'est-à-dire quand on a droit à une proposition dont la mise en œuvre implique, à l'évidence, qu'il y a une autre assemblée ? Ce n'est pas cette Assemblée-là qui fera ce que je souhaite, vous le savez.
Voilà pourquoi nous avons maintenu notre proposition, Je pense que nous avons

près de deux mois... Moi, je ne ressens pas - je comprends tes craintes - je ne ressens pas du tout, sur la base de l'expérience que j'ai eue des deux derniers mois, par exemple, où nous débattions, où on était en plein dans le débat, je ne ressens pas du tout le risque - c'est peut-être une question d'organisation de son temps, de répartition de ses efforts, pour chacun de nous - que nous oubliions en quoi que ce soit le combat politique contre l'actuelle majorité de droite et ses deux chefs de file, Barre et Chirac. En aucune façon. Tous les rendez-vous qu'on peut avoir, ceux que j'aurai dans le secteur où je suis élu et militant et puis au cours des déplacements que, vraisemblablement, je vais continuer à faire, seront dans cette direction ; je parle de moi, parce que c'est moi qui parle, mais j'imagine que c'est pour tout le monde. Je ne pense pas que nous ferons baisser la pression. Nous avons chaque jour de nouvelles raisons. Il en est, hélas, tombé une encore ce matin, à propos de laquelle nous venons de voter un texte, et qui n'est pas mineure parce qu'elle est dans la ligne de l'amendement Lamassour : petit à petit, cela continue, c'est, si j'ose dire, la mise en condition de l'opinion pour, petit à petit, faire tomber ce droit essentiel, et je crois - je prends seulement cet exemple - qu'il nous faut dire aux gens que nous rencontrons que c'est un des points - pas le seul, loin de là - sur lesquels ils doivent réfléchir à ce que signifierait une victoire de la Droite à l'élection présidentielle. Je crois que nul ne peut douter que si Barre ou Chirac, par malheur, gagnait, le droit de grève serait fondamentalement mis en cause, dans la ligne de ce qu'ils ont déjà amorcé. C'est un exemple, parmi d'autres, que nous devons mener cette bataille.

C'est pourquoi, c'est vrai - je ne m'y arrêterai pas longuement, mais tu y as fait référence - il était souhaité non pas je ne sais quelle contrainte, mais qu'il y ait la possibilité de prévoir partout - ceux qui n'en veulent pas n'en veulent pas - des assemblées-débats. On me dit qu'il y en aura de toute façon beaucoup...

Ecoutez, cela va toujours mieux en le disant, parce qu'il y a le débat ici, il y a le débat dans les textes qui vont être adressés, "Le Poing et la Rose", mais ailleurs ? Pourquoi craindre ?... Vous le savez, c'est toujours mon point de vue là-dessus, pourquoi craindre ?

Nous avons échangé nos arguments et, par rapport à ce que Jean-Marc Ayrault, moi-même et quelques autres avons développé, nous avons entendu des contestations fortes, vigoureuses dans le fond, et pertinentes pour une grande part. Je dis tant mieux, c'est comme cela que notre propre proposition a été améliorée ! Je la trouve vraiment bien meilleure qu'au début, y compris que ce qu'elle était hier matin.

Croyez donc une bonne fois aux vertus de cet échange, n'en ayez jamais peur, à la condition - mais nous voilà bien d'accord là-dessus - qu'il ne soit en aucune façon paralysant pour l'action.

Je crois vraiment que nous allons avoir deux mois bien remplis pour développer, à un niveau plus élevé, la bataille contre la majorité de droite et être à pied d'œuvre quand nous aborderons la campagne électorale elle-même. C'est dans cet esprit que nous travaillons tous.

(Applaudissements)

Le président - Merci, Jean Poperen.
Restons sur le texte de Jean Poperen. Louis Mermaz souhaite intervenir sur ce texte. Ensuite, je donnerai la parole à Michel Charzat et à Georges Sarre pour le texte "Socialisme et République", et ensuite, bien sûr, à tous ceux qui me la demanderont.
Louis Mermaz ?

Louis Mermaz

Mes chers camarades, je souhaite intervenir pour rééditer à Jean Poperen une demande que je lui ai faite quant à une présentation plus claire, notamment du second amendement.
Permettez-moi, en quelques mots, de clarifier les données du débat, sans revenir sur ce qu'a dit, bien sûr, excellemment Dominique Strauss-Kahn.
Jean Poperen, avec l'humour souriant qui le caractérise, s'est félicité de l'amélioration de son texte et, effectivement, notamment le Premier secrétaire, Lionel Jospin, y a beaucoup contribué... (quelques sourires)... Vous verrez que cela n'est pas sans conséquences sur la suite des opérations, puisque nous avons cru à un certain moment que nous arriverions parfaitement à intégrer ce texte.
En effet, Jean Poperen, qui est bon connaisseur de la chose politique, a parfaitement admis, dans la page 1, que l'évolution funeste qui conduit la société française à une société à trois vitesses, a été heureusement interrompue de 1981 à 1986 par l'action des Socialistes. Juste hommage à notre propre action.
D'autre part, en page 2 - amélioration apportée également par Lionel Jospin - Jean Poperen a parfaitement convenu que les données économiques et les problèmes de société étaient intimement liés. Deuxième amélioration tout à fait sensible apportée à son texte.
Si bien que nous avons cru que nous allions aller encore un peu plus loin.
Lorsque Jean Poperen évoque l'idée d'un accord-cadre ou d'une négociation sociale globale, nous lui faisons remarquer - et après tout, nous citons tous les mêmes sources - qu'il ne faut négliger ni le pouvoir d'Etat, ni l'évolution de la législation, ni l'amélioration du Code du travail, et là nous avons cru aussi, après un long travail entre lui et Jean-Paul Bachy, que nous arriverions à un accord.
Lorsque nous sentions cet accord possible, l'entonnoir, soudain, a été rempli par le haut - les autres difficultés étant soutirées - et est apparue cette idée nouvelle de la dissolution. Jean-Marc Ayrault, pendant que Jean Poperen était en train d'aboutir avec Jean-Paul Bachy, nous a proposé d'introduire... (quelques sourires)... à la page 3 de son texte, dans le passage : "... dès lors que les Français auront élu un Président Socialiste avec, à l'Assemblée Nationale, une majorité de gauche...", il nous a proposé d'introduire : "... auront élu un Président Socialiste avec, à l'Assemblée Nationale, après dissolution..."
Nous n'avons pas réussi à le faire renoncer à cet ajout et nous avons cru tenir pendant quelque temps le plus petit amendement de l'histoire du Socialisme contemporain... je ne dis pas de l'histoire de la République, car l'amendement

Fondation Jean Jaurès

Vallon était, lui aussi, très court !
(Rires)

Dans la salle - Il a réussi !

Louis Mermaz - Et puis, brusquement, les choses ont encore évolué et Jean Poperen a souhaité brancher sur la dernière page du document qui, qui Dieu merci nous est commun à tous, l'amendement "après dissolution".
Nous avions convenu, lors du Congrès de Lille, que l'accord se faisait sur le texte suivant, qui est la loi de tous : "Le Parti Socialiste, pour sa part, pense qu'il conviendra de s'appuyer sur la victoire présidentielle pour rassembler dans les pays les forces politiques capables de conduire à l'Assemblée une majorité de progrès autour des Socialistes, avec le Président" et pendant ce qui restait de la première partie de la nuit, il nous a été proposé d'accrocher les termes "après dissolution", avec comme toujours des moments de franche gaieté puisque, selon qu'on les accrochait un peu plus tôt ou un peu plus tard, on demandait la dissolution même avant l'élection présidentielle !
(Rires)
Mais cela, c'était la fatigue de la nuit... L'accrochage s'est fait au bon endroit.
Dominique Strauss-Kahn a fort bien rappelé que nous avons renoncé, par souci de clarté et par honnêteté intellectuelle, à incorporer à notre texte toute la partie améliorée par Lionel Jospin de l'amendement Poperen, parce que sinon il ne fut resté entre les mains de Jean Poperen qu'un amendement sinistré, comme je me suis permis de le lui dire, que les méchantes langues auraient même appelé un amendement-croupion. Cela n'aurait pas été correct.
Mais maintenant, c'est nous qui risquons - la majorité du Parti d'être à notre tour sinistrés, et comme Jean Poperen n'a pas du tout l'intention - ce n'est pas son style - d'introduire un amendement-pirate à la page 180, je lui ai fait la demande, pour qu'il ne soit pas surpris : est-ce qu'il accepte de réintroduire cette notion de dissolution là où elle était au départ, c'est-à-dire à la page 3 de son amendement : "Dès lors que les Français auront élu un Président Socialiste avec, à l'Assemblée Nationale, après dissolution..." ?
Tu m'as déjà répondu. Est-ce que je suis autorisé à donner ta réponse ?... On ne fait pas de mouvement de séance. Tu m'as dit que tu ne le souhaitais pas.
Tu ne le souhaites pas, pourquoi ? Parce que tu es un bon tacticien - nous aussi d'ailleurs - et tu penses qu'à partir du moment où "après dissolution" est accroché à la fin du texte, tu fera plus de voix, puisque les camarades de "Socialisme et République" disent la même chose. Donc, ils vont voter ce texte !

Jean Poperen - Ils ont leur texte.

Louis Mermaz - ... Ils ont leur texte, mais cela ne les empêchera pas, d'aventure, de voter le tien, si bien que cela permettra un certain nombre d'interprétations de caractère quantitatif, sinon qualitatif, car la qualité est la commune mesure de tous les Socialistes !

Collection Jean Poperen

(Rires)
Alors, puisque tu n'acceptes pas cette proposition de clarté qui aurait été simplement un échange de bonnes manières, bien que la Commission des résolutions, je te le concède, n'ait pas fait d'objection - mais le Comité directeur est souverain - ayant présidé cette instance je suis fondé à proposer que l'ensemble du Comité directeur soit plus vigilant que la Commission des résolutions.
Dans ces conditions, si tu ne l'acceptes pas, moi, je proposerai à Dominique Strauss-Kahn de bien vouloir faire en sorte que ton amendement soit un amendement en pointillé - d'ailleurs, tu as commencé à mettre des pointillés... il faudra faire un effort et en mettre un peu plus - parce que les camarades ne comprendraient pas qu'on leur propose simplement quelques mots changés : au lieu de "conduire" - ce sont des subtilités - il y a le mot "former" - conduire à l'Assemblée, ou former à l'Assemblée... - et tu as ajouté à l'idée de majorité - c'était clair, c'est une précision qui n'apporte rien -le mot "parlementaire", mais à part ces détails c'est exactement le texte qui a été notre loi commune.
Donc, pour éviter toute distraction dans le Parti, je crois qu'il faut la meilleure présentation possible, mais tu nous aurais encore facilité le travail si tu avais accepté que "après dissolution" retourne à sa plate-forme de départ.
Merci.
(Applaudissements)

Le président - Lionel Jospin.

Lionel Jospin

Oui, ceux qui ont participé à la Commission des résolutions, et vous maintenant, puisque le rapport est accepté, ont compris que sur cette question de l'amendement Jean-Marc Ayrault, Jean Poperen, nous avons beaucoup discuté et essayé d'arriver à un accord.
Jean Poperen admettra que c'est au dernier moment qu'a été faite la proposition de changer la place de l'amendement. Il admettra aussi qu'on leur a laissé le temps de rédiger... ils avaient eux-mêmes mis l'amendement spontanément. Ils l'avaient mis avant l'élection présidentielle... et on a corrigé cela ensemble dans un bon état d'esprit.
Mais nous-mêmes, je le dis très honnêtement, à Jean, nous-mêmes, à ce moment-là, de même que vous vous avez tâtonné comment vous le mettiez et à quel endroit, nous-mêmes, on n'a peut-être pas pris à ce moment-là, je le dis honnêtement, la mesure de ce que signifiait cet amendement formulé ainsi à cet endroit.
Donc la Commission des résolutions a voté, c'est un fait... je ne remets pas en cause... le Comité directeur est souverain. C'est un peu ce matin qu'on s'en est aperçu et c'est pourquoi on soulève le problème.
Je crois qu'il faut, sur ces questions, surtout si on dit qu'on veut un débat à cause du débat, qu'il y a des problèmes, il faut donc sur cette question ne pas avoir

d’arrière-pensée tactique.
Jean Poperen se défend d’en avoir... en tout cas de ne pas y accorder trop d’importance.
Donc ce qui pour Jean Poperen est important, c’est que finalement puisque ce débat - qu’il ne souhaitait pas réouvrir, mais qu’il contribue à réouvrir - c’est que son point de vue puisse être exprimé.
Ca n’est pas de chercher le meilleur endroit pour le mettre. C’est que son point de vue puisse être exprimé. Je vous le dis, moi, très franchement.
Si on ne laisse pas des petits avantages... il avait un amendement qui comportait ces différentes notions qui déjà, je le rappelle, évoquait - ne disait pas "après dissolution", mais évoquait avec une majorité de gauche, qui supposait que la dissolution avaient eu lieu... Jean Poperen avait évoqué cette idée dans son amendement.
Je proposerais que cela reste là personnellement et qu’il l’accepte. Sinon je voudrais lui faire remarquer une chose : il nous est proposé,... le CERES exprime son point de vue... cela n’a aucune importance et il m’arrivera de faire la confusion... alors gagnons du temps... la plupart du temps je dirai CERES... il faudra me le pardonner, je n’aurais pas le temps de corriger à chaque fois surtout les matins de Comité directeur... donc Socialisme et République est parfaitement fondé à évoquer ce point ou plutôt je pense qu’il n’aurait pas dû l’évoquer, mais puisqu’il l’évoque, il le met dans son texte.
Il est clair que Jean Poperen le met dans son texte. On est dans la clarté, il n’y a pas à discuter.
Si on commence à sortir une partie de son propre texte, pour le mettre au meilleur endroit, je dis que cela ouvre la porte à l’interrogation sur le pourquoi.
Ceci simplement parce que le point de vue politique doit être exprimé, alors qu’on l’exprime dans son propre texte.
Si on cherche un endroit pour y gagner quelque chose, je ne comprends pas pourquoi ça n’est pas tout à fait à la hauteur de l’enjeu. D’autant que j’ajoute qu’il est très difficile, pour le Premier secrétaire que je suis, en tant que garant de la loi du Parti - et vous savez que je tiens à ce que les points de vue puissent être exprimés et on a déjà eu ce débat - donc il est très difficile pour moi d’admettre du point de vue des règles, qu’un amendement spécifique sera fait à l’endroit même où nous avons adopté dans un Congrès, voté par nos, tous nos militants, une position unanime.
Que vous exprimiez votre point de vue dans un amendement qui vous appartient, je ne veux pas vous en empêcher, puisque c’est le droit. Mais que j’accepte ou plutôt que nous acceptions, à partir du moment où votre point de vue n’est pas censuré, et vous pouvez le dire, aussi nettement que vous le voulez, que le débat soit focalisé dans le texte à l’endroit où ce débat ne devrait pas, en principe selon les règles du Parti, être réouvert, puisque c’est là le texte unanime, je crois que cela pose un problème de méthode.
Je dis très franchement que je ne comprendrais pas l’insistance sur ce point... du moment que vous pouvez mettre "après dissolution", ou "dissolution automatique", écrivez cela comme vous voulez, dans votre amendement, et du

moment que c'est le bon endroit... je demanderai à Jean honnêtement d'admettre la force de ce que je dis.
Nous ne sommes pas là, au Comité directeur, pour spécifiquement ouvrir, par un amendement précis, une discussion sur un texte voté unanimement par le Congrès et par ses militants... par ses 200 000 militants.
C'était dans la notion de synthèse, je vous le rappelle. Ca n'est pas une décision prise par 500 délégués ou 2 000 délégués et d'ailleurs cela aurait la même force. Tous les militants l'ont voté...
Que nous nous acceptions qu'on focalise une discussion sur un amendement, c'est dire nous-mêmes au Comité directeur, que nos décisions ne servent à rien...
Je ne peux pas entendre dire, du point de vue du droit au débat, qu'on revient sur une question qui devrait être tranchée et qui l'a été.
Je veux exprimer très vivement le souhait que le Comité directeur effectivement dise, et que Jean Poperen comprenne, que s'il exprime son point de vue, c'est son droit, dans son amendement mais qu'il ne vienne pas relancer la question par une incise spécifique à l'endroit où il y a eu décision du Congrès, unanimement.
Je pense que ça n'est pas une méthode je dirai sur le respect même que la Direction du Parti et le Comité directeur accordent aux décisions de ces Congrès et de ses dizaines de milliers de militants.
Je demande donc clairement à Jean Poperen qu'il exprime son point de vue comme il l'entend dans son amendement, comme Socialisme et République l'a fait clairement, nettement, dans son amendement.

Le président - Merci.
(Applaudissements)
Tu ne veux pas répondre tout de suite ?

Lionel Jospin - On a décidé qu'on réglait les points...

Jean Poperen

Oui, déjà cette chose a été évoquée, je crois, dans notre Commission, de savoir si nous émettions le souhait à ce qui avait été l'engagement commun.
Lionel, vraiment, ça n'est pas une question de place. Le rapporteur a parfaitement indiqué ce qui avait provoqué le changement de point de vue à partir du moment où nous avons eu le sentiment, sur un échange, que la proposition principale, originale, risquait d'être confondue avec cette affaire ponctuelle.
C'est un point très important pour le reste, alors que le problème est politique.
Moi je veux bien que nous soyons gardiens des règles, mais comment se fait-il que depuis des semaines, des camarades - et parmi les plus responsables, rouvrent en fait cette discussion ?
Alors voilà, c'est au niveau politique que ça se pose et pas sur le terrain de nos règles.

Fondation Jean Jaurès

La question principale est là. Moi je regrette que cette question ait été ouverte. Je ne l'ai pas rouverte pendant des mois, alors que sur le fond, c'est vrai, je pense profondément que je ne l'ai pas rouverte... rien n'a été fait... Je le dis, rien n'a été fait pour qu'elle le soit d'un certain point.
Alors les choses sont claires.
(Applaudissements)

Louis Mermaz - On ne peut pas laisser dire cela. Le problème des alliances est tranché unanimement. Il n'y a pas d'ambiguïté. Dans quelque courant du Parti que ce soit, sur la stratégie de gauche, c'est dans nos textes, c'est notre loi commune.

Dans la salle - Ca n'est que tactique...

Jean Poperen - Débattons-en devant les militants...

Dans la salle - On va le faire...

Jean Poperen - Un débat, Carrière...

Dans la salle - Mais bien sûr !

Jean Poperen - J'accepte l'invitation dès demain soir...

Un membre - C'est à moi de dire si j'accepte que tu viennes...

Jean Poperen - Tu ne t'en tirera pas comme cela... pas de gastonnades !...

Le président - Je vous en prie, gardons notre calme.

Un membre - C'est sur ce texte là...

Lionel Jospin

Je demande à Jean Poperen s'il accepte de réintroduire ce qui concerne la dissolution à l'endroit initial dans son texte. Quelle est sa réponse sur ce point ?
Ta réponse est non ?
Très bien. Alors moi je demande simplement à connaître quel est le texte de l'amendement et je propose que l'amendement soit l'introduction de l'amendement de votre amendement et qu'il soit seulement les trois mots : "après dissolution". C'est-à-dire que je veux pas qu'il y ait une re-rédaction de la phrase à ce moment-là. Le problème, c'est la dissolution. Alors je propose que l'amendement soit les trois mots "après dissolution"
Vous pouvez introduire à l'endroit où vous voulez dans la phrase, mais l'amendement, c'est : "après dissolution".

Fondation Jean-Jaurès

Je ne veux pas accepter un amendement contradictoire qui reprend, pour la transformer, la formule unanime du Congrès de Lille.
Est-ce qu'on est d'accord, au moins, sur ce texte ?

Jean Poperen - Je crois que tu as rendu très perceptible, et pour moi très clair, ce qu'avait dit, avec les histoires de points de suspension, mais cela m'avait échappé...

Lionel Jospin - Moi, c'est points sur les I.

Jean Poperen - Là,on est d'accord...
(Rires dans la salle)
Aucun problème.

Lionel Jospin - C'est l'amendement que je propose au Comité directeur de retenir, et je vais le faire voter... on ne va pas poursuivre la discussion.
C'est "après dissolution" que l'on met j'imagine après le mot "Assemblée Nationale".

Jean Poperen - Pas de problèmes.

Le président - Ce point est réglé.

Lionel Jospin - Je ne propose pas qu'on le retienne... je suis contre cet amendement !

Le président - Nous passons à l'autre texte maintenant et je passe la parole à Michel Charzat.

Michel Charzat

Chers camarades, après le compte rendu fait par Dominique Strauss-Kahn, je voudrais comme il l'a fait, comme l'a fait Jean Poperen, présenter l'éclairage de Socialisme et République sur les travaux de cette nuit.
Pourquoi Socialisme et République, présente une option composée, comme vous l'avez compris, de deux modules ?
Les 32 pages présentées initialement par Socialisme et République auxquelles s'ajoutent les 74 pages qui sont tirées du document initial.
Nous considérons tout d'abord et c'est tout à fait important pour nous, que le Parti Socialiste a tout à gagner dans l'opinion, à présenter l'image de ce qu'il est, à savoir une grande force démocratique.
N'hésitons pas à développer la discussion et à faire juges les militants, des grands choix qu'il va proposer dans quelques mois.
Nous sommes un parti d'idées. Je pense qu'au moment où certains tentent de discréditer la politique, voulant réduire la politique à la guerre des "look",

Fondation Jean Jaurès

voulant convaincre les Français aujourd'hui qu'il n'y a plus de différence de fond entre la Droite et la Gauche, je pense que nous avons tout à gagner en faisant cette démonstration.
Deuxièmement, chers camarades, certains considèrent que l'unité du Parti serait en danger dès lors que nous aurions une discussion portant sur les orientations et également sur les problèmes d'alliances.
Nous considérons - et c'est je crois ce qui a fait le ciment du Congrès et du Parti - que nous avons la responsabilité de faire trancher par des militants, dans la plus petite section de notre pays, ces choix, de ces orientations.
L'unité du Parti, elle résulte du débat et seul le débat donne un ciment à notre cohésion.
C'est une force. Donc l'unité n'est pas en danger. Elle sortira renforcée de ce débat que nous maîtrisons collectivement.
Et enfin, mes chers camarades, et c'est la troisième raison qui nous conduit à proposer aux militants ce texte, c'est que nous considérons qu'il y a - et c'est fondamental - débat, qu'il y a matière à discussion, qu'il y a matière à choix entre ces options, entre ces deux options.
Je ne sais quel souci tactique... de méchantes langues nous donnent... des idées en faisant cela, en déposant une option que nous prenons.
Nous prenons un risque, c'est le risque de la démocratie.
En disant tout ce que nous pensons, nous avons l'avantage, je crois, à la fois sur d'autres de présenter clairement ce que nous souhaitons et également nous prenons un risque, car les militants doivent trancher.
Quels sont les points qui font problème encore entre nous ?
Premièrement, il y un problème de cadrage de la campagne et de l'après campagne. Ensuite il y a un problème de clarification politique portant sur des points importants.
Le cadrage, d'abord.
Nous avons eu hier des échanges intéressants qui ont mis en évidence une différence d'appréciation sur la manière d'appréhender la campagne, et ensuite, bien sur, ce que nous ferons si notre candidat est élu. Nouvel élan, nouvel équilibre.
Au-delà de la présentation des variations sémantiques, il y a, je crois, une différence d'approche. Nous considérons que le nouvel équilibre ne peut être atteint qu'au terme d'une nouvelle dynamique. Une société n'est pas statique. Nous devons donc enclencher un processus autour de propositions et de rassemblements populaires. De même nous considérons que nous ne pouvons pas aborder cette élection d'une manière anodine. La menace du déclin guette notre pays. Un pays qui ne peut plus assurer à ses enfants le travail, qui ne peut plus moderniser son appareil productif, qui voit sa société s'émietter, est un pays menacé de déclin.
Nous devons traiter les Français en adultes et je dis que sur ce point il est pour le moins peu sérieux pour un parti de Gauche de laisser à la Droite ce thème, alors que c'est elle et les classes dirigeantes en particulier qui sont accusées par le constat du déclin.

Fondation Jean Jaurès

Deuxième problème, la clarification politique que les militants vont être appelés à trancher. Elle porte sur trois problèmes principaux.
Premièrement, le contenu de la construction européenne et de l'initiative européenne de croissance à laquelle nous appelons. Nous détaillons dans notre texte les modalités et les étapes de cette construction européenne dont le test à l'évidence sera la transformation du SME, sa promotion en monnaie de réserve, imposant des disciplines aussi bien pour les pays excédentaires que pour les pays déficitaires.
C'est la voie royale qui doit nous permettre de maîtriser la croissance, d'offrir un espace de solidarité économique et sociale dans un monde de plus en plus incertain.
Mais si cela n'était pas possible, il est clair que la France devrait, comme c'est son devoir, maîtriser son destin et tout faire pour développer une politique favorable à la croissance et à l'emploi.
Le deuxième problème qui fait question entre nous, me semble-t-il, c'est celui du primat que nous devons accorder à la croissance pour lutter contre le chômage, et par là même c'est l'ensemble des moyens que nous devons réunir qui pose problème, si nous ne sommes pas en mesure de faire sauter les verrous que nous imposent aujourd'hui certaines contraintes, certaines orthodoxies, certains dogmatismes monétaires ou libéraux.
Je dirai très clairement que l'on ne peut pas mettre en œuvre tout ce qui se trouve actuellement dans le texte de Strauss-Kahn et de la majorité de la Commission si par exemple on continue à avoir des taux d'intérêt en France supérieurs de 3% à ceux de l'Allemagne Fédérale pour des raisons qui tiennent à ce qu'est aujourd'hui le fonctionnement du SME.
A partir de cette situation, nous avons à la fois une spéculation foncière qui se développe au détriment de l'économie réelle, nous avons en même temps, et c'est la conséquence, le détournement de l'épargne, de l'investissement productif, qui est la clé du sursaut productif.
Le problème du SME n'est qu'un test parmi d'autres d'une politique d'ensemble qui aujourd'hui - et là je retourne l'argumentation d'Emmanuelli - nous serait interdite si nous n'étions pas en mesure de transformer le SME.
Enfin, troisième problème que les militants vont être amenés à trancher, celui du rôle et de l'étendue du secteur public et plus généralement du nouveau départ de l'économie à travers le dialogue social renouvelé.
Nous pensons que le plan doit définir les grands objectifs. Nous pensons qu'il faut additionner un puissant secteur public et un secteur privé revitalisé et pour ce faire, le secteur public doit avoir les moyens de jouer son rôle d'entraînement. Et pour ce faire, il faut désintégrer, sans que cela coûte trop cher et que ce soit trop long ou trop hasardeux sur le plan juridique, il faut faire sauter le verrou que constitue le bloc de contrôle de l'économie par les noyaux durs, et cela, cela peut se faire très simplement en représentant au public celui de la CGE et celui de la Société Générale et en reprenant le contrôle de Paribas et de Suez.
Un nouveau dialogue social, cela passe également par des droits nouveaux des travailleurs et, notamment, par leur représentation que nous souhaitons voir

Fondation Jean Jaurès

organisée, légalisée, dans les conseils d'administration des entreprises françaises...

Le président - Un peu de silence, écoutez l'orateur, s'il vous plaît.

Michel Charzat - Merci, président.
Je terminerai, chers camarades, car je sais que nous avons encore plusieurs semaines qui nous permettront d'aller au fond des choses.
Troisième problème : celui de la construction d'une Europe indépendante, d'une Europe européenne. J'en ai déjà dit quelques mots.
Nous souhaitons que l'Europe se fasse sérieusement et cela passe par la voie de la confédération, qu'elle définisse progressivement les conditions de sa propre sécurité et qu'elle forge les instruments d'une politique commune dans les matières décisives de l'économie, de la recherche, de la culture.
Enfin, et c'est le dernier point, rassurez-vous, chers amis, qui est à trancher entre nous - je simplifie - la dissolution. Comment aborder la préparation de la campagne présidentielle ?
A la fois, il apparaît clairement que le problème se pose dans l'opinion, et à la fois il est clair que nous ne pouvons pas éluder ce problème dans les prochains mois.
Je résume. Un nouveau Président ou un Président réélu, voulant mettre en œuvre une autre politique, ne pourra pas le faire avec l'Assemblée Nationale actuelle. J'ajoute que l'opinion publique n'est plus favorable - elle est même très défavorable - à la cohabitation, pour des raisons évidentes et que - autre argument qui a été utilisé - nous ne pourrons sans doute pas attendre très longtemps pour dissoudre, car plus nous attendrons, plus nous perdrons des atouts.
Pour toutes ces raisons, mes chers camarades, je crois que le bon sens et la rigueur nous imposent de dire ce que nous ferons.
Voilà, j'ai voulu clarifier ce qui pouvait l'être encore.
Je pense que le débat va être maîtrisé, c'est notre volonté. Nous avons la volonté d'aboutir au mois de janvier prochain à une bonne synthèse dynamique et, sur ces bases, je suis persuadé que ce sera un "plus" pour le Parti que d'être rassemblé par le débat, par la discussion sérieuse, avec la volonté de trancher les problèmes qui peuvent rester entre nous et qui restent aujourd'hui encore à surmonter.
Merci.
(Applaudissements)

Le président - Georges Sarre, je te demande d'être bref, parce qu'il faut que le vote intervienne dans de bonnes conditions.

Georges Sarre - Après l'intervention de Michel Charzat, qui a dit l'essentiel, je ne crois pas utile que j'intervienne à mon tour. Je le ferai dans l'hypothèse où certains camarades engageraient à nouveau la discussion.

Collection Jean Jaurès

Le président - Merci, Georges Sarre.
La parole est à Gérard Fuchs.

Gérard Fuchs

Dominique Strauss-Kahn nous a présenté un excellent rapport sur ce qui a été adopté en Commission des résolutions. Je voudrais ajouter un mot sur un texte qui avait été également présenté, qui n'a pas été adopté à mon regret et renouveler devant le Comité directeur l'expression de ce regret.
Nous avons été de 1981 à 1986 au pouvoir. Nous avons voté un certain nombre de très bonnes lois et pourtant, nous savons bien que nous n'avons pas suffisamment changé la vie quotidienne des gens, et nous savons bien que c'est l'un des reproches qui nous a été fait durant la campagne électorale législative. Nous avons voté les lois de décentralisation, les lois Auroux, les lois de démocratie du secteur public, et qu'il s'agisse des citoyens ou des travailleurs du secteur privé ou public, les conséquences de ces lois, nous le savons bien, ont été insuffisantes. L'amendement, dont je regrette qu'il n'ait pas été adopté, est un amendement qui posait le problème - qui pose le problème, car le problème reste posé, quel que soit le sens de l'amendement - de la relation entre l'action politique et le mouvement de la société civile.
Que disait, en un mot, notre amendement ? Bien sûr, les propositions qu'élabore le Parti Socialiste, c'est fondamental pour la campagne, mais il disait que la démarche de mise en œuvre de ces propositions était également importante. Nous avons fait des expériences à cet égard négatives. Lorsqu'il n'y a pas eu suffisamment de concertation, lorsque nous n'avons pas réussi à susciter la participation, un certain nombre de nos lois sont restées lettres mortes et je suis convaincu que notre Parti aujourd'hui comme notre candidat demain, devront se caractériser par la nature des engagements que nous élaborons aujourd'hui, mais aussi par la méthode de mise en œuvre qui, dans notre esprit, demande une implication aussi grande que possible des habitants et du monde du travail de ce pays.
Je crois à cet égard que le mot clé de notre amendement qui était le mot de "contrat", qui actualisait que la Gauche d'aujourd'hui, ce n'est pas simplement des gens de bonne volonté qui veulent changer la société pour les gens, qui veulent gouverner pour les gens, mais que la Gauche est aussi une démarche qui vise à gouverner avec les gens, méritait un meilleur sort que celui qui lui a été dévolu.
Je ne rentre pas dans le détail de l'analyse de l'amendement "contrat" à niveau local, pour impliquer davantage de citoyens, contrat au niveau de l'entreprise pour donner plus de vie à la participation des travailleurs, et à un droit de contrôle dans une période de mutations technologiques qui impliquera, de toute façon, un certain nombre de changements sociaux, contrat au niveau de l'Etat enfin, où nous savons bien qu'il faudra que notre pays prenne plus de risques, avec plus d'audace, dans les mutations technologiques, mais qu'en contrepartie,

Fondation Jean Jaurès

davantage de solidarité sera nécessaire.
Ce mot "contrat" selon nous méritait donc davantage de considération.
Nous nous sommes abstenus sur l'amendement de Jean Poperen parce que nous avons regretté que la discussion sur ce point soit insuffisante ou plus exactement, qu'elle ne permette pas un minimum de prise en considération de ce mot, de ce contenu de la démarche politique qu'il implique.
C'est dans le même esprit que nous avons défendu notre amendement. Il a été refusé par la Commission des résolutions, je crois... J'essaierai de dire avec humour qu'il serait contraire à la philosophie même de cet amendement de dire maintenant : nous allons régler le problème du contrat à travers un vote de ce que j'oserai appeler la société civile du Parti. C'est contradictoire avec notre état d'esprit même.
Nous ne poursuivrons donc pas à travers le vote la défense de cette idée de démarche politique à travers le contrat, mais nous poursuivrons le débat sur ce point dans les sections, car il nous paraît fondamental pour l'avenir de la transformation sociale dans notre pays.
(Applaudissements)

Le président - Très rapidement, Marie-Noëlle Lienemann, ensuite Soubré, et Lucien Dupuis; Puis, nous passerons au vote.

Marie-Noëlle Lienemann

Chers camarades, Dominique Strauss-Kahn n'a pas pu vous annoncer que je déposais quatre amendements. Effectivement, comme il vous l'a rappelé, la Commission des résolutions a pris en compte un certain nombre d'idées auxquelles j'étais attachée et le texte, déjà, à l'issue du travail de la Commission, avait pris par exemple un passage sur le développement local.
Mais pourquoi est-ce que je maintiens ces amendements Pour une raison que vous comprendrez. J'ai le sentiment que le Parti n'a pas fait l'évolution culturelle et politique qui me parait nécessaire, quand on regarde la situation de la société française, l'évolution de la situation économique, l'évolution de la situation culturelle et des valeurs, et plus généralement, les mutations que nous vivons.
Donc, le premier amendement que je dépose reprend trois idées auxquelles je tiens et qui, je crois, pourront être accueillies favorablement par les militants. C'est d'abord l'idée qu'il y aura une composition politique après l'élection présidentielle et que rien ne serait pire que cette composition politique se fasse au détour d'alliances parlementaires qui ne seraient pas transparentes. Rien ne serait pire que de faire comme si elles n'avaient pas lieu.
Je crois donc essentiel que dès notre programme et dès notre campagne nous soyons porteurs de ce qui sera consensus ou idées forces qui structureront la société de demain.
Je souhaite donc que les Socialistes définissent ces zones nouvelles de consensus en les liant à leur volonté de transformation sociale et c'est là que

nous retrouvons un désaccord sur l'analyse de la crise que nous ne jugeons plus comme une crise de mutation, une crise de dérégulation économique car les transformations de la société auront lieu, elles basculeront dans un sens ou dans un autre, et selon que la Gauche portera ou non ces mutations, la Gauche sera capable d'être celle qui structurera de manière déterminante la vie productive de demain.
Le désaccord aussi est lié à cette idée de mutation, sur les méthodes de gouvernement, sur le mode de l'action politique, je crois que le texte - Dominique l'a dit - est très centré sur l'action de l'Etat. Je suis persuadée qu'au contraire, il nous faut aller vers une actions moins directe, ce qui ne veut pas dire le laisser-faire, un Etat plus animateur, une forme d'action collective moins centralisée, et vous reconnaîtrez à travers ces traits, grossiers bien évidemment à ce moment du débat, une certaine actualisation de ce que nous avons appelé la démarche co-gestionnaire.
Le second amendement concerne l'emploi. Je reste persuadé que nous avons une analyse fondée sur une croissance forte, bien sûr personne ne va nier la volonté de croissance, ce qui m'interroge énormément c'est que cette volonté de croissance ne pourra pas aboutir à une croissance forte. Et nous éludons donc toutes les autres possibilités de lutter contre le chômage, qui vont finalement peut-être être plus déterminantes que cet appel à la croissance.
Même l'appel du CERES, que je soutiens, a parlé d'une croissance européenne, et Dieu sait que depuis des années nous en parlons, mais même tous les experts les plus optimistes sur ces logiques de croissance européenne l'estiment à 1 ou 2%,e t nous avons déjà perdu 0,5%, d'après les mêmes experts, de croissance lié au krach financier. Alors, ne croyons pas qu'à travers la croissance nous réglerons le problème de l'emploi.
Vous comprendrez donc que je reste attachée à l'idée d'autres formes d'action vers une société de pleine activité qui elle aussi constitue un changement culturel, en particulier fondée sur le partage du travail, mais ne caricaturons pas, il ne s'agit pas de partager un gâteau, il s'agit de définir des zones de négociation globale sur les contrats, ou introduire la réduction du temps de travail, : l'aménagement du temps de travail, la formation et la nature du salaire, car le problème de la compensation salariale n'est qu'un petit bout de la lorgnette. Sur quelle base allons-nous asseoir les salaires dans la société de demain ?
Je crois que cette question doit être mise au débat conjointement au partage du travail, et je tiens aussi à cette idée de contrat, et en particulier de contrat salarial.
Le troisième amendement concerne la cogestion, je parle de zones de consensus, que l'on me comprenne bien, il ne s'agit pas d'une espèce de dénominateur commun sur les... (inaudible), il s'agit d'avancer dans les transformations assez radicales de la société et dans des secteurs où nous pouvons rassembler largement. Ne faisons pas l'économie d'une mutation profonde de nos entreprises, l'heure est venue d'avancer sur le texte de la cogestion dans notre pays, et de ce point de vue l'amendement essaye de préciser les points sur

lesquels on pourra avancer, en particulier le pouvoir des salariés dans les Conseils d'administration.
Le dernier point : je ne reprendrai pas mon intervention d'hier, il concerne l'Europe, Charles Josselin l'a dit ce matin, la vision de ce texte est une vision qui tire notre position d'avantage vers le bilatéralisme franco-allemand plutôt que vers une conception globale d'une Europe à 12, fondée sur l'Union Européenne. Cette dérive me paraît grave, lourde de conséquences pour notre pays, et lourde pour notre vision de l'Europe, car nous le savons bien, ce débat sur l'Europe sera au centre de l'élection présidentielle, et je ne voudrais pas que le Socialisme reste sur la vision de de Gaulle, qui était finalement un accord franco-allemand, et les autres suivent, s'ils sont d'accord ou pas. Ces pourquoi je dépose cet amendement, qui était déjà inclus dans le texte que j'avais déposé dans le" Poing et la Rose" sur les Etats-Unis d'Europe, en souhaitant que nous allions plus vite et en tout cas dès maintenant, après 1992 vers l'Union Européenne.
Mes chers camarades, je crois que sur ces différents points, qui ne font pas nécessairement un tout, mais qui ont leur cohérence, je souhaiterais que les militants puissent clairement donner leur point de vue, et j'ajouterais aux propos de Jean Poperen et de nos camarades Socialisme et République, qu'il ne me parait pas que nous menacions notre identité, et notre unité, si nous sommes capables de débattre sereinement de tous ces points.

Le président - Merci.
Luc Soubré...

Luc Soubré

Très brièvement, sur les amendements qui nous ont été distribués ce matin, chers camarades, j'attire votre attention sur la page 2, et sur l'amendement qui serait prévu à la page 112, avec "une politique globale et équitable", il s'agit des droits de l'enfant.
Je souhaite que le Comité directeur ici présent relise un peu ce texte, dans la mesure où il me semble dangereux en plus d'un point, car il est assez dangereux de dire que l'enfant est trop rarement au centre des préoccupations politiques. J'attire votre attention sur ce que des adversaires pourraient faire d'une telle phrase, bien découpée...
Et l'on dit "l'enfant est rarement au entre des préoccupations politiques", et d'ajouter "économiques et sociales", c'est une bêtise, l'enfant est considéré comme un marché, il est au centre des préoccupations économiques.
Il y a à la fois dans la même phrase beaucoup de dangers politiques et d'erreurs de société.
Je vous propose, si vous en êtes d'accord, de re-soumettre une autre formulation qui serait soumise à Dominique Strauss-Kahn, et éventuellement à la petite Commission qui a travaillé, pour ne pas allonger le débat, mais franchement par rapport à nos adversaires on ne peut pas laisser passer ce texte tel qu'il est.

Fondation Jean-Jaurès

Le président - La parole est à Lucien Dupuis.

Lucien Dupuis

C'est à propos également de la partie "Education" et de l'un des amendements qui nous est proposé sur le crédit-formation...

Le président - Je demande à ceux qui sont debout au fond de la salle de bien vouloir s'asseoir. Nous allons passer au vote dans un instant, soyez encore calmes pendant quelque temps, nous allons terminer bientôt.

Lucien Dupuis - Merci, président.
L'idée est intéressante et, d'ailleurs, a été introduite dans notre motion de Congrès de Lille, mais le développement qui en est fait ici mérite réflexion et je voudrais, comme d'autres l'ont fait avant moi, faire appel à la sagesse et à la vigilance du Comité directeur en la matière.
Sur cette partie proposée, je vois, quant à moi, une ambiguïté et un risque.
Une ambiguïté dans la mesure où l'égalitarisme affirmé de la formation, déconnecté des besoins, est peut-être une fausse égalité.
Nous avons le devoir de répondre au besoin éducatif de tous et, particulièrement, des plus défavorisés. En matière de satisfaction de ce besoin, le crédit-formation est sans doute un moyen ; il est loin d'être le seul, c'en est un parmi d'autres. De plus, les défavorisés les plus défavorisés ont sûrement besoin d'un crédit beaucoup plus important que les autres.
Une ambiguïté, mais aussi un risque.
Si j'en crois "Le Monde" d'hier, sous couvert du plan un certain nombre de nos adversaires s'apprêtent à s'engager sur la voie de la désintégration du système éducatif en prenant comme levier une disposition assez voisine de ce que nous, nous appelons le crédit-formation. On se souvient d'ailleurs du chèque-formation qui est préconisé par les partis de droite.
Je crains que cette notion, mal maîtrisée aujourd'hui, en fait entrebâille la porte à la privatisation.
En raison de ce risque et de cette ambiguïté, je souhaiterais que l'on en revienne à la formulation de la motion de Lille, dans l'attente d'une étude plus approfondie de cette question, notamment par les Commissions compétentes. Je crois qu'une telle notion ne peut être introduite simplement au détour d'une délibération, sans doute importante, mais trop rapide, de la Commission des résolutions.

Le président - Merci.
Je demande à Dominique Strauss-Kahn de reprendre et de conclure, et ensuite nous passerons au vote.

Fondation Jean Jaurès

Dominique Strauss-Kahn

Je ne reprend rien. Ce que je vous propose, c'est que l'on vote tout d'abord sur les amendements distribués, et ré-amendés par les uns et par les autres, Je propose au Comité d'adopter cette série d'amendement qui viendront enrichir le texte soumis hier.
Après quoi, ce texte ainsi amendé, il faudra passer au vote des différents autres points, le texte de Socialisme et République, et l'amendement de Jean Poperen.
Je crois que c'est comme cela qu'il faut procéder. Cela ne me semble pas mériter d'autres conclusions... apparemment si...

Le président - Lionel veut ajouter un mot.

Lionel Jospin

Non je n'ai pas d'autre conclusion mais une suggestion à faire et je m'excuse de la personnaliser en partie. Il se trouve qu'on me demande depuis quelques minutes mes réactions sur les radios. Et je dois faire un journal à 13 h. En même temps, j'aimerais bien participer au vote et aussi, je propose qu'on ne revienne pas à la discussion sur chacun des amendements... tout a été dit, nous votons... car je préfère être là pour le vote.

Marie-Noëlle Lienemann - Je demande à ce que les amendements soient soumis au vote comme les autres.

Lionel Jospin - Bien sûr, c'était implicite, les amendements présentés sont soumis au vote mais on ne rediscute pas pour argumenter sur chaque amendement. C'est là ma préoccupation.

Le président - Si on vote sur les amendements retenus, cela veut dire qu'on vote sur les textes ?
Nous votons toujours les amendements.
Je mets aux voix l'ensemble des amendements retenus par la Commission des résolutions avec la modification de Luc Soubré qui s'intègre dans le texte long que vous avez sous les yeux. Donc les modifications vont être rédigées et sous réserve de ces modifications, que ceux qui sont d'avis d'adopter l'ensemble de ces amendements, qui s'intègrent dans le texte long, veuillent bien lever la main ?

Un intervenant - ... sous réserve de Soubré mais pas Lucien Dupuis...

Lionel Jospin - Je propose que sur le texte Lucien Dupuis, on rediscute au Bureau exécutif...

Le président - On vote.
Merci.

Fondation Jean-Jaurès

Votes contre ?
Il m’a semblé qu’il n’y en avait pas
…
Abstentions ?
Merci.
Nous votons maintenant sur le texte de Jean Poperen.

Jean Poperen - Il y en a deux !
Tu commences par celui que tu veux.

Le président - Nous votons sur le texte de Jean Poperen, sur l’amendement qui a été introduit par Jean Poperen.

Jean Poperen - On ne va pas perdre de temps mais il y a deux amendements.
L’amendement, première partie, appelle le "contrat" si tu veux, et puis l’amendement "dissolution".

Le président - On les vote ensemble ?

Jean Poperen - Non, deux votes.

Le président - Faites silence, c’est assez compliqué comme cela !
Sur le texte de Jean Poperen, qui est un amendement complémentaire à la première partie, quels sont ceux qui sont d’avis de le voter ?
Contre ?
57.
Abstentions ?
9.

Dans la salle - Ce n’est pas possible

Le président - Le deuxième texte Poperen, c’est-à-dire l’ajout après dissolution à la fin du texte.
Que ceux qui sont d’accord pour voter cet ajout lèvent la main ?
29.
Contre ?
81.
Abstentions ?
3.
Nous passons maintenant au texte "Socialisme et République" qui se substitue aux 92 premières pages du texte de la Commission des résolutions. Que ceux qui sont d’avis de voter ce texte lèvent la main ?
23.
Contre ?
85.

Cop. Fondation Jean-Jaurès

Abstentions ?
8.
Je mets maintenant aux voix le texte long avec les amendements sur lesquels vous vous êtes déjà prononcés favorablement. Que ceux qui sont d'avis de l'adopter, veuillent bien lever la main... ah ! Pardon, pardon... je mets d'abord globalement aux voix les amendements; ceux qui sont d'avis de les adopter lèvent la main ?

Marie Noëlle Lienemann - Un par un !
(Protestations)

Le président - Que ceux qui sont d'avis d'adopter les amendements présentés par Marie-Noëlle Lienemann lèvent la main ?

Gérard Fuchs - Il y a certains amendements dans le paquet de Dominique qui sont passés...

Le président - Il y en a 4 qu'elle continue à déposer. On vote sur les 4 amendements qu'elle vient de présenter à l'instant.
Ceux qui sont d'avis de les voter, le manifestent en levant la main ?
2.
Contre ?
Je crois que ce n'est pas la peine de compter. Bien Nous arrivons au vote sur l'ensemble du texte avec l'inclusion des amendements sur lesquels nous nous sommes déjà prononcés favorablement.
Que ceux qui sont d'avis de voter l'ensemble du texte veuillent bien lever la main ?
88.
Contre ?
24.
Abstentions ?
8.
Le texte que j'appellerai Strauss-Kahn est donc adopté.
Je vous remercie, la séance...

Pierre Mauroy - Il y a le Comité directeur à compléter.

Marcel Debarge - En effet, en l'absence de Lionel qui est parti faire les radios, je vous propose en remplacement de notre camarade Fajardie, Gilles Bonnemaison et à la place de Gilles Bonnemaison qui était suppléant, lui devenant titulaire, Marie-Laure Morin.

Le président - Merci, la séance est levée.

Coll. Fondation Jean-Jaurès